

Le Monde

idées

AU-DELA DE L'HEXAGONE

La pierre angulaire de la présidence

par l'amiral (C.R.)
DE JOYBERT (*)

VOICI qu'à nouveau les Français sont appelés à élire (ou à réélire) un président de la République. Il était temps ; depuis quelques années (ou depuis deux mille ans ?) les Français se proclament en colère : pompiers, militaires, instituteurs, enseignants, etc. ; il n'est fils de bonne mère dans notre beau pays de France qui ne se sentirait déconsidéré à ne pas se déclarer en rogne. Cette unanimité peut faire rêver, dans la sécheresse de ses promesses électorales, mais elle ne nous dit rien de la pierre angulaire de la présidence.

Et, en effet, si l'alternance et la liberté sont bien les deux mamelles de la République, il est assurément temps de s'interroger pour trouver quelle alternative à un si fâcheux état de choses. Or, pour simplifier jusqu'à la caricature, la droite au pouvoir chez nous s'occupe de la France, et la gauche des Français ; nous devons à celle-ci les congés payés, les assurances, la retraite des vieux, mais c'est la droite qui assure avec l'atome une épave dorsale à notre défense et une francisation progressive à notre politique de l'énergie.

Donc alternons ; et voici juste-

ment que flotte à l'horizon l'ortiflamme marxiste : pour tout homme de bonne foi l'idéal marxiste symbolise le plus beau rêve qu'aient jamais eu l'humanité et de l'exploitation de l'homme par l'homme ; mais alors comment expliquer que depuis quelques années nous nous soyons mis en pratique à altérer sans exception signifiante la dictature d'un seul ou d'une oligarchie, tortures, goullages, assassinats et perte de la liberté ; non, décidément, cette mutation n'est pas encore au point.

C'est le moins qu'on puisse en dire. Le drapeau socialiste se pare, Dieu merci, de couleurs plus humaines ; mais il ne peut s'arborer chez nous au mal de l'Élysee que hâssent tout d'abord sur les épaules communistes, et nous retombons dans le problème présumé de la direction du P.C.F. ne venant ou ne pouvant se déstabiliser, la solution socialiste reste non crédible.

Mais si la grogne interne règne en France à l'état endémique, que dire des fureurs d'apocalypse que l'on voit peu à peu obscurcir l'horizon ? Et pour les conjurer, gauche ou droite ?

horreur de l'ombre nucléaire », et les Russes ne sont pas des gens à se laisser tenter par l'aventure. On peut jouer avec les dépêches d'Élysée ou les avions de Nuremberg, on ne joue pas avec les fusées nucléaires.

Encore faut-il que cette crainte salutaire à l'Est se nourrisse de réalités solides : dissuade à l'Ouest. Il nous faut donc un dispositif stratégique qui puisse résister à l'hypothèse même d'une frappe nucléaire en premier, et donc, pour l'heure et avant tout, des sous-marins atomiques ; et ce dispositif doit s'appuyer sur un corps aéro-terrestre nécessaire et suffisant pour garantir sa survie, d'une part, et éviter d'avoir à brandir d'autre part, une menace pour réduire des incidents mineurs. Le tout est plus vite écrit que fait, mais c'est d'une nécessité indéniable.

Le blocus, dernier procédé imaginable, réduisant autrefois et fort bien la mieux fortifiée des villes. Sans eau, la farine épuisée et les derniers rats mangés, l'ère était de se rendre à merci. Si la faim ne peut mettre l'Europe à genoux, la loi du talion reste totalement inopérante : supposés coulés les 20 millions de tonnes de la marine marchande russe, l'effort de guerre de Moscou n'en est pas amoindri d'un iota.

Nous ne tirons de nos météorites que des pourcentages dérisoires des matières premières et de l'énergie nécessaires à notre économie et nous pouvons être coupés de nos ressources d'origine soit à la source, soit par les opérations correspondantes seraient longues, dispersées et dangereuses, soit au cours de leur transport par mer (sous-marins nucléaires d'atterrage en particulier).

S'agissant d'un ennemi potentiel à qui rien ne manque pratiquement sur 20 millions de kilomètres carrés de son empire, la loi du talion reste totalement inopérante : supposés coulés les 20 millions de tonnes de la marine marchande russe, l'effort de guerre de Moscou n'en est pas amoindri d'un iota.

Nous voilà donc encore tenus de défendre nos cargaisons embarquées par nos sous-marins, nos escadrons de chasse, avions, hélicoptères. La note à payer pour sauvegarder notre liberté s'élève à un troisième chapitre qui forme avec les deux autres la clé de voûte de la responsabilité suprême à l'Élysée.

Et ce n'est pas la répétition inépuisable du mot détente qui pourra l'alléger ; pour détenir qu'elle soit, elle ne semble pas suffire à empêcher les budgets militaires occidentaux de s'élancer à hauteur des craintes qu'inspire le surarmement soviétique ; quant aux satisfactions de la France, elle nous laisse parfaitement indifférents.

En fait, il faut toujours y revenir : nous voulons conserver à la fois paix et liberté, ce ne sera jamais à partir d'une situation de faiblesse. Croyez-le.

(*) Ancien chef d'état-major de la Marine.

Philosophie de la politique étrangère française

par MANUEL DE DIEGUEZ (*)

EST-IL permis d'aller un peu au fond des choses en matière de politique étrangère de la France ? Cela n'est pas sûr, tellement les Français, dans leur immense majorité, semblent indifférents à ces questions et tellement la classe politique elle-même adopte, dans ce domaine, tantôt une attitude sentimentale, tantôt un comportement dogmatique, c'est-à-dire purement idéologique. C'est donc peu de dire qu'il est téméraire de traiter de la diplomatie comme d'une science et d'un art.

Et pourtant, la politique est la science du possible ; et, par définition, le possible en appelle à une réflexion rationnelle et objective. Qu'est-ce donc que le rationnel et l'objectif en politique étrangère ? Rien d'autre que la juste pesée des forces en présence et l'exacte appréciation des moyens de modifier ce rapport.

C'est avec cette question préliminaire que tout, déjà, commence de se gâter, parce que le gaullisme a été globalement un échec diplomatique, donc le résultat d'une appréciation erronée du possible. Or une telle appréciation ne sera reconnue exacte que par les historiens de l'an 2000. Aujourd'hui, le seul fait de l'énoncer est reçu comme un sacrilège. Certes, le général de Gaulle a

su attendre patiemment que le peuple français accepte avec soulagement la perte de l'Algérie — et cette attente a permis au général qu'il ne soit porté nulle atteinte au prestige de sa propre personne ; certes, l'homme du 18 juin a su doter la France de l'arme atomique, emblème d'un prestige diplomatique indéfectible, mais source d'une doctrine de défense militaire fondée sur un matérialisme solitaire et à la longue, non crédible ; certes, ce grand homme a donné au pays une forme de solidité institutionnelle, dont il reste à prouver qu'elle est compatible avec le tempérament national et avec les ambitions des chefs de parti, qui n'ont pas changé depuis Jules César. Mais il a proposé successivement et vainement notre alliance à l'Angleterre, à l'Allemagne et même à l'Italie avant de se tourner vers l'Est. L'expérience du possible a alors démontré que la France seule n'a plus un poids suffisant pour que son alliance privilégiée avec une très grande puissance puisse lui redonner un rôle de premier plan dans le monde. Cette erreur de pesée a laissé la France isolée. Une politique retentissante, flatteuse pour l'orgueil gaulliste, mais toute verbale, a conduit Moscou et Washington à négocier plus que jamais par-dessus notre tête.

La dimension nouvelle

Dès lors, le rationnel repose sur un préalable psychologique : à savoir que, sans rien perdre de son identité, la France entre dans sa dimension nouvelle. Mais elle est encore loin d'accepter sérieusement l'idée d'en explorer la fécondité politique. Toute une génération née avant 1940 vit encore mentalement comme si un lien naturel rattachait indissolublement les affaires du monde à la morale politique de la France. Or, s'il est très vrai que la morale même le monde, ce furent toujours les maîtres du monde qui régèrent les idéologies directrices et qui en déterminèrent le cap. Puisque ce sont donc eux, l'Amérique et l'U.R.S.S., qui ont hérité du « Beau », du « Bien » et du « Juste », il nous faut remplacer notre catéchisme politique d'autrefois par une rationalité diplomatique moins quichottesque. Mais il se trouve que notre nation a toujours montré un certain goût pour le théâtre. D'où une opposition habituelle à l'acte, nos souvenirs ; d'où la difficulté de faire comprendre à la nation une politique qui ne saurait se donner l'air tout entier le plus à cœur : le panache.

Si du moins une politique étrangère timide, modeste, réaliste, conduisait avec certitude au succès ! Mais il n'existe pas de politique dépourvue de risques. Il n'est donc pas du tout assuré que la construction peut sévèrement et discrètement de l'Europe

ira à son terme et que la France retrouvera un rôle planétaire par le relais d'un continent doté d'une véritable conscience politique et décidé à s'armer. Comment, dans ce doute, résister aux nostalgiques de l'ortiflamme verbeuse sans tomber, pour autant, dans un langage de président de la Confédération helvétique ?

Le cas de la Pologne offre un exemple frappant de cette difficulté. Car, si une France en image d'Épinal s'engageait à fond à défendre la Pologne en cas d'invasion, comment chanterions-nous demain ce grand air romantique puisque l'Amérique de Reagan elle-même ne désenclencherait pas la guerre mondiale pour la Pologne ? Ainsi envisagée, la Pologne n'est que l'ombre d'une ombre, la puissance américaine n'est que l'ombre d'une ombre. Mais si nous choisissons l'autre terme de l'alternative, nous laissons entendre que la Pologne appartiendrait par nature à la zone géographique et stratégique sur laquelle s'étendrait légitimement l'hégémonie soviétique. Comment pourrions-nous, après cela, nous déclarer des Européens, et quelles chances l'Europe aura-t-elle ensuite de prendre conscience de son unité culturelle et de conquérir sa force réelle et de conquérir sa force politique propre ? Comment éviter à la fois le ridicule de sur-estimer notre influence et le creux du neutralisme ? Comment ne pas remplacer l'orthodoxie par la casuistique ?

C'est pourquoi les experts en logomachies auto-robotiques, qui excellent à fleurir la politique étrangère de discours de pure scolastique, tiennent en quelque sorte la dragée haute à la France réelle et recueillent les applaudissements de tous ceux qui se replongent avec délices dans les sources théologiques de la rhétorique française, quand nos docteurs angéliques font l'administration de l'Europe entière à répandre sur toutes choses une logique insupportable, dont le seul défaut était d'être construite sur des prémisses mythiques.

Jamais le problème de l'action de la France n'a exigé des solutions plus opposées au génie naturel d'une nation de dialecticiens et de juristes. Chez nous, les hommes politiques sont jugés avant tout, non point sur leur solidité intellectuelle, mais sur leur brillanteur. Quand l'intelligence n'a pas épousé les choses, la politique repose avant tout sur une doctrine, comme la théologie, donc sur l'immobilité mentale d'une orthodoxie. Alors les concepts demeurent des idées figées.

Il n'existe pas d'exemple dans l'histoire de renoncement aux armes qui n'ait pas conduit à l'infatigabilité : seul un continent qui s'armait lui-même restait son propre maître. Peut-être un jour la Pologne envahie sera-t-elle la victime propitiatoire qui scellera le destin résurrectionnel de l'Europe sur l'autel du courage.

(*) Écritain.

Assaut, subversion, blocus

Nos trois derniers présidents présentent en matière extérieure un bilan honorable ; on peut ne pas tout approuver, et, pour le passé récent, si Kolwezi, magnifique exemple d'en avoir eu, il faut bien, malgré tout l'intérêt apparent de tels contacts, donner un aéro pointé à Varsovie, car les Russes ne comprennent et ne comprennent jamais que le langage de la force, appuyé sur la solidarité interalliée.

Mais, là encore, que nous offre l'alternative marxiste ? A l'en croire, dix millions d'Afghans, vieillards, femmes et enfants, compris, ne luttaient que pour leur « droit de cuissage » contre l'envahisseur soviétique ; et hélas ! on trouve dans toute l'histoire du monde un autre exemple d'un Etat qui s'enferme derrière mines, schémas et barbelés, non pour empêcher l'ennemi d'y entrer, mais pour interdire aux amis d'en sortir ?

Et nous voilà forcés encore de plaquer l'alternance et de conserver les mêmes gouvernants, qui, eux, du moins, défendent la liberté.

Car si la liberté, à l'échelle d'une nation, c'est bien d'abord l'assurance de pouvoir forger ses propres lois (même si tant d'entre nous passent ensuite leur vie à les tourner), c'est bien cela, l'essence même de la liberté, notre défense nationale doit se donner les moyens de la sauvegarder.

Le premier devoir, quand on aspire ou qu'on accède à la présidence de la République, consiste donc, au-delà du tout-bon qui font les demandeurs de privilèges de tout poil, à chercher, exiger et mettre en œuvre ces moyens.

Défendre. Défendre quoi ? On le sait, mais contre qui ? En attendant qu'un jour proche, ou plus sûrement lointain, l'Inde ou le Japon, la Chine, le Brésil ou le Nigeria deviennent notre ennemi potentiel, nous n'en avons qu'un pour l'heure, et c'est l'U.R.S.S. Prisonnière d'un monstrueux empire que lui ont légué les tsars, comme Napoléon l'était des conquêtes de la Révolution, l'U.R.S.S. simultanément s'efforce d'élargir sous la bannière rouge les marches de son glacieux immédiat, et, en brandissant la faucille soviétique, de mettre le reste du monde à sa botte.

Ayant, elle, abandonné tout dessein universel, que doit faire la France pour s'opposer, en ce qui la concerne, à ce funeste dessein ?

Si nous assomons la France — et l'Europe occidentale, ce qui revient strictement au même

à une citadelle assiégée, on peut avancer qu'il n'existe guère que trois façons de réduire à merci cette forteresse : ce sont l'assaut frontal, la subversion interne et le blocus.

Qu'est-ce que la subversion ? C'est le renversement de l'ordre établi par le bouleversement des idées et des valeurs reçues (Robert diti). C'est un procédé lent ; soixante ans après les fâcheuses prédictions de Lénine, l'Occident est toujours debout, vermonlu, il est vrai, et bien miné, l'intérieur par tous nos vices, mais encore debout. Cette façon de faire présente pour le perturbateur une grande qualité, c'est, sans aucune maladresse, de ne pas engendrer le recours aux armes, moins encore l'apocalypse nucléaire.

Mais, vu du patient, c'est un procédé insidieux qui ne combat que par la générosité ; on ne fait pas du social à la pointe des balonnettes. Encore faut-il le pratiquer, et en tête de liste des priorités.

Les deux autres procédés sentent davantage la poudre. L'attaque frontale ne peut être, bien sûr, qu'aéro-terrestre ; on a assez glorieux sur la lourde disparité de ces armes entre OTAN et bloc soviétique ; sans l'existence de l'atome militaire, il y a belle lurette que l'U.R.S.S. aurait assailli l'Europe occidentale. Mais, justement, cet assaut frontal recule en lui-même la gigantesque

(*) Ancien chef d'état-major de la Marine.

Rappels à d'éventuels transfuges

par FRANÇOIS DE ROSE (**)

est prêt à laisser les socialistes plumer la volaille — communiste. C'est aussi prévoir l'indifférence du candidat de la gauche aux aspirations de ceux qui l'auraient élu, mais alors pourquoi serait-il infidèle à ceux qui ont toujours voté pour lui afin de satisfaire les quelques transfuges de l'actuelle majorité qui auraient voulu avant tout manifester leur mécontentement à l'égard du président sortant ?

Sans doute, parmi les électeurs qui hésitent, beaucoup se sont posés des questions, au cours du septennat de M. Giscard d'Estaing, sur certaines de ses initiatives et le style de sa politique étrangère. C'est parce que nous avons nous-même exprimé en ce domaine, et sur tel ou tel point particulier, étonnement ou réserve que nous soulevons, en cette heure grave, dire une opinion qui n'est inconditionnelle de personne. Ces réserves, formulées en leur temps, n'empêchent pas de reconnaître qu'ont été maintenues les options fondamentales sur notre appartenance à l'alliance atlantique, la construction européenne, la politique de défense, l'aide au tiers-monde et la réduction de notre dépendance énergétique.

Or, M. Mitterrand nous annonce déjà qu'il chercherait à négocier l'indépendance et leur liberté.

les fondements de l'alliance atlantique. Belle caution pour se faire entendre de nos aînés que ceux d'une élection acquiescent avec les voix de M. Marchais et ses amis !

Car, il faudrait être plus naïf qu'il n'est permis pour négliger l'hypothèse qui passerait sur nos options essentielles, et plus particulièrement en cas de crise avec l'U.R.S.S., du fait du concours communiste à une victoire de François Mitterrand. Et tout le battage autour d'un article de la *Prevue* ne saurait faire oublier que le P.C.F. a condamné Kolwezi, approuvé l'invasion de l'Afghanistan, qu'il combat la mise en place des armes nucléaires à la sécurité de l'Europe et épouse l'analyse de Moscou sur la situation internationale et les perspectives en résultant pour la victoire du mardeménisme.

Telles sont les réalités dont devraient se souvenir les c-départements de la majorité tentés aujourd'hui de ne pas voter Giscard d'Estaing si, comme tout paraît l'indiquer, nous allons à un nouvel affrontement entre lui et François Mitterrand sur deuxième tour. Ils devraient aussi être attentifs au fait que si leur vote pourrait peser lourd pour faire gagner le candidat de la gauche, il ne passerait plus rien ensuite pour arrêter l'aventure dans laquelle cette victoire engagerait la France et, avec elle, l'Europe, leur indépendance et leur liberté.

(**) Ambassadeur de France.

BOUCHARD
PÈRE & FILS
Depuis 1731



250 ans de
grands vins

"Domaines du Château de Beaune"
"90 hectares dont 68 hectares
de premiers crus et grands crus"

- Côte de Beaune Villages
"Clos Ravay"
- Savigny-la-Beaune
"Les Lavières"
- Beaune Clos de la Mousse
(anciennement Clos de la Mousse)
- Beaune Tournon
- Beaune Marconnets
- Beaune Grèves
- "Vigne de l'Enfant Jésus"
(anciennement Clos de la Vierge)
- Volnay Chantlin
- Volnay Talpérides
- Volnay Trévières
- "Clos de la Roncière"
(anciennement Clos de la Roncière)
- Volnay Caillerets
- "Ancien Clos de la Vierge"
- Pommard 1^{er} cru
- Le Corton
- Chambolle-Musigny
- Chambertin
- Beaune Clos Saint-Landry
- Marsault Cuvées
- Corton Charlemagne
- Chevalier Montrachet
- Montrachet

Documentation : 10 par demande à M. Jean Bouchard Père & Fils, Négociants en Châtons 21200 Beaune, Tél. (03) 22.14.41 - Telex 50320

Distributeur exclusif de "La Romanée" de Vougeot-Romanée "Les Romanées" de la Société Civile du Château de Vougeot-Romanée

Édité par la S.A.R.L. le Monde, 10 rue de la République, 92000 Nanterre, France. Directeur de la publication, Jacques Savagès.

Imprimé en France par la S.A.R.L. le Monde, 10 rue de la République, 92000 Nanterre, France. 1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire n° 5742.

Le Monde

étranger

EUROPE

Pologne

La base du parti, favorable au renouveau s'organise à l'échelle de tout le pays

La crise polonaise continue à préoccuper les Etats-Unis et l'U.R.S.S. A Washington, M. Weinberger, secrétaire à la défense, a été, mardi 14 avril, l'ouverture de négociations américano-soviétiques, sur la limitation des armements à une réduction substantielle de la présence militaire soviétique aux frontières et à l'intérieur de la Pologne. Il a reconnu qu'une certaine réduction de l'activité militaire avait été enregistrée ces jours-ci, mais il a estimé qu'il faudrait que la situation s'améliore sensiblement avant d'envisager des négociations.

A Moscou, où les organes d'information continuent à critiquer le syndicat indépendant Solidarnosc, le « Gazetier lituanien » reproche, pour sa part, au président Reagan d'utiliser l'aide économique à la Pologne pour faire pression sur le gouvernement polonais afin qu'il ne combatte pas la « contre-révolution ».

De notre correspondant

Varsovie. — Chaque jour plus puissante, la contestation de la base du parti s'organise maintenant à l'échelle nationale. Une conférence devait en effet réunir, mercredi 15 avril, à l'université de Torun, les représentants d'une vingtaine de « structures horizontales » qui se sont progressivement constituées depuis novembre dernier dans environ la moitié des quarante-neuf voïvoïdes du pays.

Ces structures regroupent, parallèlement à l'organisation verticale traditionnelle des cellules — d'entreprises pour la plupart — des responsables d'activités de renouveau à l'intérieur du parti. La première d'entre elles avait été mise en place à Torun pour faire contrepoids à la direction régionale jugée trop conservatrice. Exclu du POUF en décembre, son principal animateur, M. Ivanow, qui ne fait pas mystère de ses idées catholiques, a été néanmoins maintenu par ses camarades à la tête du parti dans son usine. Une bataille compliquée en faveur de sa réintégration est en cours.

D'autres structures ont au contraire été créées avec l'appui des dirigeants des comités de voïvoïdes du parti et se trouvent donc, sans que cela leur vaille la virulence de leurs critiques, dans une position moins conflictuelle avec l'appareil. C'est notamment le cas à Gdansk, où le premier secrétaire, M. Fiszewski, est très actif, toujours au premier rang de la lutte contre le conservatisme.

On s'attendait qu'une vingtaine de « structures horizontales » soient représentées à cette conférence nationale qui a été organisée par les comités de Torun et de Szczecin, avec l'appui de ceux de Gdansk et de Lodz. Plusieurs intellectuels devaient y prendre la parole, notamment M. Lamenkiewicz, professeur à l'école du parti et animateur du groupe Karl Marx qui réunit à Varsovie l'élite marchande de l'intelligentsia du parti.

Canaliser la vague de fond

Les discussions devaient principalement porter sur l'élaboration commune d'un projet de programme et la réforme des statuts du POUF, dont les contestataires ont fait leur cheval de bataille. Cette réunion — c'est du moins ce qu'espèrent plusieurs de ses animateurs — pourrait peut-être servir à canaliser la vague de fond qui menace désormais la quasi-totalité des dirigeants en place et régit d'ailleurs au cours du prochain congrès à un changement total de la composition du comité central. Les plus réfléchis des contestataires savent qu'un bouleversement d'une telle ampleur aurait des répercussions internationales extrêmement graves et qu'il est donc nécessaire de le limiter en concentrant l'effort sur la démocratisation des statuts.

L'un des paradoxes de la situation est, au demeurant, qu'il se trouve parmi les contestataires très peu de candidats potentiels à des fonctions de responsabilité. Très souvent membres du syndicat indépendant Solidarnosc, la plupart d'entre eux répugnent à l'idée de se retrouver du jour au lendemain en porte-à-faux vis-à-vis de leurs camarades d'usine.

La direction du parti aurait décidé de se faire représenter à cette conférence par le secrétaire à l'organisation, M. Zdzislaw Kurkowski. Ce choix est logique, étant donné les fonctions occupées par M. Kurkowski. Mais le fait qu'il soit, avec M. Olszowski et Grabowski, l'un des dirigeants les plus conservateurs du parti, devrait, en outre, permettre aux « modérés » de la direction de ne pas

paraître — ce qui n'est d'ailleurs pas le cas — comme le représentant de la base.

Une autre personnalité du parti devrait, semble-t-il, être présente : M. Werblan, qui a quitté le bureau politique le 2 décembre à l'issue du septième plénum du comité central. Les conditions de son départ restent jusqu'à maintenant assez peu claires que le jeu politique mené par ce dirigeant historique du parti qui, après avoir été considéré de tout temps par l'opinion comme très attaché à Moscou, joue aujourd'hui un rôle actif en marge du mouvement de contestation.

La réapparition de M. Werblan

M. Werblan est l'un des plus chauds avocats de la réintégration de M. Ivanow, et il a organisé la semaine dernière à Varsovie deux réunions semi-conférencielles, mardi et mercredi, où étaient représentés des membres critiques des comités de voïvoïdes de préparation du congrès et certaines des structures horizontales. D'après des sources proches de M. Kurkowski, il avait assisté à ces deux réunions et s'y était montré étonnamment souple, allant jusqu'à déclarer que les structures horizontales sont une bonne chose pour le parti et qu'il faudrait en introduire le principe dans les statuts.

Mardi, les autorités ont par ailleurs confirmé officiellement que le procès de quatre des animateurs de la confédération de la Pologne indépendante (C.P.N.), soulevé le 21 avril, M.M. Mocinski, arrêté le 23 septembre, et Szwedziński, Stankiewicz, et Janowski, démis depuis novembre, sont accusés d'avoir « créé en septembre 1979 une organisation financée par des centres étrangers » en vue de « renverser par la force le système constitutionnel polonais, afin d'établir un régime de défense, et provoquer la rupture des alliances de la Pologne ».

Le comité de défense des prisonniers d'opinion, fondé à l'initiative de Solidarnosc, il y a quelques mois, et qui regroupe plusieurs grands noms de la culture polonaise, dont le membre honoraire Andrzej Walicki, a annoncé qu'il tiendrait une conférence de presse avant l'ouverture du procès.

Le raisonnement, déjà en vigueur pour le sucre et la viande, devrait être étendu (1), à compter du 1er mai, au beurre (pour une période de trois mois), ainsi qu'à la farine et au riz (jusqu'au 31 décembre prochain). Désormais, les Polonais ne pourront plus acheter que 500 gr de beurre par mois et par personne. Les sommes encartées et les enfants auront droit toutefois à des quantités légèrement supérieures tandis que les paysans — à condition de livrer à l'Etat une production annuelle minimum de 15 000 kilos — ne pourront se procurer que la moitié de la ration allouée aux citadins. Cette différence de traitement ne sera pas appliquée en ce qui concerne la farine (un kilo par mois et par personne) et le riz (500 gr par trimestre et par personne). Dans certaines voïvoïdes, le rationnement a, d'ores et déjà, été introduit pour la quasi-totalité des articles et des produits alimentaires.

BERNARD GUETTA.

(1) L'agence Pcp, qui avait fourni tous les détails, a annulé tard dans la nuit de mercredi sa dépêche. Interrogé, le rédacteur de service a expliqué que le gouvernement n'avait pas encore « sa décision définitive ». Mais le général Jarnowski avait annoncé, le 10 avril, devant le Parlement qu'il faudrait arriver là pour séparer la pénurie.

Espagne

L'ETA militaire provoque directement les forces armées

(Suite de la première page.)

A Bilbao, toutes les idéologies confondues, les partis nationalistes (les principales formations de poids politique et idéologique) ont contre-attaqué pour critiquer les limitations du statut d'autonomie actual et rappeler que son développement est indispensable pour réaliser la démocratie espagnole. A un moment où la question basque pèse plus que jamais sur l'avenir politique du pays tout entier, le décalage entre ces deux mondes apparaît total.

Si toutes les forces basques sont d'accord pour critiquer Madrid, le mouvement nationaliste est aujourd'hui bien divisé. La tentative de putsch militaire du 23 février dans la capitale,

Les appels à la trêve

Le spectre d'un affrontement entre nationalistes, qui ne pourrait que favoriser l'ennemi principal, les forces armées, hante tout le monde. D'autant que chaque camp dispose d'une capacité de mobilisation réelle, et sait l'utiliser. Après l'assassinat par l'ETA d'un ingénieur de l'Armée, les « républicains » ont organisé une manifestation de protestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Quelques jours plus tard, après la mort sous la torture dans un commissariat de Madrid d'un militant de l'ETA, Arregui, c'était tout des « républicains » de faire descendre leurs troupes en masse dans la rue.

C'est cette situation qui a amené le parti Euzkadi Ekerria (Gauche basque) à proposer au début du mois de février une trêve électorale pour ouvrir une négociation entre les forces politiques locales. Proposition importante, car ce parti est proche de la branche « politique » de l'ETA, qui annonçait à son tour le 28 février un cesse-le-feu sans conditions. La tentative de putsch militaire qui venait de se produire cinq jours plus tard à Madrid avait visiblement échoué de convaincre les « poli-mili », quelques peu hésitants au départ, d'un passage de leurs militants aux rangs radicaux vers l'ETA militaire.

L'Euzkadi est « habitué à la violence », affirme M. Mario Oñativia, secrétaire général d'Euzkadi Ekerria, mais elle a maintenant changé de sens. Il ne s'agit plus d'une lutte armée contre des forces d'occupation comme à l'époque du régime franquiste, mais d'une lutte interne entre civils. Il nous faut réexaminer les méthodes employées, puisque le régime est le même. On ne doit pas se laisser entraîner par le socialisme en Euzkadi en cherchant à l'imposer par la dictature d'une minorité ni en tentant que la population basque se divise en deux camps.

« L'Euzkadi est « habitué à la violence », affirme M. Mario Oñativia, secrétaire général d'Euzkadi Ekerria, mais elle a maintenant changé de sens. Il ne s'agit plus d'une lutte armée contre des forces d'occupation comme à l'époque du régime franquiste, mais d'une lutte interne entre civils. Il nous faut réexaminer les méthodes employées, puisque le régime est le même. On ne doit pas se laisser entraîner par le socialisme en Euzkadi en cherchant à l'imposer par la dictature d'une minorité ni en tentant que la population basque se divise en deux camps.

« L'Euzkadi est « habitué à la violence », affirme M. Mario Oñativia, secrétaire général d'Euzkadi Ekerria, mais elle a maintenant changé de sens. Il ne s'agit plus d'une lutte armée contre des forces d'occupation comme à l'époque du régime franquiste, mais d'une lutte interne entre civils. Il nous faut réexaminer les méthodes employées, puisque le régime est le même. On ne doit pas se laisser entraîner par le socialisme en Euzkadi en cherchant à l'imposer par la dictature d'une minorité ni en tentant que la population basque se divise en deux camps.

Les hésitations du P.N.V.

La situation est d'autant plus délicate qu'Henri Batasuna a changé : ce n'est plus seulement comme hier un rassemblement de nationalistes indépendants, mais devenu le lien de rencontre des marginales des provinces basques, ouvriers de la Biscaye victimes de la déindustrialisation, et maintenant attirés les pôles industriels de l'Espagne, militants de gauche déçus par le vladisme d'Henri Batasuna, et l'opposition de Madrid. « Nous avons perdu du terrain au profit d'Henri Batasuna », reconnaît le secrétaire général du parti socialiste d'Euzkadi M. Txiki Benegas, et surtout dans les zones industrielles, qui sont pourtant composées en majorité d'immigrants non basques. Les dirigeants d'Henri Batasuna sont conscients de ces atouts : ils s'attendent à une militarisation progressive du Pays basque, qui provoquera des affrontements croissants. Cette situation, à leurs yeux, sera finalement intenable pour le gouvernement de Madrid, qui devra bien, finalement, négocier avec eux et avec l'ETA militaire.

Ce schéma, bien entendu, est rejeté par le délégué du gouvernement au Pays basque, M. Marcelino Oreja. « Les mesures de maintien de l'ordre décidées à Madrid ont le soutien de la population basque parce qu'elle sait que le terrorisme met en danger les acquis de l'autonomie », affirme-t-il dans sa résidence de Vitoria.

transformer en une véritable force terroriste. Le gouvernement autonome lui-même commence à se rendre compte qu'il a tout à perdre si l'ETA continue à agir. Sans doute est-ce la clé du problème : quelle attitude adoptera le P.N.V., la force majoritaire dans la région, qui dispose d'un réseau de militants sans

l'assassinat politique postérieur par l'ETA militaire de plusieurs officiers ont exacerbé ces dissensions. Les critiques du P.N.V. (Parti nationaliste basque), et plus particulièrement du président du gouvernement autonome basque, M. Carlos Garaikoetxea, à l'égard de l'ETA militaire, sont aujourd'hui sans équivoque, ce qui était impensable il y a peu. Les deux camps semblent traces : suivant la terminologie locale, on est « républicain » comme le P.N.V., c'est-à-dire que l'on accepte les institutions léguées par Madrid comme base pour lutter en faveur d'une véritable autonomie, ou bien on est « républicain », partisan de la rupture comme Henri Batasuna ou l'ETA militaire. Pour le reste, l'idée d'une autonomie par étapes forcée dans le moule madrilène.

été entendus par les militants radicaux, l'ETA militaire, où les secteurs les plus durs ont apparemment imposé leurs vues à l'ensemble du parti. Henri Batasuna, Euzkadi Ekerria est simplement passé du camp des « républicains » à celui des « républicains ». « Nous pourrions accepter un statut d'autonomie limité s'il pouvait ouvrir la voie à une autonomie véritable », affirme M. Jon Idigoras, dirigeant d'Henri Batasuna, mais ce n'est pas le cas : celui qui nous a été octroyé par Madrid vise surtout à empêcher une autonomie réelle. On nous dit qu'il faut participer aux élections, mais en fait, ce qui est en jeu, c'est de défendre la démocratie, et elle ne le fait pas : il suffit que les militaires exercent des pressions pour que tous les parlementaires à Madrid acceptent les mesures d'exception au Pays basque. »

Mais n'est-il pas dangereux de s'en tenir à une stratégie de la région, même si le rejet d'un statut militaire met fin ainsi à tout type d'autonomie, quelle soit réelle ou limitée ? « On veut nous faire servir de bouc émissaire pour justifier le retour des pouvoirs de fait sur le devant de la scène, répondent les dirigeants d'Henri Batasuna. S'il y a eu le rejet d'un statut militaire, c'est simplement parce que l'armée espagnole est « gauchiste » (favorable au parti socialiste). Si l'on accepte ce statut, l'armée basque, il y en aura un autre. »

Ce dernier argument, en tout cas, ramène un écho certain dans la région, même si le rejet global de la voie institutionnelle que préconisent les secteurs « avertis » (partisans) radicaux commence à irriter sérieusement les larges secteurs de l'opinion publique, fatigués de la violence. L'isolement politique de l'ETA militaire, que l'on a tendance à considérer, Madrid compris, comme fait accompli, est donc loin d'être complet, et reste réversible. Que le gouvernement espagnol promulgue demain l'état d'exception au Pays basque, qu'il procède à des arrestations indiscriminées à Bilbao ou à Saint-Sébastien, qu'un membre de l'ETA meure ou nouveau sous la torture, ce sont des événements qui ne peuvent que radicaliser la base basque plus vite de se radicaliser à nouveau.

équivalent dans l'ensemble des trois provinces basques, qui détiennent tous les postes du gouvernement autonome et du parlement de Guernica ? Madrid multiplie les pressions sur Vitoria pour convaincre le gouvernement autonome de collaborer directement à la lutte contre l'ETA. M. Garaikoetxea, dans l'incommoda position d'intermédiaire entre la capitale et son parti, paraît y être sensible, et se montre disposé à une attitude équilibrée.

Mais la direction du P.N.V. est plus réticente, et les raisons ne lui manquent pas. Le gouvernement espagnol ne s'est-il pas montré conciliant vis-à-vis des nationalistes basques dans la mesure où les pressions de l'ETA l'y contraignaient ? « Sans l'ETA il n'y aurait sans doute pas d'autonomie », reconnaissent en privé plusieurs dirigeants nationalistes modérés. « Le P.N.V. a pris des risques pour montrer qu'il était possible de parvenir à l'autonomie par la voie pacifique, affirme un journaliste de Bilbao. Le gouvernement aurait dû parvenir à un accord avec lui le plus vite possible. C'était la meilleure manière d'isoler politiquement l'ETA. Mais il a trop attendu, et il a commencé à faire des concessions trop tard. » Un diplomate conclut : « Madrid n'a pas su signer à temps les accords d'Evian. »

Ce n'est qu'en décembre 1980, après bien des tergiversations, que le gouvernement espagnol a finalement accepté les deux revendications que les nationalistes avaient le plus à cœur : les « concertos économiques », qui reconnaissent aux trois provinces basques une certaine autonomie en matière fiscale et la création d'une police autonome. Mais la loi d'application des

« concertos » n'a toujours pas été votée, et si la mise sur pied de la police autonome vient brusquement d'être accélérée, après avoir été longtemps retardée, le P.N.V. n'est pas dupe quant aux raisons de ce changement de rythme. Madrid espère sur le coup, dans les rues, une police basque dépendant du gouvernement de Vitoria, contraindre ce dernier à se compromettre directement dans la lutte contre l'ETA.

Que le P.N.V., grâce à son implantation, dispose de beaucoup d'informations sur les commandos de l'ETA, voilà qui n'est contesté par personne. Mais qu'il ne soit pas pour autant disposé à les remettre à la garde civile ou à la police espagnole, considérée toujours comme l'ennemi héréditaire par la majeure partie de la population basque, est tout aussi évident. L'affaire se règlera « entre basques ». D'autant que le ralentissement du processus d'autonomie enregistré à Madrid, après la grande peur du 23 février, n'incitera pas le P.N.V. à changer d'attitude. « On veut nous obliger à faire office de mouchards », s'exclame un parlementaire du P.N.V. Nous savons bien que nous n'y avons aucun intérêt : le gouvernement n'en fera pas plus de concessions pour autant, et la population basque comprendrait mal que nous collaborions avec la garde civile espagnole. Nous ne sommes pas candidats au suicide politique. »

Nous pensons que la résolution du problème de l'ETA ne peut être que politique et ne pourra être obtenue par la voie politique, explique, en termes plus précis, un autre membre du P.N.V. Le gouvernement de Madrid doit comprendre qu'il ne parviendra jamais à obtenir la pacification au Pays bas-

que s'il n'accepte pas une autonomie qui atteigne une certaine consistance. Nous nous sommes fixés un seul minimum à cet égard, et si nous voyons demain que dans les circonstances politiques actuelles il est impossible d'y parvenir, nous ne sommes pas modérés au point d'abandonner nos abandons, ou même que nous retournerons un jour à la clandestinité. »

Le ton est d'autant plus ferme au P.N.V. que le gouvernement de Madrid, tout en faisant pression sur celui de Vitoria pour obtenir sa collaboration dans l'application du « plan terroriste », s'est abstenu de le consulter au moment de son élaboration. La nomination pour diriger la lutte contre l'ETA du commissaire Manuel Ballesteros, qui avait présenté sa démission après le scandale lié à la mort sous la torture du militant basque Arregui, a, par ailleurs, été très mal accueillie ici.

Pris entre ses réticences historiques vis-à-vis de Madrid et les obligations nouvelles que lui impose la parole de la violence qu'il est en train de recevoir, le P.N.V. se trouve dans une situation difficile. Tout comme la population basque d'ailleurs. Faut-il jouer le jeu de l'autonomie octroyée par la capitale, en ce moment où le gouvernement de Madrid paraît plus que jamais sur le point de céder aux pressions des forces armées, intrinsèques dans leur vision monolithique de l'unité de la patrie ? Et, sinon, comment mettre fin à une spirale de la violence qui menace de le couvrir de sang ? Plus que jamais, comme le dit M. Arzak, « le Pays basque se trouve entre deux peurs ».

THIERRY MALINIAK.

Les arguments des « poli-mili »

« Pendant quatre ans, toutes les actions de lutte armée de l'ETA avaient pour revendication principale l'obtention de l'autonomie. Nous considérons que nous sommes arrivés à un point où des objectifs importants ont été atteints, et il faut songer pour autant à défendre ce qui a été acquis. La population basque ne pourrait comprendre que nous continuions à pratiquer la lutte armée comme auparavant. La preuve, c'est que sa majorité a voté lors du référendum en faveur du statut d'autonomie proposé par Madrid, et que l'on a vu à la fin de l'année dernière, pour la première fois, des manifestations importantes en Euzkadi contre la lutte armée. »

Les deux dirigeants de l'ETA politico-militaire que nous rencontrons ne manquent pas d'arguments pour justifier l'appel à la trêve et le cessez-le-feu sans condition que leur organisation a lancé le 28 février. La conjoncture nationale, marquée cinq jours plus tôt par la tentative de putsch militaire à Madrid, a achevé de les convaincre. « Il faut dire, affirment-ils, que la tentative de coup d'Etat a été une surprise pour nous tous. Nous avions bien entendu analysé théoriquement ce qu'il convenait de faire dans un tel cas, mais nous ne nous attendions pas à ce que le danger soit aussi imminent. Les événements du 23 février nous ont tout fait comprendre : il était urgent que l'ensemble des forces politiques basques ouvrent une négociation globale pour exami-

ner comment défendre ce qui a été acquis. C'est pour permettre cette négociation que nous avons déposé les armes. »

Contrairement à la branche militaire de l'ETA, les « poli-mili » considèrent que le statut d'autonomie obtenu par le Pays basque constitue une base acceptable pour mener la lutte en faveur d'une autonomie plus complète. « Tout en s'avouant » indépendants à long terme », ils insistent sur la nécessité d'une stratégie par étapes. « Les militants de l'ETA militaire se trompent s'ils pensent passer directement de la barricade au pouvoir. Ils ont fait une erreur de stratégie, mais il est évident que, vu le rapport de forces au sein des forces armées, s'il y avait aujourd'hui rupture, elle représenterait un bond en arrière et non un bond en avant. »

L'ETA politico-militaire craint cependant que le gouvernement de Madrid ne se lance dans une répression généralisée qui romprait cette « dynamique de la négociation » en Euzkadi qu'ils veulent lancer, et qui, à leurs yeux, est en train de rencontrer des échos certains. « Une vaste offensive de répression serait inefficace contre l'ETA militaire mais donnerait à ses éléments les plus durs les arguments pour justifier la reprise de la stratégie actuelle. Quant à nous, elle pourrait nous obliger, que nous le voulions ou non, à reprendre finalement les armes. »

Th. M.

ALMANACH COUSTEAU

Cet Almanach original, vivant, accessible à tous, mais précisément documenté, constitue à la fois une invitation au voyage, une incitation à la réflexion, et un instrument pour l'amélioration immédiate de notre existence.

Un fort volume de 608 pages, illustré de 240 photos et 100 cartes et schémas.

ROBERT LAFFONT

Le Monde

publiera dans son prochain numéro

- IDÉES : Défense.
- UN ARTICLE DE M. MICHEL ROCARD : Une autre politique pour une autre société.
- « LE MONDE DES LIVRES » : Sartre, un an après ; Vie et mort d'un Grec (le livre d'Orlana Fallaci).

EUROPE PROCHE-ORIENT

Grande-Bretagne

L'ÉPREUVE DE FORCE ENTRE LES FONCTIONNAIRES ET LE GOUVERNEMENT SE DURCIT

(De notre correspondant.)

Londres. — L'épreuve de force entre le gouvernement britannique et les fonctionnaires se prolonge, et même s'intensifie, dans un climat social de nouveau assombri. Le syndicat des employés de banque envisage en effet un arrêt complet du travail de vingt-quatre heures le mercredi 23 avril, tandis que celui des cheminots se propose d'arrêter, après Pâques, les services de trains de voyageurs entre Manchester-Sheffield et Londres pour protester contre la décision de la direction des chemins de fer de fermer, pour raison d'économie, le service du fret entre ces deux premières villes.

Dans l'immédiat, le public ainsi que les touristes étrangers ont à souffrir des conséquences des arrêts de travail sporadiques ou de la grève du site des agents de l'immigration et des douaniers. Leur action a déjà provoqué de nombreux retards au départ des avions, mais le risque de grandir avec l'afflux des passagers britanniques et étrangers au moment des fêtes de Pâques.

En dehors de cette action spectaculaire, délibérément organisée pour toucher le grand public, avec l'espoir de faire échouer le gouvernement, la grève des fonctionnaires affectés principalement aux services de santé et de la sécurité sociale, créant de sérieux inconvénients pour le public en retardant, notamment, le paiement des pensions ainsi que le ministère de la défense, à la suite de la décision du gouvernement d'envoyer à la base de la Clyde, le personnel de la Royal Navy pour réarmer le sous-marin nucléaire *Resolution*, en remplacement des cinquante civils qui accomplissent normalement ce travail. La moitié environ des cinq cent trente mille fonctionnaires de l'État se sont mis en grève pendant l'après-midi du mardi 14 avril. Le *Kendall*, le secrétaire général des syndicats de fonctionnaires, après avoir rappelé qu'un tiers des fonctionnaires dépendent du ministère de la défense, a déclaré qu'il envisageait d'intensifier l'action de grève provoquée par le gouvernement. Mais, aux Communes, Mme Thatcher a déclaré que « la défense du pays ne pouvait être mise en péril par un très petit nombre de personnes ».

D'une manière générale, le gouvernement estimant que le gros des fonctionnaires n'a pas le soutien du public maintenant directement affecté, maintient une position rigide sur les principaux points de contestation et refuse d'envisager une augmentation dépassant les 7 % déjà offerts (les syndicats réclament entre 13 et 15 %). Et surtout n'entend pas reculer l'ancien système de calcul des traitements en établissant une comparaison avec les salaires du secteur privé. Le *Financial Times* estime que le gouvernement devrait se contenter d'une simple offre « une porte de sortie décente » aux fonctionnaires, notamment sur les traitements. Le journal suggère que le gouvernement précise aux fonctionnaires que la limite de 7 % fixée aux augmentations de traitements est essentiellement temporaire et pourrait être révisée l'année prochaine.

HENRI PIERRE.

Union soviétique

LA MÈRE ET LA FEMME D'ANATOLE CHICHARANSKI LANCENT UN APPEL À L'AIDE

Le père d'Anatole Chicharanski, l'activiste juif des droits de l'homme, a annoncé lundi 13 avril, à Moscou, que son fils a été transféré en janvier à la prison du camp n° 35 de Perm dans l'Oural, où il purge la peine de détention de treize ans à laquelle il a été condamné en 1978. Mme Ida Chicharanska, qui a vu son fils pour la dernière fois le 27 avril 1980, ne pourra pas le voir cette année car toutes les visites lui ont été interdites. Elle estime que son incarceration à l'intérieur du camp risque d'être fatale à sa vue, dont l'état s'aggrave chaque fois qu'il est privé de la lumière du jour. La femme d'Anatole Chicharanski, qui vit actuellement en Israël, est venue à Paris pour demander l'aide de personnalités françaises. Elle a été reçue, le lundi 13 avril, par M. Jacques Wahl, secrétaire général de la présidence de la République. Un communiqué de l'Élysée précise que les autorités françaises ont à plusieurs reprises exprimé « leurs vives préoccupations sur ce cas humanitaire ». Sur la demande du président de la République, M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères, a reçu Mme Chicharanska, le mardi 14.

■ *Just baptistes condamnés* : M. J. Plet, N. et S. Volkov, V. Keller, Mmes M. Epp, N. et V. Sidorova et N. Brykova, baptistes soviétiques de la région de Krasnodar, ont été condamnés en mars, à des peines de trois à quatre ans de prison pour avoir imprimé des bibles clandestines.

Iran

Téhéran accuse les États-Unis de ne pas respecter leurs engagements financiers

Le chargé d'affaires iranien à l'ONU, M. Jamsil Shemirani, a déclaré, le mardi 14 avril, que les États-Unis ne respectent pas les engagements qu'ils avaient pris, aux termes de l'accord d'Alger, sur la libération des otages, et continuent à détenir des biens iraniens d'une valeur approximative de 4 milliards de dollars.

Dans un entretien avec les journalistes, M. Shemirani a indiqué que, outre des biens iraniens qui n'ont pas encore été rendus, les armes et munitions commandées et payées par l'Iran aux États-Unis avant l'affaire des otages, et que le gouvernement américain a refusé jusqu'ici de lui remettre, « appartiennent à l'Iran ».

Abordant la question du conflit irako-iranien, M. Shemirani a estimé que les efforts menés tant par la Conférence islamique que par le représentant du secrétaire général de l'ONU, M. Olaf Palme, n'ont enregistré jusqu'ici aucun progrès.

Il a proposé, le gouvernement iranien a mis en demeure, mardi, la mission islamique de bons offices dans le conflit irako-iranien d'identifier l'agresseur, et a accusé son président, M. Habib Chahidi, de soutenir le chef de l'État irakien, M. Saddam Hussein. Un communiqué du ministère iranien des affaires étrangères affirme en effet que, commentant, dans une interview, le raid de l'aviation iranienne du 4 avril contre des bases irakiennes, le secrétaire général de la Conférence islamique, M. Yasser Arafat, président de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), doute de l'efficacité des initiatives de la C.E.E. au Proche-Orient, et estime au contraire que la proposition soviétique de lancer la conférence de Genève sur la question est davantage susceptible de conduire à une solution.

Stressant mardi soir 14 avril aux trois cents délégués réunis pour le congrès national palestinien — « Parlement palestinien », exilé à Amman —, M. Arafat a déclaré : « Ces États européens nous envoient de temps à autre des émissaires qui nous interrogent mais ne nous présentent aucune initiative ». M. Arafat a déclaré que la proposition soviétique, déjà ancienne mais reprise au début de l'année par le président Brejnev, de relancer la conférence de Genève sur le Proche-Orient

Egypte

MESURES DE LIBÉRATION

— Vingt-six des soixante-dix-sept personnes arrêtées le 29 mars dernier pour appartenance à une organisation communiste, ont été relâchées la semaine dernière. Indique la revue *Al Takadom*, bulletin d'information du parti libéral égyptien, que le *Rassemblement progressiste*, le journal précise que sept des personnes relâchées sont membres du comité central du parti. — (A.F.P.)

Centrafrique

VISITE DE M. KIRSCH

M. Martin Kirsch, conseiller spécial de Giscard d'Estaing pour les affaires africaines et malgaches, a été reçu lundi 13 avril par M. David Dacko, chef de l'État centrafricain. La visite de M. Kirsch à Bangui est la première effectuée par une personnalité française depuis l'élection du président Dacko le 19 mars dernier. Le conseiller du président français, qui a achevé dimanche une visite en Côte-d'Ivoire, était attendu mardi à Lomé (Togo) et mercredi à Niamey (Niger). — (A.F.P.)

États-Unis

AU DIX-NEUVIÈME JOUR DE LA GREVE DES MINES

— Les négociations ont repris mardi 14 avril, à Washington, entre patronat et syndicats pour le

République Sud-Africaine

■ **DEUX MINES NOIRS** ont été tués et plusieurs autres blessés par des habitants blancs d'une petite ville minière sud-africaine qui ont ouvert le feu sur quelques dix cents mineurs noirs qui tentaient le lundi 13 avril. Le porte-parole de la mine a précisé qu'apparemment l'agitation avait été déclenchée par une dispute concernant l'heure de départ d'une des cages d'ascenseurs permettant aux mineurs de remonter à la surface. Les dirigeants ont rencontré les ouvriers pour examiner les raisons de ces événements. Des plaintes auraient été formulées à propos de la trop longue durée de travail, des bas salaires et de la tension raciale. — (A.F.P.)

Namibie

■ **SIX GUERRILLEROS** de l'organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) ont été tués, le lundi 13 avril, dans le nord de la Namibie par les forces de maintien de l'ordre, a annoncé, mardi 14 avril, le ministre sud-africain de la défense, le général Magnus Malan. — (A.F.P.)

R. F. A.

■ **L'ÉTAT DES VINGT-SIX DÉTENUÉS** présumés de la fameuse affaire, l'un d'eux, M. Sigurd Debus, trente-huit ans, a été transféré, le lundi 13 avril, à la prison de Hambourg, est ce mercredi 15 avril à la dernière extrémité selon ses avocats. M. André Vogel, trente-cinq ans, condamné en octobre 1980 à dix ans de prison, a accepté pour sa part, le 14 avril, de se soumettre à un traitement médical sans interrompre sa grève de la faim. Amnesty International a demandé à deux reprises ces dernières semaines aux autorités ouest-allemandes d'améliorer les conditions de détention des membres de la R.A.F. — (A.F.P., Reuters.)

L'ACCALMIE AU LIBAN

Les revers militaires subis à Zahle par les milices chrétiennes auraient rendu « indispensable » un dialogue syro-phalangiste

Le gouvernement syrien n'avait toujours pas réagi officiellement, mercredi matin 15 avril, à l'offre de « dialogue » faite, la veille, par le chef des « forces libanaises », M. Bechar Gemayel. Ce dernier, rapporte notre envoyé spécial, n'a d'autre choix que de négocier après l'échec de l'initiative franco-américaine de susciter l'envoi au Liban d'une force de paix internationale et, surtout, après les revers subis à Zahle par les milices phalangistes.

La position de M. Gemayel ne sera sans doute pas renforcée par les déclarations faites, mardi, à l'agence Reuters, par une source militaire israélienne. Pour la première fois, les autorités de Jérusalem admettent qu'elles fournissent une aide militaire non seulement aux rebelles chrétiens du Sud-Liban, dirigés par le commandant Haddad, mais aussi aux phalangistes, dans le nord du pays. On dément, cependant, à Jérusalem — toujours selon Reuters, — qu'Israël ait fourni aux forces de M. Gemayel des conseillers militaires.

De notre envoyé spécial

Beirut. — Malgré plusieurs incidents isolés dont le plus spectaculaire — un tir d'obus dirigé contre le cœur du Parlement — a contraint une vingtaine de députés et plusieurs ministres, à se cacher à terre, la crise libanaise semble engagée sur la voie des

négoiations. Dès le lundi 13 avril, un porte-parole du président Sarkis nous déclarait que « la seule voie susceptible de mener, à la longue, à la paix civile passait par une entente entre les phalangistes et Damas ». Il ajoutait que le chef de l'État était prêt à servir d'intermédiaire pour amorcer « l'indispensable dialogue syro-phalangiste ».

Nous n'interrogeons pas Sarkis qu'un accord global était pour l'instant « peu probable » et que le président Sarkis entendait procéder par étapes en suggérant d'abord plusieurs mesures pratiques susceptibles de détendre le climat politique au Liban. Il avait à ce propos évoqué la possibilité d'un arrêt des campagnes de presse et de radio conduites par les protagonistes du drame libanais, un retour progressif à la normale et un engagement de Damas à abandonner définitivement « la politique de bombardements aveugles qui ne font que regrouper les chrétiens autour de M. Bechar Gemayel ».

Ce dernier n'a guère le choix après son échec de Zahle ; la seule voie qui lui reste est de négocier avec les dirigeants de Damas, espérant sans doute un nouveau revirement de la politique syrienne en sa faveur. En se déclarant, mardi, disposé à engager le dialogue avec les Syriens « que nous respectons et auxquels nous demandons de respecter », il s'est, à son tour, enterré l'idée « mort-née » d'une force internationale de paix. Il semblait particulièrement sûr à l'égard de Paris, qui avait déclaré, dans les jardins de l'université du Saint-Esprit des moines maronites de Kailak : « Celui qui veut nous aider doit prendre les risques ». Les considérations électorales ne doivent pas entrer en jeu dans cette mission.

JEAN GUYERAS.

« Sous les pressions morales du président Assad »

LE DIPLOMATE JORDANIEN ENLEVÉ À BEYROUTH A ÉTÉ REMIS EN LIBERTÉ

Beirut (A.F.P.). — Le chargé d'affaires jordanien à Beyrouth, M. Hachem al-Mohayyes, enlevé le 6 février dernier, a été libéré mardi après-midi 14 avril à Chéba, dans la Békaa (centre du Liban). Ce fait, selon le *Liban*, « annonce les apports entre la Syrie et la Jordanie, au point de susciter des concentrations de troupes des deux côtés de la frontière ».

Dès le lendemain de ce fait, réalisé par un important groupe armé à bord de quatre voitures à Beyrouth-Ouest, le gouvernement jordanien avait accusé la Syrie d'avoir effectué cet enlèvement avec la complicité de la Force arabe de dissuasion (FAD), présente dans ce secteur de la capitale. Les autorités syriennes ont aussitôt démenti ces allégations, affirmant que les troupes syriennes n'ont pas été impliquées, « de près ou de loin », dans l'enlèvement.

Peu après sa libération, le diplomate jordanien a déclaré qu'il avait été « bien traité durant son captivité » par le Front de la confrontation nationale. Dans un communiqué, cette organisation libanaise, de gauche mais non affiliée au Mouvement national, réclame qu'elle soit condamnée à mort M. Mohayyes pour ses activités terroristes, mais qu'elle tienne grand compte des pressions morales du président syrien Hafez el-Assad.

Les dirigeants de l'O.L.P. semblent avoir joué un rôle déterminant dans la libération du diplomate jordanien. Sa libération, toutefois, annonce d'abord à Damas par « des voyageurs syriens en provenance de Chéba », survient au troisième jour de la session du Conseil national palestinien (C.N.P.) parlementaire en exil à Damas. L'assemblée ne permet d'affirmer qu'il existe un rapport entre ces deux événements. Mais il y a peut-être une coïncidence, d'ailleurs, certains observateurs à Beyrouth, ont fait que le débat porté depuis lundi sur un réajustement des liens entre l'O.L.P. la Jordanie et la Syrie.

ELEMENTS EN VRAI BOIS

Avec nos ensembles (en laté) toutes les combinaisons sont possibles : rangement, armoires, bibliothèques, etc.

CAPELOU 37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE - PARIS XI

DISTRIBUTEUR TEL. 367.48.35

Océanie

Australie

M. PEACOCK DONNE SA DÉMISSION DU GOUVERNEMENT

Une nouvelle crise interne vient de frapper le gouvernement conservateur de M. Malcolm Fraser. Le ministre des élections législatives du 18 octobre dernier, M. Andrew Peacock, l'un des membres les plus influents du parti libéral, a démissionné mercredi 15 avril de son poste de ministre des relations industrielles.

Prendant la parole à la télévision pour expliquer son geste, M. Peacock a déclaré que « le premier ministre a continué à laisser publier des informations fausses et malveillantes à mon égard et envers mon ministère. Il a couru le risque de faire perdre au gouvernement son soutien populaire ». M. Peacock, qui a été remplacé aux relations industrielles par le ministre de l'emploi et de la jeunesse M. Ian Viner, lui-même remplacé par M. Neil Brown, avait été ministre des affaires étrangères de 1976 à 1980. Il est la troisième personnalité libérale à quitter le gouvernement depuis octobre. — (A.F.P., U.P.I., Reuters.)

Turquie

LE GOUVERNEMENT MILITAIRE TURC a interdit à M. Bulent Ecevit, ancien premier ministre et ancien dirigeant du Parti républicain populaire (R.P.P.), de se rendre, comme prévu, aux Pays-Bas et en R.F.A. à l'invitation de l'Internationale socialiste, dont il est membre. Le parti social-démocrate ouest-allemand a protesté le 14 avril contre cette interdiction. D'une part, une mission envoyée en Turquie par la Confédération internationale des syndicats libres a recommandé à la C.I.S.L. de déposer une plainte devant l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) contre la violation des droits syndicaux dans ce pays.

1500

PROCHE-ORIENT

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE EN ISRAËL

Le processus de paix sera relancé aussitôt après la formation d'un gouvernement par l'opposition actuelle

nous déclare M. Chemtov, secrétaire général du MAPAM

Jérusalem. — Au sein du Maarakh (alignement), qui a gouverné Israël pendant dix ans de 1967 à 1977 — et qui regroupe le parti travailliste et le Likoud, le dernier est majoritaire. Il ne compte que cinq députés sur trente-deux, mais, se situant à la gauche de son puissant allié travailliste, la « parti des kibboutz », à toujours voulu jouer, auprès de ce dernier un rôle d'initiateur et de modérateur, notamment à propos du conflit israélo-arabe et de la question palestinienne. Ainsi le parti travailliste vient-il de reprendre à son compte, après l'avoir longtemps refusé, un

principe dont le secrétaire général du Mapam, M. Victor Chemtov, est l'un des coauteurs. La formule « Yaariv-Chemtov » préconise l'acceptation de discussions avec tout représentant palestinien pourvu qu'il reconnaisse Israël et renonce au terrorisme. Dans l'interview qu'il nous a accordée, M. Chemtov confirme sa réputation de « colombe », prévoit une relance « spectaculaire » des négociations de paix en cas de victoire du Maarakh aux élections du 30 juin, et justifie la « différence » du Mapam, auquel on a souvent reproché de ne pas se fonder dans le parti travailliste.

« La différence est que nous utilisons sur certains points une formulation que les travaillistes hésitent encore à accepter. Nous parlons par exemple du droit des Palestiniens à l'autodétermination, et non pas les travaillistes. Au Mapam, on ne dit pas : « Nous ne discuterons jamais la forme dite « Yaariv-Chemtov ». (...) D'autre part, le Mapam n'a que des « modifications » des frontières (de 1967) pour des raisons de sécurité. Contrairement aux travaillistes, nous n'exigeons pas de faire du Jourdain l'une des frontières politiques d'Israël.

« Le parti travailliste se déclare fermement opposé à des pourparlers avec l'O.L.P. Comment expliquez-vous cette contradiction ?

« Si on lit attentivement la résolution travailliste, on découvre qu'elle n'est pas aussi négative. Il est dit qu'il n'y a pas de discussion possible avec l'O.L.P. tant que cette organisation continuera dans sa charte à nier l'existence d'Israël. Mais je pense que, si l'O.L.P. modifie sa charte, elle pourrait devenir un interlocuteur valable. Cependant, nous sommes d'accord avec les travaillistes pour ne pas légitimer une organisation qui refuse toujours de reconnaître Israël.

« Vous êtes favorables à l'autodétermination des Palestiniens, mais vous avez souvent précisé : « à certaines conditions ». Pourquoi ces réserves ?

« Il n'y a pas de droit inconditionnel à l'autodétermination.

De notre correspondant

Quand les Palestiniens affirment vouloir créer un État démocratique et laïc à la place d'Israël, c'est pour nous inacceptable. L'autodétermination ne peut se réaliser au péril d'un autre peuple, de son existence et de sa sécurité. Voilà pourquoi nous préférons ce droit pour les Palestiniens mais dans le cadre d'une fédération ou d'une confédération avec la Jordanie.

« N'y a-t-il pas aussi contradiction lorsque, à la fois, vous

Des développements spectaculaires

« Le roi Hussein ne cesse de rejeter les offres de négociation du Maarakh. Le président du parti travailliste, M. Shimon Peres, n'a-t-il pas reconnu lui-même que l'option jordanienne n'était pas la seule possible ? Continuons-nous de penser que le gouvernement jordanien puisse changer d'avis ?

« Rien ne se produira avant le scrutin de juin. Aussi toutes les déclarations faites par M. Peres ou par les dirigeants arabes n'ont-elles qu'un caractère tactique. Mais je crois que, dans la dernière moitié de cette année, nous connaîtrons des développements spectaculaires. Le processus de paix sera relancé aussitôt après la formation d'un gouvernement du Maarakh. Celui-ci nous soumettra un plan en trois points : application du projet d'autonomie pendant une période

transitoire ; proposition à la Jordanie et aux Palestiniens d'un accord intérimaire pour la restitution de 80 % de la Cisjordanie, et ouverture de négociations en vue d'un accord de paix définitif, ces pourparlers devant être ouverts à toutes les parties.

« Que ferez-vous de toutes les implantations israéliennes en territoire jordanien ? M. Begin accélère le développement avant les élections ? M. Peres a-t-il fait marche arrière en déclarant dernièrement qu'il n'y avait pas l'intention d'être le « démantèlement » de ces implantations. Ne mettez-vous pas aussitôt un terme à cette politique que vous dénoncez ?

« M. Begin profite du temps mort dans la négociation pour miner le chemin de la paix que devra suivre le prochain gouvernement. Mais, quand les négociations reprendront vraiment, il n'y aura plus de création de nouvelles implantations. Quant à celles qui existent déjà, leur sort sera fixé durant les pourparlers. Il est probable qu'après un accord il sera nécessaire d'évacuer un certain nombre de ces établissements. Par ailleurs il n'est pas impossible que des juifs décident de rester et de vivre dans un État arabe de même qu'aujourd'hui des Arabes vivent en Israël.

« Le gel des implantations devrait intervenir dès le début des futures négociations. Il ne devrait pas y avoir de grand nombre de juifs s'en allant après la mise en place d'un gouvernement du Maarakh la reprise du processus de paix sera très rapide.

Propos recueillis par FRANCIS CORNU.

CORRESPONDANCE

Des armes nucléaires françaises au Proche-Orient ?

Une lettre de M. Alfred Kastler

Nous avons reçu de M. Alfred Kastler, prix Nobel, la lettre suivante : « Je tiens à publier dans le Monde daté 1^{er} février dernier, la lettre que le gouvernement français a introduit, en fait, des armes nucléaires au Proche-Orient. En effet, l'Irak 12 kilogrammes d'uranium très enrichi permettant de fabriquer trois ou quatre bombes atomiques du type Hiroshima. »

« Ayant été sollicité, d'autre part, de poser, au cours du débat public consacré à l'Irak, la question de savoir si la guerre irano-irakienne n'empêcherait pas le contrôle par l'AIEA, M. l'expert, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique, a répondu en précisant que le contrôle venait d'être mis en place et qu'il avait permis de constater que le combustible nucléaire avait été mis en œuvre dans le réacteur. Ceci signifie qu'il est devenu inutilement redondant et que, de ce fait, son détournement et sa transformation en arme nucléaire étaient devenus beaucoup plus difficiles que s'il n'avait pas été irradié.

« A cela, je voudrais ajouter personnellement les précisions suivantes : Une trentaine de réacteurs nucléaires de recherche ont été livrés par des nations possédant la technologie nucléaire et notamment par les États-Unis et la France, à des pays ne la possédant pas encore, sous le contrôle de l'AIEA. L'AIEA définit comme « satisfaisante » une quantité d'uranium de matière fissile telle que, compte tenu des opéra-

tions de conversion nécessaires, on puisse rendre possible la fabrication d'un engin explosif. Cette quantité significative est : 25 kilogrammes d'uranium 235 lorsque la concentration de celui-ci est égale ou supérieure à 20 % de l'uranium total considéré. D'autres indications du document public estiment à 15 kilogrammes environ la masse minima d'uranium 235 nécessaire pour réaliser une bombe. Il semble donc exclu que la livraison faite par la France à l'Irak puisse servir à des fins militaires.

Mais il est hautement désirable qu'à l'avenir, des réacteurs de recherche du type Osiris alimentés en combustible contenant moins de 20 % d'uranium 235, ce qui permet d'assurer leur fonctionnement tout en empêchant la conversion en explosif, quelle que soit la quantité mise en jeu.

Si les craintes d'un détournement ne sont pas justifiées, il existe cependant un grand danger. Il est ailleurs : par le mécanisme même du traité de non-prolifération des armes nucléaires (2) proposé en 1968 par les deux super-puissances, États-Unis et U.R.S.S., aux Nations unies et entré en vigueur, les parties au traité, en mesurant de la jauge des armées nucléaires, ont contribué au développement des applications de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, en particulier sur les territoires des États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au traité (article IV).

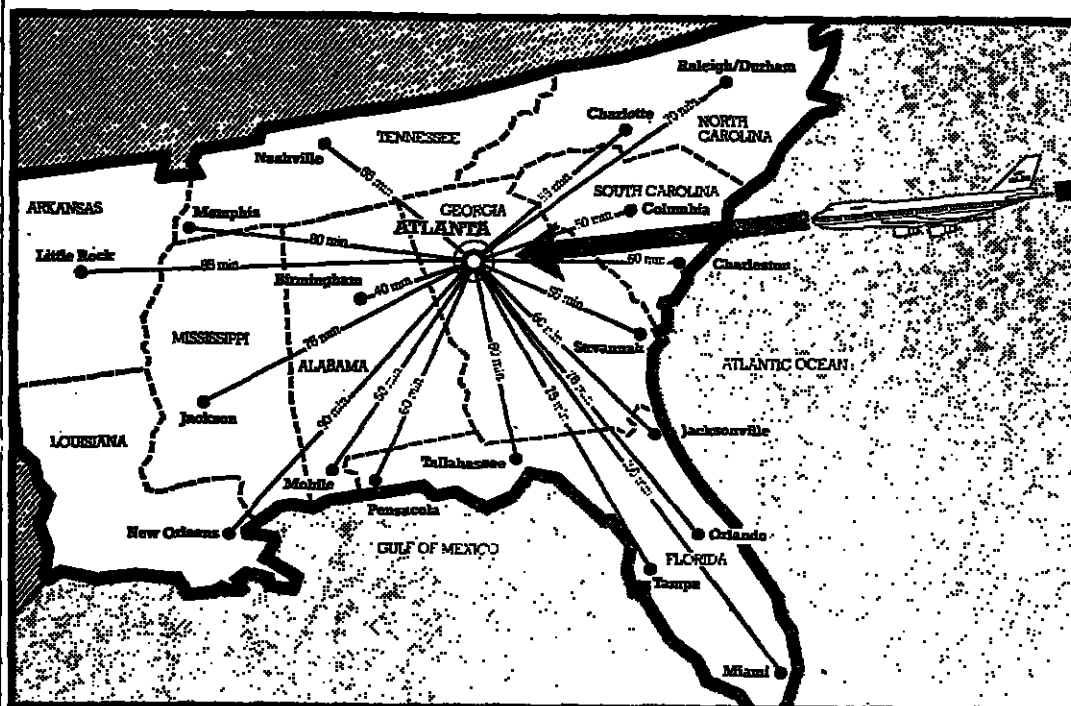
Une fois cette technologie acquise et le personnel formé, ces États pourront facilement passer à la technologie militaire. Serait l'engagement moral joint à l'acceptation du contrôle qui empêche alors d'accomplir ce pas. Or par l'article VI du traité, les puissances nucléaires signataires s'engagent, dès 1970, à entrer « à une date rapprochée » dans la voie du désarmement. Depuis cette date, elles ont fait exactement le contraire, en accélérant le surarmement et en accumulant des stocks d'armes nucléaires dont la puissance de feu actuelle dépasse plus d'un million de bombes de type Hiroshima. Les accords SALT n'ont fait que réglementer le rythme de cette poursuite de l'armement.

(1) Fondée en 1955, l'organisation Pugwash réunit des scientifiques de la plupart des pays du monde pour étudier les problèmes indépendants des problèmes scientifiques et techniques ayant une incidence politique.

(2) L'AIEA, non-prolifération et les garanties internationales, brochures de l'AIEA, n° 32-3071.

KLM

La route du Sud.



Hommes d'affaires, faites des projets. KLM vous ouvre toutes grandes les portes du sud des États-Unis.

Depuis le 29 mars, KLM dessert ATLANTA. Jusqu'au 17 mai, 3 fois par semaine et 4 fois par semaine après le 17 mai. C'est le plus grand aéroport du monde.

Ce sont 45 correspondances pour Charlotte, Raleigh-Durham, Columbia, Charleston, Savannah, Jacksonville, Miami, Orlando, Tampa, Tallahassee, Pensacola, Mobile, New Orleans, Jackson, Birmingham, Little Rock, Memphis, Nashville, autrement dit pour tous les marchés du sud des États-Unis.

Regardez-bien la carte. Elle est pleine de trésors.

KLM
Les ailes de la Hollande.



Schwegging: Schwegger, Schweggant, être Schwegges.

Éthymolo-verbe anglo-saxon, déformation du vieux français « chouette » qui a donné Schwegges puis Schwegging.

— Désigne un plaisir élégant, un bien-être raffiné : « Profitez, si m'en croyez des Schwegging de la vie » (Ronsard).

— Exprime l'état de celui qui boit du Schwegges : « Je Schwegge donc je suis bien » (Descartes).

« Être Schwegges ou ne pas être Schwegges » (Shakespeare).

— Qualité de celui qui pratique le Schwegging :

cf. « le Schwegging en 3 volumes » (Duchesse de Stredford).

« Jules était un être frustré, incapable de tout Schwegging » (Marcel Proust).

— Par extension, se dit de tout ce qui est plaisant, original,

spirituel, matintendu, gai, amusant, fantaisiste, snob, élégant,

aristocratique, divertissant, pétillant.

AMÉRIQUES

Canada

La victoire de M. Lévesque au Québec est accueillie avec calme dans l'ensemble du pays

La victoire du parti québécois de M. René Lévesque aux élections législatives du lundi 13 avril dans la Belle Province n'a ni surpris ni alarmé le Canada anglais, à la différence de ce qui s'était passé lors de l'arrivée au pouvoir de cette formation, en novembre 1976. M. Trudeau, en revanche, n'avait toujours pas fait connaître, mardi, son sentiment.

M. Clément, ministre de la Santé, a adressé le même jour leurs félicitations à M. Lévesque.

Montréal. — Satisfactions dans les provinces de l'Ouest et chez les syndicalistes, silence glacial dans la capitale fédérale, optimisme prudent dans les milieux d'affaires. Les réactions sont variées au lendemain de la victoire de M. René Lévesque aux élections du 13 avril au Québec, et elles tranchent nettement avec le ton alarmiste des commentaires qui avaient suivi la première victoire du parti québécois en novembre 1976. Les grands titres de la presse résument parfaitement les résultats du scrutin, qui a donné quatre-vingt sièges au parti québécois et quarante-deux au parti libéral. « *Balance pègre* », « *Lévesque réélu avec une forte majorité* », « *Cassante défaite pour les libéraux* ».

La réaction la plus étonnante vient sans nul doute des provinces de l'Ouest, en particulier la Colombie Britannique et l'Alberta. Les deux gouvernements ont fait part de leur satisfaction à la suite de la victoire d'un parti dont l'objectif ultime reste pourtant l'indépendance du Québec, même si M. Lévesque s'est engagé à ne pas en parler au cours de son nouveau mandat. Le premier ministre de Colombie Britannique, M. Bill Bennett, a envoyé un télégramme de félicitations au chef du gouvernement québécois, et un de ses ministres a rappelé à cette occasion que le Québec était à une excellente aïe de débiter le constitutionnel qui oppose huit des dix provinces au chef du gouvernement fédéral, M. Trudeau. Ce dernier, en revanche, a conservé un mutisme total et inhabituel depuis l'annonce de la victoire. Malgré leur insistance, ni l'opposition à la Chambre des communes, ni les journalistes n'ont réussi à obtenir de commentaire du premier ministre.

Deux ministres fédéraux ont, pour leur part, déploré la victoire

M. Barre exprime dans son message « le souhait de la France de voir se développer encore la coopération confiante et fraternelle qui s'est instaurée entre la France et le Québec depuis tant d'années ». En tant que ministre de Paris, M. Chirac a également envoyé au premier ministre québécois un télégramme dans lequel il manifeste sa « satisfaction » après la « brillante victoire si justement méritée » de ce dernier.

De notre correspondant

péquistes et ont exprimé la crainte que M. Lévesque ne respecte pas ses engagements et ne cherche à conduire le Québec vers l'indépendance, « par d'autres moyens ». Il est vrai que deux membres du gouvernement québécois, M. Camille Laurin et Jacques Parizeau, respectivement ministres de l'éducation et des finances, ont allégué ces craintes par des déclarations en faveur de l'indépendance. « *Bien sûr nous ferons du Québec un pays* », a déclaré M. Laurin.

Le président du conseil du patronat du Québec, M. Pierre Côté, qui n'avait pas ménagé le gouvernement au cours des dernières années, a cette fois-ci offert sa « coopération la plus complète ». Des représentants des milieux financiers ont retenu les paroles de M. Lévesque, qui a promis d'accroître la priorité au développement économique. Le gouvernement doit alléger la fiscalité des entreprises, ont-ils déclaré, réduire le déficit budgétaire et encourager les investissements. M. Côté a déclaré à Montréal au lieu de les décourager comme il l'a fait jusqu'à maintenant.

La réaction des anglophones

Dans la presse anglophone, les commentaires ont été étonnés par le gouvernement de M. Lévesque contre sa « *tendance à aborder tous les problèmes de manière à préparer le terrain pour réaliser son objectif de souveraineté absolue* ». Compte tenu du renforcement de sa position, « le parti québécois doit maintenant reconnaître que la situation essentielle du Québec n'est plus en danger », écrit *The Gazette*, qui demande au gouvernement de prendre en consi-

dération les « *conséquences néfastes de la politique linguistique pour la communauté anglophone* ». *The Globe and Mail* de Toronto constate avec inquiétude que la répartition des sièges montre que le Québec est plus que jamais coupé en deux malgré la percée surprise de la minorité anglophone, le parti québécois a remporté presque toutes les circonscriptions francophones, tandis que le parti libéral est concentré dans les régions anglophones. « *La division politique selon les lignes linguistiques* », écrit le quotidien canadien, « est le problème le plus menaçant que le Québec affronte aujourd'hui. Les Québécois anglophones ont remporté une victoire totale et confortablement dans la province ».

Comme les autres, ce journal cherche les responsables de la défaite libérale et désigne en priorité le chef du parti, M. Claude Ryan, dont il affirme qu'il devra partir « *parce qu'il est allié à la sympathie de nombreux électeurs par ses sarcasmes et ses arrogances* ». Les autres commentateurs sont moins sévères, et certains remarquent que, par son projet constitutionnel M. Trudeau a tout fait pour empêcher la victoire de M. Ryan.

Le calme avec lequel la minorité anglophone a accueilli les résultats de lundi a étonné l'animateur d'une émission de radio qui demandait aux auditeurs de faire part de leurs réactions sur les ondes de l'antenne. « *La radio privée de langue anglaise a dû constater l'absence d'hostilité* », et comme si cela n'allait pas de soi, le fait que les gens aient accepté « *volontiers le verdict des urnes* ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

Bolivie

LE GENERAL HUGO BANZER, ex-président bolivien chef de l'action démocratique nationaliste (A.D.N.), a annoncé mardi 14 avril à Santa-Cruz la décision de son parti de retirer son soutien au gouvernement du général Luis García Meza. Le général Banzer a précisé que cette décision ne signifiait pas que l'A.D.N. se lançait dans une quelconque « *conspiration* », mais que son parti « *ne voulait se compromettre dans une aventure puérile* ».

Colombie

LES AUTORITÉS MILITAIRES COLOMBIENNES ont interdit, le mardi 14 avril, aux journalistes d'assister au procès en cours devant un tribunal de guerre de Bogotá contre plus d'une centaine de guérilleros du mouvement du 19 avril (M-19). Le procès se poursuivra à huis clos. Les autorités militaires ont également annoncé que la presse ne sera pas admise à un autre procès qui doit s'ouvrir mercredi devant un tribunal militaire d'Ipiales (près de la frontière équatorienne) contre soixante-dix guérilleros appartenant également au M-19. Les militaires ont justifié cette interdiction par le fait que les extrémistes « *pourraient utiliser ces procès à des fins publicitaires en faisant l'apologie de la guérilla* ». Les procès se dérouleront en présence des avocats de la défense et des représentants de la commission des droits de l'homme de l'Organisation des États américains (O.E.A.).

El Salvador

CINQ PERSONNES, parentes d'un juge salvadorien ont été assassinées le mardi 14 avril et leurs têtes coupées jetées sur le seuil de la demeure du magistrat, à San-Miguel, au sud de la capitale. L'identité du magistrat n'a pas été connue. Parmi les victimes figurent deux adolescents de quatorze et dix-huit ans et une jeune femme de vingt-huit ans.

AMNESTY INTERNATIONAL dénonce une « *liste noire* » établie par les forces armées salvadoriennes. Cette liste de cent trente-huit noms comprend des prêtres, des universitaires, des militants d'organisations humanitaires, des dirigeants de l'opposition que les militaires veulent éliminer, selon des dirigeants de l'Eglise salvadorienne.

Brésil

Inflation, chômage, licenciements

La crise frappe durement les classes sociales favorables au régime

Rio-de-Janeiro (A.F.P.). — L'économie brésilienne se trouve dans une phase de récession, payant ainsi le prix des mesures adoptées en début d'année pour lutter contre l'inflation. La première et aussi la plus inquiétante des conséquences sociales est l'aggravation du chômage, qui touche aujourd'hui non plus seulement l'ouvrier, mais aussi le cadre moyen ou supérieur. La libération des prix et celle des taux d'intérêt déséquilibrés ont encouragé l'épargne, ont encore réduit le pouvoir d'achat de l'ouvrier et de la petite classe moyenne déjà durement touchée par l'inflation, et d'une manière générale, ont entraîné une chute très sensible de la demande, portant un coup sérieux au commerce.

Dans ce secteur, on en est à liquider les stocks qui avaient été accumulés à la fin de l'année dernière pour se prémunir contre l'inflation. D'autre part, on réduit l'embauche et, pour réduire la charge des augmentations légalisées de salaires intervenues en début d'année, les patrons licencient surtout le personnel des échelons supérieurs pour entretenir le personnel moins exigeant.

Dans le commerce de São-Paulo les ventes de février ont été inférieures d'environ 25 % par rapport au même mois de l'année précédente. On y a enregistré sept mille licenciements à Rio. La situation est analogue.

Au gouvernement, si l'on admet que, avec une inflation qui vient d'atteindre 120 %, le Brésil ne peut se permettre de continuer de croître à un rythme de 7 % ou 8 %, on affirme toutefois qu'il n'est pas question d'accepter la récession. Selon M. Delfino Netto, le grand maître de l'économie brésilienne, on ne peut parler « *pour le moment* » de récession que pour l'industrie automobile et l'électroménager.

De fait, ce sont les deux secteurs qui ont été les premiers et le plus durement touchés. Depuis le début de l'année, Volkswagen, le plus gros fabricant du Brésil, a licencié cinq mille ouvriers et envisage le licenciement de cinq mille autres. L'emploi est également menacé chez General Motors. Les pertes d'emplois du secteur à São-Paulo sont évaluées à vingt-cinq mille, car les licenciements dans les chaînes de montage se répètent chez les fabricants de pièces détachées. La crise menace d'autres sec-

Un « réajustement naturel des prix »

Au ministère de l'économie, on considère que la récession enregistrée dans certains secteurs industriels sera compensée par une meilleure croissance de l'agriculture, une augmentation des exportations et le développement de la production d'énergie alternative.

D'autre part, si l'on constate que l'inflation a continué de croître au début de l'année, on considère au gouvernement qu'il s'agit d'un « *réajustement naturel des prix* » et que la tendance devrait s'inverser à partir d'avril. Enfin, on se félicite à Brasília du redressement encourageant enregistré par la balance commerciale en janvier et février grâce à une forte croissance des exportations (30 % par rapport aux deux premiers mois de 1980) et à un ralentissement de la croissance des importations (4 %).

Il n'en demeure pas moins que le mécontentement du patronat et l'aggravation de la situation sociale d'une classe moyenne qui, jusqu'à tout récemment encore, était généralement favorable au régime, comportent un risque politique sérieux pour le gouver-

DIPLOMATIE

LA VISITE DE Mme THATCHER EN INDE

De profondes divergences opposent New-Delhi à Londres

New-Delhi. — Le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, a quitté le mercredi 15 avril une visite officielle de cinq jours en Inde. Mme Thatcher, qui s'entretiendra avec son homologue indien M. Indira Gandhi s'adressera jeudi au Parlement indien de Bombay, vendredi, où elle sera reçue par le président de la République indienne, M. Zail Singh.

De notre correspondant

ché du P.C. prosoviétique, trahissait-il, lundi, sur le défilé à Delhi, des tendances occidentales qui se succèdent en Inde « pour essayer de persuader Mme Gandhi de corriger la politique étrangère de son pays afin de l'aligner dans la stratégie globale des Etats-Unis ».

C'est avec une curiosité certaine que l'Inde reçoit Mme Thatcher. Se référant au surnom attribué au premier ministre britannique — « la dame de fer » — et tenant compte de la réputation agitée faite à Mme Gandhi, un journaliste écrivait dimanche « la rencontre des deux dames de fer ». Une belle affiche assurément.

Sur la plupart des grandes questions internationales, Mme Thatcher et Gandhi ont des vues presque diamétralement opposées. Le premier ministre anglais a d'ailleurs préfacé sa visite de déclarations sans ambiguïté, avec d'expresses réserves dans les milieux diplomatiques indiens.

« Les regards violents de Washington »

Réaction d'autant plus vive que telle stratégie malmenait l'enfant chéri de la diplomatie indienne, la transformation de l'océan Indien en une zone de paix d'où les grandes puissances seraient retirées. Là encore Mme Thatcher mettait les points sur les ; en confirmant récemment à des journalistes indiens que les Etats-Unis ne pouvaient pas accepter une telle zone de paix.

Pour elle, au contraire, l'heure est à la mobilisation face à la menace soviétique. D'où le soutien apporté par la Grande-Bretagne au Pakistan dans la volonté de renforcer ses capacités de défense, en raison de la présence soviétique dans la région du Golfe Persique, voire encouragée. Ainsi a-t-elle invité les Indiens à comprendre la situation difficile dans laquelle se trouvent actuellement leur pays.

Tout en relevant que les dirigeants indiens se sont généralement mieux entendus avec les conservateurs, pragmatiques qu'avec les tenants de la « *révolution sociale* », la presse indienne n'a pas ménagé Mme Thatcher.

Ainsi le *Patriot*, quotidien pro-

accords de collaboration signés en 1979 entre firmes étrangères et indiennes impliquant des sociétés anglaises.

Quant au commerce entre les deux pays, il a atteint l'an dernier 14,5 milliards de roupies, le marché indien étant pour la Grande-Bretagne (troisième partenaire commercial du pays) aussi important que le marché japonais et beaucoup plus important que le marché chinois.

Malgré tout, la Grande-Bretagne pour des raisons économiques, réduit son aide directe ; mais elle entend participer davantage au développement industriel de l'Inde par le financement de vastes projets, notamment dans les secteurs du charbonnage, de la sidérurgie (elle souhaite ouvrir le contrat de l'acier de Parsipada, 35 milliards de roupies — dans l'Orissa, une brigue également la R.F.A. de l'exploration pétrolière (en raison de l'exploration pétrolière en mer du Golfe Persique) et de la construction de centrales nucléaires (dans l'Andhra Pradesh, des télécommunications et des transports de l'aéronautique et de la défense. On s'attend à ce que Mme Thatcher essaie de relancer le contrat du Jaguar signé en avril 1979. L'Inde devrait accuser quatre-vingt-cinq exemplaires de cet avion d'après lequel elle serait plus que prête à se lancer dans sa construction.

PATRICK FRANCES.

WASHINGTON EST PRÉOCCUPÉ PAR L'ARRIVÉE PROCHAÎNE À CUBA DE TROIS NAVIRES DE GUERRE SOVIÉTIQUES

Washington (A.F.P.). — Les Etats-Unis sont préoccupés par l'arrivée prochaine à Cuba de trois navires de guerre et d'un sous-marin soviétique. Les Etats-Unis ont tenté de créer un nouveau foyer de tension et de tout effort de l'Union soviétique pour accroître son influence en Amérique centrale et dans la région des Caraïbes, augmentera les tensions internationales, a déclaré, le mardi 14 avril, M. Dean Fisher, nouveau porte-parole du département d'Etat, dont c'était la première déclaration officielle à la presse à Washington.

M. Fisher a ajouté que le gouvernement américain observe de très près les déplacements des navires soviétiques, concernés « *pour vérifier que cela ne constitue pas une menace contre notre sécurité* ».

CUBA NE PARTICIPERA PAS AU SOMMET MORD-SUD DE MEXICO

Mexico (A.F.P.). — Cuba ne participera pas au sommet Nord-Sud qui doit se tenir en octobre prochain au Mexique, a annoncé, mardi 14 avril, le ministre mexicain des affaires étrangères, M. Jorge Castañeda, alors qu'il était à la capitale cubaine. Aucune raison sur la décision de Cuba n'a été donnée par le ministre mexicain des affaires étrangères. On rappelle cependant que les milieux diplomatiques, que l'une des difficultés rencontrées dans l'organisation du sommet était la participation simultanée de Cuba et des Etats-Unis.

LA CONFÉRENCE SUR LE DROIT DE LA MER

Les Etats-Unis n'arrêteront pas leur position avant l'automne.

Nations unies (New-York) (A.F.P.). — Les Etats-Unis ont annoncé, mardi 14 avril, aux représentants de ces quarante-deux autres pays participants à la conférence sur le droit de la mer que leur position sur le projet de convention déjà rédigé, ne sera pas arrêtée avant l'automne prochain. Ils suggèrent que la conférence se réunisse à nouveau au début de l'an prochain pour prendre une « *décision finale* », M. Oxman, délégué américain, a même laissé prévoir que ce n'est qu'en 1982, au début de la conférence, que le début de l'année par le gouvernement de M. Reagan (le monde du 14 mai) pourrait durer plus longtemps encore.

Cette annonce a été mal accueillie dans la mesure où la plupart des délégations espèrent conclure cet été une négociation qui dure déjà depuis sept ans. Le président de la conférence, M. Koh (Singapour), a proposé mardi de reconvoquer la conférence pour une session de trois à quatre semaines à partir du 3 août. Sans opposer à cette suggestion, M. Oxman a déclaré que cette session ne pourrait servir qu'à un « *échange de vues informel* ».

ASIE

RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission dans le câble envoyé par notre correspondant à Tokyo a rendu incompréhensible une partie de l'article publié dans le monde du 14 avril sur la condamnation du dirigeant sud-coréen, M. Kim Dae-jung l'organisation « *dont les liens avec le régime communiste de Pyongyang sont notoires* » n'est pas la condamnation du dirigeant sud-coréen, M. Kim Dae-jung l'organisation « *dont les liens avec le régime communiste de Pyongyang sont notoires* » n'est pas la condamnation du dirigeant sud-coréen, M. Kim Dae-jung l'organisation « *dont les liens avec le régime communiste de Pyongyang sont notoires* ».

AFRIQUE

Mauritanie

LE CHEF DE LA DIPLOMATIE N'EXCLUT PAS LA CRÉATION D'UNE FÉDÉRATION AVEC LA RÉPUBLIQUE SAHRAÏQUE

Le ministre mauritanien des affaires étrangères, Mohamed El Mokhtar Ould Zaima, n'exclut pas, dans une déclaration au quotidien *le Continent* publiée le mardi 14 à Paris, la constitution d'une fédération entre son pays et un état sahraoui indépendant.

Dans cette interview, accordée antérieurement à l'appel à l'union entre la Mauritanie et la République sahraïque, le ministre déclare qu'une fusion « *doit s'inscrire dans le cadre global de l'unité africaine que nous souhaitons* ».

Cependant, le communiqué conjoint publié mardi à l'issue des conversations à Tripoli entre le colonel Kadafi et le premier ministre mauritanien, ne fait aucune allusion à l'appel lancé la veille par le président libyen en faveur d'une union entre la Mauritanie et la République sahraïque. Le communiqué est essentiellement dirigé contre le Maroc. « *La Libye et la Mauritanie s'élèvent avec vigueur contre la série de complots perfides ourdis par le marocain marocain contre la Mauritanie dont le dernier a eu lieu le 16 mars dernier et son action en Afrique au sein du sionisme* », affirme notamment le communiqué. « *La Libye et la Mauritanie expriment leur extrême inquiétude concernant la situation du Sahara occidental conséquence d'une occupation étrangère* ».

Les deux pays poursuivent le communiqué soulignant la nécessité de poursuivre l'action contre les accords de Camp David, « *renouvelant leur attachement à l'unité territoriale du Liban, leur appui à ses forces nationales et progressistes et leur soutien au gouvernement légitime de Tripoli* ».

Votre 1177 5 par A



Je Hamb Un Un hor



FLAMM

DIPLOMATIE

LA BATAILLE DES EUROMISSILES

Le problème des armes nucléaires à moyenne portée en Europe est au cœur d'une intense partie diplomatique depuis que l'U.R.S.S. s'étant dotée de nouveaux missiles SS-20, les pays membres de l'Organisation militaire atlantique ont décidé, en décembre 1979, d'installer à partir de la fin de 1983, cinq cents solaires-douze « euromissiles » américains dans plusieurs pays d'Europe occidentale et de tenter en même

temps d'ouvrir une négociation avec Moscou sur ce problème. Après la réunion du groupe des plans nucléaires de l'OTAN, tenue à Bonn les 7 et 8 avril, M. Luns, secrétaire général de l'Organisation atlantique, poursuit depuis le 13 avril à Washington des entretiens destinés à préparer la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN les 4 et 5 mai à Rome.

Comme on l'a vu à Bonn, les Européens font pression sur les États-Unis pour que les négociations prévues avec l'Est s'ouvrent le plus tôt possible. « Si les négociations ne reprennent pas cette année, a dit le 7 avril le chancelier Schmidt, je n'aurai pas seulement des problèmes de politique intérieure, mais aussi dans mes relations avec Washington. » Il en aurait aussi avec Moscou, dans la mesure

où la proposition de moratoire lancée par M. Brejnev en février a fourni l'occasion au Kremlin de renforcer ses pressions contre l'installation des fusées américaines en Allemagne et pour des négociations. Ces débats ne vont pas sans rappeler les grandes discussions des années 50 sur les meilleurs moyens d'assurer la dissuasion en Europe.

L'ère de la dissuasion a commencé en fait par des « euromissiles ». Contrairement, en effet, à ce que peut donner à penser la fin des années 50, l'exploitation française que fait Khrouchchev de son avance en matière de missiles et du succès de ses opérations, le dirigeant soviétique fait alors pratiquement l'impossible sur les engins intercontinentaux (il n'a que 15 fusées de ce type, environ, au moment de la crise des fusées à Cuba, en 1962), et met l'accent sur les engins capables d'atteindre l'Europe occidentale : c'est en 1959 que commencent la mise en place du missile SS-4, et en 1961 celle du SS-5. L'effort est alors impressionnant, puisque l'on atteint très vite le chiffre de 600 unités pour le premier, de 100 pour le second. Soit 700 engins en tout, imprécis mais puissants, qui permettent à Khrouchchev de dire à tous les dirigeants européens qui lui rendent visite : « Vous êtes nos cibles ».

Autrement dit, l'U.R.S.S. s'est installée alors dans une stratégie de dissuasion assez conforme à ce qui sera pendant longtemps la doctrine de l'OTAN : représailles massives contre des villes ennemies en cas d'agression — mais qu'elle applique aux alliés de l'adversaire principal plutôt qu'à celui-ci directement : si les États-Unis se conduisent mal, ils seront punis par des représailles contre leurs protégés. Cela coûte moins cher pour un résultat, tout compte fait, très efficace.

De leur côté les Américains font face alors à un double handicap. Ils disposent certes d'un arsenal formidable de plus de mille bombardiers géants B-52, mais le léger retard pris en matière de fusées intercontinentales entraine leur crédibilité et, comme ils n'ont pas encore de satellites espions (les vols d'U-2, dont la « couverture » était d'ailleurs imparfaite, ont dû

être suspendus en mai 1960, après la mésaventure survenue à l'un de ces avions au-dessus du territoire soviétique et la capture de son pilote), ils se persuadent que Khrouchchev fabrique des « fusées intercontinentales » comme de la saucisse, ainsi qu'il le proclame lui-même.

Cette fausse perception d'un « missile gap » sera dissipée quelques années plus tard, mais pas avant que Kennedy ait mis en route un redoutable et très déséquilibré programme d'engins intercontinentaux : ce seront les 1 000 Minuteman, dont la mise en place s'achève en 1967, à un moment où le pare-soviétique ne compte encore que 480 armes similaires (les anciens colab-orateurs du président assassiné

se justifient aujourd'hui en avançant que le Pentagone demandait un programme dix fois plus important...).

Sur le plan européen, les États-Unis se doivent de rassurer leurs alliés au plus vite face aux menaces de Khrouchchev. Dès la fin des années 50, Eisenhower a installé en Grande-Bretagne 80 missiles Thor à portée intermédiaire (entre 2 500 et 4 000 kilomètres). En avril 1958, un accord est signé avec l'Italie pour la mise en place de 30 fusées Jupiter, autre engin de même portée, dont 15 autres exemplaires seront installés quelques mois plus tard en Turquie.

Le retrait de 1963

Notons au passage qu'il n'est pas question à l'époque de proposer la même chose à l'Allemagne occidentale : celle-ci reçoit certes, à partir de 1967, des munitions atomiques tactiques (il y en aura jusqu'à 7 000 dans toute l'Europe occidentale), mais la portée de leurs lanceurs ne dépasse pas 300 kilomètres, et M. Franz Josef Strauss, ministre de la Défense d'Adenauer, explique lui-même, en décembre de la même année, que la Bundeswehr, située aux avant-postes, n'a pas besoin de disposer de missiles à longue portée.

Une autre différence avec la situation actuelle est que les pays qui accueillent ces premiers euromissiles demandent et obtiennent des États-Unis plus d'égards qu'aujourd'hui : tout comme la Grande-Bretagne, qui est déjà pour son propre compte une puis-

sance nucléaire, l'Italie et la Turquie disposent d'un authentique système de « double clé » : leur gouvernement peut opposer son veto à l'emploi des Jupiter, le commandant américain de l'OTAN en Europe.

Ce premier réseau de 105 euromissiles au total restera en place environ quatre ans, jusqu'à ce que John Kennedy, en janvier 1963, décide de les rapatrier. Les premiers engins sous-marins Polaris entrent alors en service dans la marine américaine : 144 sont déjà opérationnels en 1962, et l'on prévoit d'en avoir 324 à bord de 34 sous-marins nucléaires, dès 1964. Le président américain considère que ces plates-formes mobiles de lancement sont bien préférables aux sites très vulnérables, non enterrés, qui hébergent les Thor et les Jupiter, et

I. — Un peu d'histoire

Par MICHEL TATU

que les alliés doivent en bénéficier au premier chef : non seulement il vient de promettre à Mac Millan, à Nassau, de vendre à la Grande-Bretagne des Polaris (ce qui provoque l'irritation que l'on sait chez de Gaulle), mais l'on parle depuis déjà plusieurs années de mettre à la disposition de nouvelles armes euro-stratégiques. Au contraire, les Thor et les Jupiter qui faisaient pendant aux SS-4 et SS-5 avaient été retirés, les 166 bombardiers B-111 basés en Grande-Bretagne à partir de 1960 étaient déjà amplement équilibrés par l'apparition du Backfire soviétique ; enfin, la « détente », apparemment scellée par les accords d'Helsinki de 1975, battait son plein en Europe.

Sur un plan général, la dissuasion indirecte que Khrouchchev recherchait par l'installation de ses premiers euromissiles avait été remplacée par une dissuasion directe et entière vis-à-vis des États-Unis, puisque Moscou avait rattrapé et dépassé son rival en matière d'armements intercontinentaux : il n'était donc pas besoin de continuer à « tenir les Européens en otages » pour punir les Américains.

Ce rappel permet de remettre en perspective la polémique qui fait rage à propos des euromissiles d'aujourd'hui.

Le premier argument des Soviétiques est défensif : « Les SS-20 que nous avons mis en place à partir de 1977, disent-ils en substance, ne sont en aucune manière une novation. Ils ne représentent que la modernisation des SS-4 et SS-5. Il était bien normal de remplacer après vingt ans. Leur portée est à peine supé-

rieure, et, pour nous, Européens, qui vivons à l'ombre des fusées soviétiques pendant toutes ces années, la situation est inchangée : elle serait même meilleure dans la mesure où le nombre des lanceurs a été réduit. »

À cela les Occidentaux répondent que rien n'avait changé sur le plan européen qui justifiait, dans les années 70, l'apparition de nouvelles armes euro-stratégiques. Au contraire, les Thor et les Jupiter qui faisaient pendant aux SS-4 et SS-5 avaient été retirés, les 166 bombardiers B-111 basés en Grande-Bretagne à partir de 1960 étaient déjà amplement équilibrés par l'apparition du Backfire soviétique ; enfin, la « détente », apparemment scellée par les accords d'Helsinki de 1975, battait son plein en Europe.

Sur un plan général, la dissuasion indirecte que Khrouchchev recherchait par l'installation de ses premiers euromissiles avait été remplacée par une dissuasion directe et entière vis-à-vis des États-Unis, puisque Moscou avait rattrapé et dépassé son rival en matière d'armements intercontinentaux : il n'était donc pas besoin de continuer à « tenir les Européens en otages » pour punir les Américains.

Mais justement c'est là qu'est le changement : beaucoup plus précis que le SS-5 et le SS-4, le SS-20 permet d'attaquer de manière sélective les objectifs militaires de l'OTAN sur toute la profondeur du théâtre européen et, par conséquent, de mener une guerre toute différente de la guerre de dissuasion, aveugle et massive, autorisée par ses devanciers.

Sans doute est-on encore assez loin des scénarios récemment évoqués par des hommes aussi divers que le général Galkov et M. François Mitterrand, qui envisagent une « première frappe désarmante » des engins soviétiques, réduisant à néant tout le dispositif allié en Europe tout en épargnant les civils et même les installations américaines : il faudrait pour cela que le SS-20 soit équipé d'ogives plus nombreuses et plus petites que les trois têtes de 150 kilotonnes dont il est actuellement doté. Mais c'est bien dans cette direction que l'on s'oriente. Dans quelques années, et très probablement en 1985, date à laquelle le déploiement des euromissiles américains sera achevé, c'est ce scénario qui devra être retenu.

Prochain article :

LA BOITE DE PANDORE

Les engins eurostratégiques soviétiques...

Le SS-4, mis en place à partir de 1959, emporte à 1 500 kilomètres une charge d'une mégatonne ; 600 exemplaires ont été déployés au total, ce nombre passant à 500 en 1979 et à 380 en 1980.

Le SS-5, devenu opérationnel en 1961, porte à 4 100 kilomètres une charge d'une mégatonne. On en comptait 100 en 1970, 50 en 1979 et 50 en 1980. Ce nombre a été encore réduit depuis, puisque, selon les indications données le 8 avril, à l'issue de la réunion du groupe des plans nucléaires de l'OTAN à Bonn, il a été ramené à 380 pour l'ensemble des missiles SS-4 et 5.

Le SS-20, qui a fait son appa-

rition en 1977, remplace progressivement les engins précédents, au rythme d'un nouveau lanceur par semaine au moins. Selon l'OTAN, on en compte 220 actuellement, dont les deux tiers sont probablement dirigés vers l'Europe. Installé sur une rampe mobile et non fixe comme ses devanciers, il emporte à 4 400 kilomètres trois charges nucléaires de 150 kilotonnes. Sa précision est estimée par le Pentagone à trois fois celle du SS-5 et à six fois celle du SS-4.

Le nombre total de lanceurs d'euromissiles soviétiques a donc été ramené de 700 dans les années 60 à 600 actuellement, mais le nombre de têtes est passé de 700 à 1 040.

... et américains

Le programme occidental d'euromissiles n'est pas encore réellement en chantier, puisque les premiers missiles ne seront mis en place qu'à partir de la fin de 1983. Il s'agit de :

— 108 engins balistiques Pershing 2, portant à 1 800 kilomètres une seule ogive, dont la charge n'a pas été précisée (elle sera probablement variable en fonction de l'objectif visé). Tous doivent être installés en République fédérale, sur les sites de lancement du Pershing 1, vieux engin portant à 700 kilomètres, et en remplacement de celui-ci. La précision du

Pershing 2 est dix à onze fois supérieure à celle du SS-20.

— 654 missiles de croisière, volant à vitesse subsonique jusqu'à 2 500 kilomètres et porteurs d'une ogive à charge variable. La Grande-Bretagne doit en recevoir 180, l'Italie 112, la République fédérale 95, la Belgique et les Pays-Bas 48 chacun, si toutefois ces deux pays confirment leur accord. La précision du missile de croisière est deux à trois fois inférieure à celle du Pershing 2.

(Les chiffres sont ceux du Pentagone, de l'OTAN ou de l'Institut d'études stratégiques de Londres.)

Votre BMW 316 : 1177 F par Mois* chez Zol

Chez Zol Auto, nous vous proposons la nouvelle BMW 316 boîte 5 vitesses pour 1177 F par mois seulement, en location avec garantie, avec ou sans assurance, et après acceptation du dossier par BMW Financement (Dpt de la C.G.I.).

*Avec un 1^{er} versement de 10 605 F, 59 loyers de 1177 F. Option de rachat final : 5302 F, couverte par le dépôt de garantie inclus dans le 1^{er} versement.

Coût total à l'acquisition : 80 048 F, tarif BMW en vigueur au 01/01/81.

ZOL PORTE-AUTOS

44 av. Ed.-Vaillant 92100 Boulogne. Tél. 608.91.43.

Un jour, un homme... apparut sur notre terre et tout se trouva bouleversé.

Jean Hamburger.

Un jour, un homme...

Cet arrière-neveu de l'inceste qui inventa le calcul intégral et rêva de justice.

Le pari de Jean Hamburger nous aide à espérer.

Jean Onimus - Le Monde.

La splendeur du livre vient de ce que le médecin l'emporte sur le savant. Maurice Schumann, de l'Académie française - Le Figaro.

Un grand écrivain. Étienne Wolff, de l'Académie française - Revue des Deux Mondes.

FLAMMARION

(Publité)

LA PREMIÈRE FOIRE DU LIVRE DE TRIPOLI

Conformément à la maxime « La connaissance est le droit que chaque être humain possède naturellement » et sous le contrôle du Comité Administratif pour l'Information Révolutionnaire, branche de l'Édition, la Distribution, la Publicité et l'Impression, la Première Foire Internationale du Livre de Tripoli se tiendra du 18 au 23 avril 1981 sur le Champ de Foire International de Tripoli (SPLA).

C'est l'intention que cette foire fournisse une occasion excellente pour la rencontre des intellectuels, éditeurs et distributeurs du monde entier.

Comité administratif pour l'Information Révolutionnaire, branche de l'Édition, Distribution, Publicité et Impression, Libye.

JAMAHIRIYA DU PEUPLE ARABE LIBYEN SOCIALISTE

TÉLEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.2162

Le Schwepping fait une entrée remarquée au dictionnaire.

Le Monde

politique

La campagne de M. Giscard d'Estaing

DEVANT DES FRANCS-MAÇONS : la société de liberté est encore fragile une situation comme celle de 1968 peut se reproduire

M. Giscard d'Estaing était l'invité à dîner mardi soir 14 avril, à Paris, du Carrefour de l'amitié, qui regroupe des représentants des principales obédiences maçonniques. Avant lui, Mme Carraud, MM. Chirac, Debré et Crépéau, avaient été les invités du Carrefour de l'amitié. M. Mitterrand, invité également, s'était fait représenter par M. Jospin.

Devant plus de onze cents invités, le chef de l'Etat a prononcé un discours adapté à un auditoire averti et nullement homogène du point de vue des choix politiques. Il s'est appliqué à développer les thèmes de sa campagne de manière plus élaborée en traitant des risques que recèle la situation mondiale

A la fin du dîner qui avait lieu dans les salons d'un grand hôtel parisien et auquel participaient plus de onze cents personnes invitées par le Carrefour de l'amitié, le président de la République a traité de « la société de liberté », des « dangers » que recèle la situation mondiale, et de la solidarité.

A propos de la société de liberté, il a souligné : « Elle n'est pas acquise. Regardez, le fanatisme est encore là. Comme président de la République, j'ai la profonde satisfaction de conscience — bien qu'ignorant le verdict des élections et des élections dans quelques semaines — de me dire que personne ne peut prétendre que les libertés de la France aient reculé quand je quitterai le pouvoir. Et ce n'est pas évident. Je ne vois aucun des changements qui ont été effectués. Les libertés individuelles ont progressé, des libertés nouvelles sont apparues. Sur le sujet des libertés, je n'admets la critique de personnes qui critiquent la loi. Je les écarterai de la route ».

Le chef de l'Etat a poursuivi : « Le monde est dangereux et la société est fragile. Souvenons-nous : j'ai été témoin en 1968 d'une situation qui peut se reproduire. Aucun de mes prédécesseurs ne s'était rendu dans une université. Douze ans après il reste encore, de ce choc, des séquelles dans notre éducation. Et pourtant, j'ai reçu (en février 1981) M. Helmut Schmidt, docteur honoris causa à la Sorbonne. Dans la Sorbonne de 68, les dirigeants allemands qui assistaient à cette cérémonie m'ont fait remarquer qu'une telle chose ne serait pas possible chez eux. »

« Le monde est dangereux. Sauf que pendant quatre années sur sept, j'ai vécu avec une Amérique faible. Une Amérique hésitante et sur laquelle il était difficile de compter. Je racontais mes Mémoires un jour : j'ai posé au président des Etats-Unis, M. Jimmy Carter, des questions fondamentales dont les réponses m'ont été faites. Les réponses qui m'ont été faites m'ont permis de comprendre que nous traversions une période de grande insécurité pour l'Europe. Beaucoup de choses ne sont passées qu'il était difficile de connaître mais que moi je connaissais et qui rendaient la situation difficile ».

« Heureusement, il s'agit du passé. Mais maintenant les Etats-Unis sont restructurés leur puissance et, en restructurant leur puissance, ils vont créer des tensions. Et ces tensions contribuent au caractère dangereux de la situation, notamment au Proche-Orient, en Pologne et en Chine. Le monde est non seulement dangereux mais il est surarmé : soixante-sept mille chars station-

nés en Europe, des stocks de dynamite équivalant à 4 tonnes par habitant ! (...) C'est pourquoi je suis partisan de la dissuasion.

En ce qui concerne la solidarité, le président de la République a estimé qu'il pouvait sembler parfois qu'un antagonisme se faisait jour entre la conquête des libertés et les exigences de la solidarité. « On croirait presque, a-t-il remarqué, que le moment est venu pour certains de revenir sur quelques-unes des conquêtes sociales en France ». Il a ajouté : « Si nous oublions les conquêtes de la solidarité, le peuple français viendra avec sa voix nuancée, je vous prie, se rappeler aux imprudents. En outre, ces conquêtes, les efforts en faveur des personnes âgées, des handicapés, des travailleurs manuels, expriment profondément que la société française soit restée humaine au cours des dernières années ».

Le président de la République a déclaré encore : « Je m'efforce de favoriser le renouvellement des équipes et des hommes dans différents secteurs. Mais renouvellement ne veut pas dire exclusion et je désire la nécessité de conserver l'expérience et

et de la fragilité de notre société qui pourrait connaître, selon moi, une situation comparable à celle de 1968. Il a évoqué les incertitudes qui valaient pour la politique de M. Carter au temps où « l'Amérique était faible et hésitante ».

Il a mis en garde ceux qui seraient tentés, au nom de la liberté, de revenir sur certaines conquêtes sociales acquises au nom de la solidarité. Ce discours, tendu et combatif, confirmait la volonté de M. Giscard d'Estaing de donner à sa campagne un tour plus percutant. — N.-J. B.

Comme le général de Gaulle, en 1940, disait que l'Allemagne serait battue, je peux presque vous dire que la crise du pétrole est gagnée. Ce qui n'est pas gagné, en revanche, c'est l'ajustement entre la situation individuelle de l'homme et la société de masse ».

Le président de la République a ensuite remarqué : « Nous voyons actuellement le recul des modèles marxiste et socialiste (...). Les trois quarts de ceux qui voteront socialistes dans quelques semaines sont des humanistes mais se rendent-ils compte que le courant qui les attirement alors va à l'encontre de leurs idées ? »

Le président de la République a conclu : « Il y a trois situations dans le monde : les situations de force, les situations de chaos et les situations de lumière. Les situations de force et de chaos sont nombreuses. Les situations de lumière sont rares. Je souhaiterais que l'action que j'aurai conduite soit une des périodes de lumière de la vie de la France. Et, au-delà des frontières de l'Europe, je crois que nous avons avancé sur ce chemin au cours du septennat. En avons-nous la capacité ? En avons-nous la volonté ? C'est nous qui me le direz ».

Le chef de l'Etat a poursuivi : « Le vrai problème, aujourd'hui, n'est pas de surmonter la crise du pétrole. Parole que la crise du pétrole nous la surmonterons ».

Les relations de l'U.D.F. avec le candidat R.P.R.

M. PONTET : Voyez à qui peut profiter cette « formidable inflexion »

MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la Fédération des Clubs et Perspectives et Réalités, et Philippe Pontet, chargé du secrétariat général et de la coordination de la campagne de M. Giscard d'Estaing, ont décliné mercredi 15 avril, que l'état-major du président sortant se soit interrogé sur le déroulement de la campagne électorale et que des mesures d'accélération aient été prises en vue de remonter la « cote » de M. Giscard d'Estaing dans les sondages.

M. Pontet, parlant à cet égard de « formidable inflexion », a ajouté : « Voyez à qui cela peut profiter. »

« C'est totalement faux », a-t-il déclaré. Le député de l'Eure a également démenti que M. Poniatowski et M. Jean Seris, chargé de mission à la présidence de la République, se soient installés rue de Marignan (quartier général de la campagne de M. Giscard d'Estaing).

M. Giscard d'Estaing, local suppléant (70 mètres carrés), a précisé M. Pontet, est destiné à accueillir « les bénévoles qui viennent faire des enveloppes ». « La vérité, a-t-il indiqué, c'est qu'il n'y a pas d'inflexion — cela dit, la campagne est difficile — ; personne n'a le monopole de conseil de campagne. M. Giscard d'Estaing s'appuie sur son état-major, mais aussi sur ses experts, qui sont ses conseillers de toujours : MM. Lecanuet, Poniatowski, Fourcade. Tout cela était parfaitement prévu. »

M. Pontet a également réfuté l'idée selon laquelle M. Giscard d'Estaing aurait inscrit d'autres meetings à son programme pour tenter de redresser sa popularité.

M. ROGER CHIRAC : l'attitude du maire de Paris est inadmissible et dangereuse.

M. Roger Chirac, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, a publié mardi 14 avril une déclaration dans laquelle il affirme notamment : « Je déplore que M. Jacques Chirac, élu au début de la campagne officielle, ait tenu une nouvelle fois à présenter de la même manière, sur le même ton, avec la même critique, le candidat Giscard d'Estaing. Cela est inadmissible et dangereux. Inadmissible de la part de l'ancien premier ministre qui tente d'encadrer le candidat Giscard d'Estaing, surtout pour la France. Pour tous ceux qui veulent éviter à notre pays l'ouverture communautaire, l'union-parti communiste, il est grand temps d'arrêter le jeu de la destruction systématique de Valéry Giscard d'Estaing, seul candidat capable, chacun le sait, de battre François Mitterrand ».

M. LECANUET : assez d'équivoques !

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., qui s'exprimait, mardi 14 avril, à Nevers (Nièvre), a déclaré : « Pour faire échec à M. Jacques Chirac, je suis sûr que nous devons nous unir. Or je constate avec étonnement que Jacques Chirac ne limite pas sa campagne à des propositions mais se livre à des attaques personnelles et à des attaques contre M. Giscard d'Estaing. »

« Comme ancien ministre d'Etat du gouvernement d'irrigation par M. Jacques Chirac, je suis sûr que, comme partisan de l'unité de la majorité, je m'interroge. Quel est le but visé par M. Chirac ? Il sait qu'il ne peut gagner du deuxième tour, même s'il essaye de le faire croire. L'essai de la polémique développée par M. Chirac ne peut objectivement que servir M. Mitterrand. Assez d'équivoques. »

« U.D.F. 1 » : l'étrange amnésie de M. Chirac.

La lettre d'information quotidienne U.D.F.-1, en date du 15 avril, estime que M. Jacques Chirac est atteint d'une étrange amnésie et poursuit : « L'enfer de l'élection mérite un minimum d'humanité et de sincérité au-delà des Français. Ils ont eu mal à comprendre qu'un candidat oubliant ses responsabilités et son passé, propose de défaire demain ce qu'il a fait hier ou envisage de réaliser tout ce dont il ne voulait pas entendre parler il y a quelques années seulement. »

« Le plus grave est que tout cela est assorti de critiques incessantes sur-à-à-vis du président de la République, et de son action depuis 1974. Une politique que Jacques Chirac a conduite en oubliant ses responsabilités et son passé, pendant deux ans et qu'il a voté et soutenue au Parlement pendant cinq autres années. »

« Jacques Chirac conclut la lettre, a-t-il pas le droit de dénigrer sans l'effort des Français depuis sept ans ? »

A PARIS : créer sept cent mille à huit cent mille emplois à termes partiel d'ici... à 1985.

M. Giscard d'Estaing a indiqué, mardi 14 avril, que sept cent mille à huit cent mille emplois à temps partiel devraient pouvoir être créés d'ici à 1985. Le président sortant a fait cette proposition au cours d'un déjeuner au restaurant du Parc des expositions de la porte de Versailles, où étaient conviés quelque deux cent cinquante employés de bureau, secrétaires, gardiens d'immeubles et chauffeurs routiers. Devant son auditoire.

Pendant le déjeuner, une manifestation, organisée par la C.G.T., s'est déroulée à l'extérieur. Une cinquantaine de militants, appartenant à l'usine « Pile » de Bercy (Paris-13), qui a déposé son bilan, ont vainement tenté d'être reçus par M. Giscard d'Estaing.

Les manifestants de cette entreprise de vente de correspondance, employant des handicapés physiques, sont demeurés — certains dans leur voiture d'invalidité — devant la porte d'entrée principale du restaurant, mais M. Giscard d'Estaing a emprunté, à sa sortie, une porte latérale. Les représentants syndicaux ont pu toutefois s'entretenir avec M. Philippe Souzay, le directeur de la campagne du candidat, qui les a renvoyés au ministère du travail et de la participation.

La campagne de M. Debré

Sur R.T.L. : Je suis le dérangeur.

M. Michel Debré a déclaré, mardi 14 avril à R.T.L., lors de l'émission « Le Grand Jury » : « C'est Chirac qui est le dérangeur (du genre) ! J'ai dit le candidat il n'y a pas de question. En réalité, je suis le dérangeur ! (...) L'histoire dira qu'un homme qui a occupé de grandes fonctions, voyant les hommes politiques reprendre le chemin de la III^e et de la IV^e République est entré dans le débat pour dire « Messieurs, pensez à la France. (...) J'aurais souhaité que l'ensemble du monde qui se dit héritier du mouvement gaulliste me soutienne. Il en a été différemment. Ce n'est pas ma faute, ce n'est pas mon fait. C'est leur faute, c'est leur fait. C'est sur cela qu'ils seront jugés sévèrement par l'histoire... »

La campagne de M. Chirac

A METZ : la politique électronudéaire a été décidée par Georges Pompidou

De notre correspondant

Metz — Les gaullistes seraient-ils en train de reconquérir la Lorraine, l'un de leurs plus vieux bastions, fortement menacés ces dernières années par la poussée centriste ? A en juger par la foule considérable venue entendre M. Chirac mardi soir 14 avril au Palais des sports de Metz, la question mérite d'être posée. Sans nul doute, le candidat du R.P.R. a attiré beaucoup plus de monde que MM. Giscard d'Estaing ou Mitterrand venus ces derniers jours dans la même salle.

M. Chirac a fait jouer la filière régionale en faisant référence à maintes reprises à l'action de l'ancien premier ministre. M. Messmer, député R.P.R. de Sarrebourg dont il a été le ministre de l'Agriculture sous la présidence de Georges Pompidou. Mieux même, il a trouvé en M. Messmer, député R.P.R. de Sarrebourg, un des rares points positifs qu'il concède au septennat actuel en disant : « Il faut savoir que l'ensemble des décisions concernant le programme d'énergie nucléaire a été pris par le premier ministre Pierre Messmer, au cours d'un conseil présidé par Georges Pompidou. »

« C'est à César ce qui appartient à César pour dissiper toute ambiguïté », l'essentiel du discours de M. Chirac a été consacré aux problèmes économiques et à ceux du monde du travail.

Ce choix n'est bien évidemment pas un fait du hasard dans une région très fortement industrialisée et qui traverse depuis plus de dix ans une crise profonde. Il a donc été applaudi à tout rompre en affirmant : « Après l'élection, on s'occupera de la situation, on s'occupera plus grave encore que celle qu'on nous décrit aujourd'hui (...) A vouloir payer les hommes et ne rien faire plutôt qu'à travailler, nous affaiblirons considérablement notre pays (...). Tout est en train de se dégrader. Nous devons réagir. La France est affaiblie, il faut d'urgence lui faire un garrot (...). Le problème n'est pas de travailler moins, mais de travailler mieux. (...) La France a une richesse, on l'appelle, et il n'est pas d'exemple qui ne se passe à travers une richesse, a-t-il déclaré.

La fin de la réunion de M. Chirac a été consacrée à un rapide tour d'horizon politique et à une attaque très ferme à l'égard de MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand clairement désignés comme les adversaires privilégiés du maire de Metz. « Si ne restait aucune illusion, on ne pourrait pas dire que ces deux candidats, il y a bien des chances que, par déception, le peuple français prenne le risque d'une option qu'il se demande demain regretter et qui s'appelle l'arrestation », a prévenu le maire de Metz.

Une petite phrase qui pourrait avoir une résonance particulière en Lorraine où, ces dernières années, l'électorat gaulliste a été traumatisé par les coups que lui ont portés, lors des dernières élections à la fois les centristes de l'U.D.F. et les socialistes.

JEAN-CLAUDE BOURDIER.

M. Labbé : y a-t-il un candidat officiel comme nous l'avons connu autrefois ?

M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, a déclaré, mercredi 15 avril, à Paris, que :

« Si une partie de l'électorat ne vote pas pour François Mitterrand, c'est parce qu'il y a un candidat officiel, Jacques Chirac. Mais Jacques Chirac, qui attire beaucoup de gens autour de lui, y compris des parlementaires du groupe U.D.F., serait plus apte que Giscard d'Estaing à établir une majorité nouvelle, de la même manière qu'il sera le meilleur second pour battre François Mitterrand. »

M. Labbé a ajouté : « Il est tout à fait naturel que devant le pays M. Giscard d'Estaing rende des comptes, et est tout à fait naturel, aussi, qu'il se dédouane du mandat de la légitimité et il sera naturel qu'il laisse par choisir une fois pour toutes entre le candidat-croyant qu'il prétend vouloir être et le président de la République qu'il demeure. »

« Et est-ce que, dans ce débat qui nous ouvre, on peut dire très clairement des choses sans qu'elles passent forcément pour une querelle inopportune. Ce que nous pourrions dire, c'est le refus du président de la République, devenu candidat, de vouloir engager un débat avec Jacques Chirac. Mais ce n'est pas un candidat officiel, nous l'avons connu autrefois dans notre histoire ? Est-ce qu'il y a un candidat privilégié ? »

Les divergences s'accroissent

(Suite de la première page.)

C'est le président de l'Union pour la démocratie française, M. Lecanuet, qui s'est déclaré « choqué » par les excès de la campagne de M. Chirac. Le maire de Paris est le président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale. M. Chirac qui a juré « l'indivisibilité et l'unité » de la République, se livre à des attaques personnelles et à des attaques contre M. Giscard d'Estaing, seul candidat capable, chacun le sait, de battre François Mitterrand.

C'est le bulletin de l'U.D.F., daté du 15 avril, qui stigmatise l'étrange amnésie du candidat gaulliste, oubliant de ses propres responsabilités et de son passé.

Contre-attaque en règle donc. Les « politiques » reviennent et tentent de faire pièce à la campagne éminemment politique de M. Chirac. Ce n'est pas ainsi que la stratégie du président sortant avait été prévue. Mitterrand, qui était devenu le candidat de l'adaptation, de toute évidence, le maire de Paris occupe bien le terrain, suscitant un intérêt et une attention auxquels on ne croyait guère avant qu'il ne se croise dans la bataille. Les probables sondages, en outre, ne semblent pas devoir être très favorables au chef de l'Etat, même si certains de ses conseillers se rassurent en relevant que les progrès de M. Marchais devraient reléguer M. Chirac à la quatrième place.

Si les lieutenants contre-attaquent de manière frontale, M. Giscard d'Estaing s'applique, en revanche, à respecter la règle qu'il a édictée lui-même : ainsi se garde-t-il de s'en prendre personnellement au maire de Paris. Quand il le critique, c'est de manière détournée ou allusive. En revanche, conscient lui aussi de la nécessité de provoquer, dans l'opinion, un choc qui tarde à venir, il emploie un ton plus en plus incisif et se montre de plus en plus porté à se battre. C'était le cas lors de ses dernières meetings en province dans le Sud-Ouest. Mardi soir devant des membres d'obédiences maçonniques qui l'avaient invité à dîner, le chef de l'Etat a usé de la dramatisation pour évoquer les fragilités de la société de liberté et les dangers que recèle la situation internationale.

La question désormais posée — et dont traitent d'autres part Roland Cayrol et Jérôme Jaffré (voir page 12) — est de savoir s'il existe encore un accord de fond entre les électeurs gaullistes et giscardiens, ou si chacun d'entre eux n'est pas en train de s'« autonomiser ». La réponse à cette question nous viendra le 26 avril et le 10 mai.

Ce qui est d'ores et déjà tout à fait perceptible, c'est l'indiscutable et profond incompatibilité d'humour et de sentiments entre les troupes militantes des deux formations. La vraie petite guerre de la campagne est là, entre ces partisans engagés dans le combat au jour le jour inspirés à l'origine par des choix de société proches sinon identiques, mais qui s'écarteront aujourd'hui les uns les autres avec détermination. Ces deux groupes semblent plus écartés l'un à l'autre que ne le sont respectivement gaullistes et socialistes ou giscardiens et socialistes. Les militants du président sortant reprochent aux groupes du maire de Paris de « déformer » les affirmations, notamment en collant des diamants à la place des yeux du chef de l'Etat ; les giscardiens dénoncent les recours des socialistes aux forces de police pour faire protéger leurs affiches. Le climat est tout aussi désagréable entre les deux camps. C'est ainsi que certains proches du chef de l'Etat n'hésitent pas à voir dans les propos tenus par M. Jacques Toubon, voir page 9, la confirmation que l'objectif de M. Chirac est, de plus en plus clairement, non seulement de devancer le président sortant au premier tour, mais aussi d'assurer sa défaite au second tour.

Ceux-là n'hésitent pas non plus à évoquer l'effet de la nervosité ambiante — à considérer que si le maire de Paris agit ainsi, c'est parce qu'il voit dans la réélection de M. Giscard d'Estaing le principal obstacle à sa propre carrière politique — grave accoutumance.

Si M. Giscard d'Estaing est élu le 10 mai, il lui faudra gouverner la France au lendemain de l'élection présidentielle, comme dit la directive n° 1. La tournure que prend la campagne pour le premier tour laisse prévoir que ce gouvernement de la France pourrait avoir quelques difficultés à s'appuyer sur une majorité cohésive.

NOËL-JEAN BERGERIOUX.

L'élection présidentielle

La campagne de M. Mitterrand

A BESANÇON : il ne faut pas confondre le candidat sortant et la France

Besançon. — « Au cours de ces derniers jours la politique a été le thème principal de la campagne présidentielle. M. Mitterrand, lors de sa tournée publique qu'il a tenue à Besançon, a déclaré : « C'est le candidat sortant, le candidat français, qui a fait le pays. C'est le candidat sortant, le candidat français, qui a fait le pays. C'est le candidat sortant, le candidat français, qui a fait le pays. »

Evocant les propositions de M. Giscard d'Estaing concernant les simplifications administratives ou la réforme du système éducatif, le candidat socialiste a déclaré : « C'est dommage pour cette

De notre correspondant

sorte d'espèce d'homme qu'on n'a jamais eue que dans les trois semaines qui précèdent une élection présidentielle. Que ne s'y est-il pris depuis sept ans ? Nous aurions avancé en toutes choses. »

A SOCHAUX : sauver l'automobile

De notre correspondant

Belfort. — M. Mitterrand est arrivé mardi 14 avril, dans le chef-lieu du Territoire de Belfort avec plus d'une heure de retard : il avait dû, le matin même, enregistrement à Paris plusieurs émissions télévisées pour la campagne officielle. Ce contretemps a découragé beaucoup de Belfortains, et il n'y avait plus guère, en début d'après-midi, qu'un millier de personnes pour accueillir le candidat socialiste qui n'avait pas prévu de prendre la parole à Belfort.

Il le fit pourtant sur l'insistance des parlementaires du département pour évoquer les rapports entre le pouvoir central et l'échelon local, en estimant qu'il est difficile de mener à bien une action au plan municipal ou départemental si le pouvoir central n'est pas à l'écoute de l'environnement national, la décision d'en haut.

Après avoir souligné qu'il se produit, dans toute la France, un puissant mouvement d'adhésion, de sympathie, qui justifie, après coup, ce que à quelques-uns, nous avions supposé, imaginé, voulu au sein du parti socialiste, M. Mitterrand s'est rendu à Sochaux. Trois à quatre cents personnes ont alors assisté à une réunion publique centrée sur l'avenir de l'automobile et les conséquences de la robotisation.

M. Mitterrand a déclaré : « Ce n'est pas le rappel, d'ailleurs incertain, du nombre d'emplois créés de 1974 à 1981, ce n'est pas la promesse de nouveaux crédits pour la formation des jeunes qui permettent de penser que nous serons demain un autre pays que celui qui a mis en place, sous l'impulsion de Giscard d'Estaing, M. Raymond Barre dont on parle bien peu aujourd'hui. Les engagements du président sortant sont dans cette ligne : on vous propose une politique Barre pour sept ans. »

Puis il a insisté sur la proposition en faveur des trente-cinq heures hebdomadaires de travail, le principe des techniques expliquant que « la réduction du temps de travail hebdomadaire a toujours correspondu à une production meilleure, et à des créations de richesses accrues. »

Le candidat socialiste devait préciser encore que les trente-cinq heures, ce n'est pas seulement la possibilité de partager le temps de travail entre ceux qui en ont et ceux qui n'en ont pas (selon M. Mitterrand cette mesure créerait cent cinquante mille emplois en trois ans), mais aussi une façon d'avoir un meilleur rendement, une meilleure productivité,

UN PLAN POUR LES P.M.E.

M. Mitterrand a présenté à Autchaux (Doubs), au cours d'une visite dans une petite entreprise familiale, un plan en dix points pour les P.M.E. :

— Créer des centres techniques professionnels permettant le transport et les échanges d'une entreprise à l'autre ;

— Accélérer la formation professionnelle (a été l'année de conseil technique et de création de centres de gestion associative) ;

— Rétablir une concurrence loyale de la part des grandes surfaces et favoriser l'implantation de commerçants indépendants ;

— Harmoniser les règles de couverture des risques sociaux ;

— Réviser le statut du conjoint ;

— Favoriser les installations par des prêts à long terme ;

— Instaurer un salaire fiscal pour les artisans et les commerçants (après des négociations avec les organisations représentatives) ;

— Favoriser les groupements d'achat ;

— Permettre aux associations de consommateurs d'être présentes lors des prises de participation.

La campagne de M. Marchais

A LYON : il est normal que des millions de femmes et d'hommes luttent contre la politique giscardienne

Lyon. — M. Joseph Sangnedolce, maire de Saint-Etienne, qui accueillait M. Marchais au stade Gerland, à Lyon, le mardi 14 avril, a mis en évidence le sens de la campagne du P.C.F. en exprimant la « confiance lucide » des communistes dans le résultat du scrutin du 28 avril. Confiance, car le sentiment des communistes rejoint les indications des sondages d'opinion sur la progression des intentions de vote pour le candidat du P.C.F. qui semble, depuis trois semaines, ramener à lui des électeurs hésitants. Mais cette confiance s'accompagne de lucidité, car personne ne pense que M. Marchais pourrait obtenir un score en progression par rapport aux dernières consultations. Le pronostic le plus répandu est celui d'un léger recul.

Le maire de Saint-Etienne a montré aussi que l'objectif du P.C.F. est bien le premier tour. Même si, après le meeting, on entendait dans les conversations des supputations sur les chances de M. Mitterrand, le 10 mai, les trente huit départements de la région Rhône-Alpes, de la Saône-et-Loire et du Jura ont manifesté leur accord avec les mots d'ordre proposés par le P.C.F. pour la bataille du premier tour : imposer

M. Joseph Jacquet, secrétaire général du comité régional Rhône-Alpes de la C.G.T., a déclaré : « campagne anticommuniste permanente, dont le système capitaliste a besoin pour assurer sa survie et qui a atteint une densité proportionnelle à l'enjeu de l'élection présidentielle. » L'anticommunisme, a-t-il dit, est un véritable racisme anti-ouvrier. M. Jacquet a déclaré que le P.C.F. est seul à pointer un « doigt accusateur » vers « les politiciens de droite et leur argumentation fallacieuse de la fatalité et de la crise, et, aussi, vers ceux qui, à gauche, pactisent avec la droite toutes les fois où le mouvement populaire n'est pas assez puissant et convaincant pour les faire agir dans l'intérêt des travailleurs. »

M. Jacquet a ajouté : « Parole que le P.C.F. a sa source au tre-

De notre envoyé spécial

fond de notre peuple par son enracinement dans la classe ouvrière ; qu'il prend en compte les grandes aspirations des hommes et des femmes en cette fin du XX^e siècle ; parce que le P.C.F. veut puiser sa force dans ce qu'il y a de plus authentiquement français : la volonté de justice et de liberté, le souffle démocratique ; alors, il nous trouve à ses côtés et il peut compter sur la force que représentent toutes celles et tous ceux dont l'idéal de vie est la lutte pour la libération de la femme et de l'homme. »

Evocant les propos de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui avait déclaré, le 12 avril, sur Europe 1 : « Je considère qu'il est anormal, en France, qu'il y ait une option

communiste. » (Le Monde du 14 avril), M. Georges Marchais a déclaré : « En somme, vous qui êtes sans aucun doute, ce soir, des milliers à voter communiste habituellement et aussi des milliers à vous apprêter à le faire pour la première fois, M. Giscard d'Estaing, fuché sur son intolérance et sur son arrogance, vous considérez comme des « anomalies » ce qui est normal, pour ce représentant de l'argent-roi, ce sont ces pays où le capital ne trouve pas en face de lui, pour lui résister, pour le contrebalancer et le faire reculer, un parti communiste fort et influent, enraciné dans la tradition ouvrière, populaire et nationale. »

Le secrétaire général du P.C.F. a ajouté : « Eh bien ! M. Giscard d'Estaing, sachez-le bien, cette « anomalie » qu'est, à vos yeux et malheureusement aux yeux de certains autres, le parti communiste français, personne, personne n'a jamais pu le rayer de la carte de France. Et l'anormal, ce qui se situe avec des millions et des millions de femmes, d'hommes, de jeunes que votre insolence méprise, — il se fait (...) l'avocat de la France du travail. »

M. Marchais a expliqué qu'aucun changement réel ne peut être envisagé si l'on ne prévoit pas de « bloquer la course aux profits ». Cette option prise, il est possible d'arrêter la course — c'est-à-dire d'interdire les licenciements, les fermetures d'usines et de relancer la production. Pour que celle-ci trouve des débouchés, il faut d'abord « accroître la consommation populaire ». C'est pour cela, a-t-il déclaré, le candidat communiste, que je propose, par exemple, de porter le SMIC à 3 300 F immédiatement, et à 4 000 F dans un délai rapproché ; d'élever les bas salaires ; d'augmenter les allocations familiales pour les familles modestes, les allocations pour les personnes handicapées, les pensions d'invalidité, les retraites. »

M. Marchais a insisté sur la nécessité de rendre le travail « moins dur, moins exigeant », en réduisant sa durée hebdomadaire à trente-cinq heures, en instituant la cinquième semaine de congés payés et en arrondant l'âge de la retraite à soixante ans pour les hommes et à cinquante-cinq ans pour les femmes. Il faut aussi, a-t-il dit, rendre le travail « plus sûr, plus stable », en intégrant les non-titulaires dans leurs entreprises et en fermant les agences d'intérim. Il faut, enfin, rendre le travail « plus qualifié et plus intéressant » et proposer aux travailleurs d'exercer de nouvelles responsabilités.

M. Marchais a poursuivi, après avoir souligné la nécessité de voter communiste au premier tour : « Il y a un obstacle sur le chemin du changement et de l'union. Vous avez pu le constater vous-mêmes, cet obstacle, c'est l'orientation de François Mitterrand. Celui-ci continue à refuser de s'engager sur les revendications des travailleurs et maintient le flou sur les moyens à mettre en œuvre. Il a confirmé qu'il n'accepterait pas de ministres communistes après l'élection présidentielle. Sur cette question cruciale, Gaston Defferre a pris catégoriquement position pour un gouvernement sans ministres communistes et il a ouvert très nettement la porte à une coalition gouvernementale des socialistes avec la droite. Aujourd'hui, Pierre Milieu a prononcé la même exclusion contre des ministres communistes. »

Le secrétaire général du P.C.F. a déclaré que son parti ne pratique pas « une stratégie de repli ». « Me voici, nous voici, a-t-il dit, en pleine bataille pour accéder aux responsabilités dans un gouvernement d'union avec les socialistes. Ces responsabilités nationales, nous y sommes prêts. Nous les voulons, nous les revendiquons dès le 11 mai. Je suis le candidat du gouvernement d'union seul capable de changer les choses en France. Je suis le candidat d'un parti de gouvernement. »

BOEING 747
notre nouvelle dimension
CAMEROON AIRLINES

à partir du 4 avril 1981

3 fois par semaine

Paris — Douala
sans escale

Encore plus de confort pour vos voyages.

Le B.747 est le plus spacieux des jets commerciaux. 28 passagers en 1^{re} Classe, 238 passagers en Classe Economique, y voyageront à l'aise, les fauteuils sont moelleux, le service excellent. Il y a même un salon bar de 1^{re} Classe, au pont supérieur.

Le Boeing 747 Combi est exactement adapté à l'essor actuel des échanges entre le Cameroun, la France et les autres pays Européens. C'est une nouvelle expansion pour le transport aérien camerounais.

* Les vols, jeudi et samedi à 11 h 30, d'Orly sud.

BOEING 747 COMBI
notre nouvelle dimension

Encore plus de places pour votre fret

Le B.747 Combi en plus de ses suites, offre à votre fret le vaste espace à l'arrière de l'appareil (7 palettes). Il peut ainsi emporter en tout, dans ses 180 m³ de volume, 35 tonnes de fret.

présidentielle

LES LISTES DES «PARRAINS» AU «JOURNAL OFFICIEL»

Plusieurs élus U.D.F. ont favorisé la candidature de M. Lalonde

Le Journal Officiel du mercredi 15 avril publie les listes des élus (parlementaires, conseillers généraux ou maires) ayant présenté des candidats à l'élection présidentielle. Chacune des dix listes comprend cinq cents noms tirés au sort par le Conseil constitutionnel dans ses séances des 9 et 10 avril parmi tous les présentateurs de chaque candidat. Dans chaque liste figurent les élus d'au moins trente départements ou territoires d'outre-mer.

La présence de parlementaires n'est pas étonnante dans les listes de MM. Chirac, Crépéau, Delors, Giscard d'Estaing, Marchais et Mitterrand. L'absence de signatures de députés ou de sénateurs pour Mme Bouchardeau et de Mlle Laguille ne l'est guère plus. En revanche, Mme Garand a reçu le soutien d'un député U.D.F., M. François d'Harcourt (Calvados), et M. Lalonde ceux d'un député app. U.D.F., M. Adrien

Zeller (Bas-Rhin), et d'un ancien député C.N.I., M. Jean Kiffer (Moselle).

Comme les y avaient encouragés leur formation (notamment le C.D.S. par la voix de son président délégué, M. Bernard Stasi, et le parti radical), des élus U.D.F. ont signé en faveur du candidat écologiste. Citons des conseillers généraux comme MM. Raymond Chappa (Hautes-Alpes), Jacques Lavielle (Dordogne), Antoine Castelnau (Gard), Alain Collety (Marne), Roland Ortlieb et Louis Ulrich (Haut-Rhin), M. Lalonde a également reçu le soutien de conseillers généraux socialistes comme MM. Jean-Romain Argacha (Lot-et-Garonne), Claude Chassat (Lozère) et Jean-Edouard Augé (Tarn-et-Garonne). Enfin — un symbole — le premier signataire tiré au sort pour M. Lalonde est le maire de Saint-Priest-la-Prugne (Loire), M. Jean Rathier.

n'ont pas été suivies

avoir reçu l'appui d'un certain nombre d'élus modérés comme M. Joseph Bourdin (maire de Fréhel, dans les Côtes-du-Nord) et M. Pierre Butson, C.D.S. (conseiller général de la Savoie).

Dans la liste de Mme Garand apparaissent notamment les noms du maire de Fessenheim, M. Alain Weil, de celui de M. Michel Pierucci, maire de Corte, qui s'était qualifié en juin 1978, lors de la visite de M. Giscard d'Estaing, de candidat au poste de premier giscardien de la Corse, et de celui de M. Noël Sarrolo, maire de Sarrolo-Carropino, qui, M.R.G., avait précédemment assuré qu'il voterait pour M. Mitterrand.

Le hasard fait parfois bien les choses : M. Henri Giscard d'Estaing, en sa qualité de candidat, est à la mairie de Lott-et-Ober et par conséquent de Lott ouvrier semble

Pour affichage illégal

Le candidat écologiste assigne quatre de ses concurrents en référé

M. Lalonde, candidat écologiste à l'élection présidentielle, assigne en référé, jeudi 16 avril, devant M. Pierre Oriol, vice-président du tribunal de Paris, quatre de ses concurrents, MM. Chirac, Debré, Giscard d'Estaing et Mitterrand, qu'il accuse de ne pas respecter les dispositions du code électoral sur l'affichage.

Ses avocats, M^{rs} Daniel Amson et Dany Cohen, invoquent l'article L. 51, qui interdit, pendant la période électorale, tout affichage en dehors des panneaux officiels. Or il apparaît que des emplacements commerciaux ont été retenus par les quatre candidats en cause auprès de quatre sociétés — Giraudy, Danphin, qui est l'afficheur de la Ville de Paris, le Groupement des affiches parisiens (G.A.P.) et Avenir-Publicité — qui sont elles aussi assignées. M. Lalonde demande la mise à blanc — neutralisation par application d'un papier — des affiches apposées sur ces emplacements.

Ce débat ne concerne pas l'affichage sauvage, bien qu'il soit lui aussi illégal. « Il y a pour cet affichage un problème de preuve », précise M^{rs} Cohen. Nous soumettons pour preuve des gens qui ont une présomption de responsabilité, et des candidats eux-mêmes. Dans ces conditions, la commission peut qu'exprimer de sérieuses réserves sur la fiabilité des résultats de ces deux sondages. »

PLUS DE MILLE DEUX CENT MAGISTRATS VEILLERONT À LA RÉGULARITÉ DES OPÉRATIONS ÉLECTORALES.

Le Conseil constitutionnel communique :

Pendant toute la durée de la campagne électorale — c'est-à-dire depuis le 10 avril — les maires des communes au Conseil d'Etat et les conseillers référendaires à la Cour des comptes, rapporteurs-adjoints du Conseil constitutionnel, ainsi que tous les chefs de cour — premiers présidents de cour d'appel ou présidents de tribunal supérieur d'appel — veilleront, en application de l'article 48 de l'ordonnance du 7 novembre 1958, à la régularité des opérations électorales pour l'élection du président de la République.

En outre, lors des scrutins des 26 avril et 10 mai, mille deux cent vingt-deux magistrats supplémentaires, tous magistrats de siège accomplissant la même mission tant en métropole que dans les départements et territoires d'outre-mer.

Tous ces délégués, qu'ils soient de l'ordre administratif ou judiciaire, rendront compte directement et immédiatement au Conseil constitutionnel de toute irrégularité.

Dans les chiffres cités, n'ont pas été compris les magistrats qui participent aux travaux des commissions de contrôle de la campagne, des commissions de contrôle des opérations de vote et des commissions de recensement des votes.

LA COMMISSION DES SONDAGES EXPRIME SES RÉSERVES SUR LA FIABILITÉ DE DEUX ENQUÊTES

La commission des sondages a exprimé, mardi 14 avril, de sérieuses réserves sur la fiabilité des résultats de deux sondages, V.S.D. - Indice-Opinion et Paris-Match - Publie S.A. (le Monde du 10 avril), qui étaient nettement contradictoires, notamment dans les intentions de vote pour le second tour. Pour l'Indice-Opinion, M. Mitterrand était crédité de 53,5 % contre 47,5 % pour M. Giscard d'Estaing. Pour Publie S.A., l'actuel chef de l'Etat devançait avec 53 % son challenger socialiste, qui recueillait 48 %.

La commission déclare : « Il faut rechercher la cause des écarts constatés dans les conditions de réalisation des enquêtes. Des opérations de cette ampleur (1) comportent des risques d'erreurs importants quand elles sont effectuées par des instituts dont l'un n'a pas encore fait d'enquête de ce type, et l'autre n'en a fait qu'une seule, et qui ne disposent pas d'une expérience ou d'une structure suffisante. »

Ces opérations, ajoute la commission, ont nécessité notamment le recours à des enquêteurs occasionnels dont une proportion non négligeable n'ont qu'une expérience limitée ou transmise pour la première fois avec l'institut qui les emploie. Elle poursuit : « Mais les écarts s'expliquent aussi par les redressements opérés par les deux instituts sur les résultats bruts des enquêtes du fait que la structure par symétrie politique des échantillons interrogés diffère de façon importante de la structure retenue comme référence, laquelle n'est pas la même dans les deux sondages. Dans ces conditions, la commission ne peut qu'exprimer de sérieuses réserves sur la fiabilité des résultats de ces deux sondages. »

(1) La réalisation de l'enquête Indice-Opinion s'est faite auprès d'un échantillon national représentatif de 3 355 personnes, et celle de « Paris-Match » de 5 000 personnes.

En bref

Après l'annonce du projet d'émissions communes de TF 1, « l'Espresso » et R.T.L., dans laquelle nous écrivions : « Dans un premier temps, la société des journalistes de R.T.L. avait déploré que l'information soit confiée majoritairement à des journalistes étrangers à la station », (le Monde du 12-13 avril), Jean-Yves Hollinger, président de la société des rédacteurs, nous écrit : « La lecture de ces quelques lignes laisserait supposer que dans un second temps nous aurions donné notre accord. Ce qui n'est nullement le cas. »

« Au contraire, nous avons obtenu de notre direction une renégociation de cette opération commune afin que les journalistes de R.T.L. présentent et commentent eux-mêmes, à partir des studios de la rue Bayard, l'ensemble des informations des matinales des lundis 27 avril et 11 mai. »

Les deux journaux prévus à 6 heures et 9 heures auront donc bien normalement. Après quoi, les studios de R.T.L. entreront en liaison avec ceux de TF 1, où les journalistes de la radio luxembourgeoise participeront à l'analyse des résultats.

« L'union régionale de Paris des anciens combattants français de confession islamique a décidé de soutenir la candidature de M. Jacques Chirac, estimant que celui-ci « a donné les réponses »

les plus claires et les plus positives aux préoccupations des Français musulmans rapatriés. »

Une nouvelle brochure hostile à M. Valéry Giscard d'Estaing vient d'être mise en circulation. Semblable à la précédente, qui était intitulée le Candidat du Kremlin (le Monde du 1^{er} avril), celle-ci est consacrée à la politique africaine du chef de l'Etat et porte le titre la Chasse gardée de Valéry Giscard d'Estaing. Histoire d'une catastrophe. Elle compte douze pages illustrées comme la précédente. On y traite sans signature — de l'importation de Rohozi, des safaris en famille » en Centrafrique et du « lamentable échec » du Tchad. Alors que la première brochure portait la mention « Printed in Belgium », la seconde porte les mentions « Printed in Bangui » et « Made in Bangui ».

Lors de l'émission « Cartes sur table » du 30 mars, M. Giscard d'Estaing avait évoqué la publication de la première brochure. Il avait déclaré : « Je voudrais bien savoir qui l'a faite. Voyant

son luxe et son coût, je voudrais savoir qui la finance. Je ne le sais pas et je ne chercherai pas personnellement à le savoir. »

La mer et l'élection présidentielle. — La Nouvelle Revue Maritime (70, rue Saint-Lazare, 75008 Paris), publie dans son numéro d'avril un long article de M. Giscard d'Estaing intitulé « La mer : une ambition pour la France », dans lequel le président de la République sortant précise ses objectifs pour « aider les secteurs maritimes à traverser la tourmente ». Le même numéro donne la parole à MM. Chirac, Debré, Mitterrand et Marchais.

RECTIFICATIF. — Au cours du meeting organisé par le P.C.F. à Marseille, le 11 avril, M. Guy Hermon, membre du bureau politique de ce parti, a appelé les communistes à « tout faire pour que le 26 avril, en Provence, Georges Marchais soit le premier de tous les candidats » (et non « de tous les candidats de gauche », comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 7 avril).

CORRESPONDANCE

Les pratiquants et la droite

A la suite de la publication, dans le Monde du 12 avril, du compte rendu d'un exposé du Père Madein sur « l'influence de la dimension religieuse sur les comportements politiques », nous avons reçu une lettre de M. Jean Sotiaux, qui souligne les aspects suivants :

Une religion est formée de traditions, d'institutions, d'obligations et d'observances, toutes valeurs de droite. Il faut être très intellectuel pour s'en affranchir.

Le catholicisme y ajoute hiérarchie et aristocratie avec ostentation : tout emploi est le fait du prince, de la sacristie au cardinalat. Le culte est auto-

ritaire, les sacrements sont accordés et les hosties sans réplique. Bien qu'on ne choisisse pas sa confession, les membres actifs en sont marqués.

Les protestants, comme leur nom l'indique, devraient être dans l'opposition. En France, les consistoires émettent des vœux incendiaires pour resserrer les rangs, mais la parole est trop généreuse pour qu'on passe aux actes : la docilité l'emporte.

Les juifs votent selon leurs complexes : il y a trop loin de l'Israël typique de la Bible à la moyenne économique d'aujourd'hui. On se reclasse librement entre les partis. C'est pourquoi votre fille est muette.



"British quoi?"

British Caledonian - la plus grande compagnie aérienne privée européenne. Parce que son nom est quelque peu déconcertant (Caledonia est le nom latin de l'Ecosse), les habitants l'appellent B.C.A.L.; les habitués, ce sont, entre autres, les millions d'hommes d'affaires qui choisissent régulièrement. Ce qui se voit sur Paris-Londres (5 vols quotidiens) ou sur le réseau international au départ de Londres vers 43 destinations en Europe, en Amérique du Nord, du Sud, en Afrique et en Asie.

Une confiance qui s'explique par les multiples facilités qu'offre B.C.A.L. - notamment l'apport de Gatwick, aussi pratique pour se rendre au centre de Londres (liaison ferroviaire directe avec Victoria Station) que pour repartir vers une destination internationale : tous les départs et arrivées sont centralisés dans la même aéroport. Ce n'est pas un hasard si tant de businessmen font confiance à British Caledonian. Ils savent bien où est leur intérêt.

Consultez votre Agent de Voyages ou British Caledonian, 5, rue de la Paix, 75002 Paris - Tél. : 261.50.21.



British Caledonian Airways
Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

BACHELIERS (OU PLUS)
Soyez-vous que d'ici 1982, il faudra en France 65 000 informaticiens nouveaux. Vous pouvez devenir

PROGRAMMEURS-ANALYSTES
en 14 semaines.
(début de la session : 23 avril)

institut du groupe Seric

Société d'études, de réalisations informatiques et de conseil, premier spécialiste français sur matériel informatique Hewlett Packard.

Renseignements et inscriptions :
Tél. : 575.31.33
Institut SERIC, 80 boulevard
général de Gaulle, 75015 Paris.

POLITIQUE

La C.F.D.T. critique la politique internationale de M. Giscard d'Estaing

« Douze millions d'enfants sont morts de malnutrition en 1980. » En énonçant cette dramatique donnée mondiale, M. Jacques Chirac, secrétaire général adjoint de la C.F.D.T., a voulu replacer brutalement à l'échelon international la campagne électorale et mettre en accusation la politique française menée durant le septennat de M. Giscard d'Estaing.

Devant les journalistes, le 9 avril, il a ainsi parlé successivement de la très forte baisse générale de l'activité, qui a entraîné

un accroissement rapide et constant du chômage (23 millions de chômeurs dans les pays de l'O.C.D.E., avec la perspective de 25 millions en 1985) ainsi que la stagnation ou la baisse en pourcentage de la production industrielle, les déséquilibres financiers, l'après de la concurrence internationale et la situation de plus en plus angoissante du tiers-monde.

La politique du gouvernement français, a dit M. Chirac, ne se distingue pas fondamentalement de celle que mènent les autres pays industrialisés.

L'essai de diminution de la dépendance extérieure (énergie, matières premières) s'est heurté aux déséquilibres de la balance commerciale, dus aux retards techniques, à ceux des investissements, à la trop faible productivité, à celle du dynamisme commercial et à l'aggravation de la dépendance financière.

A l'égard du tiers-monde, les déclarations généreuses sont contredites par un comportement dominé par les intérêts mercantiles et politiques (Iran, Pakistan, Corée), la course aux matières premières (Niger, Centrafrique, Gabon, Zambie) et les zones stratégiques (Afrique de l'Ouest, Centrafrique, océan Indien).

Il y a aussi la « chasse gardée africaine » et les caractères encore impérialistes de cette politique.

Exprimant une condamnation sans appel de la politique giscardienne, M. Chirac a mis en avant le rôle de la C.F.D.T. dans le mouvement syndical mondial. Alors que les organisations internationales (F.S.M., C.I.S.L., C.M.T.) ne font qu'enregistrer la médiocrité de leur efficacité, a dit M. Chirac, la C.F.D.T. s'efforce d'axer l'action syndicale sur un nouveau type de développement. Il s'appuie au niveau européen sur la C.E.S. (Confédération européenne des syndicats) et sur coopération avec le Tiers Monde la coopération avec le tiers-monde.

Le Syndicat national de la petite et moyenne industrie a décidé « d'apporter son soutien sans réserve à M. Jacques Chirac et à son équipe politique ». Créé en 1936, le S.N.P.M.I. affirme regrouper quinze mille adhérents chefs d'entreprise.

LES CADRES DE L'UGICT - C.G.T. CONDAMNENT LES CONTESTATAIRES

L'Union des cadres C.G.T. (UGICT), dans une longue déclaration, condamne les militants qui contestent le comportement de la confédération dans la campagne électorale, après avoir réaffirmé ses objectifs (dont notamment de « réelles nationalisations »).

La commission exécutive de l'UGICT réproprime « sévèrement les pratiques qui, à l'intérieur de la C.G.T., visent à empêcher que leur organisation défende les orientations du quarantième congrès, dans l'intégralité du contenu de classe et de masse qui les caractérise (...). Ces pratiques anti-républicaines tournent le dos à la démocratie syndicale et sont d'ores et déjà vouées à l'échec ».

La déclaration a été votée à l'unanimité mais une voix, celle de Mme Julie Parant, qui a repris les arguments déjà soulevés par elle et ses amis socialistes devant la commission exécutive confédérale. Toutefois, un tiers seulement des effectifs normaux de la commission de l'UGICT étaient présents au moment du scrutin.

D'autre part, diverses organisations de la C.G.T. ont groupé des militants continuent à exprimer les leur soutien à l'abstention confédérale, les autres leur désaccord ; et parmi ces derniers, une centaine d'adhérents du syndicat du C.E.P.M.E. (Crédit d'équipement pour les petites et moyennes entreprises).

L'économie et l'emploi

(Suite de la première page.)

D'abord les propositions de relance de l'investissement ou de la consommation, ou des deux à la fois se heurtent à la dure réalité internationale. Qu'elles soient financées par l'aggravation du déficit des finances publiques ou par la réduction des charges pesant les coûts de production, ces propositions ne sont pas en mesure d'assurer la continuité de la croissance et par conséquent incapables de résorber le chômage, sauf à entrer dans la voie du protectionnisme ou dans celle de la création d'ateliers nationaux.

Quant aux propositions de réorganisation de l'ensemble des rapports de production inscrites par l'ex-programme commun, même habilement présentées, elles entraîneraient un tel déséquilibre interne et externe que, très rapidement, elles devraient entrer dans la voie de la « cohérence communautaire » ou en revenir à un programme de stabilisation douloureux pour les plus faibles.

Des études économétriques récemment réalisées par divers instituts de conjoncture et de prévision universitaires montrent bien, en effet, les limites de ces stratégies : ou bien la relance, tout en provoquant un surcroît d'importations, est trop faible pour agir sur l'emploi — nos parten-

naires britanniques viennent d'en faire l'expérience, ou bien la désorganisation de la production et du commerce extérieur est telle qu'il faut rapidement modifier la parité du franc ou abandonner le système monétaire européen. Dans les deux hypothèses, l'accélération de l'inflation et l'aggravation du chômage ne manquent pas d'accompagner l'expérience, qui passe assez vite de « l'état de grâce à l'état de crise ».

C'est pourquoi le programme cohérent et mesuré proposé par Valéry Giscard d'Estaing apparaît comme le seul susceptible d'agir à la fois sur l'activité économique et sur l'emploi. Il s'appuie, en effet, sur des politiques étroitement associées : un soutien vigilant de l'activité économique et une action persévérante de création de nouveaux emplois pour les jeunes. Or même que le soutien de l'activité utilise toutes les armes possibles : — déficit budgétaire, emprunt sur le marché mondial, incitation à la recherche et à l'investissement, — de même la politique de création d'un million de nouveaux emplois — par encouragement au départ des travailleurs immigrés, développement de la pré-retraite, modification de l'indemnisation du chômage et multiplication des emplois à temps partiel — est à la dimension du problème démographique qui nous est posé.

Bien sûr, ces deux politiques ne peuvent être efficaces que dans la mesure où des actions fondamentales ont déjà été entreprises avec succès. La revalorisation du travail manuel, la réforme de l'enseignement, la généralisation de la formation professionnelle, l'effort vers l'indépendance énergétique et la promotion d'entreprises compétitives dans tous les secteurs de l'économie en constituent l'essentiel.

Valéry Giscard d'Estaing, seul, tient compte des aléas prévisibles de la conjoncture internationale. Le seul maître est de renforcer l'économie pour faire face à l'éventuel troisième choc pétrolier. Ce renforcement fondé sur une croissance saine et sur la création d'emplois adaptés aux besoins d'une économie compétitive est, en définitive, un gage de sécurité.

Il s'agit, pour la France, de faire face pendant les prochaines années aux défis du monde en conservant son rang et en restaurant sa cohésion. Par-delà les outrances propres à toute campagne électorale, le soutien de la seule stratégie capable de réconcilier l'économie et l'emploi doit prévaloir sur les tentations du déséquilibre et de l'aventure.

JEAN-PIERRE FOURCADE.

Vers l'éclatement de l'électorat majoritaire ?

UNE ÉTUDE D'OPINION

par ROLAND CAYROL et JÉRÔME JAFFRÉ (*)

L'opposition Giscard-Chirac, la multiplicité des candidatures issues du gaullisme, traduisent-elles de simples rivalités de personnes et de clans, ou expriment-elles des chagrins réels de la société française ? Cette diversification des candidats de la majorité se reflète-t-elle suffisamment

dans l'opinion pour qu'une réconciliation apparaisse hasardeuse après le 28 avril, ou bien la base électorale des divers candidats est-elle suffisamment homogène pour accepter facilement un rapprochement ? Telles sont quelques-unes des questions essentielles aujourd'hui posées par

l'affrontement Giscard d'Estaing-Chirac et à titre accessoire, par les candidatures Debré et M. F. Garand. Il est dès aujourd'hui possible d'apporter, au niveau de l'opinion, quelques éléments de réponse à ces interrogations, tant en matière politique que sociologique.

An plan sociologique, l'étude a pu être menée à partir d'un échantillon national représentatif de quatre mille électeurs, constitué par la Sofres (1). Elle révèle, par rapport à la situation de l'élection présidentielle de 1974, une évolution très significative. En 1978, nous écrivions lui-même (2), à propos de la sociologie comparée de l'U.D.F. et du R.P.R. : « Les ressemblances entre les deux électeurs sont frappantes. Même structure d'âge, à quelques détails près ». Et, ce qui est peut-être plus surprenant, même composition socio-professionnelle (3).

Regardons, aujourd'hui, le tableau I, qui représente la sociologie des électeurs Giscard d'Estaing, Chirac, Debré et Marie-Françoise Garand.

I. — LA SOCIOLOGIE DES ÉLECTEURS ISSUS DE LA MAJORITÉ

ÉLECTEURS	V. GISCARD D'ESTAING	J. CHIRAC	M. DEBRÉ	M.-F. GARAND	Ensemble de la population au 1er janvier 1978
SEXE					
Hommes	42	39	45	27	48,2
Femmes	58	61	55	73	51,8
ÂGE					
18 à 24 ans	10	12	11	13	15
25 à 34 ans	17	19	16	18	21,3
35 à 44 ans	23	29	20	42	23,2
45 à 54 ans	24	28	24	13	21,1
55 ans et plus	26	13	29	14	19,4
PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE					
Agriculteurs	8	16	4	7	7,3
Petits commerçants, artisans	5	11	4	4	5,8
Cadres sup., prof. lib.	12	13	23	27	10,1
Cadres moyens	11	11	15	9	20,5
Employés	22	19	13	17	20
ouvriers	33	22	36	25	26,3
inactifs, retraités	100	100	100	100	100
SECTEUR D'ACTIVITÉ (en % actifs)					
A son compte	23	37	23	26	18
Salariés du secteur privé	52	42	59	48	52
Salariés du secteur public	24	21	17	26	30
RELIGION					
Catholiques pratiquants, régul.	26	22	39	16	16
Catholiques pratiquants, occas.	29	14	14	15	13
Catholiques non pratiquants	47	51	35	49	53
Autre religion	3	2	4	5	3
Sans religion	4	7	8	18	15
	100	100	100	100	100

France Garand, et disons-le tout net : la situation a changé : une diversification sociologique s'observe dans le camp conservateur. Les électeurs de M. Debré et M. Garand d'Estaing plus encore ont, conformément à la tradition française des électeurs de droite, une composition d'éléments bien plus élargie que leur part dans la population. Quant à Mme Garand, elle demeure bien plus féminine, c'est surtout auprès des femmes qu'elle a trouvé son écho. En revanche, M. Chirac a un électeur moins masculin et moins féminin, et qui donc, en définitive, sous-représente les femmes, puisque celles-ci sont majoritaires dans l'électorat. Cela traduit sans doute la composante d'intérêt pour la politique du vote Chirac : la pente sociologique conservatrice conduit à un vote au choix en faveur de M. Giscard d'Estaing ou Debré. Pour voter Chirac, il faut aujourd'hui faire un choix politique : le vote est plus « électoral » que d'habitude, plus militant, et ce type de motivation, compte tenu de ce qu'est la société française, se rencontre davantage chez les hommes que chez les femmes.

En ce qui concerne l'âge, une constatation s'impose : quels qu'ils soient, nos quatre candidats sont, en regard de la moyenne nationale, faibles chez les moins de vingt-cinq ans — on sait que ceux-ci penchent à gauche (ou vers l'écologie) ! Mais, d'un candidat à l'autre, plus que des nuances affleurent la plus importante, électoralement : M. Chirac a bien du mal à conquérir le troisième âge. On sait que les personnes âgées accablent toujours une prime au président en place. On sait aussi que les personnes âgées sont plus ou moins liées à la condition nationale. Et à l'évidence, ils ne sont pas reconnus au premier chef par les candidats de la majorité. Les personnes âgées — alors que Mme Garand, par son langage « miséricorde » ? — réussit surtout chez les « créneaux » cinquante ans. Voilà une difficulté concrète pour le maire de Paris : il est bien difficile, à droite, d'espérer transformer l'essai sans conquérir les plus âgés. Or, jusqu'à présent, cette catégorie résiste à l'effet Chirac.

La profession introduit de nouvelles différences — étant entendu que les milieux sociaux les plus favorisés sont sur-représentés chez chacun de nos quatre candidats. Proportionnellement, c'est M. Valéry Giscard d'Estaing qui réussit le mieux chez les ouvriers — il est décemment loin le temps du gaullisme — populaire — M. Debré et Mme Garand rencontrent surtout l'adhésion de milieux cadres. Quant à M. Chirac, ancien ministre de l'Agriculture, il perçoit avec efficacité parmi les paysans ; réussit également fort bien chez les petits commerçants et artisans, et parmi les professions libérales et les cadres supérieurs. Surtout, pro-

des électeurs de M. Chaban-Delemas ne différencient guère de celles des électeurs de M. Giscard d'Estaing. Si l'on compare le tableau II les réponses respectives (4) des électeurs actuels de M. Giscard d'Estaing et de M. Chirac, on constate, en effet, sur un grand nombre de questions politiques concernant le changement, l'image de la gauche ou les alliances gouvernementales, plus qu'un décalage.

On le constatera en analysant le tableau III : empruntées du même anticommunisme, de la même réserve à l'égard de la C.G.T., des mêmes réticences à l'égard des extrêmes, de droite et plus encore de gauche : électeurs giscardiens et chiraquiens présentent une structure d'opinions très voisine, sur des sujets aussi divers que l'impôt sur le capital, la confiance dans les États-Unis,

II. — L'UNIVERS POLITIQUE DES GISCARDIENS ET DES CHIRAQUIENS (en %)

ÉLECTEURS	V. GISCARD D'ESTAING	J. CHIRAC
Souhaitent un changement politique profond	42	67
Sont favorables à une transformation de la société	14	27
Préfèrent la sécurité au changement	81	66
Ont une bonne opinion du parti socialiste	34	47
Souhaitent voir jouer un rôle important à :		
Georges Marchais	19	12
Pierre Mauroy	28	33
François Mitterrand	31	36
Confiance à V. Giscard d'Estaing	85	49
Font confiance à Raymond Barre	66	29
Jugent négatif le bilan du septennat	9	36
Souhaiteraient une alliance parti socialiste - R.P.R.	2	21
Seraient satisfaits du succès de François Mitterrand à l'élection présidentielle	14	25

Note : Ce tableau se lit ainsi : 42 % des électeurs de Valéry Giscard d'Estaing souhaitent un changement politique profond ; 67 % des électeurs de Jacques Chirac souhaitent un changement politique profond, etc.

Incontestablement, prolongeant leur « groupe » contre le présent, nos quatre candidats ont, dans le domaine des opinions politiques, des positions voisines. Ils sont, jusqu'à un certain point, franchement à gauche. Plus favorable que les giscardiens à un changement politique profond, majoritaires dans la critique adressée au septennat, les électeurs de M. Chirac se retrouvent, dans la proportion du quart environ pour espérer une transformation de la société, avoir une bonne opinion de M. Mitterrand, voire dire satisfait de l'œuvre d'un éventuel successeur de M. Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle, et pour souhaiter une alliance R.P.R. - U.D.F. - R.P.R. serait en fait, à force d'entendre parler de « convergences », un quart des chiraquiens se sont mis à y croire ; voilà un élément nouveau dans le paysage politique. On le voit, les quatre candidats se situent de plusieurs manières : M. Mitterrand peut y trouver

le sermone en politique, l'importance de la notion de sécurité, l'homogénéité en l'âge du droit de vote. Dans plusieurs de ces cas, on peut même constater que c'est parmi les électeurs chiraquiens que l'on trouve le plus de positions conservatrices. Alors ? Alors, l'arbre ne doit pas cacher la forêt. Il est incontestable qu'un mouvement, à la fois social et politique, a affecté la période récente ce qu'on appelle naïvement « l'électorat de la majorité ». On peut, à bien des égards, cerner des orientations communes, caractéristiques d'un électeur giscardien et d'un électeur chiraquiens autonomisés. L'opposition Giscard-Chirac, au sommaire, correspond bel et bien à des divisions sociales et politiques qui existent aujourd'hui dans les profondeurs du pays. Mais il n'est pas moins vrai que sur des valeurs plus fondamentales, moins liées à l'actualité du débat politique, une solidarité idéologique demeure entre ces deux électo-

III. — VALEURS ET ATTITUDES IDÉOLOGIQUES DES GISCARDIENS ET DES CHIRAQUIENS (en %)

ÉLECTEURS	V. GISCARD D'ESTAING	J. CHIRAC
Sont très favorables à un impôt sur le capital	34	38
Pensent que les notions de gauche et de droite sont dépassées	31	49
Ont confiance dans la politique étrangère de l'État-Uni	46	49
Pensent que la politique est plutôt faite des hommes	23	29
Jugent que l'homosexualité est une maladie acceptable de vivre sa sexualité	41	19
Approuvent le droit de vote à dix-huit ans	21	31
Citent la sécurité parmi les objectifs prioritaires du prochain président	55	46
Ont de l'antipathie pour M. Krivine	69	67
Ont de l'antipathie pour M. Le Pen	59	56
Ne voteraient en aucun cas M. Marchais	87	87
Ont confiance dans la C.G.T.	12	13

Note : Ce tableau se lit ainsi : 34 % des électeurs de V. Giscard d'Estaing — et 38 % de ceux de J. Chirac — sont très favorables à un impôt sur le capital, etc.

L'espérance que l'intention de certains électeurs chiraquiens de se tourner vers lui au second tour (et au-delà) n'est pas pure « parole verbale » ; M. Giscard d'Estaing peut y lire qu'un éventuel élargissement de la majorité aux socialistes aurait des conséquences partielles décisives au sein des sympathisants gaullistes ; M. Chirac doit prendre en compte cette aspiration d'une notable fraction d'électeurs — mais mesure aussi jusqu'à quel point il peut aller trop loin car ces « chevaliers-légers », antigiscardiens et ouverts au changement, ne composent tout de même pas, pour le moment, le plus grand nombre de ses partisans.

Le problème est à cet égard d'autant plus compliqué pour lui que, si, sur le plan de la vie politique, il se situe à gauche, il se situe à droite sur le plan de la vie politique.

Respectivement chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques et directeur des études politiques de la Sofres.

(1) Le Monde du 11 mars 1978.
(2) Sur les éléments de stabilité dans la composition des électeurs de Giscard d'Estaing et de Chaban-Delemas, voir le sondage post-électoral Sofres-News Observer, juin 1974.
(3) Bréchant des réponses tendent politiques, les données prévalent d'enquêtes, parfois inédites, effectuées par la Sofres au cours des trois dernières mois.

le journal mensuel de documentation politique

après demain

(non vendu dans les kiosques)

offre 3 dossiers complets sur

LA JUSTICE FISCALE

LA DROITE EN FRANCE

LA FRANCE DANS LE MONDE

Chaque dossier 25 F à envoyer (timbres à 1 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 80 F pour abonnement annuel 180 F d'économie qui donne droit à l'envoi gratuit d'un de ces numéros.

1520

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

ACTEURS

Trois heures de répit

Les acteurs forment la part active du spectacle, ils sont les éléments vrais d'un univers d'artifice. Ils sont l'imprévisible, l'ambiguïté : la vie. Même dans notre temps schématisé à la démythification, leur profession se pare d'un grain de mystère qui fascine, malgré le nombre infime des élus de la gloire et la foule anonyme toujours au bord de la misère, sans parler des chômeurs permanents. Chaque automne, les concours d'entrée dans les écoles nationales et municipales rejettent des milliers de candidats vers les cours privés.

A Paris seulement, il en existe des centaines. Hervé Guibert a visité quelques-uns de ces lieux où règne l'adolescence. A New-York, Claude Sarraute a été exceptionnellement admise au sein des salons, à l'Institut Lee-Strasberg, a rencontré le maître qui poursuit inlassablement l'enseignement de sa méthode. Et Fred Forrest, à Los Angeles, confie à Lisa Bloch-Morhange que l'âge place il a tenu dans ses rêves.

Fred Forrest, star des studios de Francis Coppola. Fred Forrest, le cuisinier du bateau qui traverse la jungle dans « Apocalypse Now », et, surtout, le déserteur, l'émant de la dernière chance pour Betty Midler dans « The Rose ». Dix ans de théâtre, une intelligence pragmatique, une sensibilité marquée par les défilitions des années 70, la volonté de rester libre, c'est-à-dire lucide sur lui, le monde et sa carrière. Un Américain-type, comme Michel Serrault, est un Français-type, l'une de nos rares vedettes — vingt ans de théâtre — à avoir atteint une notoriété internationale, grâce à son personnage de travail dans « La Cage aux folles ».

Jacques Siclier a rencontré ce Monsieur Tout-le-Monde qui, avec le plus grand naturel, comme les frontalières entre la banalité et les espaces dangereux du délire, ces espaces dont Antoine Vitez, interprète d'Antiochus dans la « Bérénice » qu'il a mise en scène, décrit les tentatives angéliques. Acteur, dit Michel Cournot, veut dire « inquiétude ».

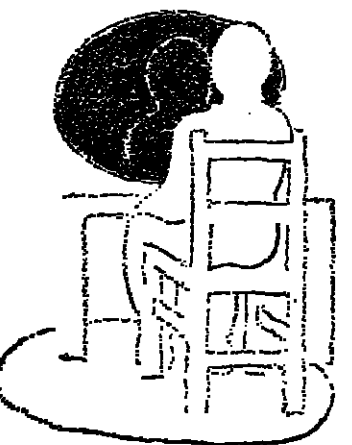
C. G.

ACTEUR veut dire inquietude. L'artiste dramatique ne croit pas, ne sait pas, qu'il est artiste, créateur. Ne sait pas qu'il est, tout court. Le corps, la voix, la faculté d'aller et venir sur ses pieds, c'est le lot de tout un chacun. S'il est complet, s'il n'est pas handicapé d'accident ou de naissance. Le matériel de l'acteur, c'est cela, ce qu'a tout le monde, l'ordinaire. Alors l'acteur n'a pas l'occasion de poser les yeux sur des preuves distinctes, tangibles, de son travail.

Un bloc de glace, un châssis, des tubes de couleur, un piano, et même simplement du papier ou une machine à écrire, voilà les témoins d'une action, qui calment et encouragent, s'il le faut. Sans compter le travail accompli : tableaux, livres imprimés, etc.

Mais de l'art de l'acteur, une fois la vie éteinte, et même une fois la pièce achevée, il ne reste rien. Il n'y a pas de témoignage. Et si l'acteur a recours aux seules traces dont il dispose, c'est-à-dire s'il regarde sa trace dans la glace ou se touche les joues avec les mains, ce n'est pas une façon d'y croire, au contraire.

Dans ce vide, sur ce vide, l'acteur est à l'écoute. Qu'est-ce qu'un acteur ? C'est un être qui a peur.



Cette peur, les gens qui ne sont pas des comédiens ne peuvent aucunement la percevoir. En effet, ils croient qu'avoir peur, c'est avoir peur de quelque chose. Ils se disent que l'acteur a peur d'avoir en scène un trou, un trou de mémoire, a peur d'un ne sait quel pataquet pendant la représentation, et cela ils ne le comprennent pas, les gens, puisqu'ils savent d'expérience que tout accident imprévu, durant la représentation, se retourne chaque fois au bénéfice de l'acteur, qui en paraît plus touchant, plus méritant, et que l'on applaudit. Mais la question n'est pas là. L'acteur a peur dans l'absolu, un point c'est tout.

Il faut que ce soit l'action elle-même, l'action de jouer, qui détermine cette peur, soit que cette action implique un abîme dans lequel l'acteur doit sauter, soit que quelque chose, on ne sait quoi, assimile l'action de l'acteur à celle du criminel, toute culpabilité mise à part : l'acteur outrepassa les limites de la conduite ordinaire.

Non seulement l'acteur, dans la journée, a le sentiment de ne rien faire de tangible, de n'être pas un créateur, non seulement il a, de ce fait, le sentiment de n'être personne, encore faut-il que sur scène il mette ce rien qu'il se sent être à la merci d'un deuxième être qui, lui aussi, est une fiction.

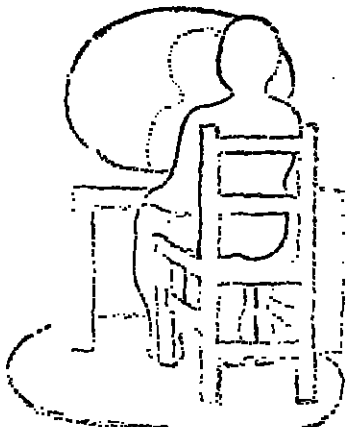
La figuration de ce deuxième être, la transubstantiation, s'opère dans le noir, dans l'obscurité. Aujourd'hui, il y a un courant de metteurs en scène doctoraux qui s'emploient à expliciter les choses, à les déterminer par la culture, les opinions. Quant à moi, je suis convaincu que, en ce qui regarde l'art de l'acteur, cela est présomptueux, illusoire aussi. Entre une actrice et Phédra, entre un acteur et Hamlet, c'est un combat avec l'ange, une rencontre sourde, Aveugle, inexplicable. Jamais achevée, jamais trouvée. D'où le climat si trépidant des « dernières » : c'est le dernier soir où l'on joue,

et pour l'acteur cette fin n'a pas de raison, il en était encore à tâter les planches du pied.

La peur de l'acteur cesse, chaque soir, au moment où il quitte la scène, après les applaudissements, pour aller se démaquiller dans sa loge. L'acteur respire. Il a devant lui trois heures de répit. Tout à l'heure, quand il dormira, il fera des cauchemars. Et demain, à partir de la seconde où il se réveillera, la peur sera là, peur de jouer, peur de ne jouer plus jamais. D'ici là, d'ici l'instant où il va s'endormir, l'acteur a le droit de vivre, la permission de respirer. Il se sent des forces, il peut rire, dire des bêtises avec quelqu'un. A voir les acteurs, la nuit, tout animés entre eux, on peut croire que la représentation les a survoltés. Non. Elle leur a pris des forces, au contraire. Mais c'est simplement qu'entre le baisser du

rideau et la chute dans le sommeil l'acteur oublie l'angoisse, ou plus exactement n'est pas plus angoissé que n'importe qui, puisque l'acteur n'échappe pas aux choses de la vie publique et privée de tous les jours.

A ces jours si incertains et paniqués de l'acteur répond, très étrangement, la réaction des passants, de vous, de moi, qui aperçoivent près d'eux, soudain, sur une chaussée, dans la vraie vie, un acteur. Alors nous ressentons une émotion d'une nature particulière. Il y a d'abord une fraction de seconde d'incrédulité, comme si le quotient de « fictif », et donc de non-être, de l'acteur, empêchait que l'acteur soit aussi un être visible, vérifiable (un peu comme, d'autre part, et à l'inverse, on ne peut s'empêcher de dire : mais comment un tel est-il mort, je l'ai vu encore mardi



traverser en courant la place de la Madeleine).

Et à l'incrédulité succède assez vite une respiration (« je n'avais donc pas rêvé », ou bien « j'avais donc bien rêvé »), puis une joie légère, un contentement léger qui tiennent au fait d'approcher soi-même, un être aussi mythique, mais qui tiennent aussi à la découverte, maintenant certaine, que cet acteur qui a fait rêver, qui a fait comprendre qui a été un secours, que cet être, pour cela si intimement proche quoique inaccessible, marche par terre comme nous avec des chaussures comme nous et voilà qui apporte un contre-poids au vertige de la vie entière, voilà que l'acteur, ce trouillard et ce désespéré chronique, devient le bonheur de l'instant, la chance du jour, le phénix à qui l'on passe tout, à qui le gendarme de la route ne donnera pour rien au monde l'amende pour excès de vitesse pour peu qu'il l'ait aperçu trois secondes, six mois plus tôt, sur la deuxième chaîne.

L'acteur sourit gentiment au gendarme, le remercie, il est content peut-être de ne pas avoir une contravention à payer (normalement, l'acteur est fauché comme les blés), mais, au volant, à 200 mètres de là, l'acteur est repris par son bourdon sa panique : il est un non-punissable, il est un non-citoyen, il a est rien.

Un acteur, c'est un invivable, dans tous les sens du mot.

MICHEL COURNOT.

Des écoles et des professeurs

On a récemment recensé plus d'une centaine de cours sur la région parisienne, leur prix variant de 300 F à 500 F par mois. Mais aucun cours ne ressemble à l'autre, aucun professeur ne répète l'autre. Le problème est que l'enseignement est rarement complet. Là où on travaille le corps, jusqu'à l'hystérie, le texte s'affaisse et vice versa, alors que le texte devrait être travaillé dans le corps.

Peut-être que le but d'un cours serait de rendre l'élève à la fois le plus vide et le plus plein possible. Dans certains cours, on ne donne que le vide, on ne fait que le vent, on fait du corps de l'acteur une pâte malléable, en attente d'engagement, dans d'autres, on ne fait que le plein, on donne la technique et la culture jusqu'à la contraction. Tous les cours sont complémentaires, et l'idéal serait que l'élève passe de l'un à l'autre, en cours d'année, et que chaque transuge soit une manière de révolte, à la fois éponge passée sur un tableau surchargé et alluvion supplémentaire d'une formation éolienne. Cette promenade, cette immersion passagère ne veut pas faire le point sur les écoles de théâtre, qui ont chacune leurs problèmes. Elle est une sorte de sondée immédiate, de photographie simultanée, d'espionnage holographique, propos et images recueillis. Mais les cours de théâtre sont peut-être dans la ville le dernier endroit adulte où l'on joue, et pour cela ils sont précieux.

HERVÉ GUIBERT.

Lire pages 14 et 15.

« J'ai toujours eu une vocation pour le comique », dit Michel Serrault. J'aurais dû dire « comédien ». J'ai fait des études de comédie au centre de la rue Blanche et préparé le Conservatoire.

En 1946 — j'avais dix-huit ans — j'ai eu mon premier engagement : une tournée en Allemagne avec la compagnie Travail et Culture de Jean-Marie Serreau. Nous jouions des pièces de Molière et autres auteurs classiques. A cette époque, chaque acteur avait sa spécialité et on n'en changeait pas. Moi, j'étais le valet de comédie. Scapin ou Figaro et cela correspondait à ce que je souhaitais faire. De retour à Paris, j'ai travaillé avec André Reybaz, puis avec Robert Dhéry, qui montait, après « les Branquignols », un nouveau spectacle burlesque, « Dugud ». J'ai complété ma formation. Et puis, il y a eu, en 1952, ma rencontre avec Jean Poirat. Une rencontre exceptionnelle. Nous participions, tous les quinze jours, à une matinée classique au Théâtre Sarah-Bernhardt. J'étais encore chez Dhéry, Jean passait aux Deux-Anes. Nous avons bavardé, parlé métier. Nous avions la même conception du comique, nous rions aux mêmes choses. Alors, nous avons décidé d'écrire et de jouer ensemble des sketches pour le cabaret. Nous avons été associés au Tabou et chez Gilles, à la Tomate, au Théâtre de Dix-Heures. Le cabaret, c'était une nouvelle école. Il y a ainsi, tous les dix ou quinze ans, une sorte de renouveau au théâtre, une envie de faire bouger ce métier. Le café-théâtre a, depuis, des options et des principes différents.

Poirat et moi étions jeunes, mais nous n'avions pas des physiques de jeunes premiers. Il nous fallait faire des compositions. Nous nous entendions parfaitement, et je ne crois pas que j'aurais pu faire contre le comique un peu officiel des grosses blagues, pour le comique d'observation. Nous cherchions la vérité et, progressivement, nous entraînons cette vérité vers la folie. Nous ne nous comportons pas d'embée comme des rigolos qui n'ont qu'à paraître pour déclencher,

tout de suite, l'hilarité. Nos sketches étaient des portraits de personnages qui devaient avoir une existence réelle. Ils duraient une demi-heure. C'étaient plus de petites pièces en un acte. Nous n'avons jamais pu enregistrer de disques. Nos sketches étaient trop longs...

Les comédiens, au théâtre, ont tendance à hausser le ton pour se faire entendre de toute la salle. Je n'en ai pas eu. Au cabaret, on est obligé d'être « en » de parler comme dans un salon. Si on n'est pas convaincant, personne n'écoute. Nous commençons par des dialogues quotidiens. Ainsi, Poirat m'annonçait comme un grand acteur qui avait fait toute sa carrière en Amérique, et qu'il était heureux de présenter. Le public y croyait. Dans un autre sketch, à la Tomate, Poirat disait un poème et moi, assis dans la salle, je l'interrompais constamment. Le soir de la générale, un spectateur m'a pris pour un vrai perturbateur et m'a expulsé ! Evidemment, lorsque nous sommes devenus célèbres, ce genre d'incident ne pouvait plus se produire, les gens savaient qu'il s'agissait d'un numéro. Mais notre principe est resté le même : aller dans une direction absurde, compenser l'énormité de l'humour par un ton d'une extrême vérité. Le métier d'acteur est empirique. On nous donne des clés diverses, contradictoires. Il y a des écoles, des modes, des classifications. A vingt ans, on croit volontiers qu'il faut une seule voie. Je le dis souvent, pour m'amuser : il faut arriver à la cinquantaine pour se libérer de tout ce qu'on pensait avoir acquis.

En fait, j'ai constamment appris mon métier, au théâtre, au cabaret, au cinéma, à la télévision. Je l'apprends encore. J'ai tourné beaucoup de films depuis « Ah ! les belles bacchantes », en 1954. Un peu de tout, des bons, des moins bons. J'ai fait des apparitions, des « participations », j'ai eu des petits rôles, puis des grands. Je ne regrette rien, je ne fais pas la fine bouche. Si je trouve un bon, un grand metteur en scène, tant mieux. Mais un acteur peut toujours travailler avec ce qu'on lui met en main, même dans des productions médiocres.

L'erreur, c'est de vouloir dépasser le film ; se montrer plus fort que le scénariste, le réalisateur, le rôle.

Les producteurs ne racontent, sinon jamais, du théâtre. Ils ne connaissent pas notre façon de jouer en scène, établissent des catégories : un tel ne peut être filmé qu'en noir et blanc, un tel, en couleurs, dans des emplois stéréotypés. Les réalisateurs n'obtiennent pas forcément les distributions qu'ils veulent. Mais quand Clouzot m'a engagé pour un petit rôle des « Diaboliques », il m'avait vu dans le Tontons. Heureusement, aujourd'hui, beaucoup de cinéastes sont ou courant de ce que nous valons réellement.

L'essentiel, dans toute entreprise de spectacle, c'est que les gens se portent avant de commencer leur travail en commun. Souvent, quinze jours avant le début d'un film, on m'a dit : « Vous allez tourner avec un costume comme ci ou comme ça. » Et c'était tout. A partir du moment où j'ai été mieux connu dans les milieux du cinéma, j'ai pu parler avec l'auteur, le metteur en scène, et je me suis rendu compte qu'ils ne demandaient qu'à discuter.

Le tournant de ma carrière a été à la Cage aux folles, la pièce de Jean Poirat, que j'ai jouée longtemps au théâtre. Cette pièce me faisait rire et elle comportait une véritable histoire, une situation qui, dans son extrême violence, pouvait aller vers quelque chose d'humain. Quand je lis un scénario ou une pièce, je ne suis pas exigeant à 100 %. Là, j'ai vu un côté original et drôle qui permettait un ajustement à la scène de nos numéros de cabarets. Pour la première fois, des personnages d'homosexuels n'étaient pas réduits à des caricatures, existaient. Il faut toujours jouer sans tricher.

« La Cage aux folles » m'a valu le César du meilleur premier rôle masculin de l'année. Quand on m'a remis le trophée, j'ai été très content, mais j'ai ri. Je jouais encore la pièce et on est venu m'apporter le César sur scène. La récompense allait à un acteur qui avait fait plus de théâtre que de cinéma. Le cinéma, c'est le prolongement de mon métier théâtral. Par un coup de hasard

Michel Serrault la vérité folle

très intéressant, « la Cage aux folles » est sorti en même temps que « l'Argent des autres », de Christian de Chalonge où je n'étais pas drôle ni sympathique. Au théâtre et au cinéma j'ai toujours interprété le rôle de Zaza Napoli avec une grande sincérité. Je n'ai jamais craint d'être marqué par ce rôle. Les spectateurs reçoivent la sincérité des comédiens. Notre fonction, c'est de savoir ce que nous jouons, d'en tirer une logique, une vérité.

Mais je ne veux pas me spécialiser dans les homosexuels. Le succès des deux films de Molinaro m'a valu beaucoup de propositions dans ce sens. Je ne les ai pas acceptées. J'ai été un peu piégé avec un film tourné en Italie, « le Coucou », de Francesco Masaro. J'avais signé pour un scénario dont le titre original était « le Loup et l'Agneau ». Un coiffeur français, tyrannisé par sa belle-mère, sa femme, ses filles, trouvait sa liberté grâce à l'intrusion, dans sa maison, d'un gangster traqué par la police. Ce n'était pas une histoire d'homosexuels. Pourtant le producteur a fait ajouter des rappels de « la Cage aux folles » (pernues, travestis) pour qu'on y pense. Je suis peut-être devenu une vedette en France, mais le public italien ne me connaissait que par le rôle de Zaza Napoli. Le producteur s'est servi de cela et je m'en suis tiré comme j'ai pu. Ça m'a déçu.

Mon souci n'est pas de briller, c'est de jouer des rôles différents et de qualité. Dans le comique, on ne propose, actuellement, rien d'intéressant. Mais j'ai joué dans « Malevil », de Christian de Chalonge avec huit ou dix comédiens qui ont des rôles à peu près égaux. Christian de Chalonge est venu me voir avec le scénario en me disant que je pouvais choisir le personnage que je voulais. Je n'avais pas lu le roman, et je ne l'ai pas lu après avoir pris connaissance du scénario. De toute façon, comme acteur, je devais aller dans le sens du film. Plusieurs rôles pouvaient me convenir, j'en ai choisi un totalement étranger à tout ce que j'ai fait.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

ACTEURS

Apprendre à ne pas s'absenter



LES professeurs sont toujours des enfants qui jouent à être des professeurs; il pensait ça, avant de partir, avant de commencer. Monter à Paris, le rêve, la délivrance. La solitude. Conservatoires de province. Auditions, examens de fin d'année. Improvisations, personnages de théâtre, vivre sa vie à travers les adolescents inventés par Arrabal. Romain Weingarten, Tennessee Williams. Dix-sept ans et demi, bac avec mention, encore quelques boutons. Fuir la province, dire un matin à ses parents qu'on part pour le lycée, comme tous les jours, et se planter au bord de la route, faire six heures de voyage, uniquement pour aller voir la Maman et le Putain, qui vient de sortir à Paris, et revenir. Se griser dans la voix de Jean-Pierre Léaud.

Aller et retour. Rejouer la scène. Se faire tirer des photos, chercher dans le guide du show-business, acheter au drugstore comme un objet défendu, les adresses des metteurs en scène.

Patrice Chéreau, le rêve absolu, il paraît qu'il fait éléver des tours dans une eau sombre, et qu'il y précipite ses acteurs jusqu'à ce que l'eau se teinte de sang. Massacre à Paris. Massacre à Paris, une chambre de bonne, quatre cents francs par mois, ce doit être six ou huit cents malin-

nant, la douche sur le palier, des barreaux comme perspective. Couloirs de télé, figurations, shrimps-cocktails le samedi soir. Scène d'audition du conservatoire, imposé, le monologue de Ray Blas, après deux jours avant, dans le miroir, dans la rue, dans le rêve. Puis ouvrir une porte et se retrouver planté sur un plancher de bois, face à une rangée d'alligateurs à cigares, faire preuve de violence, faire preuve de violence, montrer ce qu'on a dans les tripes, bon appétit, mes-

sieurs ! L'absurdité que tout se joue en deux secondes. Incapable, reculé. Un seul recours, les cours. Pour continuer à jouer, éventuellement pour repasser le concours l'an prochain, mais surtout pour retarder un peu le moment où on va devoir entrer dans la vie, et quitter le théâtre. Continer à jouer, marcher sur le fil, dire des mots d'amour. Surtout, ne pas s'absenter de l'ardeur juvénile. Le même, presque dix ans plus tard, mais en spectateur. Commentons par les anecdotes :

La photo de Michèle Morgan

Le cours Simon rime avec tradition et bonne réputation. « Ma petite chérie, si tu veux faire du théâtre, c'est par là que tu vas ». La petite estrade surplombée par la photo du maître, on se croirait en 1950 : des rideaux rouges, des bancs de bois et, aux murs, un tableau des diplômes d'honneur, une photo de René Simon avec la jeune Michèle Morgan. « Elle est donc sortie de ses mains, peut-être que moi aussi, un jour, je sortirai de la continuation de ces mains imaginaires : « Je vous avoue, madame, que je ne vous attendais point-ici. Non, monsieur, faites attention aux liaisons dangereuses ! »

Et la voix grave, si grave : « C'est trop mou, ce n'est pas assez dans le mouvement, attan-

que d'apporter mon petit ! » Elle cluchote le texte en elle-même et allume une cigarette. Sur la petite estrade surplombée par la photo du maître, on se croirait en 1950 : des rideaux rouges, des bancs de bois et, aux murs, un tableau des diplômes d'honneur, une photo de René Simon avec la jeune Michèle Morgan. « Elle est donc sortie de ses mains, peut-être que moi aussi, un jour, je sortirai de la continuation de ces mains imaginaires : « Je vous avoue, madame, que je ne vous attendais point-ici. Non, monsieur, faites attention aux liaisons dangereuses ! »

« Maintenant essayez de déconner » ou « ne sois pas sub-

til », voilà des phrases qu'on n'entendrait jamais au cours Simon. Elles sont prononcées par Vera Gregh, qui a repris le cours Tania Belachova. Les élèves ont smart, ça sent très légèrement la saur, avec douceur. Où placer le banc de Notes hirondelles ? Voilà le problème crucial pour l'instant. On enchaînera Dubillard avec la Strada, Harold et Maudie, les Parents et Mouchette dans un « spectacle pâle-mêle », une sorte de journée « portes ouvertes » qu'organiseront les élèves. Ici, ils travaillent aussi à la mise en scène, d'autres écrivent des dialogues pour leurs camarades. Le professeur joue parfois plus que l'élève, et l'élève préfère jouer avec le professeur qu'avec son alter ego. Elle fait travailler la même scène sur des registres de voix et d'émotion différentes : « A fond dans le mysticisme mais avec énergie », « Jou de douleur », « Colère joyeuse », « Langoureux », « Pratique », « Folle inquiétude ou extraordinaire mélodrame ». Cette technique de rupture oblige les élèves à sortir de leurs propres conventions.

« Comment échafauder un jeu ? Comment jouer une scène avec une seule phrase, mais avec toute une vie derrière ? », demande Colin Harris, qui donne un cours de remplacement au conserva-

toire municipal des studios d'Ivry, dirigé par Vitez. On laisse tomber Shakespeare, et on travaille sur le souffle, le silence, l'intensité, toute une gamme de sentiments. La salle de bal, un peu froide et enfumée, se remplit lentement. Une sorte de hanger en contre-plaqué, le seul immeuble en bois parmi les constructions en brique rouge, la banlieue la nuit, des ombres aux fenêtres, un décor pour un crime mis en scène par Chabrol. Un cercle blanc tracé sur le plancher, sous les néons, indique aux pieds nus ou en chaussettes des positions à suivre ou à briser. « Peu importe le geste, ce peut être un balancement, mais il doit être un balancement jusqu'au point limite, puis de le réduire, jusqu'à l'immobilité. » De l'ensemble, on passe au couple, et à l'individu. La phrase, enfin, l'infatigable, arrivent au bout du temps mort, mais elles sont un peu décevantes : « Il n'y a plus rien dans le frigo ! », lance une fille qui n'oublie pas sa condition, et de même le garçon : « Je me suis fait réformer ! »

Au cours de Vouzinas, qui a lieu deux fois par semaine, les élèves sont un peu plus âgés. Ils peuvent avoir quarante ans, être comédiens au chômage, et avoir envie de jouer. Le principal est de pouvoir dire qu'on a été élève de Vouzinas, ou l'écrire

Le saint des saints

Sur la scène, à peine une scène, un espace bordé par plusieurs rangées de fauteuils recouverts de plastique, éventrés, des éléments de décor rudimentaires, un matelas posé à même le sol, une table, deux chaises, un porte-manteau, figurant l'intérieur d'un couple enfouit sous une couverture qui ne laisse passer que des cheveux ébouriffés. Assis au premier rang, derrière un bloc de papier jaune et une canette de 7 up, un petit vieux monsieur, très mince, très sec et très discret — barbière grisante, costume sombre, chemise à col ouvert, — donne le signal du départ : go ahead ! (Allez-y !)

Is ne voit nulle part. Il restait enfouis au plus chaud "e leur lit, endormis, dirait-on. Et dans le tohu-tohu de ce studio, le studio Marilyn ouvert au bryant, au nonchalant arrivant d'une foule de jeunes curieux en jeans et en survêtements, tout s'apaise, tout se tait, tout se fige. On attend.

Is ne s'appellent ni Jack Nicholson ni Barbra Streisand. Ce sont des apprentis comédiens, et comme tous les débutants, ils jouent très mal. C'est mince, c'est mou, c'est inerte, c'est inexistant, bref, c'est tout aussi mauvais que ce qu'on peut voir un peu partout, de Londres à Leningrad, au hasard des cours d'art dramatique et des conservatoires. Seulement voilà, ici, on n'est pas n'importe où, on est à New-York, dans la classe de Lee Strasberg, le témoin et le flambeau de la tradition Stanislavski, le promoteur de la sacrosainte méthode, le génie, comme on le surnomme ici, le gourou, le maître à jouer et à penser de presque tout ce qui brûle au firmament de Hollywood.

La scène terminée, les protagonistes se tournent vers l'orateur et le verdict tombe sous forme de question. Pourquoi, avant de la quitter pour aller au bureau, s'est-il dirigé comme ça, vers elle, pour l'embrasser ? Strasberg bondit hors de son fauteuil et fonce sur la fille, avec une détermination si maladroite que la salle éclate de rire. Les rires, les piétinements, les cris — à tous les étages, chacun tente de s'exprimer à sa façon, — rien ne parvient apparemment à l'arracher à son idée fixe : l'acteur.

Celui qu'il interpelle ainsi hérite... Ben... Il ne sait pas très bien... Si, pour la consoler. Allons donc ! Il l'a fait pour faire quelque chose, pour accompagner la réplique, pour la soutenir du geste. C'était une démarche plénière sur le texte et non pas suggérée par le sous-texte : nous dirions la sous-conversation, maître mot d'un

enseignement dont les phases préliminaires consistent en de longues séances de relaxation, de concentration et d'improvisation, codifiées sous forme d'exercices à faire chez soi, pour soi, soir et matin, à l'exemple de cinq, bientôt six générations de vedettes américaines entraînées à préférer le jallil au pliqué, le vécu au copié, la sensation à l'imitation.

Il y a eu entre autres des disciples d'autres, John Garfield, Marlon Brando, James Dean, Marilyn Monroe, Steve Mac Queen, il y a Paul Newman, Al Pacino, Faye Dunaway, Dustin Hoffman et Robert De Niro et il y aura bientôt Randy Rocco, me dit Anna Strasberg, la charmante et chaleureuse femme de ce célèbre octogénaire. Notez ce nom, c'est celui d'une future star. Je l'ai vu travailler le rôle de Tchekhov dans une pièce tirée de sa correspondance avec Olga. Continuellement interrompu, houspillé, démonté — baisse les épaules, lève la tête, on n'entend pas, répète, il obéissait au quart de tour sans jamais lâcher le droit fil du personnage. Tu tousses, tu craches, bon, mais pourquoi ce long regard appuyé sur ton mouchoir ? A quoi ça ressemble ? Tu es tubard, d'accord, tu tas mourir, je sais bien. Tu dois t'en douter aussi d'ailleurs, tu es médecin. Ce n'est quand même pas une raison pour nous donner façon Odéon la Dame aux camélias.

On ne peut pas imaginer ce que sont ces cours donnés trois jours par semaine à l'institut qui porte son nom — il en a ouvert un autre en Californie où il va enseigner six mois par an — par le cofondateur avec Ella Kazan de l'Actor's Studio, aujourd'hui réservé aux seuls professionnels désireux de se recycler. C'est une culture universelle, c'est un jallissement d'observations, de souvenirs, de réflexions, de notations, de citations empruntées aux milliers de livres sur le théâtre qui escaladent les murs et les meubles de son énorme appartement au-dessus de Central Park, plein de soleil et de jouets d'enfants. Les Strasberg ont deux gamins de neuf et dix ans.

Je l'ai retrouvé là, après une journée de cours, la tête en bouillie, crevée, anéantie. Pas lui. Encore grossier par des verres sans monture, ses yeux vifs regardent sans vous voir, tournés vers l'intérieur, plongés dans une réflexion permanente qui s'exprime avec la générosité retenue des timides passionnés. Ce jill polonais avait sept ans quand il est passé pour la première fois devant la statue de la Liberté et vingt-quatre ans à peine quand,

éphoni par une tournée aux Etats-Unis du Théâtre d'Art de Moscou, il a bénéficié de l'enseignement de deux de ses membres restés en Amérique après le départ de la troupe. Depuis il ne vit que pour ça, par ça : le jeu. Pas seulement au théâtre, au cinéma, où ses tardifs débuts dans le Perrain N° 2 lui ont valu une nomination à l'Oscar du meilleur second rôle masculin. Ça l'a beaucoup aidé à aider les autres et à résoudre, à n'importe quelle heure du jour et de la nuit, n'importe quel problème. C'est Jane Fonda appelant au secours à 3 heures du matin de Los Angeles. Elle doit jouer une scène d'ivresse le lendemain, et elle ne sait pas le faire. C'est Shelley Winters. Elle doit exprimer l'angoisse que lui inspirent deux tueurs lancés à sa poursuite, et elle sèche. Et il l'a conseillée comme ça, au débotté, au téléphone ? Oui, simple, il lui a dit : « Tu regardes la commode, ta lampe de chevet, tu descends de lit et tu tu parles, compris ? »

Si vous lui parlez de Paris, où il est venu enseigner quelques semaines au palais de Châtillot, il y a une quinzaine d'années, il sourit enfin : Paris, il aime bien. Il va d'ailleurs y ouvrir prochainement une des nombreuses succursales de son institut, histoire de décourager les scandaleuses contrefaçons qui trahissent et galvaudent dans le monde entier sa méthode, la Méthode.

CLAUDE SARRAUTE.

Moments de la vie

LES moments de la vie d'Antiochus ne sont pas les moments de la vie fictive du personnage d'Antiochus sur la scène du théâtre, ou tels qu'on peut les imaginer hors de la scène ; ce sont les moments de la vie réelle de l'acteur dans le temps de son jeu ; et non point des fables qu'il se raconterait à lui-même pour lier entre eux des points arbitraires de son jeu — ce que les comédiens appellent ordinairement « la cuisine ».

1, 3. — Je tourne mon visage vers le public, je sens mes joues creusées, mes pommettes rouges, je suis une femme alors. Mes lèvres taites, mes yeux noirs, et surtout ce rouge, ce rouge comme la rougeur des poltronniers.

97. — Titus n'a point pour moi paru se démentir.

98. — J'aurais tort de me plaindre.

C'est Bérénice en moi qui parle, et c'est moi — devenu la femme que j'aime.

pleurs vous ne vous ferez plus. Oui, je tends mon poing vers le ciel des dieux. Je suis un vieux fou. Mon manteau tombe sur mes épaules. L'issue la plus certaine est la mort, j'emporte avec moi ce bonheur, comme un voleur, dans mon manteau. Mais aussi : le poing tendu, plein de haine, vers le ciel, oui, j'ai tendu le poing vers le ciel de l'obscurantisme, je suis resté un moment immobile, comme une effigie de la protestation.

1, 4. — Les mains de Bérénice. Je ne regarde que ses mains, qui battent comme des oiseaux.

171. — LA, de la Palestine il étend la frontière.

Ses mains, seulement, pas son visage qui a vieilli depuis les cinq ans qui ont passé (les vingt ans, les trente ans, la vie), ses mains seulement qui caressaient Antiochus dans la nuit.

IV, 7. — L'empysemme. Le scarabée. Je tongs la parole du théâtre, côté cour, l'écoufle, je respire à peine, tout juste du haut des pommiers, mes épaules se soulèvent à chaque inspiration, je sens mes yeux gonflés en dessous, je les ouvre autant

que je peux, en soulevant les sourcils, je sais qui je suis. J'ai retrouvé qui j'étais : mon père, debout, dans l'avenue, ne pouvant aller plus loin, le temps de reprendre souffle, et les yeux brillants, pleurant presque, et cet air d'acceptation que donne l'empysemme à celui même qui est intraitable, mais bien obligé d'attendre au moins avant toute révolte que le souffle lui revienne.

Pour annoncer à Titus que Bérénice va mourir et venir le chercher, je marche comme un insecte au bord de la ruine, un vieux scarabée, c'est ainsi que marchent les insectes dans les moments qui précèdent leur mort, lentement, maladroitement, leur empysemme à eux, peut-être. Les insectes mourants marchent jusqu'au bout de leurs forces, comme les vieilles femmes en noir, dans les villages, et ainsi Antiochus, comme s'il n'avait rien d'autre à faire que marcher, continuer.

III, 2.

323. — Oui, je respire, Arsace, et tu me rends la vie. La tête du vieillard fou. Le hochement de tête. On dit qu'il a perdu la tête. J'imagine que tout le monde alors voit ma tête, le crâne rond, le mouvement d'approbation de cette tête perdue, qui ne comprend

COMEDIE-FRANÇAISE
294.70.20
SERTORIUS
CORNEILLE
MISE EN SCÈNE JEAN-PIERRE MICHEL
"La parodie d'un drame de jeunesse"
MARS 1981 - SALLE RICHELIEU

THEATRE EN ROND 3813814
12 HOMMES
EN COLERE

UN ÉVÉNEMENT LA BOUM
DANS LES MEILLEURES SALLES PARIS-PÉRIPHÉRIE

TAVERNE DE MAÎTRE RANTER
(Publitéa)
HUMPHREY BOGART
Gérard HALIMI
Il devient agaçant de parler de mythos lorsqu'il est question d'un acteur comme Humphrey Bogart. Surtout il faut bien se rendre à l'évidence, Bogart est bien devenu et ne cesse d'être un mythe. Mais cet homme a révélé bien d'autres facettes de lui-même que celle obstinément perpétrée par celui-ci. Et puis, en dehors des rêves qu'il nous procure, c'était un acteur très professionnel, une espèce de semi-marginal du manège hollywoodien, un provocateur, avec ses folies, ses idées bien à lui, son style unique en son genre, inimitable et audacieux : décidément, Bogart est bien ce qu'on peut appeler un créateur.
Collection SOLASTAR Éditions SOLAR

SPECTACLES
l'arde
Antiochus
DUSTIN H
SOLASTAR

ACTEURS

de l'ardeur juvénile

dans ses *curriculum vitae*. Andras Voutsinas arrive avec son pékin dans un sac Vuitton, les lunettes en équilibre sur sa casquette. La salle de théâtre n'est pas libre, on travaille dans la cafétéria du Théâtre des Deux Forêts, porte de Bagnolet.

Ce n'est pas Voutsinas qui choisit ses élèves, ce sont les élèves qui choisissent Voutsinas. Deux mois d'audition à 200 F, puis 300 F quand on devient élève. C'est le cours le moins cher de Paris. Seulement, avec quatre-vingt élèves et trois scènes par cours, si on arrive à passer plus d'une scène en un an, c'est qu'on est téméraire. Quand la scène est terminée, Voutsinas ne critique pas directement, il pose des questions aux auditeurs, aux acteurs. Il dit : « On imagine que notre position est d'être comme des juges, des bourgeois obligés de dire des choses qui détruisent tout. D'un autre côté, les compliments deviennent très vite collants... » Un garçon lit *L'Amour de Madame Duras*, l'appareil à cassette qu'il branché l'élève pour conserver les paroles du maître s'arrête en faisant « clac ». La scène n'a duré que dix minutes, mais, finalement, le commentaire de Voutsinas dure plus d'une heure. Pourquoi des élèves devraient-ils payer la psychanalyse du professeur ?

« Va voir le Bal, tu verras qu'il y a des moments où tout un monde se réalise par un regard », dit François Florent à une jeune fille qui passe une scène d'*Horace*. Sa classe ressemble à l'antichambre d'un lycée : les filles, qui sont majoritaires, sont toutes très jeunes.

Le professeur travaille sur le mot à mot, le geste à geste, soufflant des inflexions de voix à l'élève. « Oublie tes pieds... là, je ne crois pas qu'elle ait les jambes croisées » Il cite des noms d'acteurs, des modèles étonnants : Laurence Olivier, Jane Birkin.

Charlton Heston. Il dit à une élève : « Si tu as un destin de vedette de café-théâtre, ce que tu fais doit souffrir ». Il dit aussi : « Il faut dynamiser le rythme connu pour trouver une réflexion et des regards ». Malheureusement, cette belle phrase cache des intentions plus banales. Une fille passe pour la première fois une scène de *Madame Marguerite*, avec finesse. Mais aussitôt le professeur l'interrompt pour citer Glenda Jackson. Annie Girardot. « Ces personnages qui arrivent en 2 CV, mal réveillés ». Chaque indication est une dégradation.

Un banjo imaginaire

Daniel Mesguich, lui, cite pêle-mêle Jeanne d'Arc, Titus, Carmel, Genet, Carlos Saura et un discours de Chirac pour appuyer une scène de *L'Amour de Madame Duras*. Il mélange ces citations élégantes à des phrases du style « ça ne mange pas de pain » ou « on en a pour son argent », bonjour Lacan. Samedi matin, à l'American Center, où l'Ecole-Théâtre du Miroir a maintenant son domicile, le soleil chahute un peu le studio de danse, sous la verrière. La lumière du jour semble précieuse pour le travail, elle s'allie merveilleusement aux chemises blanches fraîchement

lavées, aux tee-shirts chinois qui portent les élèves, à leur élégance bon marché. Qui passe le premier ? On compte jusqu'à trois, comme avant de se jeter dans l'eau froide. Le professeur déclare : « Je dis tout en vrai, je ne suis pas très bien faire l'ordre... Il faudrait que tu sois plus brulée, plus déchirée par la page écrite. Là, il n'y a pas de page blanche, pas de silence fondamental... » Il prône « un rapport à la fois étranger et familier au théâtre », mais surtout « ne pas faire croire qu'on a écrit la scène ». Puis il insuffle de la musique dans la tête de Néron pour le faire jouer.

Guy Shelley, qui anime, depuis 1977, l'Espace Acteur, pense que les écoles sont soutenues par une politique de mercantilisme : « On dit aux acteurs qu'ils ont un peu de talent, on les entraîne dans cette illusion pour les conserver. Chez nous, tout le monde n'a pas de talent. On attend... » Shelley, qui regrette la discipline des écoles de théâtre dans les pays de l'Est, fait donc l'appel à chaque début de cours, et distribue des diplômes de fin d'année, oh ! à peine quatre ou cinq par an. Le professeur propose de partir à la découverte d'une phrase de Cloran : « Il faut aussi savoir penser contre soi ». A l'Espace Acteur, on travaille aussi avec la vidéo, qui ne sert plus seulement de miroir ou de « coach », mais de témoin, d'interlocuteur.

Studio 18, un lieu un peu sale, des cartons d'œufs sur les murs, une lumière blafarde, des chaises de cuisine, une barre de danse et deux choppes de bière vides. Sur l'estrade, un joyeux drille joue d'un banjo imaginaire. Le professeur, Jean Périmony, arrive, il ouvre son courriel, détache la montre de son poignet et la pose sur la table, vingt ans de métier. Les élèves doivent prendre rendez-vous en s'inscrivant eux-mêmes sur son agenda pour passer une scène. « Qui peut faire ce métier doit savoir ce qu'il veut », dit le professeur. Le

joueur de banjo, petit, aux cheveux frisés noirs, devient Fantasio. Il fait écouter le texte de Musset comme s'il l'écrivait lui-même, dans son corps, au fur et à mesure qu'il le dit : « Quelle solitude que tous ces corps humains », l'envie de lire Musset tout à coup. Le professeur pourrait contredire ou accabler d'éloges, non, il soutient plus subtilement l'intention de l'élève, en citant la correspondance de Musset, des détails biographiques. Le cours de théâtre devient un cours de vie. Pendant que le professeur parle, un élève lit le *Notre Observateur*, un livre se remaquille, une autre coche les cases du dernier test de *Cosmopolitain* : « Êtes-vous cool ? », un garçon fait de la gymnastique des doigts. Dans le couloir, quatre filles attendent en retenant leur souffle que le professeur ait fini de parler pour entrer dans la pièce ; l'une d'elles se précipite dans les bras de son petit ami, les cours de théâtre sont aussi des lieux de rendez-vous, l'amour se trame hors de la scène. L'envie d'apprendre qui peut se lire sur certains visages est magnétique.

HERVÉ GUIBERT.



d'Antiochus

par ANTOINE VITEZ

plus rien, ou tout de travers. Les mains d'Arace ont suffi — après tant de souffrance, après la consommation de la souffrance — à me distraire : je regarde en souriant l'énumération des bonnes raisons qu'il me donne.

III. — L'âge vient au troisième acte. Je me hurle à la peinture au fond, comme un animal affolé, un oiseau contre la vitre. Alors je vieillie, je sens mon pauvre crâne chauve — c'est un amant, cela ? Au premier acte, j'étais jeune encore, la prostituée malade à la fin de sa journée, son corps outragé, mais jeune, j'avais encore un peu de cette jeunesse au début du troisième acte, m'accoudant au portant côté jardin, je sentais la lumière bleue de la lune sur mon visage, tout cela disparaît avec la fatigue du cri.

608. — ... Hélas ! de ce grand changement, car j'ai aperçu là-haut, à côté de la lumière où je voyais les traces de ma gloire (auxquelles Bérénice ne pouvait manquer d'être sensible), là-haut dans une lumière plus faible, dans un projecteur éteint, au ciel de la salle, j'ai vu, dis-je, la certitude de mon erreur.

798. — Ah ! que nous nous plaissions à nous tromper tous deux !

C'est pourquoi mon cri ah ! et le bras tendu sont les signes d'une révélation.

La pauvre tête et les sourires. 827. — L'intérêt, la raison, l'amitié, tout vous lie.

Arace parle, et je souris. Je vois mon propre crâne par derrière, mes cheveux bouclés dans la nuque, gris, duvetés comme des plumes de poussin. Le vieil amant n'est plus qu'un oiseau déplumé.

III. — L'erreur. Je fais une erreur.

715. — La quitter ! Vous, Seigneur ?

J'ai cru qu'il s'agissait de moi : c'est moi qui devrais la quitter. Qui ? J'oublie le théâtre. Qui (au féminin) dois-je quitter ? Qui me quittera ? Mais il parle de lui-même : c'est lui qui doit la quitter. Alors j'ai pitié de lui, je voudrais l'embrasser, lui, Pierre. L'homme qui va la quitter devient mon enfant. Celle que nous aimons. Qu'entends-je ? O ciel !

Fred Forrest, l'homme de Waxahatie



« J'ai grandi à Waxahatie, Texas, petite ville indienne essentiellement agricole, pas loin de Dallas et de Fort-Worth », dit Fred Forrest. Dans *The Rose*, j'ai rajouté une réplique. Bette Midler dit : « D'où tu es ? » Et moi : « De Waxahatie », puis : « Il y a, par tête d'habitant, le taux de folie, de suicides, d'homocides et d'incestes le plus élevé de tout le pays. » Une plaisanterie, bien sûr. A l'époque, dans les années 40, c'était une petite ville tranquille, je n'y connaissais aucun acteur. Mon père rêvait d'être parolier de chansons et s'occupait de sa boutique de fleuriste. Il m'emmenait tout le temps au cinéma, il y en avait des tas, avec trois films par jour, c'était avant la télévision. Dans les années 50 sont arrivés Lee Strasberg chez lui, on a bavardé autour d'une tasse de café, on a parlé baseball, j'ai été admis.

D'abord, je n'ai pas osé avouer que je voulais être comédien, on m'aurait dit que j'étais fou. Mais, au lycée, je lisais des articles sur Ella Kazan, Lee Strasberg, l'Actors Studio, Brando, et je me suis mis dans la tête d'aller à New-York. C'était là, c'était à l'Actors Studio que travaillaient les vrais acteurs, que se jouaient *Un tramway nommé Désir*, la *Ménagerie de*

terre, Brando est du Nebraska, James Dean de l'Indiana, je pouvais m'identifier à eux. Ils ont transformé l'image que je me faisais du comédien : quelqu'un d'un peu efféminé, réclant du Shakespeare avec affectation. Je n'avais aucune idée de ce qu'il fallait faire, sauf partir pour New-York, mon obsession.

Je me souviens d'y être allé pendant trois jours, en voyage d'étude. J'ai filé droit à l'Actors Studio. Planté sur le trottoir d'en face, je regardais, espérant voir entrer quelqu'un. J'étais trop timide pour tenter quoi que ce soit. Je croyais qu'il s'agissait d'une école comme une autre. Plus tard, j'ai su qu'on y était admis sur invitation. J'ai écrit. Un an après, j'ai été convoqué. J'ai cru à une plaisanterie. Mais j'ai rencontré Lee Strasberg chez lui, on a bavardé autour d'une tasse de café, on a parlé baseball, j'ai été admis.

J'avais vingt-trois, vingt-quatre ans. J'avais sauté le pas, j'habitais New-York. J'ai passé une dizaine d'années là-bas, dans le milieu très expérimental du Group Theatre. Tous ces gens du Group Theatre me paraissent très « radicaux ». Je me disais : « Le président Johnson doit savoir ce qu'il fait. » Mais pour les imiter, je faisais un peu semblant de m'indigner. En vrai, jouer, c'était tout ce qui comptait. Peu à peu, j'ai pris cons-

cience d'une réalité politique et sociale.

Je travaillais tout le temps, avec de bonnes critiques, mais gagnant à peine de quoi vivre. A la Mamma, 50 dollars par semaine, c'était le pactole, et je faisais des petits boulots à côté. Plus d'une fois, je me suis dit que toujours à courir après 3 sous, ne pas avoir ma carte du syndicat, tout ça ne menait guère à rien. Un beau jour, j'ai décidé de jouer, un point c'est tout, je n'avais plus rien à prouver à personne.

Je suis venu en Californie en 1970 avec une pièce qui avait fait une semaine off Broadway. Hollywood m'apparaissait mythique, trop « glamour », pour m'identifier. Je voulais seulement commencer une carrière au cinéma et gagner enfin un peu d'argent. J'ai eu beaucoup de chance : un an et demi après mon arrivée, j'ai obtenu un rôle important à côté de Richard Widmark, dans le film de Stuart Miller, *Quand meurent les légendes*, qui m'a valu une nomination au Golden Globe d'Howard (l'Oscar de la presse étrangère). Quand je l'ai appris, j'ai seulement pensé : « Dieu merci, je n'aurai pas à retourner lundi au café Figaro... » J'y étais sûr. Quitter la restauration, quelle joie ! Et comme les critiques ont été bonnes, je n'ai pas eu à faire de la télévision, sauf quand ça m'intéressait.

« Bien entendu, un premier film à Hollywood est une expérience extraordinaire, et puis, très vite, ce n'est plus qu'un job. On le fait le mieux possible parce qu'on aime, et qu'on est payé pour. Le « glamour » ? Il est sur l'écran. L'an dernier, quand j'ai été nommé pour *The Rose*, je n'y croyais pas, je savais que mes chances étaient minimes. Mais, à force d'entendre dire que ça va marcher, on prépare un discours au cas où. J'étais très nerveux, mais ce n'était plus l'émerveillement de mon enfance, quand je regardais la cérémonie à la télévision. Jill Clayburgh était assise derrière moi, Bette Midler devant, mais ce n'était pas ça, et j'avais l'impression d'être là par erreur. Pourtant, les movie-stars d'aujourd'hui, c'est nous.

Après vingt ans, je ne suis plus au bord de la rivière, mais au milieu. Et puis, travailler avec Francis Coppola constitue une référence. Nous en sommes à notre quatrième film : *La Conversation*, *Apocalypse Now*, *One from the heart*, que nous terminons, et *Hammett*, dont le tournage, paraît-il, doit bientôt reprendre. Pour moi, Francis est le plus grand. Il donne une liberté formidable aux comédiens, sans être sur la défensive comme la plupart des metteurs en scène. Il prend réellement soin de ce qu'il fait ; à Hollywood, c'est rare.

Le « chef », le cuisinier d'*Apocalypse*, m'a fait progresser : grâce à Francis, au sujet, à l'intensité du tournage, j'ai pris des risques comme jamais. Mais souvent, je me sens frustré quand les films sortent. Dans *The Rose*, par exemple, des scènes essentielles ont été coupées et mon personnage manque de dimensions : d'où vient-il ? Que pense-t-il de la guerre ? Pourquoi a-t-il déserté ? Qu'éprouve-t-il réellement pour Rose ? Le script était si vague que j'ai dû rajouter des dialogues pour devenir réel. Un acteur ne devrait pas être jugé d'après ce qu'on voit de lui à l'écran, il a trop peu de contrôle sur les films. On doit être brutal, sinon on souffre, on devient fou.

Appartenir en ce moment aux studios Zetrop ne me rassure pas particulièrement. Je ne planifie rien, je vais seulement : « Job en job, espérant que le prochain succédera rapidement au précédent. »

Propos recueillis par
LISE BLOCH-MORHANGE.

Signé FURAX

DUSTIN HOFFMAN

Didier SANDRE

De l'inoubliable Benjamin Braddock dans le *Laureat*, le film qui le rendit célèbre en 1968, à Kramer contre Kramer, ce fut chaque fois un immense plaisir de retrouver Dustin Hoffman au cinéma, à travers une multitude de personnages attachants et toujours représentatifs d'un certain malaise de l'Amérique des années 70. Sa carrière exemplaire faite de quelques petits chefs-d'œuvre, tel *Masculin-féminin*, sa réputation de trier ses rôles sur le volet, son désir incessant de perfectionner un jeu d'acteur déjà très élaboré, sa sagesse et son talent aussi grand que sa taille est petite, lui valent aujourd'hui de figurer parmi les noms prestigieux de l'histoire du cinéma.

L'image que nous en donne Didier Sandre dans ce livre confirme la singularité quasi légendaire de cet « anti-héros » américain.

Collection SOLASTAR

Editions SOLAR

SELECTION

Un film

« Lili Marleen » de Rainer Werner Fassbinder

Rien ne résiste à Rainer Werner Fassbinder, ni la réalité la plus dure ni les mythes les plus dangereux, et il prend tous les droits, ceux du mélodrame, de la schématisation, de la dérision, pour mettre en scène le succès d'une chanson et l'histoire d'une chanteuse en plein III^e Reich. Ce n'est pas la vraie vie de Lale Andersen. Porté par Hanna Schygula, c'est un spectacle déhissant où Fassbinder joue avec les clichés du cinéma national-socialiste, des films d'amour et de guerre, et engage le spectateur dans un dédale tour à tour bouleversant et absurde, à l'ombre duquel l'horreur est tapie.



Une exposition

Cappiello au Grand Palais



Trois célébres dans les années 30 pour avoir su habiller la rue de quelque trois mille adresses (la bouillotte Kub, la ouate Thermogène, c'est lui...), il avait commencé, autour de 1900 comme caricaturiste de presse. A l'occasion de donations récentes, le point de ses activités multiples.

Une rétrospective

Pologne d'hier et d'aujourd'hui

Trois hommes eurent leur nom attaché à ce printemps du cinéma polonais qui allait, dès 1954 et les années suivantes, briser une fois pour toutes le carcan du réalisme socialiste : Wajda, Munk (mort prématurément dans un accident en 1961) et Kawalerowicz. A l'Action République, il faut voir en particulier *Kanal* et *Cendres et diamants*. *Trois de nuit* et surtout *La Passagère*. Il y a aussi les débuts de Polanski (ses courts métrages, *Le Couleau dans l'eau*) et Skolimowski (*Walkover*, digne de Vigo, la *Barrière*). Plus récent, *Les Noces* (1972) de Wajda, visionnaire, sort à nouveau dans d'autres salles, sans oublier *Ouvriers 80*, sur le combat du syndicat Solidarité.

Une photo de Pierre de Fenoyl



Pierre De Fenoyl, trente-cinq ans, ancien directeur de la Fondation nationale de la photographie, avant sa décentralisation à Lyon, puis responsable de la photographie au Centre Georges-Pompidou de 1978 à 1980, Pierre De Fenoyl a délaissé les préoccupations officielles pour se consacrer à un travail personnel. Après un reportage sur les jardins, dont la Galerie de France expose actuellement une dizaine de tirages, il est allé en Égypte, sur les traces de Teynard, et rêve d'être envoyé par un magazine sur un tremblement de terre, ou un paysage après la bataille. Il dit : « La photographie est une discipline de marche et de regard. Il faut savoir glisser vers les choses. »

Un peintre

Shirley Goldfarb

Américaine de Montparnasse, Shirley Goldfarb a peint de très grandes toiles claires comme des étés, l'air et l'espace, l'eau et le feu, en couleurs torrentielles d'abord, dans les années 50, puis en touches de plus en plus serrées et régulières. Elle est morte l'année dernière. En 1979 elle avait écrit : « Je peins une grande toile chaque année qui me plaît, je suis rassurée. La quantité ne compte pas. Seulement la qualité de chaque œuvre rare. Être artiste ? J'aime appliquer la couleur sur la toile. Ce geste valorise mon existence. » Paris Art Center, 26, rue Falguère.

Un rocker

Bruce Springsteen

En retrouvant les sources du rock, Bruce Springsteen lui a redonné une partie de son innocence. On attendait l'arrivée en France de l'auteur de *Born to run* depuis cinq ans. On va le voir hurler avec fureur et sensibilité un énorme élan poétique, des passions et des fantasmes, tout un univers où l'on « s'arrache les os du dos », où le rêve américain est en fuite. Contrairement à presque toutes les autres vedettes du rock, Bruce Springsteen a conquis le public américain, non pas avec des disques, mais sur la scène (18 et 19 avril, 20 h, Palais des sports de Saint-Ouen).

Un opéra

« Don Giovanni » vu par Louis Erlo

La nouvelle mise en scène de *Don Giovanni* à l'Opéra permettra peut-être à Paris de découvrir enfin le talent de Louis Erlo qui, malgré le grand succès de la *Fidèle enchantée* à l'Opéra-Studio, n'est guère connu des familles du Palais Garnier. Peut-être, car il est toujours délecté de transposer une production comme celle de Lyon dans un vaste théâtre, et de retrouver avec une distribution internationale (Raimondi, Bacquier, Tomowa-Sintow, Ahnsjö,

F. Lott, M. Ewing, sous la direction de Cassadesu) l'homogénéité d'un spectacle de troupe. Erlo et son décorateur Jacques Rapp, en opposition peut-être avec le film de Losey, ont choisi le dépouillement total : on est comme sous les murs de Thèbes, dans l'espace métaphysique de la tragédie antique, sous les feux de projecteurs qui habillent et fouaillent tout à la fois le drame. Dans cet espace infini et abstrait, les personnages jouent leur destin seuls au monde et s'attachent aux autres, chacun à sa manière, pour briser leur solitude, dans la lumière de Mozart qui surgit des profondeurs de leur humanité.

CINEMA : *Elephant Man*, de David Lynch. *Nashville Lady*, de Michael Apted. *Un assassin qui passe*, de Michel Vianey. *Le Dos au mur*, de Jean-Pierre Thom. *Ouvriers 80*, film collectif polonais. *Vivre vite*, de Carlos Saura.

THEATRE : *La Locandiera*, de Goldoni, à la Comédie-Française, par Jacques Lassalle. *Sentimental*, Jean Benguigui, au Petit-Montparnasse. *Tell Me*, au Marie-Stuart. *La Chambre de Marguerite*, au Lucernaire. *La Cerise*, aux Bouffes du Nord. *L'Amour de l'amour*, au Théâtre du Rond-Point.

MUSIQUE : James Bowman, haute-contre, et Robert Spencer, luth et théorbe, à Radio-France, studio 105 (16). *Festival de Lourdes*, Bach, Telemann, Beethoven, Dvorak, Faure, etc., sous la direction de Kurt Redel (du 17 au 20). *Montserrat Caballé* et José Carreras dans *André Chénier*, à l'Opéra de Nice (18 et 20).

Et aussi...

DANSE : *Crownest Trio*, deux anciens de « Pilobolus » et Felix Blaska, au Théâtre de la Ville, du 18 h. 30, la Groupe de recherches chorégraphiques de l'Opéra présente trois créations signées Douglas Dunn, Dominique Bagouet, Jacques Garnier. *Le Ballet-Théâtre de Nancy*, à Monte-Carlo, avec les *Blanches*. *Casse-Noisette*, au Théâtre musical de Paris, par Roland Petit.

JAZZ : *Mal Waldron* et *Johnny Dym*, à Jazz-Unité, Parvis de la Défense (jusqu'au 18). *Steve Lacy* et *Steve Potts*, au 28 de la rue Dunois (les 17 et 18). *Festival du Cap-d'Agde* (du 17 au 20). *Daniel Humair*, Jean-Louis Chautemps, Jean-François Jenny-Clarke, *Eje Thelin*, à la Chapelle des Lombards (jusqu'au 18).

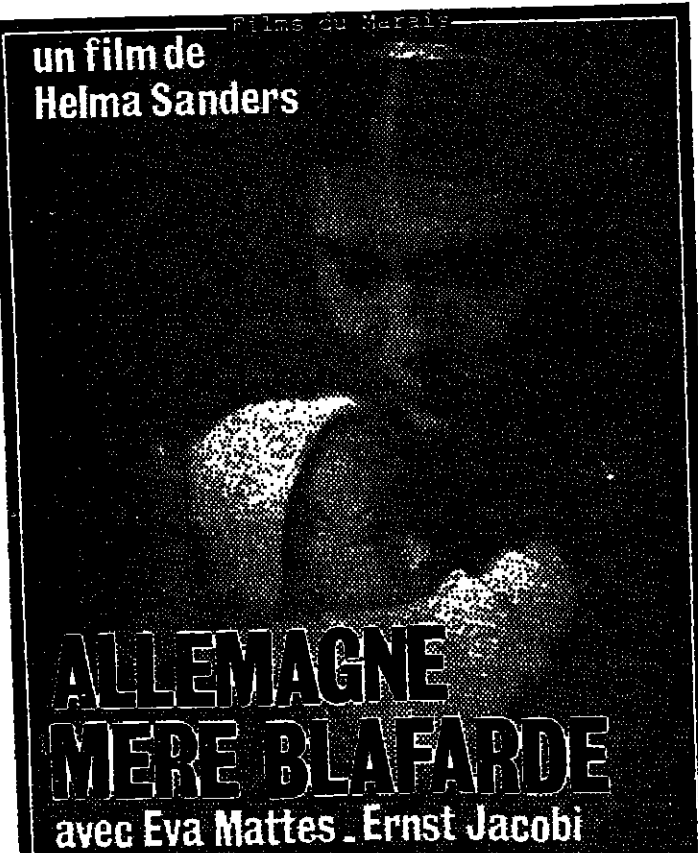
EXPOSITIONS : *Les réalistes 1919-1939*, au Centre Georges-Pompidou. *Les Chevaux de Saint-Marc*, au Grand Palais. *Le roi René*, au Musée des monuments français. *Modigliani*, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. *Robert Malaval*, à l'ARC.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

UGC BIARRITZ, v.o. - UGC DANTON, v.o. - MONTPARNOS, v.f.
MAXEVILLE, v.f. - UGC OPÉRA, v.f. - MISTRAL, v.f.
UGC GARE DE LYON, v.f. - 3 SECRETAN, v.f.
PARAMOUNT MONTMARTRE, v.f. - PARAMOUNT GALAXIE, v.f.
ARTEL Créteil - MÉLIES Montreuil - STUDIO Party 2
ALPHA Argenteuil - CARREFOUR Pantin - DOMINO Mantes
UGC Poissy - 4 TEMPS La Défense - ULIS Orsay - STUDIO Rueil

ÉLYSÉES LINCOLN - MARAIS - STUDIO DE LA HARPE
OLYMPIC ENTREPOT

UGC MARBEUF, v.o. et v.f. - UGC OPÉRA, v.f. - UGC ROTONDE, v.o.
UGC DANTON, v.o. - FORUM HALLES, v.o. - UGC GARE DE LYON, v.f.
CONVENTION ST-CHARLES, v.o. - ARTEL Créteil, v.f.
ARGENTEUIL, v.f.



Jeune 1981

Semaine du 18 au 25 avril

LA CHARGE HEROIQUE
de John Ford
Dimanche 19 avril
TF 1, 20 h 35

LA COURSE DU LIÈVRE
A TRAVERS CHAMPS
de R. Clément
Dimanche 19 avril
A 2, 20 h 35

LA FÊTE A HENRIETTE
de J. Duménil
Dimanche 19 avril
FR 3, 22 h 35

HELLO DOLLY
de Gene Kelly
Lundi 20 avril
TF 1, 13 h 35

LE CAVALIER
de Philippe de Broca
Lundi 20 avril
FR 3, 21 heures

DOUCEMENT LES SASSES
de G. Lautner
Mardi 21 avril
FR 3, 21 heures

DEUX HOMMES DANS L'OUEST
de B. Edwards
Mercredi 22 avril
FR 3, 20 h 30

LES BELLES DE NUIT
(Hommage à René Clair)
Jeudi 23 avril
FR 3, 21 heures

LA CHAIR DE L'ORCHIDÉE
de P. Chéreau
Vendredi 24 avril
A 2, 23 h 35

LES HERITIERS
Samedi 18 avril
A 2, 20 h 35

SAMANTHA
Mercredi 22 avril
TF 1, 21 heures

théâtre

ELECTRE
de Sophocle
Jeudi 23 avril
A 2, 21 h 5

A COR ET A CRI
de J. Baudard
Vendredi 24 avril
TF 1 (Au théâtre ce soir, 21 h 5

ELECTRE
de Sophocle
Jeudi 23 avril
A 2, 21 h 5

A COR ET A CRI
de J. Baudard
Vendredi 24 avril
TF 1 (Au théâtre ce soir, 21 h 5)

arts

L'AVENTURE DE L'ART MODERNE
« LA QUÊTE DE LA REALITE »
Dimanche 19 avril
FR 3, 20 h 30

VIVE L'HISTOIRE...
ET LA PEINTURE
Dimanche 19 avril
FR 2 21 h 40

CHARMES DE PARIS :
LES TAILLEURS DE CRISTAUX
DU CANAL SAINT-MARTIN
Lundi 20 avril
TF 1, 18 h 5

**L'AVENTURE DE L'ART MODERNE
« LA QUÊTE DE LA RÉALITÉ »**
Dimanche 19 avril
FR 3, 20 h 30

**VIVE L'HISTOIRE...
ET LA PEINTURE**
Dimanche 19 avril
FR 2, 21 h 40

CHARMES DE PARIS :
LES TAILLEURS DE CRISTAUX
DU CANAL SAINT-MARTIN
Lundi 20 avril
TF 1, 18 h 5

CHEFS-D'ŒUVRE EN PERIL :
LES VITRAUX
Jeudi 23 avril
A 2, 22 h 40

FENÊTRE SUR... ZEIMERT
Vendredi 24 avril
A 2, 17 h 20

LA TOSCA
Opéra de Puccini
Dir. : J. Elcheverry. Chœurs de
l'Opéra de Nice (Montserrat Caballé,
J. Carreras, J. Pons)
Samedi 18 avril
FR 3, 20 h 30

CHANT GREGORIEN
Dimanche 19 avril
TE 1, 22 heures

LES CHRETIENS
Lundi 20, mardi 21, Mercredi 22,
jeudi 23 et vendredi 24 avril
A 2, 15 heures

LA PART DE L'OMBRE :
« LA VIE DE JUDAS »
Lundi 20 avril
TF 1, 22 heures

A 2, 21 h 5
OBJECTIF SANTÉ :
SPASMOPHILIE ET TÉTANIE
Jeudi 23 avril
TF 1, 13 h 40
L'INVITEE DU JEUDI :
F. DOLTO
Jeudi 23 avril
A 2, 16 heures
MAGAZINE EXPRESSION
Jeudi 23 avril
TF 1, 22 heures
V3 - LE NOUVEAU VENDREDI
LA COURTE ECHELLE
DE BEAUFORT
Vendredi 24 avril
FR3, 21 heures

NUMERO UN : JULIEN CLERC
Samedi 18 avril
TF 1, 20 h 35

SUIVÉZ LECOCO
Samedi 18 avril
A 2, 22 heures

CES CHERS DISPARUS :
EDITH PIAF
Dimanche 19 avril
TF 1, 13 h 20

COUNTRY MUSIC
Lundi 20 avril
TF 1, 17 h 10

SPECIAL CHARLES TRENET
Mardi 21 avril
TF 1, 21 h 5

● Deux cent cinquante organismes de télévision représentant cent cinq pays des cinq continents seront présents au prochain Marché de la télévision (MIPTV) qui aura lieu, à Cannes, du 24 au 30 avril. Sept cents sociétés de production et de distribution assisteront également à cette manifestation, au cours de laquelle se vendent ou s'achètent les droits sur un nombre important d'œuvres. Le montant des accords de coproduction. En 1980, huit mille cinq cent soixante-dix programmes de TV et mille huit cent quarante-trois films ont été ainsi produits, et le montant des accords passés aurait atteint 251 millions de francs.

Le Bénin, Haïti, le Libéria, le Mozambique, Sri-Lanka, Trinidad-et-Tobago et le Zimbabwe seront représentés pour la première fois à ce MIPTV.

● Les mois d'avril, de mai et de juin seront, pour FR 3, l'occasion d'une véritable « saison musicale ». Après la Tosca, le 18 avril, avec Monserrat Caballé, José Carreras et Juan Pons, France-Francia diffusera samedi 9 mai, à 20 h. 30, la *Parichole*, d'Offenbach (réalisation Bernard Maigrot) ; le samedi 16 mai, *Salomé*, de Richard Strauss (avec Ludmilla Tcherina, Michel Aucialr, Madeleine Sologne et

-P. Zehnacker), associera à la musique le ballet. Ballet que l'on retrouvera le samedi 27 juin avec Gisella, d'Adolphe Adam.

Après Schumann, Schubert, Bach, Chopin, Ravel, Vivaldi, Brahms, Mozart et Liszt, l'émulation « Grâce à la musique », de F. Reichenbach, proposera un Stravinsky le 20 juin, Bartok, Debussy et Beethoven étant en préparation.

Alexandre Lagoya présentera le 13 avril quelques-uns des plus prestigieux virtuoses du monde. Le 26 avril, Serge Baudo dirigera un concert Schumann ; le 10 mai, les Solistes de Zagreb interpréteront Vivaldi, Pachelbel, Haendel et Rossini ; le 17 mai, J.-C. Casadesu, à la tête de l'Orchestre philharmonique de Lille, présentera un concert Beethoven ; le 24 mai, un concert sera retransmis un récital d'Aldo Ciccolini (musique française).

● Jacques Chirac et Jacques Madaün ont pris position contre les brouillages de Radio-K, radio privée qui émet depuis le 16 mars sur le sud de la France. Rien n'est réglé pour Radio-Andorre et Sud-Radio. Procès, saisies, brouillages (sélectifs) continuant pour les radios libres, qui organisent une manifestation nationale le 19 avril à l'AGEA, 177, rue de Charonne, à Paris, à l'appel de la Fédération nationale des radios libres.

En raison de la campagne électorale, tous les horaires indiqués sont susceptibles d'être modifiés.

11 h 55 La Traque aux gaspis.
12 h 10 Émissions régionales.
13 h 30 Cuisine légère : Ma poule
et moi.
14 h 45 Forum Education : L'orien-
tation.
15 h 3 Journal.
16 h 50 Le monde de l'accordéon.
17 h 50 Au plaisir du samedi.
Prime d'été : 12 h 55, Le famille
Cicari : 14 h 50, 25 Heures du
Midi : 15 h 30, Archibald
et le magicien : 15 h 35, Magie-
cine de l'aventure : 16 h 15, May-
day : 16 h 35, Deux 7 :
17 h 10, Chapeau melon et bottes
de cuir.
18 h 10 Trente millions d'amis.
18 h 40 Magazine auto-moto.
19 h 10 Six minutes pour vous dé-
fendre.
20 h 50 Émissions régionales.
21 h 45 Mini-chronique.
22 h Journal.
23 h 35 Variétés : Numéro un.
Autour de Julien Claret, Francis
Cabrel, Maxime Le Forestier,
Léo, Les Frères, le groupe Strig,
Cécile et Mireille Mathieu.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.O.P.E.

11 h 45 *Journal des sourds et des
malentendants.*

12 h 15 La vérité est au fond de
la mer.

12 h 45 *Journal.*

13 h 35 Des animaux et des hommes.
Les bêtes d'animaux sauvages.

14 h 25 Les Jeux du stade.

18 h 5 Hécir A 2.

13 h 30 Jour : Des chiffres et des
lettres.

19 h 10 D'accord pas d'accord
(I.M.C.).

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Disney samedi.

20 h *Journal.*

20 h 35 Téléfilm : les Héritiers.
De J. Robert, réal. J. Bunuel.
Avec : Jean-Michel Aubert,
A. Walle, P. Arnoul.

Partien, gardien de la paix a
mangé au Jacques Boie a réussi
à s'échapper quelques mois pour
explorer la forêt amazônienne et
rencontrer une tribu d'indiens ré-
fractaires à tout contact avec la
civilisation moderne.

23 h 40 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

12 h Traité d'union.
Magazine sur l'islam.
12 h 30 Les pieds sur terre.
Magazine écriture de la Mutual-
ité agricole
12 h 30 Horizon.
Une émission du ministère des
armées.
12 h 40 pour les jeunes.
L'odyssée de Scott Hunter : Cant
ans en Afrique.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 55 Dessin animé.
Le chansonnier de papier.

20 h Les Jeux.

22 h 40 Ciné-regards.
Le nouveau cinéma espagnol. Pierre-André Boutang et Jean Barmet dressent un tableau du cinéma espagnol, de sa vitalité économique. La nouvelle vague du cinéma espagnol, cinémas autonomes en Catalogne.

23 h Le film de la semaine.

Des voix

LA TOSCA
FR 3 et FRANCE-MUSIQUE,
20 h 30.
Après la diffusion du « Vaisseau Fantôme », le 17 avril, FR3 présente « La Tosca », de Puccini, dans une production de l'Opéra de Nice, en avril 1980. France-Musique assure la retransmission simultanée de l'émission en stéréophonie. Si la mise en scène de Giuseppe To-

- h 4, 4. Le chemin de la connaissance
- h 5, 5. Chemin de la connaissance
- h 6, 30. Comprendre aujourd'hui pour vivre demain.
- h 7, 7. Matinée du monde contemporain.
- h 8, 1. Démarches avec... M. Cholodenko.
- h 1, 2. La musique prend la parole : Debussy et les régions de la musique française.
- h 2, 5. Le pont des Arts.
- h 4, 5. Sons : Ferrillasse...
- h 5, 5. La société internationale de musique contemporaine.
- h 6, 20. Recherches : pense-à-composants. Rencontres psychanalystes-scientifiques.
- h 8, 1. Le chemin de croix symboliste, d'après G. Moreau (trad. fr.).
- h 10, 30. La communauté radiophonique : programmes de langue française.

LA TOSCA
FR 3 ET FRANCE-MUSIQUE,
20 h 30.
Après la diffusion du « Vaisseau Fantôme », le 17 avril, FR3 présentera « La Tosca », de Puccini, dans une production de l'Opéra de Nice, en avril 1990. France-Musique assure la retransmission simultanée de l'émission en stéréophonie. Si la mise en scène de Giuseppe To-

masi ne comporte pas de grandes innovations, on pourra entendre quelques voix connues : Monserrat Caballé et José Carreras ne sont plus à présenter ; Juan Pons, baryton espagnol, qui triomphe actuellement à la Scala, avait été, lors de l'ouverture des théâtres lyriques milanais, en décembre 1980, un Falstaff très remarqué par la critique italienne. — L. C.

— Deux films

FIL M, 20 h 35.

Film américain de J. Ford (1948), avec J. Wayne, J. Dru, J. Agard, B. Lee, H. Clegg Jr., V. Mac Leglen. (*Redifusion*).

★★ Troisième volet, après le Massacre de Fort Apache et Rio Grande, d'un cycle Jordan sur la cavalerie américaine. Le titre français, tapageur, fait croire à un western mouvementé, alors qu'il s'agit du portrait nostalgique d'un vieux maître qui accompli sa dernière mission avant la retraite.

LA COURSE DU LIEVRE A TRAVERS CHAMPS

A. 2, 20 h 35.

Film français de R. Clément (1972), avec P. Ravan, A. Ray, J. Frimignant, L. Massari, T. Farrow et J. Gaven.

★★ D'une adaptation d'un roman de David Goodis, c'est Vendredi 13 e, Sébastien Japrisot a tiré finalement un scénario original placé sous le signe de Lewis Carroll.

Ici, un sujet de la choucroute aux haras-la-lol, pourrilles hautes, est devenu un univers étrange de vrais crimes ou incertains. Dans cet univers, l'enfant... (dont il faut admirer la mise en scène et l'interprétation), le destin des adultes semble dicté par les actes stupides d'enfants réels, d'enfants souvenirs.

10 Présence protestante.
10 30 Le port du Seigneur.
11 11 Messe de Pâques.
Célébrer en l'église Saint-Pierre-
12 12 d'Épône (S.-A. Suisse).
12 12 Bénédictin « ubi et orbi-
et le pape Jean-Paul II
12 12 Sa sainteté le cardinal de Spéculateur.
13 13 Journal.
13 20 Ces chers disparus : Edith
Piaf.
La vie d'Edith Piaf, évoquée à
travers différents documents ;
14 14 musées, collections, internets,
châteaux, etc.
14 15 Sports premiers.
15 15 30 Tiérol.
15 15 45 Sérle : Sicane, agent spécial.
16 16 Variétés : Les nouveaux
16 16 du monde.
16 15 Sérle : Colombo.
17 17 Les animaux du monde.
17 25 Les animaux et leurs exploits...
20 20 Journal.
20 35 Sérle : la Chasse héroïque,
de J. Ford.
22 22 Chant Grégorien.
Réel. B. Carreau et F.-M. Ribau-
23 23 d'Épône.
Avec Dom Clément, Solesmes,
chanoine Jeanneuve, Institut de
musique sacrée, Angers, Joy Res-
nais.
(Lire notre sélection.)
23 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2
10 10 55 Court d'anglais.
11 11 55 L'ancienne Martin.
12 12 55 Journal.
13 13 20 Dimanche Martin (suite).
17 17 5 Feuilleton : Le tourbillon
des jours.
Le domaine du cœur.
18 18 La chasse au trésor.
18 55 Suite 2.

22 h 40 Récit : inuit.

Les Esquimaux d'Asie et d'Union soviétique : aux sources de l'histoire de la Sibirie, de M. Malouret.

Aucune télévision n'avait jusqu'alors dans les secteurs reculés de l'extrême nord-est de la Sibirie. Une intervention sur la politique soviétique des nationalités dans l'Extrême, un document ethnographique nous en a vu un premier film tourné en 1912 sur la chasse aux morces et la chasse à l'ours.

L'illusion du chœur

LE CHANT GREGORIEN

TF 1, 22 h.

Depuis le dix-neuvième siècle, les moines de l'abbaye de Solesmes exhumèrent d'un long oubli le chant grégorien. Les textes de Vatican II, présent l'abbaye de Solesmes dans une optique nouvelle, semblent avoir à nouveau condamné, du moins dans une pratique courante, cette musique vocale, qui dans son dépouillement et sa plénitude invite à la méditation. Quelques abbayes y restent attachées, mais la fidélité musicale attendue : des laïcs y intéressent comme l'ensemble Vence Fortunat, qui essaie de lancer quelques concerts. C'est legs Reznicki qui nous le fera découvrir avec le plus de bonheur : chantant sans attaches, l'illusion d'un chœur tout entier, et semble retrouver par là l'esprit dans lequel cette musique a pu être entendue.

h	Emissions de l'I.C.E.I. destinées aux travailleurs immigrés : Mosaïque.
16 h 30	Aspect du court métrage Le Mangeur, de J.-P. Jeune. 16 h 40 Prélude à l'après-midi. Carrefour mondial de la guitare. Autres pays de l'Europe. Oscar Chaplin, Cacho Viroo, Alexandre Lagoya... 17 h 15 Les plus belles Paris. Si tous les canillons de France. Réalisation J.-P. Claire. Une Histoire des cinémas un repère du monde et du religieux et magique qui se pratique du nord au sud. 18 h 45 Hollywood : La scandale. Une série de K. Brown. 19 h 40 Spécial DQM-Tom. 20 h Série : Les comédiens d'aujourd'hui. 21 h 30 Documentaire : L'aventure de l'art moderne. « La quête de la réalité ». Une émission d'A. Parinaud et C. Vi- lard. De Reconstruct, qui pratique l'im- pressionnisme dans le corps sur la face, F. Fractio, Reynaud et les hyper-téléscopes. 22 h 25 Journal. 23 h 40 Vidéo : l'histoire... et la peinture. Une émission de J.-C. Bringuier et R. Stéphane. Réalisation : A. Bouchard. La peinture est aussi une source de renseignements comme un do- cument. Les événements, por- traits, paysages, un royaume dan- sant qu'accroissent des his- toires. 22 h 30 Cinéma de minuit (cycle) J. Duviols) : la Fête à Hen- riette. L'œuvre d'un scénario en couleur de création, par deux auteurs qui veulent atteindre le succès. L'épave de l'esprit con- cret d'Henri Jeanzon et l'habili- té technique de Julien Duviols se rejoignent dans un essai

- 7 h, *Horizon, magazine religieux*
- 8 h, *Horizon, magazine religieux*
- 9 h, *Orthodoxie et christianisme oriental*
- 9 h 30, *Protestantisme*
- 10 h, *Les Églises, nos églises chrétiennes et le mystère pascal*
- 9 h 40, *Divers aspects de la pensée chrétienne* : La Grande Loge de France
- 10 h, *Messe de Pâques en la cathédrale de Bayona*
- 10 h, *Regards sur la musique* : Les saisons de Bayona
- 10 h 30, *Allegro*
- 12 h, *Disques rares* : d'Art. Bloch et h. Sauts : Ferrallès
- 14 h 5, *Le Comrade-Français* : revue de la musique de Sauts
- 14 h 5, *La Musique* : de Bour-sault
- 16 h, *Litryscop* : La Flanée du Far-West de Pucierri, au théâtre de Bordeaux
- 17 h, *Le Concert arabe*
- 18 h 30, *MA non trop...*
- 19 h 10, *Le Cinéma des États*
- 19 h, *Alphatros* : Fête de l'inat
- 20 h, *Musique de création radio phonique*
- 23 h, *Musique de chambre* : Siroco

- h 2 **h 2** **Equivalents** : **Equivalents** :
Leahair, Cossane, de Mondonville
- h 2 **h 2** **Concert promenade** : musi-
que viennoise et légère (françoise)
Paganini, Lehar, Strauss, Rossini
- h 2 **h 2** **Dimanche** : **musique** :
chorales (Liszt) : h 2 **h 2** **Les clas-**
siques favoris : Caplet, Constant
- h 2 **h 2** **Cante de Bach** : h 2 **h 2** **Les**
classiques favoris : Wagner
(Satie)
- h 2 **h 2** **Lindsay String** : **Wagner**
(Haydn, Brahms)
- h 2 **h 2** **Le jeu des penchants**.
- h 2 **h 2** **Tous en scène** : c Gene
Kelly a
- h 2 **h 2** **Jeunes solistes** : **Quintette** :
M. G. G. (Hindemith, Haydn,
Grieg)
- h 2 **h 2** **Orch. symp. de Chi-**
cago, dir. G. Solti, piano : R. Serbin

Musique. Deux concerts et deux programmes à 14 h 15, c'est Rudolf Skarke, qui imprimera l'intensité d'aujourd'hui sur son Concerto pour piano et orchestre n° 20, de Mozart, avec l'Orchestre symphonique de Chicago sous la direction de Georg Solti (également au programme *Rossamunde*, de Schubert, et la *Symphonie* n° 5, de Tchaikovski). Au 20 h 15, c'est le Concerto exceptionnellement Salle Pleyel, le 6 mars dernier, par l'Orchestre symphonique du Nord-Deutscher Rundfunk sous la direction de Klaus Tennstedt. Au piano, Martha Argerich, dont l'interprétation du Concerto n° 20 est digne à paraître l'unanimité des critiques, est à sa vélocité prenante, pour ce concert, un air de durée. La retransmission est l'occasion de juger sur pièce cette forte personnalité du clavier.

« *Rossamunde* », D. 797, de F. Schubert : Concerto pour piano et orchestre n° 20 et *Symphonie* n° 5, de Tchaikowski.

16 h 15 : Programme des critiques de disques : Haydn, « Theresienmusik ».

19 h 30 : Concert : Jazz vibrant.

20 h 15 : Concert : Orchestre symphonique du Nord-Deutscher Rundfunk (Hambourg), dir. E. Tennstedt, piano M. Argerich : Concerto pour piano et orchestre n° 20 de Mozart, Chopin (« Concerto pour piano et orchestre » n° 1 et n° 2), Beethoven (« Concerto pour piano » n° 1 et n° 2).

22 h : Ouvert la nuit : Une semaine de musique vivante : 23 h : Concert : Orchestre symphonique de Berlin, dir. Berthold Neuenhahn, Regent, Marstrand.

EXPOSITION

22 h 50, Chrono, actualités sportives.
TELE-MONTES-CARLO : 19 h 35.
Série : Les têtes brûlées : 20 h 35.
Cinéma : *Millicarade pour un jour*, de F. Capra.
TELEVISION HELVE : 19 h 55.
Série : *Alm*, de A. Mulvre : 21 h 15.
Cinéma : *Félicité*, de C. Pascal.
— *TELE 2* : 19 h 55, Feuillaton :
Maltres et valets : 20 h 45, Sport :
Inter Wallonie.
TELEVISION SUISSE ROMANDE :
20 h 15, *Le quel ?* : 20 h 20, *La chance au travail* : 21 h 20, *La romance du roman-photo* : 22 h 10, *L'affiche* : 22 h 45, *Téléjournal* :
22 h 55, *Rocky sur glace*.

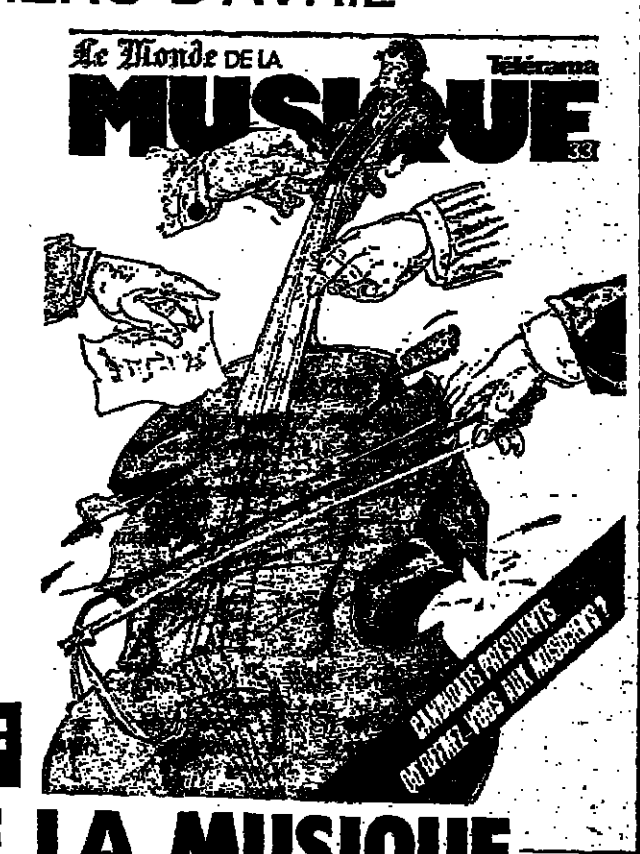
DE RADIO RÉGULIÈRES

origines de la gravure sur bois
noise. Pascin, peintures et bois
du Musée. — Musée, place de
dun (téléphone 54-08-82). Jusqu'à
39 avril). — Cinquante ans de
vures sur bois chinoises, 1930-
— Maison de la culture, 4, rue B.
Clandet (tél. 25-05-47). Jusqu'à
26 avril.

LE HAVRE. Giorgio de Chirico
Musée des beaux-arts A-Mais
boulevard, J.-F.-Kennedy (tél. 42-33).
Jusqu'au 28 avril.

LYON. Jacques Prévert et
amis photographes. — C.B.A.
Laurière, 23, rue du Commerce.

LE MONDE DE LA MUSIQUE



MUSIQUE

vièvre; les 16, 17 et 18 à 22 h :
Laila.
POINT-VIRGULE (278-67-03) (D.,
L.), 20 h 30 : Tranches de vie.
21 h 30 : les Démonisses de Ro-
chechouart.
SOUFAP (278-27-54) (D., L., Mar.),
21 h : Amours noires, humeurs
noires.
SPLENDEUR (897-33-82) (D., L.), 22 h :
Le troisième jour.
THEATRE DE DIX HEURES (806-
07-48) (D.), 20 h 30 : Un pol-
ichinelle dans les coups.
THEATRE DES ADOULETES (329-
20-10) (D.), 20 h 15 : Les jumeaux.
21 h 30 : La grande Shirley.
22 h 30 : L'amour en visite.

En région parisienne

CLAMART, CC J. Arp (845-11-87),
le 21, 20 h 30 : Sugar Blue.

**CORRENT-RESSONNE, M.J.C. (496-
27-48),** le 21, 21 h : Holocaustum
ou le Borge.

POISSY, La Grange (874-70-18), les
15, 16, 18 h 30 : Anatole.

SAINT-OUEN, Palais des Springsteens,
18, 19, 20 h : Bruce Springsteen.

**VINCENNES, Théâtre D. Sorano
(374-73-74) (S. D. soir, Mar.),**
21 h., mat. Dim. 18 h : Journal
d'un fou.

Les chansonniers.

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45). 21 h., mat. dim. 15 h. 30 : Sept ans de ball... bye bye.

DEUX ANES (806-10-26) (Mer.) 21 h., mat. dim. 15 h. 30 : Quand les ânes voteront.

Le 'music-hall

BOBINO (322-74-84) (D. solr. L.),
20 h 45, mat. dim., 17 h : Guy
Bédos
CENTRE D'ART CELTIQUE (258-
97-62) (D. solr. mar.), 20 h 30, mat.
dim., 17 h : Kristen Noguea.
ESPACE GAITE (327-85-84) (D.),
20 h 15 : Riou-Pouchain.
FORUM DES HALLES (297-53-47), le
21, 20 h 30 : Nino Ferrat.
GAITE-MONTPARNASSE (322-18-18)
(D. solr. L.), 20 h 15, mat. dim.,

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) (dim.),
 20 h. 30 : Jamais deux sans moi !
 21 h. 30 : Woody Folles ; 22 h. 45 :
 la Revanche de Nana.
CAFE D'EDGAR (323-11-02) (D.),
 20 h. 30 : Sœurs siamoises cher-
 chant frères siamois ; 21 h. 30 :
 Sœur, cravate et tricot de peau ;
 22 h. 30 : la Jacaranda.
CAFE DE LA GARE (278-52-51) (D.,
 L.), 21 h. : La Grand vide sanitaire.
COUPE-CHOU (272-01-73) (D., L.),
 20 h. 30 : Le Petit Frère ; 21 h. 45 :
 Va-t-en, je t'aime.
L'ECUME. (342-71-16), les 15, 16, 17
 Displacement

SPECTACLES NOUVEAUX

Ca-Bessalon (278-46-42), 20 h. 30 (15).
La Caisse du chat-Pied Bleu (283-32-16), 20 heures (16).
L'Abri-Nenilly, Petit-Chagay (734-63-58), 20 h. 45 (16).
Têtes rondes et Têtes pointues - T.R.P. (797-36-06), 30 h. 30 (21).

Les autres salles

AIRE LIBRE (322-70-18) (D. sou. L.).
 20 h. 30. mat. dim. 18 h. : *Elle lui*
 tirait dans l'île. (L.). 15, mat.
 dim. 18 h. : *Le*
ANTOINE (208-77-71) (L.).
 mat. dim. 18 h. : *Poëche*
BOUFFES DU NOÛD (288-34-50)
 (D. sou. L.). 20 h. 30. mat. 15 h.
 la Cerise.
BOUFFES-PARISIENS (208-50-26) (L.).
 (D. sou. L.). 21 h. mat. dim. et L. 15 h.
 D'Amélie.
BOUCHÈRE DE VINCENNES
 Aquarium (374-99-61) (D. sou. L.).
 20 h. 30. mat. dim. 18 h. :
 Comédie tri ordinaire
 Théâtre de la Tempête (328-36-36)
 (D. sou. L.). 20 h. 30. mat. dim.
 et L. 15 h. : *Le*
CINQ DIAMANTS (588-01-00) (D.
 L.). 20 h. 30 : *Métropolitain*
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41)
 (D. sou. L.). 20 h. 30. mat. dim.
 et L. 15 h. : *Le*
ROBERT-HOUDIN (208-34-50)

21 : H. Texier, (D.), 23 h : Salsa

Les concerts

MERCREDI 15 AVRIL.
RADIO-FRANCE station 165, 18 h. 45 :
 H. d'Alphonse, piano. Beethoven.
 Liszt, Mendels., Franck : Grand
 orchestre. 20 h. 45 : Nouvel
 Orchestre Philharmonique. Dir. :
 H. Soudant. Sol. : J. Prat, violon
 (Janacek, Szymanowski, Dvorak).
CONCERTERIE 18 h. 30 : Ensemble
 B. Verlet (Copertin, Delalande,
 Charpentier) (et. 17).
LUCERNALISE 19 h. 30 : M. Chal-
 naud, viol. Calapara (Brahms, Gou-
 nod, Faure).

JEUDI 16 AVRIL.
RADIO-FRANCE station 165, 18 h. 45 :

ADJONCTION : 19 h. 30 : voir le 15.
 Trio Moglia-Gardon-Péclard (Ives,
 Brahms) : S. Gardio 105, 20 h. 30.
 J. Brownstein, E. Spencer (Dow-
 land, Ferrabosco, Legrenzi, Monte-
 verdi), Robinson, Purcell, Riden).
LUCERNAIRE, 19 h. 30 : voir le 15.
 21 h. : Ensemble Pro Musica (Ger-
 vaise, Adson, Ravel, Tiafé).
VENDREDI 17 AVRIL
CENTRE CULTUREL COREEN, 18.
 19 h. 30 : S. Inhee Chang, piano
 (Chopin, Mozart, Prokofiev, De-
 bussey, Beethoven).
LUCERNAIRE, 19 h. 30 : voir le 15.
 21 h. : voir le 16.

RADIO-FRANCE. Studio 106.
18 h. 30 : A.-M. Bianzat, soprano,
J. Darlington, piano (Fauré, Du-
parré, Debussy, Gluck, Pergolesi,
Mozart, Rossini, Stravinsky, Offen-
bach).

DIMANCHE 19 AVRIL
EGLISE ST-MERRY, 16 h. : Ensemble instrumental et vocal « Elans » (Mendelssohn, Rossini, Verdi, Monteverdi!).

EGLISE ST-LOUIS-DES-INVALIDES,
17 h. : D. Fleischmannova, orgue
(Muffat, Litalze, Vivaldi, Mendels-
sohn).

**THEATRE DU ROND-POINT DES
CHAMPS-ELYSEES, 10 h. 45 :** Lind-
say String Quartet (Haydn,
Brahms).

CONCIERGE, 17 h. 45 : O. Avren-
go, G. Berlina (Mozart).
EGLISE SAINT-THOMAS-D'AQUIN,
17 h. 45 : A. Bedois (Bach).
NOTRE-DAME DE PARIS, 17 h. 45 :
P. Cochereau (Improvisations).
MARDI 21 AVRIL
RADIO - FRANCE, Studio 106.

Jazz, pop, rock, folk

CARDINAL PAF (272-82-05), 21 h :
le 15. J.-L. Longnon; le 16, Hom-
mage à Pats Waller; les 17, 18,
19 : F. Rillac.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (328-
65-03), 22 h : D. Doriz (dern. le
19), à partir du 20 : M. Saury.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-
24-24), 20 h, 30, les 15, 16, 17, 18 :
J.-L. Chautemps. D. Humair.
J.-F. Jenny-Clarke. E. Thelin. le

DREHER (233-48-44), 22 h. 30 :
15, 16, 17 : Booker T. Laury; le 18
18, 19, 20, 21 : Kenny Clark
R. Guerin, Hl Singer.
DUNOIS (584-72-00), 21 h : le 15
Arcane V. le 17 : S. Lacy, le 18
S. Lacy, le 19 : J. G. Bouchard.
EGLISE AMERICAINE (705-07-59)
le 17, 20 h 30 : Ch. Evans.
GOLF DEODOT (C70-47-25), le 18
22 h : Henri roc.
HENDRIKSON (258-25-58), le 21
15, 16, 17 : Lewis C. Perkins.
JAZZ UNITE (77-44-26), 21 h : le 15
15, 16, 17, 18, M. Waldron, J. Dyané
les 20, 21 : H. Parlat. Tra.
LUCERNAIRE (544-57-34) (C.)

22 h 30 : G. MAIO-VARIO.
NEW MORNING (745-82-58), les 15
 16, 21 h : Art Blakey; les 17, 18
 D. Liebmam et J. Scofield; .
PATIO (758-12-30) (D.), 22 h
 Eddie Cleanhead Winson.
PETIT JOURNAL (321-28-59)
 21 h, 30 : les 15 : Watgate Seven
 + one; le 16 : Joe Turner; le 17 :
 Soul Quartet; le 18 : Jazz Group
 de Bretagne.
PETIT OPPORTUN (236-01-36)
 23 h : M. Edelin, J. Querlet
 D. Barbier (dernière le 18);
 parur du 20 : J. Albany.
SLOW CLUB (233-84-30), 21 h.

les 15, 16, 17 et 21 : CL. Luter ;
le 18 : O. Franc.
VIEILLE GRILLE (707-60-93) (L.)
18 h. 30 : Groupe New Jazz off.

DANSE

CENTRE MANDAPA (588-01-00)
20 h. 45 : Bharata Natyam (dern
le 17).

FRANCAINE (674-74-40). Le 17
18 h. 30 : Aum. L. Isacq. G. Pe
PALAIS DES GLACES (607-49-35)
12. solr. L.1, 20 h. 30, mat. dim
17 h. : Grands ballets d'Afrique
Notre

PLAISANCE (320-00-06), le 17
18 h. 30 : compagne l'Orme
orange; 20 h. 30 : Malambo latine
Notre

RANGLAGE (288-64-41), le 17
17 h. 20 : Bharata Natyam

THEATRE PRESENT (203 - 02 - 55)
12. solr. L.1, 20 h. 30, mat. dim
17 h. : compagne J. Gaudin.


Les comédies musicales

CIRQUE D'HIVER (805-63-30). (D. soir, L.). 20 h. 30, mat. sam. 16 h. dim. 14 h. 15 et 17 h. 30 : Barnum.

MOGADOE (874-33-74), mar. ven. sam., mar. 20 h. 30, dim. 15 h. : Magic Story.

PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53). (D. soir, L.). 20 h. 30, mat. mer. sam. 14 h. 30, dim. 15 h. : Rose-Marie.

RENAISSANCE (208-21-75). les 17, 19, 14 h. 30 et 20 h. 30, le 18 20 h. 30, le 20, 14 h. 30 : Aventure à Monte-Carlo.



VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. - h. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS AVANT LE SPECTACLE

AUB. DE RIQUEWIER 770-52-39
12, rue Fr-Montmartr, 9^e. T.L.J.

Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et SON BANC D'FRUITES.

DINERS

RIVE DROITE

LE BISTRO DE LA GARE
30, rue Saint-Denis
Angle square des Innocents (1^{er}).

LE BEUFI DU PALAIS ROYAL 770
12, rue Thérèse, 1^{er}. 288-54-22

ASSIETTE AU BORD
4, boulevard des Batignolles, 9^e.

LES BALCONS 367-57-41. T.L.J.
45, rue de Valenciennes, 9^e (1^{er} étage).

INDRA 338-65-80. P.Fid.m.
10, rue du Odi-Rivier, 9^e.

COPENHAGUE 339-30-41
142, Champs-Élysées, 9^e. P.Fid.m.

RELAIS BELMAN 770-50-29
27, rue Francotte, 9^e. 723-34-43

PONTCAERL 720-67-89
16, rue Guichenot-Banastart, 9^e.

DU PETIT BICHR 770-95-30/38-68
23, rue La Fayette, 9^e.

LA MENARA 742-06-92
4, bd de la Madeleine, 9^e. P.Fid.m.

LE LOUIS XIV 288-56/58/19-30
4, bd St-Denis, 10^e. P.V.L.-musul.

Propose ses nouvelles suggestions. Trois menus : 32,50 F. a.s.p. Grande carte des Desserts Epilaminé 23, bd des Italiens ; 28, bd du Montparnasse ; 75 Ch.-Élysées Ouv. t.j. jusqu'à 1 heure du matin.

35 F Salade aux fines herbes FILET de BOEUF saucé « Fine Royale », Pommes Pont-Neuf à volonté Sa caraf. Ses desserts réputés Fantastique BRAUJOIS Accueil chaleureux. Jusqu'à 22 heures

« Perle du Sud » et salade aux tomates Égoutté 102, bd du Montparnasse place St-Germain-des-Prés, 123, Champs-Élysées Ouv. t.j. 1 h. mat.

J. 23 h. Dans un cadre de verdure et confortable, formule gastro-nomique 78 F. vins à discrétion, a.s.p. Magnifique carte avec spécialités.

GASTRONOMIE INDIENNE. Le cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGENCE PAR L'AMBAASSADE ET LE BUREAU DE TOURISME INDIEN. P.M.R. 120. Salles pr. récept., cocktail, mariages.

De midi à 22 h. 30. Spécialités danoises et scandinaves : homards, d'œuvres danoises, festival de saumon, minigons de rennes, Canaille trad. Jusq. 22 h. Cadre élégant, confort, salle climatisée. Cuisine française trad. Soit aux commandes. COTE DE BOEUF. Soufflé grand chocolat.

Une table digne de votre sophistication, surtout si vous tenez compte des 2002 du chef Aas nordique. Jusq. 23 h. Vendredi, samedi, 23 h 30

Jusqu'à 1 heure du matin dans un DÉCOR AUTHENTIQUE 1880. Cuisine bourgeoise. Vins du Val de Loire. Fruits de mer. Grillades.

Restaurant marocain au cadre royal. Une cuisine authentiquement marocaine, aussi originale que raffinée Déjeuner d'art. Dîner spect.

Déjeuner, Dîner, SOUPES APRES MINUIT. Huîtres, Fruits de mer, Crustacés, Rotisseries. Salons. Parking privé assuré par voitures.

RIVE GAUCHE

LA FERME DU PERIGORD
1, rue des Fossés-Saint-Marcel, 9^e

AU VIEUX PARIS 354-79-23
2, place du Panthéon, 9^e. P.Fid.m.

LE REVEREND CHOUHUI 352-95-85
18, r. des Fossés-Saint-Bernard, 9^e

LAPEROUSE 326-90-14 et 82-04
31, q. Grande-Angustine, 9^e. P.Fid.m.

Déjeuners d'affaires. Diners. Commandes prises jusqu'à minuit. 770-37-50-20. Ouvert tous les jours, sauf dimanches Parking gratuit

J. 22 h. 30. Spéc. du Sud-Ouest : Saumon d'Océ, lang. Fois gras de canard, confit, piperade, chipirones à la basq. Sa cave. P.M.R. 20 F.

Jusqu'à 23 h. Ambiance piano-bar. Formule 79 F. Plat. de Fr. de mer et d'été. Cuisine française. Spéc. poissons cuits à la vapeur, plat un plat au choix, carafes variées.

J. 23 h. Grande Caraf. Menu d'affaires : 100 F. Menu dégustation : 180 F. Salons de 2 à 30 couverts. Cadre ancien de réputation mondiale.

HORS DE PARIS

OCEAN PARIS BAR
5, place Farmanville, Neuilly.

Huîtres et Coquillages. Dégustation et vente à emporter. Commandes et réservations : 722-92-03. Fermé le lundi.

SOUPERS APRES MINUIT

WEPLER 14, place Cléchy, 14
722-32-32
SON BANC D'FRUITES
Fois gras fraîche - Poissons

CHEZ HANS 3 p. 12-13-14-1940
Face Tour Montparnasse
Choucroute Choucroute Fruits de mer Jusq. 2 h. Dîner 248-95-63

DESSIRER 12 rue des 75-74-75
10, place Ferville (17^e)
LE SPECIALISTE DE L'FRUITES
POISSONS SPEC. GRILLADES

LA CLOSERIE DES LILAS
171, boulevard de Montparnasse
326-70-50 354-21-08
Au piano - Vins Mayer

LE PETIT ZINC rts de Sud. 9^e
354-79-34
Huîtres - Poissons - Vins de pays

LA CHÔPE D'ALSACE 824-69-19
4, r. du Faubourg-Montmartr, 9^e
Ses chouchous, Jarrets, Grillades

LE CONGRES Pte Maillot, 12 h à 3
2 rue 574-72-35
80, av. Grande-Armée POISSONS
BANC D'FRUITES toute l'année
Spéc. de viandes de bœuf grillées


LE MUNCHIE 88, r. de Sud. 9^e
633-63-69
Choucroute - Spécialités

LE LOUIS XIV 288-56-58
288-19-90
4, bd St-Denis. Formé lun./mar.
Huîtres - Fr. de mer Crustacés
Rotisserie. Park. assur. pr. volter

LA TOUR D'ARGENT
5, place de la Bastille, 354-22-10
Cadre élégant et confort. T.L.J.
De 12 h à 1 h 15 mat. Grill. Fois.
BANC D'FRUITES

AUBERGE DAB J. 2 h. matin
181, av. Malakoff. Tous les jours
Toute l'année FRUITS DE MER
CHOUCRUTES - ROTISSERIE


PUBLICIS ÉLYSÉES - PARAMOUNT OPÉRA - PARAMOUNT MONTPARNASSE
PARAMOUNT ORLÉANS - LE PASSY - PUBLICIS ST-GERMAIN - GAUMONT GAMBETTA
GAUMONT CONVENTION - CLICHY PATHÉ - SAINT-GERMAIN VILLAGE



GAUMONT présente
MARIE CHRISTINE BARRAIL - JEAN CARMET - DANIEL DUVAL

L'AMOUR TROP FORT

UN FILM DE DANIEL DUVAL
RÉALISÉ PAR DANIEL DUVAL - SCÉNARIO ET MONTAGE DE JEAN CUSTELEN - DANIEL DUVAL
AVEC LA PARTICIPATION DE HUBERT DESCHAMPS
MONTAGE DE MAURICE SANDER - COIFFURE DE
UN FILM PRODUIT PAR BENJAMIN SIMON
(en collaboration avec les 12 Gaumont)

 Gaumont

Une exploitation plus économique de l'espace

● A BONN, le président de la R.F.A., M. Karl Carstens, dans un télégramme au président américain et aux astronautes, souligne le grand intérêt qu'ont suscité, dans la population ouest-allemande, le lancement et le déroulement de l'expérience spatiale. Les Etats-Unis ont fait « un nouveau grand pas dans l'exploration de l'espace », écrit-il.

MÉDECINE

Le retard dans l'équipement de la France en scanners ne sera pas comblé avant deux ans

Le retard considérable qu'a pris la France pour s'équiper en scanners, couramment appelés scanners, appareils d'investigation interne non traumatiques qui permettent des progrès décisifs de diagnostic et de thérapeutique, est illustré par un certain nombre de difficultés : pannes fréquentes, arrêts momentanés, longs délais d'attente...

D'autre part, les médecins du groupe hospitalier parisien Bichat-Claude-Bernard (18^e et 19^e arrondissements) protestent vigoureusement par le canal très officiel du comité consultatif médical qui les représente, contre la

décision prise par les pouvoirs publics d'autoriser la clinique privée de la Roseville à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) d'acquiescer un scanner - corps entier -, alors que le groupe hospitalier lui-même en est privé. Un hôpital que M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, présente pourtant comme un modèle, une « vitrine », dit-il, des réalisations françaises dans ce domaine.

On annonce au ministère que l'Assistance publique sera dotée, d'ici à deux ans, de quatre scanners supplémentaires.

Les scanners sont des appareils très onéreux (de scanner à crâne, qui permet des examens neurologiques limités, coûte approximativement 3 millions de F. ; le scanner corps entier, qui permet des investigations complètes, vaut le double environ). Ce sont, en outre, des appareils fragiles, qui demandent un entretien particulièrement attentif et dont les pannes sont relativement fréquentes. Il faut donc en assurer un usage rationnel. Il faut aussi veiller à leur réparation judicieuse sur le territoire national, éviter les doubles emplois et les sous-utilisations.

C'est pourquoi l'acquisition d'un scanner est soumise à l'autorisation des pouvoirs publics : ceux-ci, soucieux de vérifier la bonne utilisation de ce nouvel appareillage, avaient, lorsque Mme Simone Veil était ministre de la santé, tiré la barre très haut : un scanner « crâne » ou « corps entier » pour un million d'habitants. En fixant une norme aussi restrictive, les pouvoirs publics avaient voulu éviter d'aggraver davantage encore les dépenses hospitalières.

On présentait au ministère de la santé l'image des États-Unis (un scanner pour deux cent cinquante mille habitants), du Japon (un pour cent trente mille habitants), ou de la Belgique, qui en compte à elle seule quarante, comme les exemples mêmes du sur-équipement.

Mais les autorités ont pécunié, en la matière, par excès de prudence ou par insuffisance dans les évaluations. La pénurie (actuellement quarante-neuf scanners en service — est lourde de conséquences. D'autant que plus de la moitié sont

des scanners « crâne ». La demande est telle, en effet, que les médecins doivent donner la préférence aux malades hospitalisés, d'où une tendance à faire admettre des patients dans les hôpitaux pour ce seul examen, ce qui majorait considérablement les coûts. L'attente est parfois extrêmement longue. Les transports en ambulance vers les très rares établissements équipés s'en trouvent accrus à l'extrême.

Ce retard s'explique enfin par le souci des pouvoirs publics de protéger l'industrie biomédicale française. En effet, jusqu'à une période toute récente, les scanners à corps entier s'étaient d'origine étrangère (britannique, américaine, allemande, notamment). La Compagnie générale de radiologie (C.G.R.), société française ne fabriquant de son côté qu'un scanner « crâne », avait, à la fin des années soixante, produit un scanner à corps entier à expérimenté à Grenoble puis à l'hôpital Saint-Louis à Paris qui, depuis peu, donne satisfaction.

Pour toutes ces raisons, il est apparu nécessaire de combler ce retard et cette pénurie. Aussi M. Jacques Barrot déclarait-il, le 26 mars, en inaugurant le nouvel hôpital de Versailles, que la norme actuelle serait assouplie, ce qui permettra « en 1981 et 1982 d'installer de l'ordre de vingt-cinq à trente appareils supplémentaires ». Le nombre sera donc, de fait, à l'avenir, abaissé à un scanner pour six à sept cent mille habitants, suivant les régions. Cette mesure permettra aux établissements qui pourront justifier d'une activité suffisante en neurologie et neurochirurgie pour les scanners « crâne », en

JUSTICE

Un policier tué à Paris après un hold-up

Trois fusillades ont opposé ce mercredi 15 avril en fin de matinée à Paris quatre malfaiteurs, qui ont commis un hold-up place des Terres, et des policiers qui les avaient pris en chasse.

Selon plusieurs témoignages, les malfaiteurs, trois hommes et une femme, ont été surpris par un car de police au moment où ils sortaient de l'agence de la B.N.P. 7 place des Terres, à Paris (17^e), les bras chargés de sacs. Ils ont alors mitraillé le car, dont le chauffeur, M. Jean-Pierre Olive, vingt-deux ans, a été blessé à la tête dans le dix-septième arrondissement, a été mortellement atteint.

S'enfuyant à bord de deux voitures, les malfaiteurs étaient alors pris en chasse par une voiture de police : une nouvelle fusillade, qui n'a pas fait de victime, les a opposés aux policiers, toujours dans le dix-septième arrondissement.

Peu après, à Levallois, l'une des deux voitures est entrée en collision avec un taxi. Une troisième fusillade a eu lieu. Les malfaiteurs ont réussi à prendre la fuite. Une heure auparavant, un autre hold-up avait été commis par trois hommes et une femme dans une banque, rue la Boétie, à Paris. Les policiers estimaient que les deux affaires pourraient avoir les mêmes auteurs.

Autodéfense.

Un commerçant en appareils électriques, M. Claude Brulier, trente-trois ans, demeurant 50, avenue Victor - Hugo, 5 Pavillons-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) a été réveillé le mardi matin 14 avril, vers 1 heure, par un bruit de verre brisé provenant de la vitrine de son magasin situé en dessous de son appartement. S'étant levé d'un fusi de chambre de calibre 12, il aperçut deux jeunes gens qui s'enfuyaient sur une motocyclette. Il fit feu en direction du passager. Celui-ci, un jeune homme de dix-sept ans, touché dans le dos par des plombs, a été admis à l'hôpital de Montfermeil où son complice l'avait conduit. Son état n'inspire pas d'inquiétude. Son compagnon, lycéen également, âgé lui aussi de dix-sept ans, a été appréhendé. Il sera déféré ce mercredi matin au parquet de Boulogne par les policiers du commissariat de Bondy.

Quant à M. Brulier, il sera également entendu par le magistrat instructeur. Ce commerçant a été cambré à plusieurs reprises et qu'exécédé il avait tiré à une distance de 7 à 8 mètres sur les deux ombres qui s'enfuyaient.

CLAIRE BRISSET.

VICTIMES DE RÈGLEMENTS DE COMPTES ENTRE TERRORISTES OU MEMBRES DE MAFIAS

Douze détenus ont été assassinés en six mois dans les prisons italiennes

De notre correspondant

Rome. — La fréquence croissante des règlements de comptes au sein des prisons italiennes, y compris dans les quartiers de haute sécurité — en six mois douze détenus ont été assassinés, — a remis au premier plan le problème de la violence dans ces établissements et du véritable contre-pouvoir qu'y ont établi, par la corruption ou l'intimidation, les groupes structurés terroristes ou des mafias. L'assassinat à Naples, le 14 avril, près de son domicile, du sous-directeur de la prison de Poggioreale, M. Giuseppe Salvia, qui semble avoir été l'œuvre de la Camorra (la mafia napolitaine), montre aussi que certains « boss » du crime organisé n'hésitent pas à mettre leurs menaces à exécution afin de continuer, même emprisonnés, à diriger les activités de leur clan. M. Salvia était responsable du département de haute sécurité, et avait été chargé de l'enquête sur des assassinats de détenus qui avaient eu lieu dans cette prison.

Le 13 avril, dans la prison de haute sécurité de Novara, un terroriste néo-fasciste, Ermanno Buzzi, condamné en première instance aux travaux forcés à perpétuité pour un attentat à la bombe qui fit, à Brescia, le 28 mai 1974, huit morts et cent trois blessés, a été étranglé au cours de l'heure de promenade par deux autres terroristes néo-fascistes de premier plan, Mario Tuti (condamné pour l'assassinat de deux carabinieri et une série d'attentats à la bombe contre des trains) et Pierluigi Concutelli, qui assassina, le 18 juillet 1976, le juge Vittorio Occorsio. Il semblerait que M. Buzzi, avant le procès d'appel prévu pour cet été, ait décidé de partir. Malgré les craintes qu'il avait exprimées pour sa vie, il venait d'être transféré dans cette prison où étaient détenus plusieurs terroristes d'extrême droite.

Cette affaire a d'autant plus secoué l'Italie que l'assassinat de Buzzi, revendiqué par Tuti et Concutelli comme l'« application d'une sentence nationale révolutionnaire », s'est déroulé au cœur du quartier de haute surveillance, sans que les gardiens aient eu leur attention attirée. Cette négligence peut sembler d'autant plus étonnante que, le 20 mars dernier, dans cette même prison, deux détenus avaient été assassinés au cours d'une révolte menée par une figure de premier plan du « milieu » milanais, René Vallanzasca. Ce dernier se vante d'avoir décapité au cimetière de ses victimes, dans ses deux cas, les assassins, condamnés déjà au maximum de la peine prévue, n'avaient rien à perdre.

Entassement et vétusté

La plupart des révoltes, aussi limitées qu'elles soient, qui ont secoué ces derniers mois une demi-douzaine de prisons italiennes, se sont terminées par de tels règlements de comptes, mais ceux-ci ne sont, en fait, que l'expression la plus trépidante d'une violence beaucoup plus quotidienne qui ne fait que rarement la une des quotidiens de la péninsule. Seul quand elle paraît totalement absurde : le 1^{er} mars dernier, à la prison pour femmes de Milan, une prévenue, en attente d'un jugement qui pouvait se traduire au maximum par trois mois d'emprisonnement, a eu les yeux crevés par des codétenues à qui elle refusait de donner une bague.

Selon M. Ugo Stali, directeur de l'Institut de prévention et peines, « cette violence a sa principale origine dans l'inhumaine surpopulation des prisons italiennes ». Il manque de quatre à cinq mille places, et les 31 788 détenus italiens (chiffre du 31 décembre 1980) s'entassent dans deux cent quarante-cinq établissements, dont seulement soixante-dix

ont été conçus dès leur origine pour cet usage. Les autres sont d'anciennes forteresses, d'anciens couvents, et les murs, comme dans les prisons de Favignana, en Sicile, Sulmona ou Volterra, en Italie centrale, défilent respectivement des onzième, douzième ou dix-neuvième siècles. Pour l'année 1981, le gouvernement a déboursé 1 050 milliards de lires de crédits afin de commencer la construction de quarante-trois nouveaux établissements et d'en rénover trente-cinq autres.

Mais, pour le moment, du propre aveu du ministre de la justice, M. Adolfo Sarti, le monde carcéral de la péninsule est au bord de l'explosion. Pour désengorger les prisons il a d'ailleurs proposé — sans grand écho. — il y a une semaine, une amnistie assez semblable dans son esprit à celle qui, en mars 1978, avait permis la libération de huit mille détenus condamnés à des peines de moins de trois ans. Mais cette situation est d'autant plus absurde que 50 % des détenus sont en attente de jugement.

Pour certains de ces prévenus, et notamment ceux qui sont emprisonnés dans les établissements spécialisés et les cinq quartiers de haute surveillance installés depuis 1977 par le général Dalla Chiesa, cette situation peut devenir tragique. Si ces prisons ont considérablement limité le nombre des évasions, elles ont aussi concentré dans quelques établissements les principaux terroristes ou présumés tels, ainsi que les plus dangereux des délinquants de droit commun. Ceux-ci ont établi, par l'intimidation — comme le rapellent les assassinats de gardiens de prison — un véritable contre-pouvoir.

Certains de ces détenus, encore en détention provisoire, risquent des peines légères, se trouvent entre le marteau et l'enclume. S'ils se désolidarisent d'éventuelles actions de révolte, ils risquent des représailles de la part de leurs codétenus, mais, s'ils s'y joignent, ils s'exposent à de nouvelles et plus graves condamnations. Pour éviter cet engrenage plusieurs de ces prisonniers, et notamment des membres de l'Autonomie, ont préféré demander d'eux-mêmes à être emprisonnés en total isolement.

MARC SEMO.

SPORTS

TENNIS

BJORN BORG TOMBE A MONTE-CARLO

(De notre envoyé spécial.)

Monte-Carlo. — Trois fois vainqueur de la finale (en 1977, 1979 et 1980), Björn Borg a créé la sensation en se faisant éliminer, lundi 13 avril, au premier tour de l'Open du Monte-Carlo Country Club. Pareille mésaventure ne lui était pas arrivée sur terre battue depuis 1976. Son « tombeau » (6-0, 4-6, 7-5) est celui qui lui avait déjà donné du fil à retordre, il y a deux ans, dans la finale des Internationaux de Roland-Garros : le beau Paraguayen Victor Pecci qui retrouve hier son coup de raquette triomphant de la saison 1979 sous le soleil ardent de la Principauté. Nullement impressionné par le super-champion suédois, Pecci fit pleuvoir sur le Central des volées définitives qu'il venait croiser dans la foule sur son service, interceptant les retours de Borg qui restait cloqué sur place. A ce rythme-là, le premier set fila dans la poche de Pecci sur le score de 8-0.

Pour reprendre le match en main au deuxième set, Borg entendit s'emparer du fillet. Ce qui voyant, Pecci lobba. Or, fait extraordinaire, quatre sur cinq des smashes de Borg — généralement imparables — furent tirés comme des pétards mouillés, échoquant dans le fillet ou en dehors des lignes. En outre, le Suédois servait sans force. Ayant gagné à l'arraché le deuxième set par 6-4, il fut de nouveau distancé par Pecci qui mena au troisième set 3-0, puis 4-2, puis 5-4. Dans le huit, Borg retrouvait quelques peu son orgueil de balle et la pugnacité qui ont fait sa renommée. Mais il commettait encore des erreurs.

Sans doute pour lui n'est-ce qu'un accroc tout au début de la saison en plein air, Borg, de toute évidence, a l'intention de rester encore longtemps au premier plan. Ne vient-il pas de signer un fameux contrat avec une firme japonaise de matériel audiovisuel — 5 millions de dollars — pour une durée de cinq ans ?

OLIVIER MERLIN.

RESULTATS
Vassallo (Fr.) Lewis (N.-Z.), 6-4, 6-2 ; Camp (Arg.) S. Sisti (Tchéc.), 7-6, 6-0 ; Noah (Fr.) b. Martinez (Bol.), 6-2, 6-2 ; Panatta (It.), b. Luna (Esp.), 6-3, 6-2 ; Fortes (Fr.) b. Parillon (Af. du Sud), 7-5, 6-1.

AUTOMOBILISME

APRÈS LA VICTOIRE DE BRABHAM AU GRAND PRIX D'ARGENTINE

Le jeu faussé

Buenos-Aires. — Dès dimanche soir, bon nombre d'écuries de formule 1 ont déposé de nouvelles réclamations après la victoire au Grand Prix d'Argentine de Nelson Piquet sur sa Brabham équipée d'un système hydropneumatique dont la propriété est de recréer la quasi-intégralité de l'effet de sol, théoriquement prohibé depuis l'interdiction, fin 1980, des jupes. Cette supériorité démontrée par la voiture de Nelson Piquet et, pendant une partie de la course, de celle de son pourtant modeste

équipier Hector Rebaque, a définitivement convaincu les protestataires, parmi lesquels on compte Williams et Renault, que le jeu était désormais faussé et que, à moins d'obtenir l'interdiction d'un tel système en contradiction avec l'esprit du règlement, la seule ressource des autres constructeurs serait d'équiper, le plus vite possible, leurs voitures d'un dispositif comparable plaquant, d'une manière ou d'une autre, les flancs au sol.

De notre envoyé spécial

(Long-Beach, Rio, Buenos-Aires). — Alors que la solution retenue par Brabham, certes efficace mais encore surmontée leur déception de voir le championnat du monde trébucher à ce point, avec l'aval de ceux qui sont chargés de faire respecter, en principe, le règlement. Interrogés séparément, ils ont tenu, à peu de chose près, les mêmes propos : « On peut faire comme Brabham, mais c'est accepter une fausse école technique et financière... »

Le ton, à l'évidence, ne laisse aucune place au doute. La contestation lancée avec lucidité et détermination par Frank Williams a fait traîner de poudre après la démonstration de Piquet à Buenos-Aires. Bernie Ecclestone fait désormais l'unanimité contre lui, et tous condamnent à présent sa capacité à évoluer comme un poisson dans l'eau dans le labyrinthe des règlements comme à jouer de son influence. Comment, au demeurant, accepter qu'il y ait deux poids et deux mesures et que la Lotus 88 à double châssis et à double suspension de Colin Chapman, qui avait au moins le mérite d'ouvrir une voie nouvelle et intelligente, soit interdite de course trois fois de suite

devait déjà, preuve supplémentaire de son habileté à contourner les règlements, la fameuse Brabham à aspirateur, créatrice d'effet de sol elle aussi, victorieuse du Grand Prix de Suède en 1979 avec Nikki Lauda. Aussitôt interdite il est vrai, l'astuce était quand même un peu trop grosse.

A Rio, Frank Williams et Gérard Larrousse s'avisèrent pas encore surmonté leur déception de voir le championnat du monde trébucher à ce point, avec l'aval de ceux qui sont chargés de faire respecter, en principe, le règlement. Interrogés séparément, ils ont tenu, à peu de chose près, les mêmes propos : « On peut faire comme Brabham, mais c'est accepter une fausse école technique et financière... »

Le ton, à l'évidence, ne laisse aucune place au doute. La contestation lancée avec lucidité et détermination par Frank Williams a fait traîner de poudre après la démonstration de Piquet à Buenos-Aires. Bernie Ecclestone fait désormais l'unanimité contre lui, et tous condamnent à présent sa capacité à évoluer comme un poisson dans l'eau dans le labyrinthe des règlements comme à jouer de son influence. Comment, au demeurant, accepter qu'il y ait deux poids et deux mesures et que la Lotus 88 à double châssis et à double suspension de Colin Chapman, qui avait au moins le mérite d'ouvrir une voie nouvelle et intelligente, soit interdite de course trois fois de suite

FRANÇOIS JANIN.

(1) Non sans humour, Bernie Ecclestone a déclaré avant de quitter Buenos Aires qu'il devait être au plus tôt en Grande-Bretagne. Gordon Murray, pour se perfectionner, a équipé son hydropneumatique.

STOCK

Monique Pelletier

Nous sommes toutes responsables

Photo: Mouton

Stock

Confiance, liberté et tolérance, et leur contrepartie: rigueur, responsabilité et conviction, tels sont les termes du plaidoyer de Monique Pelletier aux fins d'apporter à notre société plus d'équilibre, de justice et de paix.

Je tiens à...

Conseils et financements de grands programmes de développement : une des spécialisations de la Banque Morgan



Le financement de cette usine d'ammoniaque à Trinidad, une association du gouvernement de Trinidad et Tobago et d'une société américaine, a été mis en place par le groupe "Project Finance" Morgan. Ici à gauche, un responsable de l'usine décrit la phase suivante du projet à James Berliner et Michael Stephen, Vice Présidents de Morgan.

Le développement, l'extraction et l'exploitation des ressources naturelles requièrent de vastes programmes et de lourds investissements. Un seul projet peut comprendre plusieurs entreprises, privées et publiques et diverses devises. Face à la complexité de ces problèmes, les gouvernements et les entreprises multinationales s'adressent souvent à la Banque Morgan et à son groupe "Project Finance" pour sa compétence et son expérience dans ce domaine.

Les experts "Project Finance" de Morgan Guaranty ont des clients dans le monde entier : dans les secteurs minier, chimique, métallurgique, public et énergétique. Souvent, il est fait appel au groupe "Project Finance" dès la naissance d'un projet. Dès lors, une équipe est formée qui comprend d'autres

spécialistes Morgan : des ingénieurs miniers et pétroliers, des analystes financiers spécialistes d'une industrie donnée, des experts du crédit à l'exportation et en placements privés. Ensemble, ils développent un programme de financement sur mesure, qui tient compte des exigences économiques du projet, ainsi que des aspects fiscaux, légaux et comptables. Ils établissent un plan de remboursement du prêt qui s'accorde au cash-flow du projet.

Les responsables de grands programmes apprécient ces compétences. Ils apprécient aussi notre connaissance précise et immédiate des sources de fonds disponibles sur les principales places financières du monde et notre expérience dans la formation des syndicats de prêteurs de devises multiples

pour de grands projets. Notre groupe "Project Finance" est à même de mettre en rapport prêteurs et emprunteurs de la manière la plus avantageuse pour le projet.

Pour plus de renseignements sur la façon dont Morgan Guaranty conduit un grand programme de développement et la manière dont nous pouvons vous aider à monter un tel programme n'importe où dans le monde, contactez un responsable Morgan.

Morgan Guaranty Trust Company of New York. En France : 14, place Vendôme, Paris, tél : 260.35.60. Succursales et filiales dans les principaux centres financiers.

Banque Morgan

INFORMATIONS « SERVICES »

PAQUES

Les offices religieux à Paris

CULTE CATHOLIQUE

Eglise St-Germain-l'Auxerrois
2, place du Louvre, 75001 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 19 h. Célébration de la Cène et Adoration.
VENDREDI 17 AVRIL. — 12 h. 30 et 19 h. Cène de Croix, 19 h. 15 : Liturgie de la Passion. 21 h. 15 : Office des Ténébrs.
SAMEDI 18 AVRIL. — 21 h. 30. Vêpres et messe pascales.
DIMANCHE 19 AVRIL. — 11 h. 15. Messe solennelle. 17 h. 15. Vêpres et messe solennelle.
Chants exécutés par la Chorale des étudiants d'Utrecht (Pays-Bas). Direction Jan Boogaarts.

Eglise Saint-Roch
296, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 19 h. Célébration de la Cène et Adoration.
VENDREDI 17 AVRIL. — 12 h. 45 et 15 h. Cène de Croix. 19 h. Cène de la Passion.
SAMEDI 18 AVRIL. — 21 h. Office et messe pascales.
DIMANCHE 19 AVRIL. — Messes à 8 h. 30, 9 h. 45 (trégorien), 10 h. 45, 11 h. 45, 18 h. 30.

Notre-Dame de Paris
6, place du Parvis-Notre-Dame, 75004 Paris
MERCREDI 15 AVRIL. — 19 h. Messe dite « Chamaele » consacrée par de nombreux prêtres autour de Mgr Lustiger.
JEUDI 16 AVRIL. — 18 h. 30. Messe consacrée autour de Mgr Lustiger. Lavement des pieds. Procession jusqu'au reposoir. Possibilité d'adoration silencieuse jusqu'à 23 heures. Choral final de la Passion selon saint Jean (J.-S. Bach).
VENDREDI 17 AVRIL. — Vénération des reliques de la Passion de 10 h à 17 h. 30. Bénédiction du Chemin de Croix et chants. 18 h. 30. Célébration de la Passion. Vénération de la Croix. Lecture de la Passion. Prière universelle. Communion. Chants.
SAMEDI 18 AVRIL. — 21 h. La veillée pascale dans la nuit sainte (ouverture des portes à 20 h. 30). Acclamation au Christ-roi. Renouveau de la profession de foi du baptême. Messe de la Résurrection. Chants.
DIMANCHE 19 AVRIL. — 8 h. 45, 10 h. 45, 12 h. 30. Messes à 9 h. 40. Office de 10 h. 45. 19 h. 30. Grand-messe célébrée par Mgr Lustiger. 11 h. 30. Messe avec chants (prédication de M. de la Motte). 18 h. 30. Messe et procession aux fonts baptismaux. 21 h. 15. Office d'orgue, par Pierre Cochereau. 18 h. 30. Messe du soir.

Paroisse maronite Notre-Dame du Liban
17, rue d'Ulm, 75005 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 19 h. Cérémonie du Lavement des pieds. Messe et communion.
VENDREDI 17 AVRIL. — 8 h. 30. Messe des Présençiers. 19 h. 30. Cérémonie de la Passion et de la Sépulture du Christ. Les fidèles sont invités à déposer des fleurs au pied de la Croix.
SAMEDI 18 AVRIL. — 23 heures. Cérémonie de la Paix. Messe et Procession pascale. Vêpres.
DIMANCHE 19 AVRIL. — 11 h. Grand-messe.

Saint-Jacques du Haut-Pas
232, rue Saint-Jacques, 75005 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 20 h. La Cène du Seigneur.
VENDREDI 17 AVRIL. — Passion et mort du Seigneur. 15 h. Chemin de Croix. 20 h. Liturgie solennelle de la Passion.
SAMEDI 18 AVRIL. — Célébration de la Résurrection. 21 h. Veille pascale, baptême et eucharistie de la nuit de Pâques.
DIMANCHE 19 AVRIL. — Messes du jour de Pâques à 8 h. 30 et 11 h. 30. Messe du soir.

Eglise Saint-Séverin
3, rue des Prêtres-Saint-Séverin, 75005 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 9 h. et 12 h. 15. Prières. 19 h. 30. La Cène. Messe consacrée par tous les prêtres de la communauté. Lavement des pieds (prières et laus). Accueil des Saintes Huiles. 21 h. 15. Veille d'adoration au reposoir.
VENDREDI 17 AVRIL. — 9 h. et 12 h. 15. Prières. 19 h. 30. Liturgie solennelle de la Passion. Procession et adoration de la Croix.
SAMEDI 18 AVRIL. — 9 h. et 12 h. 15. Prières. 19 h. 30. Cène de la Cène du Seigneur. 21 h. 15. Veille pascale. Célébration de la Résurrection. Feu nouveau dans le cloître.
DIMANCHE 19 AVRIL. — Messes à 8 h. 30, 9 h. 45, 11 h. 45, 18 h. 30.

Eglise Saint-Augustin
8, avenue César-Caire, 75008 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 19 h. Célébration de la Cène et veillée d'adoration.
VENDREDI 17 AVRIL. — 12 h. 30 et 15 h. Cène de Croix. 19 h. 15. Cène de la Passion. 21 h. 15. Veille pascale. Exultet.
DIMANCHE 19 AVRIL. — 8 h. 45, 10 h. 45, 12 h. 30 et 18 h. 30. Messes avec chants (Très Sainte Trinité). A tous les offices, orgues et chœurs de la Madeleine.

Eglise de la Madeleine
Place de la Madeleine, 75008 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 12 h. 15. Messe. 19 h. 30. Cène. Adoration.
VENDREDI 17 AVRIL. — 12 h. 15 et 15 h. Cène de Croix. 19 h. 30. Cène de la Passion. 21 h. 15. Veille pascale. Exultet.
DIMANCHE 19 AVRIL. — 8 h. 45, 10 h. 45, 12 h. 30 et 18 h. 30. Messes avec chants (Très Sainte Trinité). A tous les offices, orgues et chœurs de la Madeleine.

Eglise de la Trinité
Secours de la Trinité, 75009 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 18 h. 30. Messe avec grandes orgues (Olivier Messiaen).
VENDREDI 17 AVRIL. — Messe. Veille pascale; grandes orgues (Olivier Messiaen).
DIMANCHE 19 AVRIL. — 8 h. 45, 10 h. 45, 12 h. 30 et 18 h. 30. Messes avec grandes orgues (Olivier Messiaen).

Eglise Saint-Louis d'Antin
63, rue Caumartin, 4, rue du Havre, 75009 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 12 h. 30, 15 h. 30, 17 h. 30 et 18 h. 45. Solennelle de la Cène du Seigneur; de 19 h. 45 à 20 h. 40 : Adoration silencieuse.
VENDREDI 17 AVRIL. — 12 h. 30, 15 h. 30, 17 h. 30 et 18 h. 45. Office solennel de la Passion avec communion.
SAMEDI 18 AVRIL. — 11 heures. Célébration pénitentielle sans Eucharistie. Eucharistie célébrée à 21 h. Veille pascale.
DIMANCHE 19 AVRIL. — 9 h. 45, 10 h. 45, 12 h. 30, 15 h. 30, 17 h. 30 et 18 h. 45. Messes.

Eglise Sainte-Jeanne-de-Chantal
Place de la Porte-de-Saint-Cloud, 75016 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 10 h. Office choral (lectures, psaumes). 21 h. Cène de la Cène. Messe. Lavement des pieds. Reposeur Adoration silencieuse du Saint-Sacrement jusqu'à minuit. L'orgue sera fermée de 19 h. 30 à 20 h. 45.
VENDREDI 17 AVRIL. — 10 h. Office choral (lectures, psaumes). 21 h. Cène de la Cène. Messe. Lavement des pieds. Reposeur Adoration silencieuse du Saint-Sacrement jusqu'à minuit. L'orgue sera fermée de 19 h. 30 à 20 h. 45.
SAMEDI 18 AVRIL. — 10 h. Office choral (lectures, psaumes). 21 h. Cène de la Cène. Messe. Lavement des pieds. Reposeur Adoration silencieuse du Saint-Sacrement jusqu'à minuit. L'orgue sera fermée de 19 h. 30 à 20 h. 45.
DIMANCHE 19 AVRIL. — Messes à 8 h. 30, 9 h. 45, 11 h. 45, 18 h. 30 et 19 h. 30.

Monastère Bénédictin
3, rue de la Source, 75016 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 18 h. 30. Office solennel. 20 h. 30. Veilles.
VENDREDI 17 AVRIL. — 8 h. 30. Office. 18 h. 30. Office solennel.
SAMEDI 18 AVRIL. — 8 h. 30. Office. 21 h. 15. Veilles.
DIMANCHE 19 AVRIL. — 10 h. 30. Messe solennelle; 18 h. 30. Vêpres.

Eglise Saint-Nicolas

« Hors les murs »
13, rue des Bernardins, 75005 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 18 h. 30. Messe pour les personnes qui ne peuvent participer à l'office solennel de 19 h. 30. Office solennel.
DIMANCHE 19 AVRIL. — 11 h. Messe solennelle.

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre

17, rue du Petit-Pont, 75005 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 12 h. 15. Bénédiction de l'huile sainte des pénitents et oration des fidèles; 19 h. 15 : Liturgie de saint Basile. Vénération de la Croix.
VENDREDI 17 AVRIL. — 18 h. 30. Office solennel de l'Épiphonie. La cérémonie sera présidée par Mgr Lustiger.
SAMEDI 18 AVRIL. — 12 h. 15. Bénédiction du feu sacré suite de la liturgie de saint Basile. Oration avec huile des pénitents; 23 h. 15. Entrée triomphale du Christ. Liturgie solennelle de la Résurrection.
DIMANCHE 19 AVRIL. — 10 h. 30. Liturgie solennelle de saint Jean-Chrysostome. Lecture des Évangiles en douze langues; 18 h. 30. Liturgie de saint Jean-Chrysostome.

Eglise Saint-Sulpice

50, rue de Vaugirard, 75006 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 18 h. 45. Grand-Office; 21 h. 15. Messe de la Cène. Offertoire et communion improvisés.
VENDREDI 17 AVRIL. — 8 h. 30. Office. 18 h. 45 et 19 h. 30. Cène de Croix. 19 h. Célébration de la Passion.
SAMEDI 18 AVRIL. — 8 h. 30. Office. 21 h. 30. Nuits pascales. Bénédiction du feu nouveau. Veille biblique. Messe de la Résurrection. Grand-Office.
DIMANCHE 19 AVRIL. — 10 h. 15. Grand-Office. 10 h. 30. Messe solennelle. 11 h. 30. Cène de la Cène. 18 h. 30. Messe d'orgue (Jean-Jacques Grunenwald).

Eglise Saint-François-Xavier

Place du Président-Mithouard, 75007 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 19 h. Cène. De 21 h. 30 à 24 h. Adoration.
VENDREDI 17 AVRIL. — 12 h. 30 et 15 h. Cène de Croix. 19 h. 30. Cène de la Passion. 21 h. 15. Veille pascale et première messe de la Résurrection.
SAMEDI 18 AVRIL. — 21 h. Veille pascale. Exultet.
DIMANCHE 19 AVRIL. — 7 h. 30, 9 h. 45, 11 h. 45 et 18 h. 30. Messes avec chants (Très Sainte Trinité). A tous les offices, orgues et chœurs de la Madeleine.

Eglise réformée de France

Paroisse du Saint-Esprit
5, rue de Valenciennes, 75009 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 18 h. 30. Eucharistie, par Georges Lartigue. 19 h. 30. Cène. 21 h. 15. Office d'orgue, par Pierre Cochereau. 18 h. 30. Messe du soir.
VENDREDI 17 AVRIL. — Culte à 10 h. 30 et à 18 h. 30. Sainte Cène.
DIMANCHE 19 AVRIL. — Culte à 10 h. 30 et à 18 h. 30. Sainte Cène. Par M. de la Motte.

Eglise réformée de France

Paroisse du Saint-Esprit
5, rue de Valenciennes, 75009 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 18 h. 30. Eucharistie, par Georges Lartigue. 19 h. 30. Cène. 21 h. 15. Office d'orgue, par Pierre Cochereau. 18 h. 30. Messe du soir.
VENDREDI 17 AVRIL. — Culte à 10 h. 30 et à 18 h. 30. Sainte Cène.
DIMANCHE 19 AVRIL. — Culte à 10 h. 30 et à 18 h. 30. Sainte Cène. Par M. de la Motte.

Eglise réformée de France

Paroisse du Saint-Esprit
5, rue de Valenciennes, 75009 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 18 h. 30. Eucharistie, par Georges Lartigue. 19 h. 30. Cène. 21 h. 15. Office d'orgue, par Pierre Cochereau. 18 h. 30. Messe du soir.
VENDREDI 17 AVRIL. — Culte à 10 h. 30 et à 18 h. 30. Sainte Cène.
DIMANCHE 19 AVRIL. — Culte à 10 h. 30 et à 18 h. 30. Sainte Cène. Par M. de la Motte.

Eglise réformée de France

Paroisse du Saint-Esprit
5, rue de Valenciennes, 75009 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 18 h. 30. Eucharistie, par Georges Lartigue. 19 h. 30. Cène. 21 h. 15. Office d'orgue, par Pierre Cochereau. 18 h. 30. Messe du soir.
VENDREDI 17 AVRIL. — Culte à 10 h. 30 et à 18 h. 30. Sainte Cène.
DIMANCHE 19 AVRIL. — Culte à 10 h. 30 et à 18 h. 30. Sainte Cène. Par M. de la Motte.

Eglise réformée de France

Paroisse du Saint-Esprit
5, rue de Valenciennes, 75009 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 18 h. 30. Eucharistie, par Georges Lartigue. 19 h. 30. Cène. 21 h. 15. Office d'orgue, par Pierre Cochereau. 18 h. 30. Messe du soir.
VENDREDI 17 AVRIL. — Culte à 10 h. 30 et à 18 h. 30. Sainte Cène.
DIMANCHE 19 AVRIL. — Culte à 10 h. 30 et à 18 h. 30. Sainte Cène. Par M. de la Motte.

Eglise réformée de France

Paroisse du Saint-Esprit
5, rue de Valenciennes, 75009 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 18 h. 30. Eucharistie, par Georges Lartigue. 19 h. 30. Cène. 21 h. 15. Office d'orgue, par Pierre Cochereau. 18 h. 30. Messe du soir.
VENDREDI 17 AVRIL. — Culte à 10 h. 30 et à 18 h. 30. Sainte Cène.
DIMANCHE 19 AVRIL. — Culte à 10 h. 30 et à 18 h. 30. Sainte Cène. Par M. de la Motte.

Eglise réformée de France

Paroisse du Saint-Esprit
5, rue de Valenciennes, 75009 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 18 h. 30. Eucharistie, par Georges Lartigue. 19 h. 30. Cène. 21 h. 15. Office d'orgue, par Pierre Cochereau. 18 h. 30. Messe du soir.
VENDREDI 17 AVRIL. — Culte à 10 h. 30 et à 18 h. 30. Sainte Cène.
DIMANCHE 19 AVRIL. — Culte à 10 h. 30 et à 18 h. 30. Sainte Cène. Par M. de la Motte.

Eglise réformée de France

Paroisse du Saint-Esprit
5, rue de Valenciennes, 75009 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 18 h. 30. Eucharistie, par Georges Lartigue. 19 h. 30. Cène. 21 h. 15. Office d'orgue, par Pierre Cochereau. 18 h. 30. Messe du soir.
VENDREDI 17 AVRIL. — Culte à 10 h. 30 et à 18 h. 30. Sainte Cène.
DIMANCHE 19 AVRIL. — Culte à 10 h. 30 et à 18 h. 30. Sainte Cène. Par M. de la Motte.

Basilique

du Sacré-Cœur de Montmartre
37, rue du Chevalier-de-la-Barre, 75018 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.
VENDREDI 17 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.

Basilique

du Sacré-Cœur de Montmartre
37, rue du Chevalier-de-la-Barre, 75018 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.
VENDREDI 17 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.

Basilique

du Sacré-Cœur de Montmartre
37, rue du Chevalier-de-la-Barre, 75018 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.
VENDREDI 17 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.

Basilique

du Sacré-Cœur de Montmartre
37, rue du Chevalier-de-la-Barre, 75018 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.
VENDREDI 17 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.

Basilique

du Sacré-Cœur de Montmartre
37, rue du Chevalier-de-la-Barre, 75018 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.
VENDREDI 17 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.

Basilique

du Sacré-Cœur de Montmartre
37, rue du Chevalier-de-la-Barre, 75018 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.
VENDREDI 17 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.

Basilique

du Sacré-Cœur de Montmartre
37, rue du Chevalier-de-la-Barre, 75018 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.
VENDREDI 17 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.

Basilique

du Sacré-Cœur de Montmartre
37, rue du Chevalier-de-la-Barre, 75018 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.
VENDREDI 17 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.

Basilique

du Sacré-Cœur de Montmartre
37, rue du Chevalier-de-la-Barre, 75018 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.
VENDREDI 17 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.

Basilique

du Sacré-Cœur de Montmartre
37, rue du Chevalier-de-la-Barre, 75018 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.
VENDREDI 17 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.

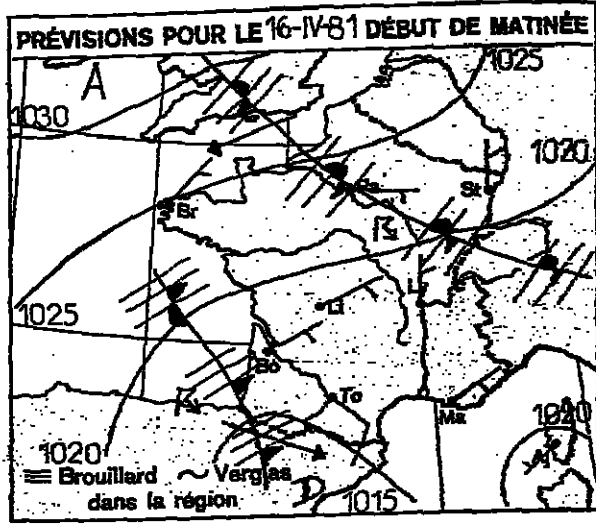
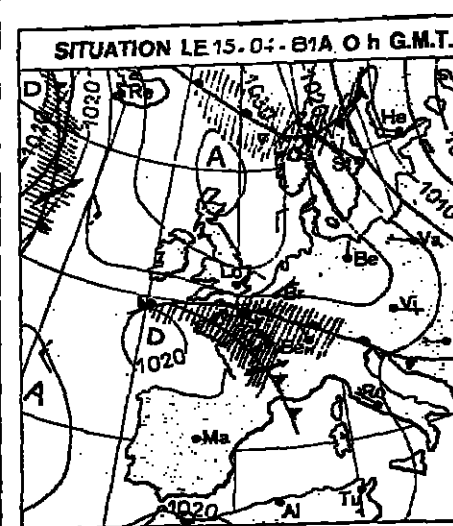
Basilique

du Sacré-Cœur de Montmartre
37, rue du Chevalier-de-la-Barre, 75018 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.
VENDREDI 17 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.

Basilique

du Sacré-Cœur de Montmartre
37, rue du Chevalier-de-la-Barre, 75018 Paris
JEUDI 16 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.
VENDREDI 17 AVRIL. — 10 h. 30 : Office des ténébrs. Méditation avec psaumes et motets. 19 h. : Messe solennelle. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Adoration jusqu'à minuit.

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 15.04.81 à 15 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 16-IV-81 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 15 avril à 9 heures et le jeudi 16 avril à 24 heures :

Les basses pressions relatives à faible gradient actuellement centrées à l'ouest de la France se transféreront vers le sud du pays et vers la Méditerranée. Les advections chaudes et instables qu'elles dirigent sur notre pays se limiteront de plus en plus à nos régions méditerranéennes, tandis que l'air un peu moins chaud pénétrera sur nos régions septentrionales en liaison avec le maintien des hautes pressions au nord de l'Europe.

Jeudi, le temps sera encore assez chaud et orageux sur une grande partie de la France le matin, avec un ciel très changeant selon les régions. Des pluies ou des ondées épaisses tomberont surtout de la Normandie au nord des Alpes, ainsi que sur le sud du Bassin aquitain. Ces précipitations épaisses, les régions s'étendant du nord de la Somme aux Vosges. Dans la journée, la zone orageuse régressera vers le Sud-Ouest et n'affectera plus le soir que les régions s'étendant de l'Alsace aux Alpes et aux Pyrénées, mais avec des orages parfois forts. De la Manche aux frontières du Nord et du Nord-Est, le temps sera moins orageux, assez bien ensoleillé, mais progressivement un peu plus frais par la nuit.

Le mercredi 15 avril, à 8 heures, la pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer (alt. à Paris, de 1020,2 millibars, soit 765,2 millibars de mesure).
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 avril; le second, le minimum de la nuit du 14 au 15) : Alger, 20 et 8 degrés; Biarritz, 21 et 8; Bordeaux, 15 et 7; Brest, 13 et 11; Caen, 16 et 9; Clermont-Ferrand, 11 et 10; Dijon, 12 et 12; Grenoble, 20 et 8; Lille, 12 et 11; Lyon, 22 et 10; Marseille, 22 et 11; Nancy, 21 et 7; Nantes, 18 et 12; Nice, 19 et 11; Paris-Le Bourget, 22 et 13; Pau, 19 et 8; Perpignan, 12 et 8; Rennes, 21 et 12; Strasbourg, 22 et 8; Tours, 22 et 12; Toulouse, 17 et 8; Poitiers, 19 et 9; Nantes, 17 et 8; Brest, 13 et 11; Caen, 16 et 9; Clermont-Ferrand, 11 et 10; Dijon, 12 et 12; Grenoble, 20 et 8; Lille, 12 et 11; Lyon, 22 et 10; Marseille, 22 et 11; Nancy, 21 et 7; Nantes, 18 et 12; Nice, 19 et 11; Paris-Le Bourget, 22 et 13; Pau, 19 et 8; Perpignan, 12 et 8; Rennes, 21 et 12; Strasbourg, 22 et 8; Tours, 22 et 12; Toulouse, 17 et 8; Poitiers, 19 et 9; Nantes, 17 et 8; Brest, 13 et 11; Caen, 16 et 9; Clermont-Ferrand, 11 et 10; Dijon, 12 et 12; Grenoble, 20 et 8; Lille, 12 et 11; Lyon, 22 et 10; Marseille, 22 et 11; Nancy, 21 et 7; Nantes, 18 et 12; Nice, 19 et 11; Paris-Le Bourget, 22 et 13; Pau, 19 et 8; Perpignan, 12 et 8; Rennes, 21 et 12; Strasbourg, 22 et 8; Tours, 22 et 12; Toulouse, 17 et 8; Poitiers, 19 et 9; Nantes, 17 et 8; Brest, 13 et 11; Caen, 16 et 9; Clermont-Ferrand, 11 et 10; Dijon, 12 et 12; Grenoble, 20 et 8; Lille, 12 et 11; Lyon, 22 et 10; Marseille, 22 et 11; Nancy, 21 et 7; Nantes, 18 et 12; Nice, 19 et 11; Paris-Le Bourget, 22 et 13; Pau, 19 et 8; Perpignan, 12 et 8; Rennes, 21 et 12; Strasbourg, 22 et 8; Tours, 22 et 12; Toulouse, 17 et 8; Poitiers, 19 et 9; Nantes, 17 et 8; Brest, 13 et 11; Caen, 16 et 9; Clermont-Ferrand, 11 et 10; Dijon, 12 et 12; Grenoble, 20 et 8; Lille, 12 et 11; Lyon, 22 et 10; Marseille, 22 et 11; Nancy, 21 et 7; Nantes, 18 et 12; Nice, 19 et 11; Paris-Le Bourget, 22 et 13; Pau, 19 et 8; Perpignan, 12 et 8; Rennes, 21 et 12; Strasbourg, 22 et 8; Tours, 22 et 12; Toulouse, 17 et 8; Poitiers, 19 et 9; Nantes, 17 et 8; Brest, 13 et 11; Caen, 16 et 9; Clermont-Ferrand, 11 et 10; Dijon, 12 et 12; Grenoble, 20 et 8; Lille, 12 et 11; Lyon, 22 et 10; Marseille, 22 et 11; Nancy, 21 et 7; Nantes, 18 et 12; Nice, 19 et 11; Paris-Le Bourget, 22 et 13; Pau, 19 et 8; Perpignan, 12 et 8; Rennes, 21 et 12; Strasbourg, 22 et 8; Tours, 22 et 12; Toulouse, 17 et 8; Poitiers, 19 et 9; Nantes, 17 et 8; Brest, 13 et 11; Caen, 16 et 9; Clermont-Ferrand, 11 et 10; Dijon, 12 et 12; Grenoble, 20 et 8; Lille, 12 et 11; Lyon, 22 et 10; Marseille, 22 et 11; Nancy, 21 et 7; Nantes, 18 et 12; Nice, 19 et 11; Paris-Le Bourget, 22 et 13; Pau, 19 et 8; Perpignan, 12 et 8; Rennes, 21 et 12; Strasbourg, 22 et 8; Tours, 22 et 12; Toulouse, 17 et 8; Poitiers, 19 et 9; Nantes, 17 et 8; Brest, 13 et 11; Caen, 16 et 9; Clermont-Ferrand, 11 et 10; Dijon, 12 et 12; Grenoble, 20 et 8; Lille, 12 et 11; Lyon, 22 et 10; Marseille, 22 et 11; Nancy, 21 et 7; Nantes, 18 et 12; Nice, 19 et 11; Paris-Le Bourget, 22 et 13; Pau, 19 et 8; Perpignan, 12 et 8; Rennes, 21 et 12; Strasbourg, 22 et 8; Tours, 22 et 12;

27/11/80

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Jeudi 16 avril 1981 - Page 29

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

	La page	La page T.C.
ANNONCES RECLAMEES	37,00	43,52
OFFRES D'EMPLOI	10,00	11,76
DEMANDES D'EMPLOI	28,00	32,93
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

THOMSON-CSF
Division des Activités non-militaires
Centre de CAGNES-SUR-MER
recherche pour
Unité de Production en expansion :

1 TECHNICIEN

Spécialiste en microphotolithographie

Connaissant éventuellement les techniques de vide.
Expérience souhaitée de 2 ans minimum dans la technologie des couches minces en industrie électronique.

Adresser C.V. détaillé à THOMSON-CSF
Service des Personnels - Boîte postale 33,
66002 CAGNES-SUR-MER.

Société paritaire en plein
développement recherche

INGÉNIEUR-CHIMISTE DÉBUTANT

(chimie, macromolécules)
lieu de travail : OUEST de la France.

Entre avec C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe le n° 720/1111 A. DADA, P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

T. L. T. N. PROVENCE
Agence pour le SUD-EST
d'une société d'INGÉNIEUR en INFORMATIQUE recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL SYSTÈME

Formation Grande Ecole, 30 ans
environ, expérience technique
système, connaissance, maîtrise
de la clientèle régionale
souhaitée.

Envoyer C.V., photo
prétentions à :
T. L. T. N. PROVENCE
7, rue Louis-Armand,
21, d'AD-SE-PROVENCE
13763 LES MILLES CEDEX.

URGENT
pour région Sud-Ouest (Angou-
lême) pour une durée d'un an,
recherche

TECHNICIEN SUPÉRIEUR en AÉRONAUTIQUE

ayant connaissance
informatique
pour études.

Adresser C.V. manuscrit à M. M. M.
Système, sous réf. 4.138,
104, rue Réaumur, 75002 Paris,
qui transmettra.

Société à LYON
recherche

CHEF COMPTABLE

assurant également les fonctions de
CONTROLEUR DE GESTION

Il est connu - DECS, comptable minimum en comptable
langue C.V. et prétentions à : M. M. M. M. M.
1, rue de la République, 69001 LYON.

Les Tréfileries & Ateliers de COMMERCY
recherchent

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

âgé de 30 ans minimum, ayant déjà travaillé dans un
bureau de méthodes pour conduire l'automatisation des
ateliers de fabrication. Anglais écrit et parlé souhaités.
Faire acte de cand. av. C.V., prétentions et ph. à Tréfileries
& Ateliers de Commercy, B.P. 89 - 55200 COMMERCY.



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

**IMPORTANT GROUPE DE BATIMENT
ET TRAVAUX PUBLICS D'ENVERGURE INTERNATIONALE**
propose à

un jeune comptable

de prendre la responsabilité d'une petite comptabilité en ASIE
DU SUD-EST.

Le candidat a acquis une formation supérieure :
- DECS, BTS, DUT de comptabilité, etc.,
- et d'une expérience d'au moins 2 ans dans un Service
Comptable.

Il possède une bonne technique comptable et parle couramment
l'anglais.

La réussite à ce poste permettra à la personne retenue d'accéder
progressivement à des postes de plus larges responsabilités.

Envoyer C.V. et prétentions sous N° 94398,
CONTESSÉ & CIE
20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmet.

RÉPUBLIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE

**DIRECTION ET CONTRÔLE
DES GRANDS TRAVAUX**
(Établissement Public)

recrute
pour d'importantes opérations

INGÉNIEURS DE HAUT NIVEAU

très expérimentés
en contrôle de :

- travaux de bâtiment
- travaux routiers
- prix et marchés de travaux routiers
- travaux d'ouvrages d'art

CONDUCTEURS DE TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ

couverture sociale assurée

Adresser demande manuscrite + C.V.
+ photo récente et prétentions à :

Direction et Contrôle des Gds Travaux
04 B.P. 945, ABIDJAN 04
Côte d'Ivoire.

Téléphone : (19-225)
31-15-73 - 31-16-49
31-10-69 - 31-26-79

En. de St. ALL. ch. prof. form. A-V
sala. j. 1000. 2000. 3000. 4000. 5000. 6000. 7000. 8000. 9000. 10000. 11000. 12000. 13000. 14000. 15000. 16000. 17000. 18000. 19000. 20000. 21000. 22000. 23000. 24000. 25000. 26000. 27000. 28000. 29000. 30000. 31000. 32000. 33000. 34000. 35000. 36000. 37000. 38000. 39000. 40000. 41000. 42000. 43000. 44000. 45000. 46000. 47000. 48000. 49000. 50000. 51000. 52000. 53000. 54000. 55000. 56000. 57000. 58000. 59000. 60000. 61000. 62000. 63000. 64000. 65000. 66000. 67000. 68000. 69000. 70000. 71000. 72000. 73000. 74000. 75000. 76000. 77000. 78000. 79000. 80000. 81000. 82000. 83000. 84000. 85000. 86000. 87000. 88000. 89000. 90000. 91000. 92000. 93000. 94000. 95000. 96000. 97000. 98000. 99000. 100000.

Recrutement

2 AGENTS DE PLANNING

Postes à pourvoir
à Abidjan, Côte d'Ivoire.

Service de Développement
Informatique
Tour Gallieni
22174 BAGNOLET CEDEX
Téléphone : 360-13-64

SOCIÉTÉ IMPORT EXPORT
installée en
AFRIQUE FRANCOPHONE
recherche

COLLABORATEUR

5 à 10 ans expérience
commerciale en Afrique.
Exp. C.C.H. B.P. 48808
75008 Paris Cedex 08.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classifica-
tion permet aux
sociétés nationales
ou internationales
de faire publier
pour leur siège ou
leurs établisse-
ments situés hors
de France leurs
appels d'offres
d'emplois.

MERLIN GERIN

Grenoble

La Société MERLIN-GERIN, recherche dans le cadre de ses centres de
production de GRENOBLE ainsi que pour sa filiale MERLIN-GERIN
PROVENCE de nombreux techniciens appelés à développer
ses activités d'automatismes et d'électronique.

- Si votre désir est de faire évoluer votre carrière dans une entreprise dynamique,
- Si vous voulez travailler dans des secteurs de pointe, AUTOMATISMES - ELECTRONIQUE.
- Si un cadre de vie REGIONAL vous attire...

Adresser votre C.V. détaillé à notre consultant Joël Bernard chargé de la sélection.
Pour tous ces postes, écrire sous référence à CRES.

4 Techniciens Electroniciens Développement

Grenoble

Les services techniques (B.E. et laboratoires) de la branche électronique industrielle recherchent 4 techniciens électroniciens chargés de la conception et du développement de nouveaux produits : automates ou systèmes programmables utilisant la logique programmée. A partir d'un cahier des charges, ils élaboreront ou modifieront les schémas selon les fonctions à atteindre ou, à corriger. Ils réaliseront les maquettes et les prototypes et prendront en charge les tests, préparant ainsi la phase de pré-série. Les candidats, titulaires d'un BTS ou DUT électronique ou automatique justifieront d'une expérience réussie en conception de système faisant appel à l'électronique numérique. Ces postes, très autonomes, nécessitent le goût pour des études de longue durée. Anglais lu nécessaire. Niveau IV3.

Réf. M 10226

1 Technicien Concepteur d'équipements micro-programmés

Grenoble

Le bureau d'études des équipements programmés à base de calculateurs industriels, de micro-processeurs et d'automates, dont les applications sont très spécialisées, recherche un technicien électronicien. Il devra concevoir, à partir d'un cahier des charges, les fonctions électroniques complexes incluant des micro-processeurs utilisant principalement les techniques numériques. Il réalisera et testera les prototypes. Ce poste conviendrait à des candidats de formation DUT d'électronique automatique ou d'électronique informatique, ou FPA 2° degré, connaissant la programmation (langage machine), les micro-processeurs, et ayant une sérieuse expérience de la conception de cartes électroniques. Anglais technique. Niveau IV3/VI.

Réf. M 10229

LA FILIALE PROVENÇALE DE MERLIN GERIN, fabricant et commercialisant des matériels électroniques de mesure et de contrôle d'effluents recherche pour son département de mise en service :

1 Technicien Electronicien de service après-vente

Côte Normande.

Ce technicien dépanneur, basé chez le client, aura pour mission de réceptionner, mettre en service les équipements fixes et mobiles en cours d'installation. Il assurera ensuite la maintenance et les dépannages de ces matériels. Après une formation complémentaire très poussée à SALON DE PROVENCE, il prendra en charge la totalité des matériels de la firme possédés par un client qui est implanté sur la Côte Normande. Il devra donc résider à proximité. Ce poste, très autonome, conviendrait à un BTS électronique, un électronicien Rochefort ou à un FPA 2° degré ayant une solide expérience en maintenance de matériel électronique. La connaissance des micro-processeurs sera appréciée. Niveau IV3/VI.

Réf. M 10233

CRES

94, rue Servient Le Mercure 69003 LYON - Tél. : (7) 862.08.33

C R E S est filiale de
MSL international

THOMSON-CSF

Techniques avancées appliquées aux TUBES ELECTRONIQUES

ECP, ENST, ENSTA, ESE, ESPCI, MINES

DEVELOPPEMENT

QUALITE fabrication (Physique des Solides/Matériaux)

QUALITE produits finis et liaisons clients (Electronique industrielle / Radiocommunications)

Evolutions possibles

Envoyer C.V. - photo - B.P. 84 - 74201 THONON LES BAINS (Hte Savoie)

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

annonce parlée*

GROUPE COFLEXIP FLEXSERVICE

Entreprise multinationale française spécialisée dans la production et la pose de pipes flexibles et câbles.
Leader mondial de son marché recherche.

operations managers confirmés

30 ans minimum - Bilingues Anglais - Ingénieurs de formation

Ils sont destinés à diriger des chantiers offshore complexes en utilisant en particulier les navires à positionnement dynamique appartenant au Groupe.

Les candidats, ingénieurs diplômés auront une grande mobilité, du réalisme pratique, de l'autorité et une solide expérience des travaux offshore.

* Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre réponse s'en trouvera accélérée.

Appelez le 763.11.15, référence 1068

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

Pour développer d'importants projets
d'Informatique distribuée

Matériels IBM 4341 : DOS/VSE
CICS/DLI CII - HB MINI 6 :
MOD 400 DTF Service Informatique
Quartier OPÉRA, recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Formation supérieure 1 à 2 ans d'expérience ou
débutant. Souhaitant s'intégrer dans des équipes de
développement de 5 à 6 personnes.

Adresser C.V. et prétentions à M. MANTEAU,
3, rue Taibout, 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ MINÈRE INTERNATIONALE
Recherche

CADRE EXPÉRIMENTÉ

(minimum 5 à 10 ans)

Bonnes connaissances des statuts du personnel de Sociétés
Minères à l'étranger, en particulier Afrique.
Bonne connaissance méthodes recrutement.

Résidence à PARIS.

Photo, C.V. et références s/r T 026450 M à RÉGIE-
PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CIT recherche pour son
4kate **SERVICE TECHNOLOGIE COMPOSANTS**

ingénieur électronique optique

- Etude technologique de composants opto-électroniques.
- Analyse et mise en place des moyens et méthodes de mesure.
- Caractérisation et évaluation de performances qualité.

De formation supérieure en électronique/optique, il aura des connaissances en traitement de l'image signal vidéo, en physique du solide, en mesures sur semi-conducteurs, circuits de régulation électronique et thermique.

Expérience souhaitée dans les domaines cités. réf. GUE/2

ingénieur physicien chimiste

Au sein du laboratoire physico-chimiste, il sera chargé plus particulièrement de mettre en œuvre les moyens suivants :

- microscopie électronique à balayage et sonde à rayons X.
- appareils de radiographie.

De formation universitaire, maîtrise physique, chimie, débutant accepté. réf. TE/1

Lieu de travail : région de MONTLHERY (91)

Ecrire avec C.V. et prétentions à CIT ALCATEL - Service Recrutement Cadres 10 bis rue Louis Lormand - B.P. No 22 - 78320 LE MESNIL ST DENIS en précisant la référence du poste qui vous intéresse.

CIT recherche pour son
4kate **SERVICE TECHNOLOGIE COMPOSANTS**

ingénieur électronicien physicien

Dans le cadre d'un marché FET - ASGA, il sera chargé de :

- Etude technologique de FET - ASGA, Faible Bruit
- Analyse et mise en place de méthodes et moyen de mesures
- Caractérisation et évaluation de la qualité et des performances des produits du marché.

De formation supérieure en électronique, il devra avoir des connaissances et si possible une expérience en physique du solide, en circuiterie et mesures HF, et en technologie des composants cités.

Poste sous contrat à durée déterminée de 18 mois.

Lieu de travail : Région de MONTLHERY (91).

Ecrire avec CV et prétentions à CIT ALCATEL - Service Recrutement Cadres - s/réf. GUE/18 - 10 bis, rue Louis Lormand - B.P. 22 - 78320 LE MESNIL ST DENIS.

CIT recherche pour sa
4kate **DIVISION TELEINFORMATIQUE**

ingénieur technico-commercial

pour prospection, vente et suivi des affaires dans le domaine de la téléinformatique.

De formation technique, il devra avoir une expérience de la vente dans le domaine considéré transmission de données et modems.

Pratique de l'anglais indispensable.

Lieu de travail : REGION DE MONTLHERY (91).

Ecrire avec C.V. et prétentions à CIT ALCATEL - Service Recrutement Cadres - sous référence 4116 - 10bis rue Louis Lormand - B.P. 22 - 78320 LE MESNIL SAINT DENIS.

120 000 +

Jeune ingénieur grande école

MECANICIEN/ELECTROMECANICIEN

ayant la pratique du fonctionnement d'automatismes de conditionnement.

Groupe industriel français - C.A. 1 milliard 600 millions - nous recherchons, pour l'une de nos divisions fabriquant des produits chimiques destinés aux marchés industriels et - Grand Public - un jeune ingénieur AM ou équivalent. Rapportant au directeur technique de la division, il devra :

- assurer le bon fonctionnement des chaînes de conditionnement automatisées de nos différentes usines, en France et à l'étranger ;
- participer à la conception de nos emballages, en particulier, à petit conditionnement Grand Public ;
- mener des études technico-économiques.

Cette activité convient à un ingénieur ayant acquis l'expérience des chaînes de petit conditionnement - 2 ans au minimum - soit chez un constructeur (services maintenance), soit dans une industrie utilisatrice. Pratique courant de l'anglais indispensable, connaissance de l'allemand très souhaitée. Prévoir des déplacements fréquents de courte durée. Résidence souhaitée : grande ville du Nord. Intéressantes possibilités de promotion.

Séle CEGOS Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous référence 71874/M à R. VERDET, Séle-CEGOS, Tour Chénouet, 284, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Abrujan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Seville, Tunis.

RHINOLITH s.a.

Développant intensivement nos activités dans le domaine de la fabrication et de la vente de matériaux isolants pour le bâtiment, notre Direction désire s'adjoindre, après une période de formation technique, la collaboration étroite des cadres suivants :

INGENIEURS DE FORMATION GRANDES ECOLES

ayant au moins 3 ans d'expérience pour prendre la responsabilité du développement de nouveaux projets.

L'ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

de Formation Supérieure, il aura au moins une première expérience professionnelle et pour mission de participer à l'organisation comptable et au contrôle de gestion dans le groupe.

Basés en Alsace, ces postes nécessitent des déplacements de courte durée en FRANCE et en EUROPE.

Allemand indispensable - Anglais souhaité.

Très intéressante évolution de carrière assurée.

Adresser C.V., prétentions et photo RHINOLITH S.A. Service du Personnel - Zone Industrielle - 68190 UNGERSHEIM.

RHINOLITH s.a.

TRANSAC **4kate** **LEADER DE LA PERI INFORMATIQUE FRANCAISE**

Notre Direction Maintenance (400 personnes, 150 millions de CA) recherche

LE RESPONSABLE MAINTENANCE

pour la région Ile de France

Vous êtes un professionnel de la maintenance, de l'Après-Vente, dans l'industrie électronique ou informatique. Nous vous confierons la responsabilité de notre Réseau de la Région Parisienne. Vous aurez une large autonomie pour :

- identifier les besoins des clients,
- définir les actions envisageables,
- mettre en place les moyens humains et l'organisation indispensables,
- animer et coordonner l'action de plusieurs centres de maintenance regroupant un effectif d'environ 60 personnes.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV, prétentions) en précisant la référence RM à Michel BERNET - ROLLANDE TRANSAC ALCATEL 91680 BRUYERES-LE-CHATEL.

SMH ADREX **4kate** recherche

Pour son CENTRE DE FORMATION TECHNIQUE

UN ANIMATEUR DE FORMATION

destiné à instruire des Techniciens de haut niveau sur des matériels de techniques avancées. Formation électromécanique du type Ecole d'ingénieurs ou BTS/DUT complété par une expérience de la fonction dans la bureautique ou le traitement du courrier est souhaitée.

Bonnes connaissances en électronique et micro-processeurs.

Anglais indispensable.

Allemand apprécié.

Ce poste est basé à MONTREUIL.

Pour son SERVICE APRES-VENTE

TECHNICIENS DE MAINTENANCE (Niveau BTS, DUT ou équivalent)

de formation électromécanique ou automatique, ils seront chargés de la mise en route et de la maintenance de systèmes de traitement de textes.

Une très bonne connaissance des circuits logiques et microprocesseurs est indispensable.

Connaissance de l'anglais.

Permis de conduire tourisme, bonne présentation.

Lieu de travail : SURESNES.

Envoyer CV, photo et prétentions en précisant la poste souhaitée à LA DIRECTION DE L'EXPLOITATION TECHNIQUE, 59, rue Beaubourg, 75003 PARIS.

LA COMPAGNIE DE CONSTRUCTION MECANIQUE SULZER

recherche pour son département

ENERGIE THERMIQUE

UN INGENIEUR DIPLOME RESPONSABLE de BUREAU D'ETUDES

Fonction :

- Direction d'un bureau de dessin composé de chefs de groupe et de dessinateurs.
- Définition et dimensionnement mécanique d'appareils thermiques et de chaudières.

Profil souhaité :

- Ingenieur mécanicien.
- Expérience minimum de 4 à 5 années de bureau d'études mécanique-thermique.
- Anglais (lu, écrit, parlé).

Poste basé à Paris

Ecrire avec C.V. et prétentions à CCM SULZER Service du Personnel, 51, boulevard Brune, Cedex 59, 75669 Paris Brune

Sat de TOUTE PREMIERE IMPORTANCE

recrute pour un de ses services de RECHERCHES et DEVELOPPEMENT

INGENIEUR E.S.O. ou OPTOMETRISTE

(ou adjuv. équivalent)

Il (elle) aura à mener en collaboration avec une équipe multidisciplinaire des études variées dans le domaine de la vision. Une première expérience de la recherche serait appréciée.

Lieu de travail : PARIS EST.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous le n° 94.097 à CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

elf aquitaine recherche pour ses

ACTIVITES EXPLORATION-PRODUCTION

à Paris et Pau

INGENIEURS EN ORGANISATION

de formation grandes écoles ou universitaire, avec formation complémentaire économie, gestion.

Pour l'un des postes à pourvoir, il est demandé de bonnes connaissances en bureautique.

Expérience minimum de 5 ans dans une entreprise industrielle et/ou en cabinet.

Anglais courant et espagnol appréciés.

Déplacements en France et à l'étranger.

Aptitude à l'expatriation dans le cadre du développement de carrière.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous No 94144 à SNEAP - DC Recrutement - Tour 12.04 - 26, Av. des Lilas 64018 PAU CEDEX

CP **ORGANISME DE CONTROLE** recherche pour son Siège à PARIS

INGENIEURS

ou niveau équivalent, ayant acquis une solide expérience et possédant de bonnes connaissances en mécanique, électro-mécanique, hydraulique.

Ils seront chargés de concevoir et de rédiger des documents techniques ou commerciaux. Ils devront avoir le goût des contacts humains pour assurer l'animation de groupes de travail.

Avantages sociaux - 13ème mois - 5ème semaine Possibilité de déplacements de très courte durée.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à CEP, Division Mécanique 34, rue Rennequin 75017 PARIS.

L'un des premiers groupes européens de

CONSEIL EN MANAGEMENT

complète la gamme de ses prestations en créant une

SSCI

et en recherche le

directeur des études

Le candidat retenu, de formation scientifique supérieure, aura pratiqué cette profession depuis au moins cinq ans.

Il en connaît les points forts et les points faibles. Il a l'ambition de participer au positionnement de cette nouvelle société, facilité par de fortes synergies avec les autres activités du groupe, sur les créneaux les plus sophistiqués : banques de données, télématique, etc...

Adresser C.V. et lettre manuscrite sous référence 2648/A à :

Q.P. Organisation et publicité 1 rue Maréchal Foch 75008 PARIS

Le cabinet chargé du recrutement garantit le caractère confidentiel des candidatures.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

Le Service Informatique de ses filiales de Crédit Bail recherche sur Cii HB 66

Programmeur Débutant

Réf. GV1

Connaissance du Cobol - Formation IUT Informatique.

Programmeur Confirmé

Réf. GV2

Connaissance du Fortran impérative - Expérience de 3 ans sur Cii HB 66 souhaitée.

Formation IUT Informatique.

Adr. CV, phot., sal. et prêt. en précis. la réf. à CNCA Recrutement Cadres Cedex 28 - 75300 Paris Brune

capitaux propositions commerciales

GROVEDECK LTD. - LONDON

General Contractor

Entreprises intéressées à la construction de routes, maisons d'habitation, fermes, hôpitaux et immeubles en général, en NIGERIA.

Adressent leurs offres de collaboration avec la spécification du secteur d'activité dans lequel elles entendent travailler dans la société.

GROVEDECK LTD. - P.O. Box 566 CH 1201 Genève.

secrétaires

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour son

DIRECTEUR GÉNÉRAL ASSISTANTE

de langue maternelle anglaise. Sténos anglaises et françaises exigées. Expérience culture générale, nombreux voyages à l'étranger.

Se présenter :

KELLER FRANCE

102, avenue des Champs-Élysées Paris 8

ou téléphone 562-91-06.

information divers

Pr connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Afrique, Amériques, Asie) demandez le revue sp. MIGRATIONS (LM), 3, rue Montyon, 75429 Paris cedex 08.

traduction demande

GENEVIÈVE YVEN, traductrice expérimentée, membre SFT, statut travailleur indépendant, reth. traductions techniques et commerciales anglaise/français, français/anglais. Tél. 826-27-89.

immob

apartem

les anno

sont regi

du lun

à 12 h.

au

Le Monde

régions

LES BUDGETS RÉGIONAUX EN 1981

Rhône-Alpes en tête, Limousin en queue

RÉGIONS	PRÉSIDENTS DU CONSEIL RÉGIONAL	PRÉSIDENTS DU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	BUDGET 1981		
			BUDGET TOTAL (millions de francs)	DONT EMPRUNTS (millions de francs)	RECETTE P.A.E. HABITANT (en francs)
ALSACE	Marcel Radolet* (U.D.F.)	Ernest Bell	126,50	26,30	63,20
AQUITAINE	André Labarère* (P.S.)	Jacques Castaing	301,80	118,76	85
AUYERNE	Maurice Pourchon* (P.S.)	Michel Debatisse	180	75,7	62,26
BRETAGNE	Pierre Joss* (P.S.)	Charles Delatte	163,33	60,37	62
BRETAGNE	Raymond Marcelle* (U.D.F.)	René de Fontaud	230,75	50	64,16
CENTRE	Jean Delanau* (U.D.F.)	Pierre Troussot	220,54	89,6	65,19
CHAMPAGNE-ARDENNES	Jacques Sourdil* (R.F.P.)	Jacques Richard	188,49	30,11	53,62
CORSE	Jean-Paul de Rocca Serra* (R.F.P.)	Emile Arrighi de Casanova	90,1	11	63,48
FRANCHE-COMTE	Edgar Faure* (U.D.F.)	Timothée Franch	197,75	25,35	64,25
ILE-DE-FRANCE	Michel Girard* (R.F.P.)	Jean-Maurice Esnault	2 432,80	519	(1)
LANGUEDOC-ROUSSILLON	Edgard Tallades* (P.S.)	Philippe Lamour	387	89	63,94
LIMOUSIN	André Chanderaz* (P.S.)	Guy Chambon	48,42	10,50	64,56
LORRAINE	André Madons* (U.D.F.)	François Guillaume	211,82	54,17	56,90
MIDI-PYRÉNÉES	Alain Savary* (P.S.)	Pierre Madzani	184,84	11,85	52,47
NORD-PAS-DE-CALAIS	Pierre Mauroy* (P.S.)	Pierre Delmon	413,43	27,90	60,89
HAUTE-NORMANDIE	Paul German* (Mouv. normand maj.)	Paul Spriet	113,37	34,67	63
HAUTE-NORMANDIE	André Bettecourt* (U.D.F.)	Jean-François Herrien	148,24	24,58	60
PAYS DE LA LOIRE	Olivier Guichard* (R.F.P.)	Joseph Arianx	324,13	33,90	63,20
PICARDIE	Raymond Maillet* (P.C.)	Claude Ferté	181,32	31,20	53,81
POITOU-CHARENTES	Fernand Chaussebourg* (U.D.F.)	Michel Mourey-Larivière	185,15	55	59,39
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	Gaston Defferre* (P.S.)	Faot Agnier	389	150	60
RENOUE-ALPES	Michel Durafour* (U.D.F.)	Charles Monreuil	445,35	100	67,50

* Présidents réélus.

(1) Il n'est pas possible de comparer les recettes par habitant en Ile-de-France avec celles des autres régions, étant donné le mode de calcul spécifique des recettes de l'établissement public de la région capitale, et ses ressources particulières.

Tous les conseils régionaux de métropole ont voté leur budget pour 1981. La loi les autorisant à prélever au maximum 67,50 F par habitant. C'est la région Rhône-Alpes (4 780 000 habitants) qui a le plus fort budget (445,35 millions de francs) et aussi le plus fort prélèvement fiscal par habitant (67,50 F). D'autres régions, comme le Poitou-Charentes, les Pays de la

Loire, le Languedoc-Roussillon, l'Aquitaine et le Centre font aussi un gros effort fiscal. De faibles prélèvements sont enregistrés en Bourgogne (52 F) et en Midi-Pyrénées (52,47 F). En valeur absolue, c'est dans le Limousin (737 000 habitants) que le budget est le plus faible (48,42 millions de francs), ainsi que le prélèvement fiscal par habitant (44,5 F).

Vous avez besoin d'une banque internationale? 5 raisons pour lesquelles vous devriez consulter la Rabobank Nederland.

1. La Rabobank est la banque qui octroie le plus grand volume de crédits au secteur agricole hollandais. Elle joue un rôle-clé dans le financement de l'industrie agro-alimentaire, aussi bien en Hollande qu'à l'étranger.

L'importance de l'industrie agro-alimentaire, compte tenu des importations et des exportations hollandaises, donne à la Rabobank Nederland* une connaissance constamment mise à jour du financement du commerce international.

2. 40% du total de l'épargne hollandaise sont confiés à la Rabobank. Cela la place dans une position idéale pour répondre aux besoins de financements à court, moyen et long terme.

3. La Rabobank Nederland est également très active sur le marché des Euro-monnaies et Euro-obligations, dans le domaine des devises étrangères, des Euro-crédits et des nouvelles émissions.

4. La Rabobank Nederland est à la tête d'une organisation de banques coopératives qui compte 3 100 établissements répartis sur les 41 000 km² de la Hollande. C'est donc l'assu-

rance d'un service adapté à travers tout le pays.

5. Un bilan total dépassant 94 milliards de florins (environ 47 milliards de dollars U.S.) place la Rabobank parmi les 25 plus grandes banques du monde.

La Rabobank Nederland fait partie de l'Unico Banking Group qui réunit 6 grandes banques coopératives européennes, lesquelles disposent de 36 000 établissements. Le total de leurs bilans dépasse 400 milliards de dollars U.S.



Le Pays de Rembrandt est le Pays de la Rabobank. Le pays qui a inspiré à Rembrandt ses chefs-d'œuvre a aussi inspiré à la Rabobank la création de services d'importance mondiale.

Pour plus de renseignements: Rabobank Nederland, Département des Affaires Internationales, Catharijnesingel 30, 3511 GB Utrecht, Pays-Bas. Telex 40200.

Représentant à Frankfurt, Friedrich-Ebert-Anlage 2-14, D-6000 Frankfurt am Main 1, R.F.A. Telex 413873.

Rabobank

Le Pays de Rembrandt est le Pays de la Rabobank.

* Membre du UNICO BANKING GROUP.

Ile-de-France

Nomades indésirables

Nul ne veut de nomades chez lui. L'actualité récente l'a encore rappelé. En février, le maire socialiste de Plaisir (Yvelines) a limité — à la demande de commerçants — le nombre de caravanes pouvant stationner sur un terrain de sa commune (le Monde du 9 février 1981). En mars, le maire communiste de Roissy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) lançait une campagne contre « le trop grand nombre de nomades » dans sa cité (le Monde du 26 mars 1981). A chaque fois, chacun d'affirmer qu'il fallait créer des aires d'accueil réglementées pour les gens du voyage. Mais ces terrains, dont tout le monde souhaite la création, bien peu les acceptent chez soi. Ils seraient tellement plus opportuns... chez le voisin.

Une enquête du préfet des Yvelines vient de confirmer ce malheureux état d'esprit. A la demande du conseil général — et du ministre de l'Intérieur, — il a envoyé deux circulaires (l'une en août 1980, l'autre en novembre 1980) à tous les maires de son département (deux cent cinquante et un) leur demandant si la création d'une aire de stationnement pour les gens du voyage pouvait être envisagée sur leur commune. En mars 1981, il n'avait reçu que cent dix-huit réponses et toutes six étaient positives.

Le maire socialiste de Carrières-sur-Seine semble prêt à considérer le problème... mais seulement si les communes limitrophes (Chatou, Le Vésinet, Montesson) font la même démarche... ce qui n'est pas le cas.

A Saint-Arnoult-en-Yvelines, un emplacement est possible, a expliqué le maire (socialiste). Le dossier est à l'étude à la mairie. Même situation à Suc, dont le maire appartient aussi à la majorité: une aire de vingt places est prévue dans une zone d'aménagement concédée en projet Verneuil-sur-Seine et Verneuillet, toutes deux dirigées par des socialistes, sont décidées à créer en commun une aire de dix emplacements.

Il faut pourtant reconnaître que les communes communales paraissent plus décidées que les autres à faire un effort en la matière: une aire de stationnement de quarante places est en cours de réalisation à Trappes; Poissy et Sartrouville ont toutes deux déposé des dossiers précis, la première pour une aire de vingt places, la seconde pour quinze emplacements.

Mais que l'urbanisation et des voisins mécontents chassent les gens du voyage de leurs terrains d'accueil traditionnels, il n'y a donc qu'une certaine de places réglementées en cours de réalisation ou en projet dans un département comme les Yvelines. C'est peu.

Lors d'une récente réunion, la commission culturelle de la conférence des pouvoirs locaux et régionaux, qui dépend du Conseil de l'Europe, a souhaité que soit reconnu aux nomades « le droit de vivre parmi nous sur un pied d'égalité ». Confrontés aux réalités locales, cela s'apparente à un vœu pieux.

THIERRY BRÉHIER.

Centre

L'aménagement du cœur d'Orléans

Jeanne d'Arc sur la sellette

De notre correspondant

Orléans. — L'aménagement piétonnier de la place du Martroi, la place principale de la ville, doit être parachevé. Le maire, Jeanne d'Arc, de Royat, est l'objet d'une vive polémique depuis quelques semaines à Orléans. Alors que la plupart des grandes villes françaises se sont mises à l'heure piétonne, les Orléanais discutent ferme autour du projet municipal qui prévoit dans les mois à venir la mise en application d'un nouveau plan de circulation dans le centre-ville et la création d'un secteur piétonnier place du Martroi.

Après avoir organisé un concours d'architectes, la municipalité que conduit M. Jacques Doufflaque, député (U.D.F.) du Loiret, a dévoilé les grandes lignes de son projet: la statue de Jeanne d'Arc sera accessible aux seuls piétons, et la circulation automobile maintenue à bonne distance derrière de hautes grilles monumentales qui devraient redonner un certain style à cet endroit, dont l'intérêt architectural ne se limite plus qu'à deux immeubles, l'hôtel de la chancellerie d'époque dix-huitième siècle, et la chambre de commerce, édifiée au siècle dernier, symétrique et de la même inspiration.

Le projet a suscité une levée de boucliers des commerçants qui avancent des arguments sans surprise: baisse de leur chiffre d'affaires, « atteinte aux libertés » des automobilistes. Ils s'insurgent de la « bonne fréquentation » de la place qu'ils veulent déjà « transformée en ghetto », devenir « le repaire des marginaux » et « un forum » pour les manifestations de toutes sortes. Pour répondre à cette contestation commerciale, M. Doufflaque a dû organiser une réunion publique, devant

quatre cents personnes. « Nous ferons marche arrière si une majorité de nos élus se prononce négative », a affirmé le maire. Mais le maire d'Orléans est attaqué aussi sur sa gauche par le groupe d'action municipale et le parti socialiste, qui reprochent que l'information soit diffusée, le projet une fois « flétri » et voté, et jugent les grandes lignes trop timides. Ils souhaitent que la priorité soit accordée aux transports en commun, et que la place du Martroi serve de point de départ pour des circuits piétons dans le vieux Orléans.

Autre sujet de discussions: ces aménagements piétons ne vont-ils pas déranger l'ordonnement immuable des fêtes de Jeanne d'Arc, qui ont lieu chaque année le 8 mai? Ce jour-là un important défilé militaire et une prise d'armes se déroulent sur la place du Martroi face à la statue de l'héroïne devant un parterre de tribunes. Les partisans de la tradition peuvent être rassurés: les chars pourront défilé sur la place new-look, et les autorités de la ville continueront à jour du spectacle du haut des tribunes pourfendues, spécialement aménagées pour la circonstance. Les architectes ont reçu pour consigne de « geler » une partie de la place pour permettre le déroulement des festivités.

Ces concessions en site johannique ne sont pas du goût de tous: « Le Martroi est d'abord un cadre théâtral pour une pièce qu'on joue une fois par an? On blâme le cœur de la ville qui doit battre toute l'année? » interroge le groupe d'action municipale Jeanne d'Arc, on le voit, n'est pas une célébration ordinaire, à Orléans.

RÉGIS GUYOTAT.

DES BARBÈLES AUTOUR D'UN CAMPING DE L'AIN

Une base de plein air, aménagée par la petite commune de Saint-Paul-de-Vaux (sept cent cinquante habitants) et dotée de 11 de fer barbelé est gardée par des chiens; un équipement d'intérêt public interdit d'accès par son propriétaire (noté) depuis deux jours. La population est en ébullition.

C'est en mars 1977 que débute « l'affaire ». A l'époque la SAEPER (1) Savoie-Bourgogne exerce son droit de préemption sur un terrain de cinquante-dix hectares appartenant à un industriel lyonnais, M. Winckler, mis en vente pour 1,5 million de francs. Mais une promesse de « vente » avait été faite auparavant à un chef d'entreprise de Mâcon (Rhône), M. Gonthier. En juillet 1977 le terrain est vendu effectivement à la SAEPER, qui le rétrocède en février 1978 à la commune de Saint-Paul-de-Vaux. M. Gonthier, M. Gonthier assigne la SAEPER et la commune en justice pour obtenir l'annulation de la préemption et gagne son procès.

Du coup, M. Winckler, redevenant

propriétaire par annulation de l'acte de préemption, vend son terrain à M. Gonthier à la date du 1^{er} avril 1981.

L'inconvénient vient du fait qu'en février 1978 et avril 1981, la commune, forte de son bon droit, a aménagé une base de loisirs, en s'endettant lourdement. Soixante mille personnes l'ont utilisée en outre de l'été 1980. — (Corresp.)

(1) Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER).

Une fête antiraciste est organisée dimanche de 14 heures à 18 heures (Puy-de-Dôme), de 10 heures à 20 heures. Après la messe pascale des animations musicales précéderont la pose de la première pierre de la « Maison autonome », par M. Haroun Tazoua (conseiller de M. François Mitterrand) au cours de l'après-midi. A cette occasion, les réponses des candidats concernant le projet de centrale nucléaire de Flamanville seront rendues publiques.

150 000 000

Le Monde

économie

AFFAIRES

DANS LE NORD

Des salariés remettent en marche leur entreprise

De notre correspondant

Lille. — Rejoindre leur entreprise d'urgence, c'est ce que veulent de rétablir dans la banlieue lilloise. La société Debuter, qui fabrique des toiles à mousses, a été prise d'assaut par des salariés, qui ont occupé l'usine pendant deux semaines. Ils ont déposé un bilan de la situation de l'entreprise et ont demandé la liquidation de l'entreprise. Ils ont aussi demandé la liquidation de l'entreprise. Ils ont aussi demandé la liquidation de l'entreprise.

Le propriétaire suisse de Charles Jourdan évince le fils du fondateur

La direction du groupe Seducta Charles Jourdan, puis de prêt-à-porter français de haute couture, a été prise d'assaut par des salariés, qui ont occupé l'usine pendant deux semaines. Ils ont déposé un bilan de la situation de l'entreprise et ont demandé la liquidation de l'entreprise. Ils ont aussi demandé la liquidation de l'entreprise.

Une nouvelle banque de données économiques se met en place sur le marché français

La société d'information G-CAM, la Société d'études pour le développement économique et social (SEDES), le Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPÉ) et l'Agence France-Presse (AFP) ont annoncé leur intention de regrouper leurs compétences en matière de banques de données économiques.

L'accord Renault-Peugeot sur les poids lourds

LA C.G.T. DÉNONCE LE TRANSFERT DE FONDS PUBLICS AU GROUPE PRIVÉ

Le rachat par Renault-Véhicules industriels (R.V.I.) de 50 % du capital des sociétés Dodge Espagne et Dodge Grande-Bretagne, opération rétroactive au 1er janvier 1981 (le Monde du 15 avril), devrait coûter compte tenu de l'évaluation — à venir — de pertes de l'exercice et de la valeur des actifs nets entre 100 millions et 150 millions de francs, ont précisé les directions de R.V.I. et d'Automobiles Peugeot.

PRESSE

M. MARTIN DESPREZ NOMMÉ DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DU «PARISIEN LIBRE»

M. Martin Desprez, ancien directeur général adjoint de la Compagnie européenne de publication (Nouvel Économiste, Vieillesse, etc.), fait son entrée, ce mercredi 15 avril, dans l'équipe de direction du Parisien Libéré, avec le titre de délégué général.

La « crise » du « Monde »

« Le Quotidien de Paris » et « Le Matin de Paris » ont évoqué la semaine dernière ce qu'ils ont appelé la « crise » du « Monde ».

M. Claude Julien a été élu président de la S.A.R.L. le Monde par une assemblée générale extraordinaire de la société, le 7 avril, en recueillant les voix d'associés représentant 84 % des parts (1). Il a obtenu largement la majorité requise, qui est de 75 %.

Cette nomination suit le choix fait, le 1er juin 1980, par la Société des rédacteurs, à la majorité de 82,5 % des parts, d'élire M. Claude Julien comme son candidat à la succession de l'actuel directeur, dont le mandat s'achève le 31 décembre 1982. Ce choix a ensuite été approuvé à la majorité des parts par la Société des cadres (83 %) et par la Société des employés (85 %).

En réalité, le processus de la désignation du futur directeur avait commencé en octobre 1979, lors des débats et des votes sur la prolongation de son mandat. Deux ans et demi de larges discussions et de libres votes témoignent du caractère parfaitement démocratique de la désignation de M. Claude Julien. Combien d'entreprises de presse ou non, choisissent ainsi leurs dirigeants ?

Le 6 avril — à la suite d'une assemblée générale des rédacteurs, tenue le 31 mars, et à la veille de l'assemblée générale de la S.A.R.L. — une lettre adressée au président du conseil d'administration de la Société des rédacteurs par vingt rédacteurs, dont quinze du service étranger (2), sur un total de cent quatre-vingt-dix-sept journalistes, reproche à ce conseil d'administration de ne pas avoir pris d'initiative « de nature à amorcer la réconciliation d'une rédaction déchirée ».

Une semaine plus tôt, deux autres membres de la Société des rédacteurs (3) avaient également reproché, selon eux, le conseil de la Société d'avoir fait pour « promouvoir la réconciliation ».

En fait, sur proposition de M. Claude Julien, la Société des rédacteurs avait organisé trois commissions de travail qui ont préparé l'avenir du journal et, notamment, à mettre au point des structures propres à concilier l'unité du journal et la légitime diversité des tendances. Les signataires des deux lettres, à une ou deux exceptions près, n'ont pas participé aux travaux de ces commissions.

Ces vingt-deux journalistes, appartenant à des « générations », des générations sont largement scindées.

La première tenait dans la détermination de procéder à deux votes consécutifs de la S.A.R.L., le premier pour désigner un président, le second pour désigner le futur directeur du journal.

RAIFFE PREND LE CONTRÔLE DE RIVOLUX D'ANCIEN

Le groupe Raliffe a pris une participation majoritaire dans la société Rivolux, société d'investissement française de Burtin Group (Groupe de la Banque).

Le groupe Raliffe, implanté dans l'industrie, le commerce et le service de la France, exploite quinze hypermarchés et autant de supermarchés. Son chiffre d'affaires atteint, en 1980, 3,5 milliards de francs. Il emploie 150 000 personnes.

ACCIDENT VIF : UN BONUS POUR LES NON-FUMEURS

Des primes d'assurance-vie assorties d'un « bonus » pour les non-fumeurs, 15 % pour les assurés qui n'ont jamais fumé ou qui ont cessé de fumer depuis plus de dix ans, 10 % s'ils ont cessé de fumer depuis moins de dix ans.

Ce qu'on ne sait pas s'agit d'assurer l'assurance-vie pour les non-fumeurs, 15 % pour les assurés qui n'ont jamais fumé ou qui ont cessé de fumer depuis plus de dix ans, 10 % s'ils ont cessé de fumer depuis moins de dix ans.

Les pertes de la Commission européenne de la distillation de vin en France et en Italie, 12,84 F par degré hectolitre pour les vins rouges et 12,06 F pour les vins blancs.

Les perturbations du marché s'expliquent par les récoltes abondantes de 1979 et 1980. Les mesures (distillation et contrats de stockage à long terme, notamment), prises par les instances communautaires en début de campagne, qui ont permis déjà de décaler du marché dix-sept millions d'hectolitres, se sont révélées insuffisantes — M. S.

FACE AUX « GRATUITS » L'UNION DES DIFFUSEURS

À la suite de l'article paru dans le Monde du 14 avril sur la situation de la presse de Paris, M. Jean-Pierre Maréchal, président de la Chambre syndicale des diffuseurs de presse des Français-Orléans, vice-président et secrétaire général adjoint de l'Union nationale des diffuseurs de presse et de l'édition, nous demande de préciser que nous sommes une association de presse et non une association de diffusion. Nous sommes une association de presse et non une association de diffusion.

La commission internationale de la presse (C.I.P.), instituée par un décret du premier ministre du 9 avril 1981, et présidée par M. Jacques Lenour, conseiller-maire à la Cour des comptes, a été installée officiellement, mardi 14 avril, par M. Maréchal, secrétaire général du gouvernement.

Les ateliers administratifs, a fait observer M. Lenour, ont trop souvent eu tendance à effectuer aux dépens des travaux qui pourraient être réalisés dans de meilleures conditions à l'extérieur.

La commission s'occupera des services de l'État, les organismes publics et les collectivités locales qui tentent d'appeler à son conseil et à répartir rationnellement leurs travaux d'impression entre leurs moyens de bureau et ceux des professionnels, ainsi qu'à contrôler leurs coûts.

Si vous voulez vraiment apprendre une langue, ne faites que cela.

L'Immersion Totale®, une exclusivité Berlitz, vous permet d'acquérir une langue de plus dans un minimum de temps. Vous pourrez apprendre en quelques semaines, avec des professeurs particulièrement entraînés, en ne parlant que la langue que vous désirez connaître... comme vous l'avez fait en apprenant votre langue maternelle.

Appelez Berlitz dès aujourd'hui.

originalité privée **BERLITZ** depuis 1878

Paris, Champs-Élysées 720.41.60 / Nation 371.11.34
Opéra 742.13.39 / Panthéon 633.98.77
Rue de la Paix 261.64.34 / Saint-Augustin 522.22.23 / Victor-Hugo 500.34.38.
Région Parisienne, Boulogne 609.15.10 / La Défense 773.68.16 / Saint-Germain-en-Laye 973.75.00 / Versailles 950.08.70.
Provinces, Bordeaux 44.26.44 / Lille 06.42.41 / Lyon 828.60.24 / Marseille 33.00.72 / Nice 85.59.35 / Strasbourg 32.73.30
Toulouse 62.32.97.

J'ATTENDS UN PEU

EST-CE BIEN
AU POINT?

ON VERRA

MAIS QUEL EST
LE MEILLEUR?

MAGNETOSCOPES:
LE TEMPS DES HESITATIONS EST FINI.



Vous avez eu raison.
magnétoscopes évolués.
temps de prendre une décision. un
modèle apparaissait déjà.

Avec la nouvelle génération de magnéto-
copes de salon HITACHI, VT 8000 S et VT 8500 S,
vous ne risquez plus de voir votre choix dépassé
dans quelques mois. Leurs nouveaux perfec-
tionnements vous apporte tout ce que vous êtes en
droit d'attendre d'un magnétoscope:

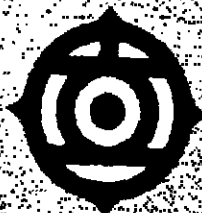
- touches douces, mécanique simplifiée, plus
grand confort d'utilisation.
- réembobinage automatique en fin de bande.
- prise péritelvision qui permet de sélectionner

Si vous y ajoutez la qualité de l'image
HITACHI, la fiabilité HITACHI, vous n'avez vrai-
ment plus de raison d'hésiter.

MAGNETOSCOPES HITACHI

- Recherche visuelle en vitesse accélérée
avant/arrière (5 x vitesse normale).
- Arrêt sur image.
- Mécanisme 4 moteurs doit 2 à démarrage
direct.

- Pour le VT 8000 S: le programmeur sur 24 heures
est programmable pour 12 heures
(pour le VT 8500 S: 12 heures).
- Pour le VT 8000 S: 5 programmes de
quelles que soient les chaînes. Pour le VT 8500 S:
12 programmes de quelles que soient les chaînes.
- Pour le VT 8000 S: système de protection
(TV-AV).
- Pour le VT 8500 S: système de protection
des 12 heures pour 12 heures.



HITACHI

Une technologie pour vivre mieux

desher 15A

ÉNERGIE

Un accident identique à celui de Three Mile Island est possible en France

affirme la C.F.D.T.

« Un accident comme celui de Three Mile Island (1) peut se produire en France. Dans une conférence de presse destinée notamment à répondre, en tant qu'organisation syndicale, aux questions des médias, sur tout particulièrement les problèmes énergétiques, aux affirmations péremptives et, à bien des égards, insupportables du président sortant, la C.F.D.T. s'est attachée, le 14 avril, à faire le point sur les questions de sécurité.

Deux ans après l'accident de Three Mile Island, le cœur du

réacteur est encore très chaud et il faudra encore cinq ans de nettoyage pour un coût total d'un milliard de dollars. Or, affirme la C.F.D.T., un tel accident est possible en France, en raison notamment de la conception de la salle de contrôle. Des équipes ont ainsi été confrontées sur le simulateur du Bugey à des incidents qu'aucune d'entre elles n'a réussi à déterminer en une heure.

Après Three Mile Island, la tendance est donc à accroître l'automatisation, mais un autre accident, celui de Crystal River, a été provoqué par la défaillance des automatismes. Il y a donc, pour la C.F.D.T., une évidence : « Une chaudière PWR est un appareil très complexe, insuffisamment maîtrisé, qui nécessite des études de fonctionnement accidentel très approfondies et diversifiées, ou le grand nombre de configurations accidentelles possibles ».

La centrale syndicale rappelle qu'elle a été la première à parler des « fissures ». On n'a pas détecté moins de cinq cents fissures sur le circuit primaire du Tricastin. Or, il y a une limite actuelle aux mesures que l'on peut faire de ces défauts. M. Michel Rolant, secrétaire national, rappelle donc les risques que font peser ces fissures sur la disponibilité future des centrales : « Nous sommes, tout près de nous, l'exemple des quatre centrales à eau bouillantes d'Allemagne fédérale : Würgassen, Brunsbüttel, Philippsburg et Jülich, affaiblies, sur intervention de la commission de sécurité nucléaire et ordre des ministères de l'Intérieur, pendant quatre mois pour changer des éléments du circuit primaire à cause de la corrosion et des fissures qui s'y développent rapidement ».

La corrosion des tubes des générateurs de vapeur est, elle aussi, soulignée par la C.F.D.T., qui rappelle que la tranchée de Pessenheim a dû être arrêtée du 14 février au 15 mars 1981 pour fuite de l'eau primaire dans un des générateurs de vapeur. Une douzaine de tubes ont dû être bouchés définitivement.

Les critiques de la centrale syndicale portent aussi sur les conditions de travail qui se sont, dit-elle, aggravées avec le nucléaire. L'irradiation bien sûr, qui, après avoir répondu à la question de la « limite maximale admissible », dépend maintenant de « doses permises » ou de « doses légales ». Un glissement qui s'explique lorsqu'on sait que les travailleurs par les premiers arrêts au

Bugey et à Pessenheim ont été supérieures de 40 % à celle des travailleurs de la centrale de Tihange qui avait été prise pour référence.

En plus de ces problèmes de santé, la C.F.D.T. dénonce le gardiennage éventuellement avec chiens, les horaires (avec multiplication des trois huit), le travail par procédure, soit l'écoulement mécanique des charres à partir de documents où tout est prévu, enfin pour l'industrie tout entière l'incitation à travailler la nuit, le samedi ou le dimanche.

Troisième critique fondamentale : « Le programme correspond à un objectif élevé de consommation d'électricité. Si l'utilisation de l'énergie est rationnelle, affirme M. Michel Rolant, la consommation de l'électricité en France en 1980, pour être de 350 milliards de kilowatts-heure, a dû être de 450 milliards de kilowatts-heure (les chiffres de la C.F.D.T. ne sont pas éloignés de certaines conclusions du Plan). Or ces 100 milliards de kilowatts-heures de différences correspondent à vingt centrales de 1 000 mégawatts, dont on pourrait faire l'économie ».

La C.F.D.T. est cependant bien seule dans la critique syndicale du programme nucléaire du gouvernement. « La C.G.T. affirme M. Michel Rolant, reprend justement vocalement la propagande gouvernementale sur les « surproductions », qui y voit « une nouvelle illustration de la démagogie du sectarisme et des pratiques anti-unitaires ».

(1) L'accident auquel fait allusion la C.F.D.T. a eu lieu le 28 mars 1979 dans la centrale nucléaire de Three Mile Island au Pennsylvania (États-Unis), équipée d'un réacteur PWR. Des gaz radioactifs étaient échappés de l'installation dont les responsables avaient un temps perdu le contrôle. L'accident avait provoqué une émotion considérable aux États-Unis.

Le prix Nobel d'économie, Milton Friedman, a été invité à Cuba. Cette invitation a été annoncée par M. Oscar Pino Santos, principal organisateur du second congrès des économistes du tiers monde qui doit avoir lieu à La Havane, à la fin de ce mois. M. Pino Santos a précisé que MM. Paul Samuelson et Vasily Leontief, également prix Nobel, seraient, également, invités.

L'INDONÉSIE ET LE JAPON SIGNENT UN ACCORD SUR LE PRIX DU GAZ

L'Indonésie et le Japon ont signé le 14 avril, à un accord sur le prix du gaz naturel liquéfié que le premier va livrer au second pendant vingt ans. L'Indonésie qui est un grand producteur de gaz naturel, porte le prix du million de B.T.U. (1) à 5,87 dollars (ce qui comprend les frais de transport). Le prix payé par le Japon — en vertu d'un mécanisme d'indexation, qui ne prévoit que partiellement en compte les prix du brut — était auparavant de 5,66 dollars le million de B.T.U.

Cet accord qui porte sur un nouveau contrat de 25 millions de tonnes par an à compter de 1983 a été annoncé par M. Hayama, directeur général de la Compagnie nationale pétrolière. Ce dernier, qui avait annoncé la conclusion d'un accord avec la compagnie indonésienne, a précisé que la situation financière de la compagnie dont les dettes ont été réduites de 10 à 2 milliards de dollars, en quatre ans.

(1) B.T.U. : British Thermal Unit 1 million de B.T.U. = 293 kWh.

Atlantic Richfield met fin à deux contrats avec la Nigeria. La compagnie pétrolière Atlantic Richfield vient de décider de mettre fin à deux contrats d'approvisionnement de 30 000 barils par jour chacun, avec la Nigeria. C'est la première fois, depuis plusieurs années, qu'une compagnie met fin volontairement à un contrat d'approvisionnement à long terme. La décision des dirigeants de l'entreprise — au cours de la baisse de la consommation aux États-Unis — et la chute du pétrole nigérian (de dollars par baril) ont décidé cette décision de la société de Los Angeles.

SOCIAL

POUR RÉTABLIR L'ÉQUILIBRE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

La C.G.C. préconise un retour à la « gestion mutualiste »

Pour faire face à la croissance des dépenses de l'assurance-maladie du régime général, la Confédération générale des cadres (C.G.C.) préconise un retour à « la gestion mutualiste qui caractérise la Sécurité sociale à son origine ».

Présentant à la presse, le 14 avril, leur rapport « Santé et Sécurité sociale, une autre approche », les responsables de la C.G.C. ont constaté que les dépenses d'assurance-maladie ont augmenté plus vite que les recettes, ce qui entraîne un déséquilibre permanent du taux de cotisation. En pourcentage du produit intérieur brut (P.I.B.), ces dépenses sont passées de 4,7 % en 1970 à 6,5 % en 1979, soit 182,6 milliards de francs. Les causes de cet accroissement sont diverses. Les cadres signalent notamment l'absentéisme, la multiplication des certificats médicaux, la création d'hôpitaux dont « l'insuffisance médicale était aussi manifeste que l'insuffisance économique », etc.

D'une façon générale, l'hospitalisation, l'alcoolisme et le tabagisme ont pesé lourd sur l'aggravation du déséquilibre dépenses-recettes.

Parmi diverses mesures pour revenir à l'équilibre, la C.G.C. propose un renforcement du contrôle sur certains abus (absentéisme, certificats médicaux notamment) et sur les durées de séjour d'hospitalisation et les cotisations des actes en cette matière.

Sur 400 000 dossiers de handicapés adultes examinés en 1980 par les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel, 120 000 seulement ont bénéficié du droit à l'allocation aux handicapés (environ 1 400 francs par mois) et 60 000 ont reçu une allocation compensatoire destinée à financer une « tierce personne » pour les aider (entre 1 150 francs et 2 300 francs par mois). Sur les soixante-cinq mille personnes reconnues comme « travailleurs handicapés », vingt-cinq mille ont été orientées vers le secteur privé, cinq mille vers la fonction publique, quinze mille vers des stages de formation professionnelle, dix-sept mille dans les centres d'aide par le travail et trois mille dans les quatre-vingt-dix-huit ateliers protégés, a précisé M. Lionel Szefer, secrétaire d'État au travail manuel.

Il faut, conclut la C.G.C., accroître et le rôle des caisses de sécurité sociale sur le contrôle des dépenses de l'assurance-maladie et le rôle des partenaires sociaux.

Ainsi, pour M. Jean Menu, président de la centrale, la gestion du système pourrait être semblable à celle des systèmes de retraite complémentaire ou de l'assurance-chômage.

Recul de la C.G.T. et de la C.F.T.C. à l'arsenal de Toulon. — Aux élections à la commission paritaire locale qui ont lieu tous les trois ans, sur 10 762 inscrits et 7 568 voix exprimées, la C.G.T. recueille 7 points (3 505 voix au lieu de 3 981 en 1978, soit 48,32 % au lieu de 53,96 %). La C.F.T.C. recueille aussi (5,73 % au lieu de 5,88 %). En revanche, la P.O. passe de 1 508 à 1 711 voix, soit 22,60 % (30,96 %), la C.F.D.T. de 945 à 1 216 voix, soit 16,06 % (13,13 %) et les divers de 5,20 % à 9,26 %.

Licenciements et grèves

Les licenciements, grèves, occupations des ateliers et évacuations par la police continuent à marquer l'actualité sociale.

A Lauterbach Zell (Bautzen), la liquidation de Stahlfabrik, la liquidation de Stahlfabrik, entraîne le licenciement de cinquante-six personnes. A Roubaix, la ferme de la filature Motte Bossut (velours de coton) se traduit aussi par quatre-vingt-dix licenciements, mais certains reclassements et mises en préretraite sont en cours.

A Quimper, les vingt-sept employés de la société mella-nobise de confection (Socome), licenciés depuis le 9 avril, occupent les locaux de leur entreprise qui ferme ses portes, afin d'obtenir le paiement des indemnités de licenciement et des congés payés.

A Saint-Brieuc, mille quatre cents des deux mille salariés de Chaffoteaux et Maury (numéro un du chauffe-bain en France) seront en chômage technique la première semaine de juin.

A Vichy, une partie du personnel de la compagnie ferricole, après divers débrayages, menace de se mettre en grève illimitée si

Immigrés

LE P.S. ET DE NOMBREUX PRÊTRES SOUTIENNENT LES GRÉVISTES DE LA FAIM DE LYON

Les manifestations de solidarité avec la grève de la faim de Christian Delorme, prêtre du diocèse de Lyon, de Jean Costil, pasteur protestant, et d'un travailleur étranger, M. Ahmad R. (le Monde du 15 avril) s'amplifient. Au parti socialiste, après que M. Jean Le Garrec, député national à l'immigration, ait apporté, mardi 14 avril, « le salut du parti socialiste aux grévistes de la faim », M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., appelle « les fédérations, les militants, les élus et tous les démocrates à prendre des initiatives en soutien à l'action menée par les grévistes de la faim ».

D'autre part, des jeûnes de solidarité sont annoncés dans plusieurs villes, notamment à Marseille et à Dijon. Une centaine de prêtres de la Côte-d'Or ont adressé au ministre de l'Intérieur un texte s'élevant contre « les mécanismes de rejet qui frappent les jeunes immigrés ».

Grève des employés des autoroutes du sud de la France

Les syndicats F.O. de la Société des autoroutes du sud de la France et de la Société Estéril-Côte d'Azur ont lancé un mouvement d'arrêt de travail du vendredi 17 avril à 5 heures au samedi 18 avril même heure, pour protester contre « la pénibilité des conditions de travail sur les tronçons à ouverture prochaine, en raison des effectifs réduits » et dénoncer « les mesures qui pèsent sur l'emploi ».

DSM ACTUALITES

DSM: de mines de charbon en chimie, mais aussi...

DSM: DE MINES EN BRIQUES

A première vue, on imagine mal les véritables liens qui rattachent la brique à la mine de charbon. Car il ne s'agit pas de calories, de ces calories nécessaires à la cuisson de la brique.

Voici quelques explications fournies par DSM (à l'origine, les charbonnages néerlandais, aujourd'hui un groupe qui fait partie du peloton de tête de l'industrie chimique européenne).

Lorsqu'on décide d'exploiter un gisement, pour atteindre la couche de charbon située sous terre à plusieurs centaines de mètres, il faut creuser des trous verticaux, ce sont les puits, et ensuite progresser à l'horizontale, ce sont les galeries.

De tels travaux comportent deux obligations : ramener à la surface des quantités très importantes de terre, de débris qui forment les « terrils », ces étranges pyramides qui dominent les bassins houillers de la plaine du nord de l'Europe, soutenir les galeries souterraines pour qu'elles ne s'effondrent pas.

Or, DSM avait su combiner déblais et soutènement : les premiers fournissent une excellente matière première pour fabriquer des briques, qui servaient en partie au second.



Aujourd'hui, alors que DSM a cessé d'exploiter des mines en voie d'épuisement, la fabrication de briques, basée sur les déblais et déchets accumulés pendant des dizaines d'années d'exploitation, continue et se développe.

Ces briques, commercialisées sous la marque Poriso, sont fabriquées selon un procédé original qui ne demande aucun apport d'énergie : les matières premières utilisées (schistes, argile...) contiennent suffisamment de substances combustibles pour que les briques se cuisent elles-mêmes — lors du long trajet de 45 heures qu'elles vont parcourir dans un four-tunnel de 150 mètres.

En fait, économie d'énergie sur toute la ligne : pas de combustible pour la fabrication



et moins de combustible pour chauffer les maisons construites en briques Poriso, grâce à l'isolation thermique qu'elles apportent.

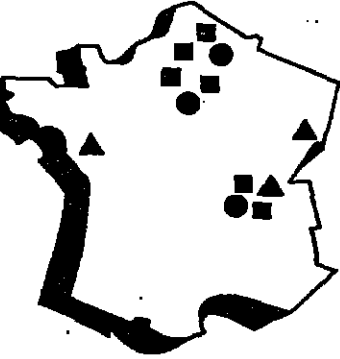
Contribuer au mieux-être des hommes, c'est une des tâches que s'est donné le groupe DSM. Il s'y emploie avec la chimie, qui les aide à se vêtir et, par les engrais, à mieux se nourrir, et aussi à se loger plus confortablement avec la chimie, le gaz, et les briques.

CARTE D'IDENTITE DU GROUPE DSM

A l'origine, Houlliers d'Etat néerlandais ; aujourd'hui, DSM, Groupe à vocation internationale, implanté principalement en Europe de l'Ouest (siège social à Heerlen, Pays-Bas), mais aussi dans d'autres parties du monde.

SEPT GRANDS SECTEURS :	
Engrais :	ammoniac, acide nitrique, urée, produits azotés, engrais complexes, etc.
Produits chimiques :	acrylonitrile, caprolactame, phénol, mélanine, etc.
Plastiques :	éthylène, propylène, polyéthylène, PVC, polycarbonate, ABS, caoutchoucs synthétiques, etc.
Produits chimiques industriels :	méthanol, formaldéhyde, résines, benzyl, butyl, etc.
Energie :	production et exploitation de gaz naturel, recherche de gaz et pétrole.
Transformation des plastiques :	emballages, articles ménagers, etc.
Construction :	briques, tuiles, éléments en béton, céramiques, etc.

En termes de chiffre d'affaires et d'effectif, l'activité principale est la chimie dont les 2/3 des ventes sont réalisées hors des Pays-Bas. Au total, 31 000 employés dont les 3/4 aux Pays-Bas. Chiffre d'affaires global de l'ordre de 15 milliards de florins.



DSM EN FRANCE

Producteur européen, DSM dispose en France de moyens de production, de stockage et d'assistance pour :
● les plastiques et produits chimiques
● les engrais, les produits en matières plastiques, les matériaux de construction

Pour toute information : DSM-FRANCE Immeuble Pérusud 5, Rue Lejeune 92120 MONTROUGE

DANS TOUTES LES LANGUES DU MONDE DSM VEUT DIRE CHIMIE



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. AU-DELA DE L'HEXAGONE : « La pierre angulaire de la présidence », par l'émir (C.R.) de Joybert ; « Philosophie de la politique étrangère française », par Manuel de Diegues ; « Rappels à d'éventuels trublions », par François de Ros.

ÉTRANGER

3-4. EUROPE
— POLOGNE : la base du parti, favorable au réarmement, s'organise à l'échelle de tout le pays.

4-5. PROCHE-ORIENT
— ISRAËL : la campagne électorale, un entretien avec M. Chamir, secrétaire général du Mapam.
— IRAN : Téhéran accuse les États-Unis de ne pas respecter leurs engagements financiers.
— L'Occident au Liban.

6. AMÉRIQUES
— CANADA : la victoire de M. Lévesque au Québec est accueillie avec calme dans l'ensemble du pays.
— É. AFRIQUE
6-7. DIPLOMATIE
— la visite de Mme Thatcher en Inde.

POLITIQUE

8 à 12. L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

13 à 15. ACTEURS : « Trois heures de répit », par Michel Cournot, entretien avec Michel Serrault, par Jacques Sicler, et à Los Angeles, avec Fred Forrest, par Lisa Bloch-Morhange ; « Moments de la vie d'Antiochus », par Antoine Vitez ; reportage dans les cours privés d'art dramatique, par Hervé Guibert et à l'Institut Thiers-Straussberg, à New-York, par Claude Sarrault.

16. UNE SÉLECTION
20. PROGRAMMES EXPOSITIONS
21-22. PROGRAMMES SPECTACLES
17 à 20. RADIO-TELEVISION : la semaine du 18 au 25 avril.

CULTURE

23. CINÉMA : Out of the Blue, de Dennis Hopper ; Pulsion, de Brian de Palma.
— PATRIMOINE

SOCIÉTÉ

25. Le succès du premier vol de la navette spatiale américaine.
26. MÉDECINE : le retard dans l'équipement de la France en scanners.
— JUSTICE
— SPORTS

RÉGIONS

32. Les budgets régionaux en 1981 : Rhône-Alpes en tête, Limousin en queue.
— ILE-DE-FRANCE : nomades indésirables.

ÉCONOMIE

33. PRESSE : la « crise » du Monde.
— AFFAIRES : une nouvelle banque de données économiques se met en place.
35. ÉNERGIE : « Un accident identique à celui de Three-Mile-Island est possible en France », affirme la C.F.D.T.

36. COMMERCE EXTÉRIEUR
35-36. SOCIAL

RADIO-TELEVISION (24) INFORMATION (28) SERVICES (28)

Les offices de Parques à Paris, Méditerranée, Mots croisés, « Journal officiel ».
Annonces classées (29 à 31) : Carnet (24) ; Bourse (37).

Le numéro du « Monde » daté 15 avril 1981 a été tiré à 520 705 exemplaires.

Stages Intensifs d'ANGLAIS cours audiovisuel lafayette

36bis, Bd Haussmann 75009 Paris
Tél. 770.99.50
3, Place des Jacobins 69002 Lyon
Tél. 842.75.77

A B C D F G H

AU CONSEIL DES MINISTRES

- LIBAN : un message du patriarche maronite
- Personnes âgées : aide ménagère et maintien à domicile

M. Jean-Marie Poirier, porte-parole de l'Elysée, a rendu compte mercredi 15 avril des travaux du conseil des ministres. Au cours de ce conseil M. Jean-François Poncelet, ministre des affaires étrangères, a analysé la situation qui prévaut au Liban et rendu compte de l'action de la France entreprise « pour surmonter la crise et ramener la paix ».

M. François Poncelet a fait le point des contacts pris avec les capitales concernées et l'ONU. Le sens de l'action de la France est de « soutenir l'effort du gouvernement libanais ».

A ce sujet M. Poirier a donné lecture d'un message adressé au président de la République par le patriarche maronite du Liban, dans lequel on peut lire : « La France, son président, ses gouvernants et son peuple amis de toujours de notre pays ont droit aujourd'hui de notre particulière gratitude. Dans la tourmente des événements qui vitent les populations du Sud-Liban, nous avons assuré d'urgence une généreuse assistance humanitaire. Nous remercions à Votre Excellence l'expression de notre gratitude et des vœux que nous formons pour la prospérité du peuple libanais ».

Le conseil des ministres a également permis de dresser un bilan de l'action entreprise en faveur des personnes âgées dans deux domaines : l'aide ménagère et le maintien à domicile.

M. Remy Montagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé, a souligné que le tiers des crédits affectés par l'Etat à la Sécurité sociale et les collectivités locales à l'aide ménagère s'élève en 1981 à 1,520 milliard de francs, alors qu'en 1974 ce total atteignait 300 millions de francs.

M. Jacques Barrot, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, a relevé que l'âge moyen d'entrée dans les établissements d'hébergement est passé, en dix ans, de soixante-dix à quatre-vingt ans. M. Barrot a fait état de deux décrets, l'un portant statut des équipes paramédicales, l'autre permettant l'augmentation de l'enveloppe financière des établissements de soins de longue durée, afin de favoriser l'implantation dans celles-ci de lits médicaux.

Enfin, M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur et René Monory, ministre de l'Economie, ont dressé le bilan de la réforme des finances locales. Ils ont souligné que les concours de l'Etat aux collectivités locales se sont élevés à 94 milliards de francs, le produit de la fiscalité locale ayant atteint 82 milliards de francs.

[Éléments d'analyse politique globale de la situation à domicile des personnes âgées, l'aide ménagère a connu sans conteste une progression depuis 1974, puisque, ainsi que l'a rappelé M. Montagne, le montant des crédits consacrés à cette prestation, « toutes sources de financement confondues » — c'est-à-dire avec l'aide des municipalités et des collectivités locales — est passé, en six ans, de 300 millions à 1,520 milliards de francs en 1981. Mais les besoins sont immenses : 800 000 personnes dépendantes devraient pouvoir bénéficier d'une aide ménagère. Dans le même temps, des restrictions ont été instaurées dans notre système d'assurance-maladie ; nouvelles conventions sur les honoraires médicaux, contrôle de l'assurance-maladie, etc.]

LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

Les émissions de la mi-journée

Mme Huguette Bouchardou a évoqué, mercredi 15 avril, à 12 h 40, à TF1 et Antenne 2, la situation de l'agriculture, les questions de défense et le tiers-monde. Au cours du débat, que dirigeait M. Bernard Langlois, la candidate du P.S.U. a insisté sur la nécessité d'un « revenu sûr et décent » soit assuré « à tous ceux qui vivent du travail de la terre ».

Après le témoignage d'une femme agricultrice du Larzac, Mme Bouchardou s'est déclarée favorable à ce que « la France décide unilatéralement de son désarmement ». Estimant que le désarmement n'est pas « irréalisable », elle a rappelé les exemples de la Yougoslavie qui, en 1948, 1949, « avec une force populaire (...) a su résister aux forces qui l'enserraient », et de la Pologne où « des gens aux mains nues, par la grève (...) sont capables de dire non à des chars qui sont déjà sur leur territoire ».

• M. JACQUES CHIRAC, sur les mêmes chaînes de télévision, a expliqué que la sécurité dont il a fait l'un de ses slogans, « c'est d'abord la stabilité politique ». Il a indiqué que l'un des premiers gestes de son gouvernement serait de déposer une loi-programme pour doter les forces de police et de gendarmerie des moyens en personnel et en matériel nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes. Il a jugé que la réforme régionale proposée en 1980 par le général De Gaulle avait été rejetée « à tort » et « qu'il faut la reprendre aujourd'hui, pour donner aux régions une certaine indépendance, économique, sociale, culturelle ».

Après avoir condamné l'« excessive », empire de l'Etat sur l'information et jugé probable la remise en cause du monopole de programmation.

• M. FRANÇOIS MITTERRAND, premier candidat à intervenir à France-Inter, à 13 h 30, accompagné de MM. Haroun Tazieff et Alain Bombard, a insisté sur sa volonté d'assurer l'indépendance énergétique de la France. Indiquant qu'il n'est pas favorable au « tout-nucléaire », parce qu'il est nécessaire de diversifier les sources d'énergie, le candidat socialiste a estimé qu'il serait possible de produire 30 millions de tonnes de charbon en 1990, « à la condition de réveiller notre économie, de réhabiliter les puits », M. Mitterrand a souligné le rôle des « énergies renouvelables » (biomasse, forêt, etc.) et a assuré, à propos du nucléaire : « On n'a pas réglé non plus d'une façon satisfaisante l'ensemble des questions posées sur le plan de la santé publique et de la sécurité ». Notant que la France est dépendante de l'étranger pour le pétrole, le candidat socialiste a ajouté : « Mais on l'est aussi pour l'uranium qui est nécessaire au

nucéaire, car il faut l'acheter au Niger, au Gabon, demain au Canada, et cela va représenter 70 % de nos achats, c'est-à-dire de notre fourniture d'uranium ».

• Mme MARIE-FRANÇOISE GAUDU, qui était intervenue ensuite par M. Paul Guibert, journaliste, a noté que le projet de loi de « l'Etat s'est considérablement aggravé » depuis 1974. Après avoir affirmé qu'à cette date, « il s'est produit une sorte de révolution (...) pour la première fois dans son histoire, la France n'a été gouvernée que par des technocrates », l'ancienne conseillère de Georges Pompidou a cité le président de la République, le premier ministre et le ministre de l'Intérieur, les ministres et à peu près tous leurs entours, « sont issus de « cette élite de la fonction publique qui est née entre la rue Saint-Guilhem (N.D.L.R.) : où est situé l'Institut d'études politiques et le Bois de Boulogne ».

• M. MICHEL CREPEAU, qui était intervenu par M. Georges de Caunes, a évoqué le problème de l'emploi, indiquant que celui-ci ne serait réglé que « si il y a une volonté politique différente et une volonté d'entreprise ». « Payer les gens à ne rien faire », a déclaré le candidat M.R.G., « c'est faire de la fausse monnaie ». Insistant sur la nécessité de développer la création d'entreprises, M. Crepeau a assuré que la réduction du travail à trente-cinq heures hebdomadaires est « d'avantage une mesure sociale qu'une mesure destinée à réduire le chômage ».

Selon un sondage

M. GISCARD D'ESTAING NE RECUEILLERAIT QUE 27 % DES SUFFRAGES LE 26 AVRIL

Paris-Match, daté du 24 avril, publie un sondage réalisé par Public S.A. du 6 au 10 avril auprès d'un échantillon national représentatif de cinq mille personnes âgées de plus de dix-huit ans. Selon cette enquête, M. Giscard d'Estaing l'emporterait au second tour avec 50,5 % (au lieu de 52 % dans le précédent sondage Public S.A. publié dans le Monde du 10 avril) contre 49,5 % (au lieu de 48 %) à M. Mitterrand.

Ce dernier, opposé à M. Chirac, l'emporterait avec 33 %. Au premier tour, l'actuel chef de l'Etat est crédité de 27 % des intentions de vote (— 25 points), M. Mitterrand de 23,5 % (— 0,5 point), M. Chirac de 18,5 % (+ 2 points), M. Marchais de 15 % (+ 0,5 point), M. Lalonde de 3 % (+ 0,5 point), M. Leguiller de 2 % (+ 0,5 point), M. Delors de 2 % (— 0,5 point). Les cotés de Mmes Giscard (2 %), Bouchardou (1 %) et de M. Crepeau (1 %) restent stables.

AUX ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

La C.F.D.T. progresse dans plusieurs entreprises au détriment de la C.G.T.

Diverses élections professionnelles montrent une sensible progression de la C.F.D.T. au détriment de la C.G.T. C'est le cas, notamment, aux usines Renault du Mans (Sarthe), à l'usine Kleber-Colombes de Colombes (Hauts-de-Seine), et à La Samaritaine de Paris. Dans tous ces scrutins, la C.G.T. reste toutefois majoritaire.

• A L'USINE RENAULT DU MANS

Les élections des délégués du personnel dans le premier collège (ouvriers-employés) de l'usine Renault du Mans (Sarthe), le 14 avril, ont été marquées au gain de 4,86 points pour la C.F.D.T. La C.G.T. perd 3,12 points, contrairement aux progrès qu'elle avait enregistrés ces derniers mois aux usines Renault de Sandouville et de Billancourt.

Résultats : 1^{er} collège (ouvriers, employés) : inscrits, 1 185 (7 489 en 1979) ; exprimés, 6 289. Ont obtenu : C.F.D.T. : 3 444 voix (56,37 % en 1979) ; 15 sièges (au lieu de 15) ; C.F.D.T. : 2 845 voix (45,63 % en 1979) ; 10 sièges (au lieu de 9) ; F.O. : 107 voix (1,70 %) (2,20 % en 1979) ; La C.F.D.T. (1,34 % des voix en 1980) ne présentait pas de liste cette année.

• A KLEBER-COLOMBES

Aux usines Kleber-Colombes, lors des élections des délégués du comité d'entreprise, la C.F.D.T. progresse de 12,34 % dans le collège ouvriers-employés et de 12,2 % dans celui des techniciens-agents de maîtrise.

Résultats : 1^{er} collège (ouvriers, employés) : inscrits, 843 voix (1 297 en 1979) ; exprimés, 689 (770 en 1979) ; ont obtenu : C.F.D.T. : 359 (52,08 %) (42,2 % en 1979) ; C.G.T. : 321 (46,59 %) (57,8 % en 1979) ; F.O. : 9 (1,33 %) (1,2 % en 1979) ; La C.F.D.T. (1,34 % des voix en 1980) ne présentait pas de liste cette année.

2^e collège (techniciens, maîtrise) : inscrits, 307 voix (3 497 en 1979) ; exprimés, 210 (210 en 1979) ; ont obtenu : C.F.D.T. : 107 (50,95 %) (43,8 % en 1979) ; C.G.T. : 103 (48,57 %) (56,2 % en 1979) ; F.O. : 0 (0 %) (0 % en 1979) ; La C.F.D.T. (1,34 % des voix en 1980) ne présentait pas de liste cette année.

Rappelons que le Populaire du Centre fait partie du groupe de gauche La Montagne, de Clermont-Ferrand.

• La Libération totale des prix des viandes, des légumes et des fruits — à l'exception de la banane — est désormais effective après la publication d'arrêtés du Bulletin officiel des services des prix (B.O.S.P.) du mercredi 15 avril. Cette décision, annoncée en mars (Le Monde du 13 mars), concerne également la restauration publique, de même que les boissons et denrées à consommer sur place dans les débits de boissons. La libération des prix des fruits et légumes marquera la fin du système du coefficient multiplicateur qui s'appliquait encore aux oranges, aux mandarines, aux citrines, aux choux-fleurs, aux endives et aux poireaux. Pour les viandes de boucherie et de charcuterie, la publication des prix de vente au détail devra être assurée, outre le mariage par écriture, par un tableau d'affichage et exposé en permanence à la vue du public et l'absence de l'espérance.

• Manifestation conjointe des syndicats de Pechiney-Ugine-Kuhlmann à Paris. — De deux mille à trois mille salariés du groupe PUK, venus pour la plupart de province, ont répondu aux appels « parallèles » de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de F.O. le 15 avril à Paris. Ils entendent s'opposer au démantèlement du groupe, contestant notamment le projet de vente de la branche chimie de PUK au groupe pétrolier américain Occidental.

• Le trafic des ports perturbé le 16 avril. — La fédération C.G.T. des ports et docks appelle les dix-

• A LA SAMARITAINE

La C.F.D.T. gagne 7,8 points dans le premier collège (ouvriers-employés) aux élections de délégués du personnel du magasin La Samaritaine de Paris, le 10 avril dernier.

Résultats : 1^{er} collège (ouvriers, employés) : inscrits, 1 381 (1 589 en 1979) ; exprimés, 1 381. Ont obtenu : C.F.D.T. : 784 voix (56,76 % en 1979) ; 15 sièges (au lieu de 15) ; C.F.D.T. : 597 voix (43,24 % en 1979) ; 10 sièges (au lieu de 9) ; F.O. : 0 (0 %) (0 % en 1979) ; La C.F.D.T. (1,34 % des voix en 1980) ne présentait pas de liste cette année.

2^e collège (cadres supérieurs) : inscrits, 108 (119 en 1979) ; exprimés, 94 (94 en 1979) ; ont obtenu : C.F.D.T. : 54 voix (57,63 %) (57,63 % en 1979) ; C.G.T. : 40 voix (42,37 %) (42,37 % en 1979) ; F.O. : 0 (0 %) (0 % en 1979) ; La C.F.D.T. (1,34 % des voix en 1980) ne présentait pas de liste cette année.

3^e collège (cadres inférieurs) : inscrits, 108 (119 en 1979) ; exprimés, 94 (94 en 1979) ; ont obtenu : C.F.D.T. : 54 voix (57,63 %) (57,63 % en 1979) ; C.G.T. : 40 voix (42,37 %) (42,37 % en 1979) ; F.O. : 0 (0 %) (0 % en 1979) ; La C.F.D.T. (1,34 % des voix en 1980) ne présentait pas de liste cette année.

La C.G.T. progresse dans un service du Printemps

En revanche, la C.G.T. a progressé de 29 points, début avril, aux élections de délégués du personnel de démonstration (plus de 90 % de femmes) du magasin Le Printemps à Paris — employées travaillant pour des entreprises extérieures, notamment de parfumerie.

Résultats : inscrits : 1 023 (981 en 1980) ; exprimés : 642 (694 en 1980) ; ont obtenu : C.G.T. : 300 voix (46,73 %) (46,73 % en 1980) ; C.F.D.T. : 342 voix (53,27 %) (53,27 % en 1980) ; F.O. : 0 (0 %) (0 % en 1980) ; La C.F.D.T. (1,34 % des voix en 1980) ne présentait pas de liste cette année.

Les équipes de l'olympique de Marseille joueront jusqu'à la fin de la saison

M. Jean Sadoul, président du Groupement des clubs professionnels (G.C.P.), a annoncé mardi 14 avril à Marseille que les équipes amateurs et professionnelles de l'Olympique de Marseille disputeraient normalement leurs championnats jusqu'à la fin de la saison sous la responsabilité de la Ligue de la Méditerranée.

M. Jean Sadoul a précisé que le G.C.P. et la Fédération française des sauteurs de la Ligue de la Méditerranée, jusqu'au 30 juin 1981. Le président du G.C.P. a aussi annoncé son intention de demander au tribunal de commerce de transformer la liquidation de biens de l'O.M. en liquidation judiciaire de façon à obtenir un concordat permettant de rembourser les créanciers des clubs en neuf ou dix ans.

• L'industriel espagnol Luis Sener Sanchez, enlevé il y a trois mois, a été libéré le mardi 14 avril, annoncé-on de source policière à Madrid. M. Sener Sanchez, âgé de soixante-dix ans, directeur d'une importante entreprise de produits alimentaires, avait été enlevé par un commando se réclamant de la branche politico-militaire de FETA. — (A.F.P.)

• Un meeting du parti action républicain démocratique espagnol (A.R.D.E.) et une offrande florale devant le tombeau de son premier président, M. Niceto Alcalá Zamora, ont marqué le mardi 14 avril, à Madrid le cinquantenaire anniversaire de la proclamation de la deuxième République, le 14 avril 1931, deux jours après la victoire du front républicain-socialiste aux élections municipales du 12 avril 1931.

• Baisse du taux d'escompte en Belgique. — La Banque nationale de Belgique a décidé le 15 avril d'abaisser son taux d'escompte de 18 à 15 %. Le taux d'escompte avait été relevé de 12 à 16 % le 1^{er} avril (Le Monde du 3 avril).

NOUVEAUX TISSUS
"COUTURE"
ET
"DÉCORATION"
(depuis 18,50 F le mètre)
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Le trafic des ports perturbé le 16 avril. — La fédération C.G.T. des ports et docks appelle les dix-

sept mille ouvriers dockers à une grève de vingt-quatre heures, le jeudi 16 avril. Les dockers C.G.T. protestent contre une proposition du ministère des transports qui aurait pour effet, selon les syndicats, de remettre en cause la gestion nationale des bureaux de main-d'œuvre, ainsi que de la cause nationale chargée de réguler les cotisations des employeurs et de verser les indemnités de chômage.

• L'industriel espagnol Luis Sener Sanchez, enlevé il y a trois mois, a été libéré le mardi 14 avril, annoncé-on de source policière à Madrid. M. Sener Sanchez, âgé de soixante-dix ans, directeur d'une importante entreprise de produits alimentaires, avait été enlevé par un commando se réclamant de la branche politico-militaire de FETA. — (A.F.P.)

• Un meeting du parti action républicain démocratique espagnol (A.R.D.E.) et une offrande florale devant le tombeau de son premier président, M. Niceto Alcalá Zamora, ont marqué le mardi 14 avril, à Madrid le cinquantenaire anniversaire de la proclamation de la deuxième République, le 14 avril 1931, deux jours après la victoire du front républicain-socialiste aux élections municipales du 12 avril 1931.

• Baisse du taux d'escompte en Belgique. — La Banque nationale de Belgique a décidé le 15 avril d'abaisser son taux d'escompte de 18 à 15 %. Le taux d'escompte avait été relevé de 12 à 16 % le 1^{er} avril (Le Monde du 3 avril).

Le trafic des ports perturbé le 16 avril. — La fédération C.G.T. des ports et docks appelle les dix-

sept mille ouvriers dockers à une grève de vingt-quatre heures, le jeudi 16 avril. Les dockers C.G.T. protestent contre une proposition du ministère des transports qui aurait pour effet, selon les syndicats, de remettre en cause la gestion nationale des bureaux de main-d'œuvre, ainsi que de la cause nationale chargée de réguler les cotisations des employeurs et de verser les indemnités de chômage.

• L'industriel espagnol Luis Sener Sanchez, enlevé il y a trois mois, a été libéré le mardi 14 avril, annoncé-on de source policière à Madrid. M. Sener Sanchez, âgé de soixante-dix ans, directeur d'une importante entreprise de produits alimentaires, avait été enlevé par un commando se réclamant de la branche politico-militaire de FETA. — (A.F.P.)

• Un meeting du parti action républicain démocratique espagnol (A.R.D.E.) et une offrande florale devant le tombeau de son premier président, M. Niceto Alcalá Zamora, ont marqué le mardi 14 avril, à Madrid le cinquantenaire anniversaire de la proclamation de la deuxième République, le 14 avril 1931, deux jours après la victoire du front républicain-socialiste aux élections municipales du 12 avril 1931.

• Baisse du taux d'escompte en Belgique. — La Banque nationale de Belgique a décidé le 15 avril d'abaisser son taux d'escompte de 18 à 15 %. Le taux d'escompte avait été relevé de 12 à 16 % le 1^{er} avril (Le Monde du 3 avril).

Le trafic des ports perturbé le 16 avril. — La fédération C.G.T. des ports et docks appelle les dix-

sept mille ouvriers dockers à une grève de vingt-quatre heures, le jeudi 16 avril. Les dockers C.G.T. protestent contre une proposition du ministère des transports qui aurait pour effet, selon les syndicats, de remettre en cause la gestion nationale des bureaux de main-d'œuvre, ainsi que de la cause nationale chargée de réguler les cotisations des employeurs et de verser les indemnités de chômage.

• L'industriel espagnol Luis Sener Sanchez, enlevé il y a trois mois, a été libéré le mardi 14 avril, annoncé-on de source policière à Madrid. M. Sener Sanchez, âgé de soixante-dix ans, directeur d'une importante entreprise de produits alimentaires, avait été enlevé par un commando se réclamant de la branche politico-militaire de FETA. — (A.F.P.)

• Un meeting du parti action républicain démocratique espagnol (A.R.D.E.) et une offrande florale devant le tombeau de son premier président, M. Niceto Alcalá Zamora, ont marqué le mardi 14 avril, à Madrid le cinquantenaire anniversaire de la proclamation de la deuxième République, le 14 avril 1931, deux jours après la victoire du front républicain-socialiste aux élections municipales du 12 avril 1931.

• Baisse du taux d'escompte en Belgique. — La Banque nationale de Belgique a décidé le 15 avril d'abaisser son taux d'escompte de 18 à 15 %. Le taux d'escompte avait été relevé de 12 à 16 % le 1^{er} avril (Le Monde du 3 avril).

Le trafic des ports perturbé le 16 avril. — La fédération C.G.T. des ports et docks appelle les dix-

sept mille ouvriers dockers à une grève de vingt-quatre heures, le jeudi 16 avril. Les dockers C.G.T. protestent contre une proposition du ministère des transports qui aurait pour effet, selon les syndicats, de remettre en cause la gestion nationale des bureaux de main-d'œuvre, ainsi que de la cause nationale chargée de réguler les cotisations des employeurs et de verser les indemnités de chômage.

• L'industriel espagnol Luis Sener Sanchez, enlevé il y a trois mois, a été libéré le mardi 14 avril, annoncé-on de source policière à Madrid. M. Sener Sanchez, âgé de soixante-dix ans, directeur d'une importante entreprise de produits alimentaires, avait été enlevé par un commando se réclamant de la branche politico-militaire de FETA. — (A.F.P.)

• Un meeting du parti action républicain démocratique espagnol (A.R.D.E.) et une offrande florale devant le tombeau de son premier président, M. Niceto Alcalá Zamora, ont marqué le mardi 14 avril, à Madrid le cinquantenaire anniversaire de la proclamation de la deuxième République, le 14 avril 1931, deux jours après la victoire du front républicain-socialiste aux élections municipales du 12 avril 1931.

• Baisse du taux d'escompte en Belgique. — La Banque nationale de Belgique a décidé le 15 avril d'abaisser son taux d'escompte de 18 à 15 %. Le taux d'escompte avait été relevé de 12 à 16 % le 1^{er} avril (Le Monde du 3 avril).

Le trafic des ports perturbé le 16 avril. — La fédération C.G.T. des ports et docks appelle les dix-

sept mille ouvriers dockers à une grève de vingt-quatre heures, le jeudi 16 avril. Les dockers C.G.T. protestent contre une proposition du ministère des transports qui aurait pour effet, selon les syndicats, de remettre en cause la gestion nationale des bureaux de main-d'œuvre, ainsi que de la cause nationale chargée de réguler les cotisations des employeurs et de verser les indemnités de chômage.

• L'industriel espagnol Luis Sener Sanchez, enlevé il y a trois mois, a été libéré le mardi 14 avril, annoncé-on de source policière à Madrid. M. Sener Sanchez, âgé de soixante-dix ans, directeur d'une importante entreprise de produits alimentaires, avait été enlevé par un commando se réclamant de la branche politico-militaire de FETA. — (A.F.P.)

• Un meeting du parti action républicain démocratique espagnol (A.R.D.E.) et une offrande florale devant le tombeau de son premier président, M. Niceto Alcalá Zamora, ont marqué le mardi 14 avril, à Madrid le cinquantenaire anniversaire de la proclamation de la deuxième République, le 14 avril 1931, deux jours après la victoire du front républicain-socialiste aux élections municipales du 12 avril 1931.

• Baisse du taux d'escompte en Belgique. — La Banque nationale de Belgique a décidé le 15 avril d'abaisser son taux d'escompte de 18 à 15 %. Le taux d'escompte avait été relevé de 12 à 16 % le 1^{er} avril (Le Monde du 3 avril).

Le trafic des ports perturbé le 16 avril. — La fédération C.G.T. des ports et docks appelle les dix-

sept mille ouvriers dockers à une grève de vingt-quatre heures, le jeudi 16 avril. Les dockers C.G.T. protestent contre une proposition du ministère des transports qui aurait pour effet, selon les syndicats, de remettre en cause la gestion nationale des bureaux de main-d'œuvre, ainsi que de la cause nationale chargée de réguler les cotisations des employeurs et de verser les indemnités de chômage.

• L'industriel espagnol Luis Sener Sanchez, enlevé il y a trois mois, a été libéré le mardi 14 avril, annoncé-on de source policière à Madrid. M. Sener Sanchez, âgé de soixante-dix ans, directeur d'une importante entreprise de produits alimentaires, avait été enlevé par un commando se réclamant de la branche politico-militaire de FETA. — (A.F.P.)

• Un meeting du parti action républicain démocratique espagnol (A.R.D.E.) et une offrande florale devant le tombeau de son premier président, M. Niceto Alcalá Zamora, ont marqué le mardi 14 avril, à Madrid le cinquantenaire anniversaire de la proclamation de la deuxième République, le 14 avril 1931, deux jours après la victoire du front républicain-socialiste aux élections municipales du 12 avril 1931.

• Baisse du taux d'escompte en Belgique. — La Banque nationale de Belgique a décidé le 15 avril d'abaisser son taux d'escompte de 18 à 15 %. Le taux d'escompte avait été relevé de 12 à 16 % le 1^{er} avril (Le Monde du 3 avril).

Le trafic des ports perturbé le 16 avril. — La fédération C.G.T. des ports et docks appelle les dix-

sept mille ouvriers dockers à une grève de vingt-quatre heures, le jeudi 16 avril. Les dockers C.G